LA
STATION DU LEVANT

Ce volume a été déposé au ministère de l'intérieur (section de la librairie) en août 1876.

PARIS. TYPOGRAPHIE DE E. PLON ET Cie, RUE GARANCIÈRE, 8.

LA

STATION DU LEVANT

PAR LE VICE-AMIRAL

JURIEN DE LA GRAVIÈRE

MEMBRE DE L'INSTITUT

TOME SECOND

PARIS

E. PLON ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

10, RUE GARANCIÈRE

1876

LA STATION DU LEVANT

CHAPITRE PREMIER

L'ANARCHIE ET LA PIRATERIE EN GRÈCE.

Les nombreux extraits que nous avons empruntés à la correspondance officielle et privée de nos ambassadeurs aussi bien qu'à celle de nos officiers ne peuvent laisser, ce me semble, aucun doute sur la nature des sentiments qui, depuis le commencement des troubles, avaient dirigé dans les affaires du Levant la politique du gouvernement français. Nous nous étions pris d'une sérieuse pitié pour la Grèce; nous voulions plus sincèrement peut-être que toute autre puissance sauver ce malheureux pays, le soustraire à un joug odieux, l'arracher, s'il était possible, à ses divisions intérieures; nous n'étions pas d'humeur à faire de son affranchissement un levier pour des ambitions étrangères. Cette préoccupation

nous était assurément permise, à une condition, toutefois, c'est que nous serions les premiers à nous défendre de toute convoitise personnelle. Si nous donnions à l'Europe sujet de mettre en doute notre désintéressement, nous affaiblissions par cela seul la portée de nos conseils; si nous cherchions pour la réussite de visées chimériques un point d'appui dans l'un des partis qui déchiraient la Grèce, nous devenions sur-le-champ un objet de méfiance pour les factions opposées. Sous ce double rapport, les démarches des agents officieux qui persistaient à se donner comme secrètement autorisés par le cabinet des Tuileries ne pouvaient que gêner considérablement l'intervention de l'ambassade française. « Que peut-il y avoir, se demandait le comte Guilleminot, au fond de cette intrigue ? » — « L'idée m'est venue, écrivait-il le 27 décembre 1825 à l'amiral de Rigny, que le gouvernement du roi, par sa tolérance pour une conception si bizarre, n'a voulu que ménager sa popularité dans la question grecque. » Ce fut un grand soulagement pour le circonspect et habile diplomate quand le ministre lui manda enfin « que le roi avait traité de rêveries tous ces projets d'élection monarchique en Grèce, et que l'ambassade n'avait pas à s'en occuper ».

Cet incident vidé, la diplomatie et la station française se promettaient quelques jours de repos. Elles ne tardèrent pas à être troublées dans leur quiétude

par des attaques qui leur vinrent à la fois de deux camps opposés. Les armateurs et les capitaines de Marseille se plaignaient, suivant leur habitude, d'être insuffisamment protégés; les philhellènes, dont la voix trouvait de l'écho jusque dans la Chambre haute, accusaient au contraire les bâtiments du roi de prêter leur appui à des spéculations honteuses. L'amiral ne sut pas rester insensible à ces imputations. « Lorsque dans l'agitation des passions politiques, écrivait-il au ministre, d'anonymes calomnies s'infiltrent dans les journaux, on peut les mépriser; mais lorsque des voix puissantes et généreuses, s'adressant à d'augustes assemblées, se rendent les interprètes de doutes accusateurs, il faut établir la vérité des faits. Je suis le témoin et le garant de ceux que j'avance. Votre Excellence me prescrit de lui rendre compte des mesures que j'ai prises pour obtenir satisfaction du gouvernement grec. Je dois le déclarer, monseigneur, il n'y a aucune satisfaction, aucun dédommagement à tirer de ce gouvernement. Les membres qui le composent vivent au jour le jour; ils sont sur ce terrain dans l'impuissance la plus complète. Leur autorité est nulle, leur considération plus nulle encore. Il y a impossibilité morale et matérielle, dans la situation de la Grèce, de composer une combinaison quelconque de pouvoir. Celle qui existe ne se maintient que parce que Ricardo spécifie toujours que l'emprunt ne sera débarqué à

Nauplie que dans le cas où ce gouvernement sera encore en place. Or, cet emprunt, dévoré, pillé d'avance, a tellement démoralisé les Grecs, a semé de telles haines parmi eux que, si demain Ibrahim était contraint d'évacuer la Morée, la guerre civile recommencerait avec plus de violence que jamais. Il n'y a ici d'autre droit que la force; c'est la force qui décide de toute contestation. »

On croyait généralement en Europe que le gouvernement grec était une autorité, un pouvoir, au moins dans les pays non soumis aux Turcs, qu'il avait à ses ordres une force militaire dont il dirigeait les mouvements à son gré, une force navale obéissant à des chefs qui dépendaient entièrement de lui. On se trompait étrangement. L'armée, quand il en existait une, était l'armée de tel ou tel capitaine; ce n'était pas l'armée du gouvernement. Les vaisseaux appartenaient à des particuliers qui en disposaient suivant leur caprice; souvent même les équipages s'en emparaient et abandonnaient le théâtre des opérations pour aller chercher des captures plus faciles que les navires de guerre du sultan. L'île de Zea s'était vue soudainement envahie par deux mille Albanais chassés de la Morée. Les populations de Tine, de Syra, de Naxie, n'avaient pas tardé à s'apercevoir des fâcheuses conséquences d'un pareil voisinage; mais bientôt un accord fut conclu entre les chefs de cette bande et dix-sept

corsaires d'Hydra et de Spezzia. Il s'agissait d'aller porter le pillage dans les comptoirs de Chypre et de Syrie. C'était une diversion, disaient les Albanais; en réalité, ce n'était qu'une expédition de boucaniers animée par l'espoir d'un butin dont l'ennemi seul n'eût pas fait tous les frais. La discorde se mit entre les bandits de terre et les brigands de mer. Après une vaine incursion à Beyrouth et sur les côtes de Chypre, la troupe dispersée reparut dans les îles et y répandit de nouveau la terreur. Tels étaient les éléments avec lesquels les Grecs étaient venus aborder cette question délicate : « la propriété particulière sous pavillon neutre et le droit occasionnel de visite. »

L'exercice des droits de belligérants avait commencé pour les Grecs par des déclarations de blocus, puis étaient venues les visites, les arrestations, les confiscations. La progression fut rapide : elle devait promptement arriver au plus épouvantable brigandage maritime que l'abus des mots ait jamais fait naître. Le droit de visite réciproque stipulé par le traité conclu en 1807 entre l'Angleterre et le Danemark était du moins restreint aux bâtiments de guerre dûment commissionnés, commandés par des officiers gradés et responsables envers leur gouvernement; les corsaires en étaient exclus. Comment penser à concéder un droit pareil à des hommes exaspérés, qui n'obéissaient à personne, pas même

aux chefs qu'ils s'étaient choisis? Comment les laisser aborder tumultueusement les navires neutres; souffrir qu'ils les traînassent, sous prétexte de contrebande, dans quelque coin ignoré de l'Archipel, qu'après les avoir pillés, après avoir enlevé « jusqu'aux chemises des matelots », ils les envoyassent, comme par dérision, se faire juger devant un prétendu tribunal de prises? Au mois de mars 1826, la frégate *la Sirène* avait trouvé au village de Nauplie, gardés par quelques corsaires grecs, quatorze bâtiments sous pavillon autrichien, sept sous pavillon anglais, trois russes, deux sardes, un toscan et jusqu'à un pavillon de Jérusalem. Placé entre les réclamations incessantes du commerce et les amères accusations dont il était l'objet de la part de la presse libérale, le gouvernement du roi ne voulait ni abandonner notre navigation à des chances plus périlleuses peut-être que celles d'une guerre ouverte, ni user brutalement de ses forces pour exiger de justes dédommagements. De cet état de doute et d'anxiété était née une sorte de jurisprudence journalière dont l'application restait dévolue au tact de nos commandants.

Jusqu'à la fin de l'année 1825, les actes de violence ne s'étaient adressés qu'à des bâtiments rencontrés sans escorte; mais au fur et à mesure que le désordre s'accroissait, quand les navires d'Hydra et de Spezzia, en révolte ouverte contre leurs amiraux,

eurent quitté les parages de Missolonghi pour se livrer isolément à la course, les marins grecs, inclinant de plus en plus à la piraterie, en vinrent à ne plus respecter les bâtiments escortés. Le 5 mars 1826, un convoi autrichien composé de dix-sept voiles marchandes se trouvait réuni à Milo, sous l'escorte des bricks de guerre *le Véloce* et *l'Orion*. Les capitaines de deux bricks grecs annoncèrent l'intention de visiter à tout prix ce convoi. Dans la nuit du 6 au 7, arrivèrent sur rade deux nouveaux bricks hydriotes. Le vent venait de passer au sud-est, le convoi mit sous voile; les Grecs appareillèrent dès que le dernier navire autrichien fut sorti de la passe. « J'ai eu le regret, écrivait le capitaine Fauré, commandant la goëlette française *la Torche*, détachée en ce moment à Milo, de voir ces corsaires, animés d'une audace malheureusement impunie, capturer et emmener trois bâtiments sous le canon même de l'escorte autrichienne; de part et d'autre il n'y a pas eu une amorce brûlée. » A la même époque, un bâtiment anglais était également visité et saisi sous les yeux du commodore Hamilton. Notre situation heureusement n'était pas celle des officiers de la marine britannique; c'étaient les lois mêmes que nous avions faites, les doctrines que nous avions constamment professées, qui nous autorisaient à ne pas dévorer en silence de semblables injures. Durant la guerre de 1769 à 1774 entre la

Russie et la Porte, nous étions en possession de toute la caravane du Levant; la seule navigation qui maintînt alors les relations commerciales d'une échelle à l'autre se faisait sous pavillon français. Victorieuse à Tchesmé, jamais la Russie n'éleva la prétention d'apporter le moindre obstacle à ce trafic; devions-nous reconnaître aux Grecs un droit que nous aurions dénié à la Russie?

Au milieu des désordres de l'Archipel, les commerçants étrangers établis dans le Levant avaient éprouvé de 1821 à 1826 des pertes évaluées à quatre millions pour l'Autriche, neuf cent mille francs pour la Grande-Bretagne, trois cent mille francs pour la France, sans compter ce qu'avaient pu perdre les Sardes, les Hollandais et les Américains. Nos capitaines s'étaient acquittés jusqu'alors avec un zèle et une patience véritablement exemplaires de devoirs qui tendaient à perdre chaque jour de leur précision. L'excès du mal vint simplifier leur tâche. Ils reçurent des instructions qui ne pouvaient plus leur laisser aucun doute sur les droits dont ils étaient investis, sur les devoirs qu'ils auraient, le cas échéant, à remplir. L'occasion de déployer une juste sévérité ne se fit malheureusement pas attendre. Le 17 mars, une goëlette grecque de dix canons, la *Pénélope*, montée par cent vingt hommes d'équipage et commandée par le propre neveu de l'amiral Miaulis, le capitaine Dimitri, voulut renouveler sur un convoi français l'acte de violence qui avait si bien réussi

quelques jours auparavant contre un convoi autrichien. Dimitri s'adjoignit pour cette dangereuse expédition un brick de quatorze bouches à feu qui l'attendait en dehors de Milo. Le convoi n'avait pour protection que les six caronades de la *Dauphinoise*, chétive goëlette commandée par le capitaine Harmand. A six heures du matin, un des navires marseillais convoyés, le *Petit-Victor*, changeait brusquement de route et mettait en travers sous la volée du brick et de la goëlette grecs. « Je montai sur le pont, nous dit le capitaine Harmand, et je demandai au brick ce que signifiait une pareille manœuvre ; en même temps je fis mettre chacun à son poste. Le brick me répondit que ce bâtiment avait des Turcs à son bord et qu'il voulait le visiter. Après l'avoir inutilement sommé de s'éloigner, je donnai l'ordre de commencer le feu. Aux premières décharges, la goëlette laissa arriver vent arrière, et le brick mit ses perroquets. Je fis feu des deux bords, et l'action se termina par les cris de *Vive le roi ! Vive la France !* comme elle avait commencé. » Un mois à peine s'était écoulé, que la goëlette *l'Amaranthe* se voyait également contrainte d'infliger à d'autres croiseurs une leçon non moins rude. Cette goëlette avait pour capitaine le lieutenant de vaisseau Bruix, brave et spirituel officier, que son nom, sa valeur, auraient aisément conduit aux plus hauts grades, si la vivacité de ses opinions politiques, jointe à un caractère trop

bouillant peut-être, n'eût, surtout dans les premiers temps de la Restauration, fait obstacle à son avancement. Véritable type des joyeux aspirants du premier empire, le capitaine Bruix était de ces officiers à qui l'on ne saurait impunément faire flairer l'odeur de la poudre. Deux canots détachés d'un brick grec se dirigeaient le 17 avril sur la *Claire*, un des bâtiments que l'*Amaranthe* escortait. « J'ai fait, écrivait à l'amiral de Rigny l'impétueux commandant, crier aux embarcations de retourner à leur bord. Ils ont répondu d'une manière insolente et en agitant leurs armes. Alors j'ai envoyé toute ma volée sur le brick et sur ses embarcations. Les embarcations ont sur-le-champ rebroussé chemin. J'ai continué vigoureusement l'attaque pour profiter de la démoralisation et du désordre qui régnaient à bord de ce bâtiment de vingt canons, beaucoup plus fort par conséquent que l'*Amaranthe*. J'ai tiré quarante coups de canon et deux cents coups de fusil. Les Grecs alors n'étaient plus arrogants ; ils demandaient grâce en prenant lâchement la fuite. »

Le traitement, bien que mérité, était rigoureux ; le jugement paraîtra plus sévère encore, si sévère qu'on pourrait jusqu'à un certain point le soupçonner d'être injuste. Il est évident que les Grecs, tout en se targuant de leurs prétendus droits, en ne négligeant aucune occasion d'en affirmer l'usage, ne se souciaient nullement d'engager un combat en

règle avec les bâtiments du roi. Cette répugnance s'expliquait trop naturellement pour qu'il y eût besoin de l'attribuer à un défaut de courage ; si bandits qu'ils pussent être, les bandits de l'Archipel étaient du moins des bandits audacieux. Il est peu parages, peu d'époques qui aient vu des corsaires plus entreprenants et des malfaiteurs plus subtils. Quand la traite florissait sur la côte d'Afrique, les négriers français et espagnols ont joué plus d'un « bon tour » aux croiseurs anglais. La façon dont s'y prit un corsaire hydriote pour échapper aux étreintes d'une de nos frégates eût fait honneur au plus adroit d'entre eux. Le 27 mai 1826, la *Galatée* se trouvait au point du jour sous l'île de Tine. En ce moment donnait dans le canal un brick dont l'extérieur parut répondre au signalement d'un navire d'Hydra dénoncé depuis longtemps au commandant de la station comme suspect. La *Galatée* ne se dérangea pas cependant de sa route et ne changea rien à sa voilure ; elle était alors sous ses trois huniers et sa misaine. Le corsaire courait à contre-bord et devait passer sous le vent de la frégate. Quand il fut à peu près par son travers, le commandant Maillard laissa brusquement arriver, fit mettre le brick en panne et l'envoya visiter. Le hasard l'avait bien servi, il venait d'arrêter le fameux *Trasybule*, le plus redouté et le moins scrupuleux des corsaires d'Hydra. On s'occupa sur-le-champ de l'amariner. Le capitaine, un officier,

cinquante hommes descendus dans les embarcations de la frégate, étaient à mi-chemin de la *Galatée* quand le vent tomba subitement ; de folles brises masquèrent les voiles de la frégate, qui vira involontairement de bord. Le brick se trouvait au contraire en dehors de la zone envahie par le calme ; tout à coup, on le vit qui filait avec une fraîche brise sur Syra. Avant que la frégate eût pu changer de cap, recueillir et hisser ses embarcations, le Grec était déjà loin. La goëlette *l'Amaranthe* croisait entre Tine et Syra. Les signaux de la frégate l'avertirent ; elle accourut, se plaça sur la route du brick, mais les Grecs firent ranger le long de leurs bastingages un aspirant et cinq matelots de la *Galatée* qu'ils avaient pu retenir prisonniers. Le capitaine Bruix dut imposer silence à son indignation et à son artillerie. La frégate pendant ce temps s'était couverte de toile. Lorsqu'elle vint jeter l'ancre dans le port de Syra, il y avait un quart d'heure à peine que le brick y était mouillé ; le *Trasybule* avait mis ce court intervalle à profit. Se glissant avec une souplesse merveilleuse entre les navires qui remplissaient la rade, il s'était fait un rempart de pavillons neutres. De tous côtés lui arrivaient des secours. Plus de deux mille hommes en armes s'agitaient sur la plage, menaçant d'incendier la ville catholique au premier coup de canon qui partirait de la *Galatée*. Il fallut transiger. L'héparque et le consul de France se char-

gèrent de la négociation. L'aspirant et les cinq canotiers furent échangés contre les cinquante marins grecs ; le corsaire quitta son asile et vint mouiller sous la volée de la frégate. Quand les Grecs eurent ainsi fait acte de soumission, nous consentîmes de notre côté à croire à leur innocence. Le capitaine et l'officier du *Trasybule* allèrent rejoindre en paix leurs compagnons, mais nos officiers n'oublièrent de longtemps ce qu'il en peut coûter d'amariner avec négligence un bâtiment grec.

La piraterie prenait de jour en jour un caractère plus féroce. Un bâtiment anglais et un bâtiment sarde avaient disparu ; on accusait les Grecs d'en avoir massacré les équipages. « Je déclare, écrivait l'amiral de Rigny le 25 avril 1826, qu'il est impossible à un bâtiment isolé de faire dix lieues dans ces mers sans être assailli. Il n'y a jamais eu dans aucun temps et dans aucun parage d'exemple d'un brigandage aussi effronté. Ceux qui s'y livrent savent qu'ils trouveront dans leur propre pays non-seulement impunité, mais encore protection ; ils savent aussi que le prestige attaché à leur cause fera accuser ceux qui s'élèvent contre de pareilles atrocités de les exagérer. Il me semble cependant qu'on peut dire la vérité sur les Grecs sans désirer qu'ils retombent sous le joug des Turcs. L'Archipel présente ce singulier spectacle de bâtiments neutres naviguant avec toutes les précautions des temps de guerre les plus ani-

més. » La misère, l'indiscipline, de dangereux conseils, des dispositions naturelles et pour ainsi dire héréditaires, des localités favorables, poussaient les insulaires dans cette voie funeste. La Grèce rétrogradait insensiblement vers la barbarie.

Les Ipsariotes qui avaient pu échapper au massacre du 10 juillet 1824, après avoir vécu pendant quelque temps des largesses d'un de leurs compatriotes, Varvakis, devenu un des sujets les plus opulents du tsar, offraient vainement leurs services à un gouvernement qui n'avait pas le moyen de les payer. Exclus de la seule industrie qui fût à leur portée, ils s'étaient faits pirates et infestaient, avec de misérables bateaux qu'ils avaient construits eux-mêmes, tous les abords du golfe de Salonique. L'hiver venu, lorsque les flottes turques étaient paralysées, que les flottes d'Hydra et de Spezzia étaient rentrées au port, la grande piraterie se donnait à son tour carrière. Des bricks de dix et vingt canons s'établissaient en permanence sur les côtes de Syrie et d'Égypte ; ils en revenaient avec un butin qu'on évaluait, vers la fin de l'année 1826, à plusieurs millions. Il fallait un repaire à ces opérations illicites. Hydra et Spezzia étaient trop en vue, trop voisines du siége du gouvernement. Au mois de septembre 1825, quelques Grecs s'emparèrent, sur la côte de Candie, du fort de Grabouza, que les Turcs avaient laissé à la garde de cinq hommes. Un an plus tard, le capitaine Bruix,

visitant cet îlot, y trouvait une garnison de neuf cents bandits. La vieille forteresse vénitienne avait été armée de quarante bouches à feu ; des canons battaient les deux passes. La poursuite de quelques bateaux amena, vers la même époque, la frégate anglaise *la Sibylle* dans ces parages. La *Sibylle* ne réussit pas à s'emparer des pirates, mais elle eut dans une seule affaire quarante hommes tués ou blessés, dont deux officiers. L'indignation devenait générale ; la répression n'en était pas pour cela plus facile. Fuyant d'île en île, de rocher en rocher, les pirates déguisaient leurs navires, changeaient leurs équipages, dissimulaient leurs armes, et recommençaient leurs courses aussitôt que nos bâtiments de guerre avaient disparu. Le lieutenant général Paulucci, envoyé dans le Levant à la tête d'une forte escadre autrichienne pour y protéger un commerce qui occupait près de huit cents navires, prit le parti violent d'arrêter les premiers bâtiments d'Hydra et de Spezzia qui se trouvèrent sur sa route. C'était ainsi qu'il prétendait indemniser le commerce autrichien de ses pertes. Il n'avait pas, comme l'amiral de Rigny, à compter avec l'opinion libérale et avec les scrupules mêmes de son gouvernement. Très-inquiète du résultat que pourrait amener une médiation étrangère dans les affaires de la Grèce, l'Autriche eût volontiers demandé la pacification de l'Orient à quelque succès décisif de la Porte : aussi prenait-elle à peine le soin de dissimuler sa partia-

lité. Ses bâtiments de guerre escortaient ses navires de commerce quand ils traversaient l'Archipel frétés par Méhémet-Ali; les fonds que le vice-roi faisait passer d'Égypte à Ibrahim s'embarquaient sous son pavillon. « C'est aux Autrichiens seuls, écrivait l'amiral de Rigny, ce n'est pas à nous que doivent être réservées toutes ces accusations de servilité qui nous sont adressées en commun. »

Irrité, fatigué par les accusations les plus contradictoires, l'amiral voulut enfin se soustraire à une tâche ingrate. Il pria le ministre de l'autoriser à rentrer en France. « Le roi, lui répondit-on, n'a pu accueillir votre demande ; il la juge contraire à ses intérêts. » — « Franchement, lui écrivait de son côté le comte Guilleminot, je ne puis, mon cher général, que prononcer moi-même contre vous. Vous nous êtes nécessaire, plus nécessaire encore aujourd'hui que par le passé. » Si du moins les journaux de Paris avaient voulu croire à la piraterie, ou si ceux de Marseille avaient consenti à ne plus s'en plaindre ! Mais il n'arrivait pas de France un courrier qui ne portât la trace de l'impression laissée jusque dans les régions officielles par des déclamations pour lesquelles le pouvoir n'a pas toujours le superbe dédain qu'il affecte. « J'avoue, monseigneur, écrivait l'amiral le 28 octobre 1826 au ministre, que je ne puis comprendre comment des faits de piraterie si multipliés, si authentiques, trouvent

encore, sinon des apologistes, au moins des incrédules. Notre patience et notre tolérance ont été poussées au delà de ce que pouvaient désirer les plus ardents défenseurs des Grecs. En toutes les occasions, — j'en atteste les plaintes et les déclarations des chambres de commerce, — les Grecs ont été les provocateurs. Je défie qu'on me cite un bâtiment français qui se soit chargé de transports illicites sans avoir été immédiatement abandonné aux chances qu'il devait courir. Cependant lorsque, sous prétexte du blocus général de l'empire ottoman, on prétend arrêter toute la navigation européenne, non pour le salut d'une cause qui a certainement toutes nos sympathies, mais pour se partager les dépouilles de nos bâtiments, lorsque des corsaires, sans pavillon, sans commissions régulières, sans garantie d'aucune sorte, insultent jusqu'aux bâtiments du roi, il faut bien que ceux-ci soient toujours prêts à repousser des insultes qu'ils ne provoquent jamais. »

Le brick *le Palinure*, commandé par le capitaine Kerdrain, s'était emparé près de l'île de Chypre du brick-goëlette de Spezzia *l'Aristide*, percé de seize sabords et monté par soixante-quatre hommes d'équipage; la corvette *l'Écho*, aux ordres du capitaine Buchet de Châteauville, avait saisi sur la côte de l'île Thermia un forban qui s'y était réfugié. L'amiral envoya les équipages de ces deux navires à Toulon. On niait qu'il y eût des pirates dans l'Archipel; la ques-

tion allait être tranchée par les tribunaux maritimes. Qu'on juge de la stupéfaction de l'amiral quand il vit revenir acquittés, blanchis par une sentence de non-lieu, ces malfaiteurs notoires dont les excès avaient terrifié notre commerce. Missolonghi venait de succomber ; la France ne se sentait pas le courage d'envoyer des Grecs au supplice. Dans le Levant même, une pareille indulgence fut généralement peu comprise, et l'on peut dire qu'elle contribua singulièrement à y refroidir l'enthousiasme. Le devoir de l'historien est de chercher à démêler la vérité entre ces rapports officiels empreints d'une mauvaise humeur évidente, « et ces relations privées dont l'idiome amplificateur avait encore à traverser Zante, Corfou, l'Italie et l'Autriche, avant d'aller recevoir à Londres et à Paris le brillant coloris de la presse journalière ».

Le nom de Canaris continuait toutefois de trouver grâce devant un scepticisme croissant. La modestie et la simplicité du héros ipsariote « formaient, au dire de nos capitaines, le plus parfait contraste avec la jactance et le sot orgueil de tous ces gens qui, ne pouvant ou n'osant l'imiter, ne perdaient pas une occasion de l'abreuver de dégoûts ». Le 17 juin 1826, cet illustre favori de la station française se débattait sur la place d'Égine au milieu d'une foule en démence. L'apparition soudaine des frégates *la Sirène* et *la Galatée* vint fort à propos disperser les forbans

qui étaient sur le point d'attenter à sa vie. Ces misérables se hâtèrent de courir à leurs prames; mais déjà trois cents de nos marins avaient pris terre sous le commandement du capitaine de frégate Robert. Les principaux habitants d'Égine dirigeaient leur marche. Quatorze bateaux pirates tombèrent ce jour-là en notre pouvoir; la flamme fit justice de ceux qui se trouvaient encore sur les chantiers. Canaris se rendit à bord de la *Sirène*. Jaloux du bon renom de ses compatriotes, indigné des excès qui compromettaient aux yeux de l'Europe la cause de la Grèce, il avait plus d'une fois tenté de chasser les pirates d'Égine: il les menaçait, quand nos bâtiments étaient apparus, de brûler leurs bateaux. Il ne pouvait en vouloir à ceux qui n'avaient fait qu'accomplir ses menaces, et qui venaient en même temps de préserver ses jours. Le gouvernement grec n'hésita pas davantage à donner son approbation complète aux mesures énergiques prises par l'amiral. « Vous ne nous rendez pas seulement le service, lui écrivit-il le 16 juin 1826, de rétablir dans ces mers la sécurité de la navigation; en détruisant les moyens que ces hommes, indignes du nom de Grecs, employaient pour devenir le fléau de leur pays, vous les obligez à venir offrir leurs bras à la défense commune. »

Des bras robustes, des cœurs vaillants, ce n'était pas ce qui manquait en 1826 à la Grèce; il lui manquait le moyen d'assurer la subsistance de ces hommes

dont une solde régulière eût fait des héros, et dont la faim, mauvaise conseillère, faisait des bandits. Oui, certes, il fallait un réel courage à l'amiral pour oser proclamer de ces vérités « qui n'attirent à leurs auteurs que des injures et qui froissent l'opinion générale » ; mais si « en 1826 les Grecs ne pouvaient plus se sauver ni des Turcs ni d'eux-mêmes », était-il bien juste de s'en prendre à l'humeur indocile, aux tendances anarchiques de leur race ? N'eût-on pas pu en accuser avec plus de raison les hésitations de l'Europe, qui laissait s'épuiser, sans savoir s'arrêter à aucun parti, les dernières ressources et les dernières gouttes de sang de ce malheureux peuple ?

CHAPITRE II

DESTRUCTION DES JANISSAIRES. TRAITÉ D'AKERMANN. 15 JUIN ET 6 OCTOBRE 1826.

« L'affaire Ouvrard » venait d'être déférée à la Chambre des pairs. Les fonctions que le comte Guilleminot avait exercées en 1822 à l'armée d'Espagne ne pouvaient le laisser indifférent aux débats que devait entraîner ce procès. Il obtint du roi l'autorisation « d'aller faire un tour en France », et partit pour Paris par la voie de terre dans les derniers jours du mois de février 1826. Pendant son absence, les rives du Bosphore devaient voir de graves événements.

Le premier secrétaire de l'ambassade de France, M. Desages, était resté chargé d'un intérim qui se prolongea pendant sept mois. Le nom de M. Desages est un de ceux qu'on ne prononce encore aujourd'hui qu'avec respect au ministère des affaires étrangères; il y rappelle et y rappellera longtemps les meilleures traditions de la diplomatie française. Voici en quels termes ce remarquable esprit résumait au mois de mars 1826 la situation qu'en par-

tant pour Paris l'ambassadeur lui avait laissée. « Nous voudrions de bonne foi, écrivait M. Desages à l'amiral de Rigny dans une lettre où la familiarité de l'expression ne rend que plus sensible la netteté de la pensée, pouvoir en finir avec tout ce gâchis, mais nous craignons que la Russie ne se mette en branle, et comme l'Autriche, à la bonne foi près, exprime les mêmes vœux et les mêmes craintes que nous, il s'ensuit que tout le monde est d'accord pour proclamer la nécessité d'agir, et que personne ne parvient à s'entendre sur les moyens qu'il conviendrait d'employer. Vous me demandez avec qui nous marchons. C'est, je pense, avec les Russes. En nous tenant près de la Russie, *sans laquelle on ne peut rien décider dans la question d'Orient*, nous sommes à peu près certains qu'on ne terminera pas cette affaire sans nous. Il serait vraiment par trop maladroit de nous exposer à ce qu'on se passât, quand on la voudra définitivement régler, du concours ou tout au moins de l'appui moral de la France. » Tel était en effet l'échec que le cabinet des Tuileries voulait à tout prix prévenir. Sa trop grande complaisance pour les conseils de M. de Metternich faillit, au début de l'année 1826, le lui attirer.

Au moment même où le comte Guilleminot s'éloignait de Constantinople, un nouvel envoyé de Sa Majesté Britannique y faisait son apparition. Cousin

du grand ministre qui dirigeait alors le cabinet anglais, porteur d'un nom illustre dont il était destiné à rehausser l'éclat, sir Stratford Canning eût été bien aise de donner à l'Angleterre le mérite exclusif d'avoir affranchi la Grèce, ne fût-ce que pour faire oublier au monde que l'Angleterre avait laissé asservir l'Espagne; mais le jour n'était pas encore venu où le futur lord Stratford de Redcliffe pourrait parler en maître aux ministres effrayés et dociles du sultan. « Je doute fort, écrivait l'amiral de Rigny, qu'il obtienne quelque chose des Turcs, s'il ne les menace de la flotte anglaise. » Sir Stratford avait eu à Hydra une conférence avec les principaux chefs du gouvernement grec. Il se flattait de les avoir convertis à ses idées de conciliation; il ne lui restait plus qu'à faire agréer son plan d'accommodement par la Porte. Le 10 mars 1826, il traçait au reïs-effendi un tableau effrayant des embarras qui menaçaient, selon lui, la Turquie. « L'empereur Alexandre avait résolu la guerre; son successeur la voulait également. Tant que les Grecs seraient en état d'insurrection, la Russie aurait en eux une cause de rupture toujours prête. La Porte avait dû se convaincre de son impuissance à réduire la rébellion par la seule force des armes; il fallait donc songer à s'arranger. » Sir Stratford n'allait pas dans cette entrevue jusqu'à offrir au divan la médiation anglaise; suivant l'expression de M. Desages, « il

tournait autour ». Le reïs-effendi le laissa parler pendant quatre heures, puis il lui répondit : « Nous n'admettrons pas dans nos affaires avec les insurgés d'ingérence étrangère ; nous l'avons dit une fois, nous le dirons toujours. »

La Russie, attentive, surveillait de loin ces démarches. Les scrupules du prince de Metternich l'avaient longtemps gênée ; le zèle de George Canning et de ses agents lui plut fort. Il y avait alors à Saint-Pétersbourg deux envoyés extraordinaires chargés de complimenter, à l'occasion de son avénement, le nouveau tsar : lord Wellington et l'archiduc Ferdinand d'Este. Le langage de l'empereur Nicolas rassurait pleinement ce dernier. Le successeur d'Alexandre était de l'avis de l'empereur Joseph II refusant en 1778 aux insurgés d'Amérique les sympathies du comte de Falkenstein[1]. Il pensait, lui aussi, « que le métier d'un roi est d'être royaliste ». — « Ne dites point les Grecs, avait-il fait observer un jour en interrompant brusquement son interlocuteur ; dites les sujets insurgés de la Sublime Porte. Je ne protégerai pas plus leur révolte que je ne voudrais voir la Porte protéger une rébellion parmi ceux de mes sujets qui sont mahométans. » M. de Nesselrode, en revanche, témoignait à lord

[1] On sait que ce fut sous ce pseudonyme que l'empereur Joseph II visita la France.

Wellington le plus vif intérêt pour la pacification des provinces rebelles. « Si l'Angleterre voulait se charger seule de la négociation, le cabinet russe l'appuierait de tous ses efforts. » Le résultat de ce double jeu ne se fit pas attendre. Le 17 mars 1826, la Russie présentait à la Porte un ultimatum où, se montrant avec affectation indifférente au sort futur des Grecs, elle ne mettait en avant que ses propres griefs ; le 4 avril, un protocole secret signé à Saint-Pétersbourg associait le cabinet russe de la façon la plus formelle et la plus intime aux projets de médiation de Sa Majesté Britannique.

Justement mécontent de la manière dont cette transaction s'était opérée, le gouvernement du roi n'hésita pas cependant à déclarer « qu'il soutiendrait également de tout son pouvoir les démarches qu'allait faire à Constantinople l'Angleterre ». Ce que la France avait tenu surtout à éviter, c'était « l'adhésion de la Porte à des propositions qui ne partiraient que d'une seule puissance ». Le concours offert par la Russie, quoique la sommation ne dût se faire qu'au nom de la Grande-Bretagne, écartait toute idée d'ingérence exclusive. Nous étions donc libres d'obéir sans réserve à l'intérêt que nous inspirait la Grèce. Le roi de Prusse crut devoir adopter une autre politique. Il fit dépendre son concours de l'unanimité des puissances. C'était tacitement se ranger sous la bannière de la politique autrichienne, car il était aisé

de prévoir qu'on ne réussirait jamais à concilier les vues du prince de Metternich, « tenant à laisser le sultan proposer de son propre mouvement un plan de pacification », et les idées plus larges d'un ministre que le diplomate autrichien accusait hautement de vouloir, dans son extravagance, « déchaîner encore une fois la révolution sur le monde ».

Involontairement ou à dessein, le prince de Metternich exagérait beaucoup la portée de la convention de Saint-Pétersbourg. George Canning, tout en ratifiant le 15 mai le protocole signé le 4 avril par lord Wellington, n'avait pas cessé de protester contre l'emploi éventuel de mesures coercitives. Dépouillé de cette sanction, le traité ébauché était encore « un enfant mort-né, un coup d'épée dans l'eau ». Il pouvait profiter à la Russie ; il n'était d'aucun secours pour la Grèce. La Russie y trouvait en effet un appui pour ses prétentions, la Grèce continuerait d'être impunément ravagée par les troupes d'Ibrahim en Morée, par celles de Reschid-Pacha dans l'Attique.

Malgré les ménagements qu'on semblait vouloir garder envers lui, le sultan n'en fut pas moins profondément blessé. Tant qu'il ne s'était agi que de rétablir le *statu quo* de 1821 dans les principautés, de mettre en liberté les députés serbes retenus à Constantinople comme otages, d'envoyer des plénipotentiaires à la frontière russe, il avait pu faire plier son orgueil devant les difficultés du moment :

l'Autriche elle-même n'avait point hésité à lui en donner le conseil; mais à peine s'était-il résigné à satisfaire le tsar, qu'il se trouvait exposé à subir de la part de l'Angleterre l'affront de propositions bien autrement graves et bien autrement offensantes. La Russie ne réclamait après tout que l'exécution d'un ancien traité; les exigences de M. Minciaky, chargé de présenter au reïs-effendi l'ultimatum du tsar, ne portaient nulle atteinte aux droits du souverain. Sir Stratford, au contraire, venait demander à l'héritier et au représentant du Prophète « de reconnaître le droit de raïas insurgés à une existence politique indépendante ». Eût-il voulu céder à une pareille requête, le sultan Mahmoud n'en aurait pas eu le pouvoir : jamais les ulémas n'auraient ratifié sa faiblesse. Sur un pareil terrain, le prince des croyants se trouvait arrêté par une véritable impossibilité morale. L'avertissement cependant n'était pas à dédaigner. Longtemps malveillants en secret, les rois chrétiens levaient enfin le masque. Ils complotaient dans leurs conciliabules la ruine et l'humiliation de l'empire. Que manquait-il donc aux armées ottomane pour qu'elles pussent sans délai châtier cette insolence? Il leur manquait « la discipline sévère, la tactique savante », qui faisaient, à la honte de l'islam, la force et la supériorité des armées infidèles. « De misérables Grecs, faibles roseaux qu'eût balayés autrefois le torrent impétueux du courage

ottoman, bravaient depuis cinq ans les efforts d'une monarchie que le ciel avait destinée à durer aussi longtemps que le monde. De toutes les races diverses répandues sur la surface du globe, en était-il une seule qui produisît autant de guerriers courageux et robustes que le peuple choisi pour propager la parole du Prophète? Les chrétiens ne connaissent point l'enthousiasme religieux; les idées de récompenses promises dans l'autre vie ne leur font point comme au soldat musulman braver intrépidement la mort. Donnez aux armées musulmanes la tactique, les manœuvres, la discipline des chrétiens, et les forces réunies de l'Europe céderont à leur courage, secondé par la science; mais des soldats que n'enchaînent pas à leur rang les liens de l'obéissance, quand ils seraient aussi nombreux que les sables de la mer, quand ils auraient la valeur de Roustem ou de Cahraman, ne sauraient triompher d'un ennemi discipliné. La fuite d'un seul lâche entraînera les autres, et l'opprobre d'une défaite attend inévitablement leur général. »

Tels étaient les raisonnements par lesquels le sultan Mahmoud s'excitait à reprendre l'œuvre interrompue du sultan Sélim. Malheureusement les difficultés d'une semblable tâche étaient grandes. Le soldat turc ne voulait s'exercer « qu'à tirer à balles sur des pots de terre, à couper des rouleaux de feutre avec son sabre ». Il refusait obstinément « de

se tenir à son rang en silence, recueilli comme un homme en prière, attentif à exécuter les ordres, appliqué à suivre les mouvements de son chef, ainsi que dans la mosquée le fidèle suit ceux de son iman ». Au lieu de s'élancer entre les deux lignes le yatagan à la main, criant d'une voix éclatante : « Qui veut se mesurer avec moi ? » il lui faudrait désormais rester immobile sous le feu de l'artillerie, marcher au pas sous la fusillade. C'était là peut-être se conformer aux plus sages préceptes du Coran, employer contre les infidèles les moyens dont les infidèles se servaient pour combattre avec avantage les enfants chéris du vrai Dieu ; ce n'en était pas moins une transformation à peu près impossible. Autant eût valu essayer de redresser un bâton de bois tors le jour où ce bâton desséché aurait perdu avec sa sève son élasticité.

La prise de Missolonghi venait d'ajouter un nouveau lustre aux armes d'Ibrahim. L'impulsion décisive imprimée aux idées de réforme fut à Constantinople un mouvement égyptien. L'agent du pacha d'Égypte, Nedjib-Effendi, poussait depuis longtemps le sultan dans cette voie. Son assurance, ses promesses de concours, entraînèrent le conseil des ministres. Le peuple d'ailleurs, — ne le perdons pas de vue, — tenait déjà en très-mince estime les troupes dégénérées dont il lui fallait chaque jour déplorer la turbulence et subir la tyrannie. Il avait

pu jadis laisser les janissaires « ôter la vie à quatre sultans, en détrôner quatre autres ». Les janissaires étaient alors « le rempart inébranlable » contre lequel venait se briser le flot impuissant des chrétiens : les dernières guerres avaient porté une atteinte mortelle à leur influence. Ces soldats qui savaient toujours se révolter, mais qui n'apparaissaient sur les champs de bataille que pour y prendre la fuite, devaient céder la place à des troupes mieux organisées. Si les ennemis de la Porte « osaient étendre leurs mains infidèles et impures vers l'œuf éclatant de blancheur de l'honneur musulman », c'est qu'ils ne trouvaient plus devant eux que d'infâmes vagabonds ou de pacifiques artisans « indignes de se pavaner dans l'arène de la gloire ». La décomposition graduelle de l'odjak expliquait seule l'arrogance croissante des giaours.

Quand les exigences de la Russie et les odieux desseins attribués à la duplicité de l'Angleterre furent connus à Constantinople, l'indignation y fut si générale qu'elle finit par gagner la magistrature religieuse, dont les janissaires étaient, dans l'antique économie de la société turque, les protégés et les protecteurs, pour tout dire en un mot, — le bras séculier. Les ulémas déclarèrent que « c'était un devoir pour les enfants du Prophète d'adopter les armes, la discipline, la tactique de leurs adversaires lorsqu'ils pouvaient ainsi s'assurer la victoire ». Ils

reconnurent également le droit du sultan de prescrire à ses troupes « tous les exercices qu'il jugerait nécessaires à leur instruction ». A dater de ce jour, la farouche milice était livrée. Le droit et la force morale venaient de passer du côté du sultan.

Le corps des janissaires, l'*odjak*, — en français le foyer, — se composait de cent quatre-vingt-seize *ortas* ou compagnies, dont cinquante et une résidaient dans la capitale. Cette troupe, constamment soldée, avait réuni autrefois plus de cent dix mille fantassins. Les janissaires étaient tous à cette époque des soldats actifs, touchant eux-mêmes la paye inscrite en leur nom sur les rôles et accourant au premier appel se ranger sous le drapeau de leur compagnie; mais depuis la campagne de 1774 en Morée l'usage s'était introduit d'accorder à des soldats valides et jeunes encore, sous prétexte de traitement de retraite, des billets de solde dont il leur fut bientôt permis de trafiquer. La vente de ces billets, exploitée par les chefs des compagnies, prit en quelques années de fatales proportions; les rôles des ortas cessèrent de représenter des effectifs réels. Les passe-volants, cet abus que poursuivait avec tant de vigueur, dans l'armée française, notre illustre Louvois, formaient en 1826 plus de la moitié de l'armée ottomane. Une compagnie était-elle désignée pour entrer en campagne, les officiers partaient à la tête d'un ramassis de gens sans aveu,

étrangers au métier des armes comme à toute idée de subordination. « Semblable à l'hydre de la fable », l'odjak des janissaires avait pu, au temps des Soliman, des Bajazet, des Sélim et des Amurat, « présenter à chacun des souverains de l'Europe une de ses gueules menaçantes »; depuis un demi-siècle, ce monstre édenté n'était plus redoutable qu'à ses maîtres et aux populations paisibles habituées à trembler sous son despotisme. Uni à l'ordre fanatique des derviches becktachis, à la corporation puissante des *hammals* (portefaix), couvrant le territoire de l'immense réseau de ses affiliations, l'odjak en 1826 était bien moins une armée qu'un parti On a comparé les janissaires aux prétoriens, aux mameluks, aux strélitz; on eût pu tout aussi bien comparer cette vaste association aux templiers, aux ligueurs ou aux jacobins. Toucher à l'organisation d'une semblable milice, ce n'était pas seulement réformer l'armée, c'était bouleverser l'état social.

La formation d'un corps de troupes disciplinées destiné à tenir en bride les janissaires avait été l'ambition de plusieurs sultans. Le père de Mahmoud, Abdul-Hamid, monté sur le trône en 1774, donna aux artilleurs un uniforme, une caserne aux soldats de marine. En 1806, le sultan Sélim fit venir de Caramanie seize mille hommes qu'il se proposait de faire exercer à l'européenne. Ce corps reçut le nom de Nizam-Djedid. Arrivé à Constantinople, le nouveau

corps se prit de querelle avec les troupes de formation plus ancienne qui avaient eu jusqu'alors la garde des châteaux et des batteries du Bosphore. Après deux jours de massacres, dans lesquels périrent tous les ministres partisans de la périlleuse réforme, le Nizam-Djedid fut dissous, le pieux et doux Sélim fut déposé. Quelques mois plus tard, le pacha de Routschouk, Moustapha-Baïrakdar, forçait à son tour les portes du sérail. Il se flattait de pouvoir replacer Sélim sur le trône ; il ne fit que précipiter son destin. Le sérail en s'ouvrant ne livra au pacha de Routschouk qu'un cadavre. Ce fut Mahmoud II qui reçut la couronne arrachée le 28 juillet 1808 du front de Moustapha IV. Le cordon fit justice des officiers impliqués dans la sédition, mais quelques mois plus tard les janissaires prenaient leur revanche. Assiégé dans son palais, que les révoltés venaient de livrer aux flammes, le terrible vizir périt asphyxié. Moustapha-Baïrakdar avait régné du 28 juillet au 14 novembre sous le nom du souverain qu'il avait donné pour successeur à Sélim. Pendant son trop court passage aux affaires, il s'était occupé de créer quelques ortas modèles qui prirent l'appellation de *seymens* réguliers ; il avait également rappelé à Constantinople les débris du Nizam-Djedid. Sa mort imposa un nouveau temps d'arrêt aux idées de réforme.

Mahmoud avait échappé par miracle au sort de

son ministre. En faisant étrangler son frère Moustapha, l'unique fils de ce frère, en faisant mettre à mort quatre sultanes enceintes, il déconcerta les projets avoués des séditieux. Mahmoud restait le seul rejeton de la race d'Othman. Devenu sacré à ce titre, même pour des janissaires, on eût pu croire qu'il allait tout oser; mais Mahmoud était un autre homme que Sélim. Avant de se heurter aux passions religieuses et à cet orgueil de l'immobilité qui fait encore le fond du caractère ottoman, il voulut, suivant la parole de son historiographe Assad-Effendi, s'assurer « un solide appui dans l'opinion publique ». Son premier soin fut de réconcilier les seymens et les Nizam-Djedid avec les janissaires. Il garda ainsi un noyau de soldats dévoués, tout en répudiant bien haut la pensée de donner suite aux innovations de Sélim. Ce fut avec l'ancien système militaire qu'il fit contre les Russes les campagnes de 1810 et de 1811, qu'il soutint la guerre en Servie, apaisa la révolte des ayans, triompha de la rébellion d'Ali et vint échouer devant la résistance inattendue des Grecs. Quand l'honneur de l'Islam, un instant compromis, eut été sauvé par les Égyptiens, Mahmoud jugea le moment venu de céder au penchant qui l'entraînait à suivre l'exemple de Méhémet-Ali.

Le Prophète avait dit : « Dieu enverra au commencement de chaque siècle au peuple musulman un homme dont la mission sera de régénérer la foi. »

Il avait ajouté : « Chaque siècle s'ouvre par quelque catastrophe. » Le régénérateur pour le peuple turc, la catastrophe pour les janissaires, ce fut le prince pensif et silencieux, seul rameau épargné de l'arbre d'Othman, qui pendant dix-huit ans, tourmenté par la sédition, n'avait pas cessé du fond de son sérail de ruminer et de préparer sa vengeance. Depuis Louis XI, la Providence n'avait pas suscité à une société vieillie un plus impassible réformateur. Mahmoud ne connaissait ni les emportements sanguinaires d'Ali, ni la fougue impétueuse du vice-roi de l'Égypte. C'était une de ces divinités implacables et sereines comme en adorent les peuples de l'Hindoustan. Tous ceux qui, pendant son long règne, prirent sa résignation patiente pour de la faiblesse eurent sujet de s'en repentir. Les janissaires purent impunément le braver tant qu'il n'eut pas réussi à séparer leur cause de celle des ulémas. Le jour où il les eut devant lui isolés, désavoués par les interprètes de la loi, il ne les châtia pas, il les anéantit.

Les janissaires complotaient sur la place publique; accomplissant la parole du Coran, Mahmoud « prépara leur perte en silence ». Il lui fallait pour cette entreprise, où déjà un sultan avait perdu la vie, des instruments dévoués et résolus. Mahmoud les chercha dans les rangs mêmes de ceux qu'il se proposait de détruire. D'un janissaire insubordonné qui avait tué le chef de son orta, il avait fait l'aga de cette

milice. Il voulut l'élever plus haut encore. Il le fit pacha à trois queues, séraskier, gouverneur des châteaux du Bosphore. Odieux aux janissaires par les actes de sévérité dont tout Constantinople gardait le souvenir, Hussein, — la chose était certaine, — ne reculerait pas. Il était le chef désigné du dénoûment fatal; le prologue de la tragédie exigeait d'autres personnages. Les ministres s'occupèrent de gagner parmi les officiers de l'odjak tous ceux qui jouissaient de quelque crédit dans le corps. Plus d'un mois fut employé à opérer ce travail souterrain. Enfin dans les premiers jours de juin on se jugea prêt pour l'exécution. Nedjib-Effendi revint en toute hâte de Missolonghi avec des instructeurs égyptiens, et l'on décida la formation d'un nouveau corps de troupes régulières analogue au corps déjà ancien et fidèle des topchis. Cinquante ortas furent appelées à fournir chacune cent cinquante hommes. Ces soldats prirent le nom de *muellem-ekindjis*, — troupes légères disciplinées, — ou *yurudkjis*, — mot qui se retrouve dans les ordonnances du grand Soliman. Ils devaient recevoir une assez forte paye, un uniforme par an, un fusil, mais un fusil sans baïonnette, car on voulait, tout en innovant, éviter l'apparence de trop grandes nouveautés. Il importait surtout d'éloigner toute idée de *Nizam-Djedid:* cette expression seule eût éveillé trop d'inquiétude et de haine parmi les vainqueurs de 1807 et de 1808.

Il était essentiel d'associer la religion à l'établissement du nouvel ordre de choses. Le Coran n'est pas seulement la loi civile et la loi religieuse de la société musulmane, il en est aussi le code militaire. « Les seuls jeux des hommes, a dit le Prophète, auxquels assistent les anges sont le tir de l'arc et les courses. » La cérémonie eut lieu sur la place de l'Et-Meïdane le lundi 12 juin avec une pompe extraordinaire, en présence des ulémas, des chefs des janissaires et d'un nombreux concours de spectateurs. On assure que le grand vizir, Mohammed-Sélim-Pacha, et l'aga des janissaires, Mohammed-Djé-al-Eddin, donnèrent les premiers l'exemple. Ils relevèrent les fusils placés devant eux et exécutèrent les commandements de l'instructeur égyptien. Les officiers les imitèrent ensuite, pendant que les soldats se tenant à distance contemplaient silencieusement ce spectacle. Tout se passa ce jour-là dans le plus grand ordre. C'eût été folie cependant de s'imaginer que les janissaires laisseraient sans résistance s'établir une organisation qui devait fermer la porte aux abus et les courber insensiblement sous le joug de la discipline. Il faudrait donc à l'avenir résider et vivre dans les casernes, renoncer à trafiquer des billets de solde, ne plus songer à s'approprier les payes vacantes! « Obéir aveuglément aux ordres des officiers, vaincre ou mourir à son rang, voilà, se disaient-ils, la nouvelle ordonnance. » On comprend aisément

que, présenté sous de telles couleurs, l'exercice des giaours, en dépit de toutes les arguties des vizirs et des hommes de loi, inspirât à la milice bourgeoise de Constantinople une répugnance invincible. Les exercices continuèrent cependant le 13 et le 14. Dans la nuit du mercredi au jeudi 15 juin, vers onze heures du soir, les chefs des mécontents descendirent sur l'Et-Meïdane et envoyèrent chercher les marmites des ortas. Lever l'étendard de la révolte, c'est en Turquie faire sortir les marmites des casernes ; le soldat turc suit ce drapeau bizarre avec un dévouement aveugle. Il se croirait frappé d'une sorte d'excommunication, s'il se séparait du *kazan* de sa compagnie. Les marmites du corps des armuriers furent enlevées de force et transportées avec les autres sur la place. Pendant ce temps, des crieurs se répandaient dans les rues de Constantinople, appelant le peuple aux armes ; des émissaires prenaient le chemin des casernes d'artillerie ; mais là vint se briser le flot de l'insurrection. Les topchis restèrent fidèles au sultan. Les *galiondjis*, — soldats de marine, — et les *kumbaradjis*, — bombardiers, — refusèrent également de s'associer au mouvement séditieux.

Les chefs des rebelles avaient espéré s'emparer du grand vizir, du janissaire-aga, de Nedjib-Effendi. Le coup manqua par une de ces fatalités qui attendent d'ordinaire les partis condamnés. Sélim-Pacha

et Nedjib-Effendi avaient passé la nuit sur la côte d'Asie. Djé-al-Eddin parvint à s'échapper par les derrières de son hôtel. Pendant que les rebelles mettaient au pillage son palais, Sèlim-Pacha, averti par ses serviteurs fugitifs, se jette dans son caïque et parvient à gagner l'autre rive du Bosphore. Il dépêche son frère vers Hussein-Pacha, son intendant vers le séraskier d'Anatolie, Mohammed-Izzet, ordonnant à ces deux vizirs de se rendre au sérail et d'y amener leurs troupes. A huit heures du matin, le sultan était entouré des ulémas, des chefs militaires, des autorités de tout rang simultanément convoquées. Quelques personnages marquants étaient demeurés chez eux « occupés à prier pour le succès de Sa Hautesse ». Ils obéissent à un second appel ; il n'y a plus de place pour les indécis. D'un côté sont les révoltés, de l'autre les défenseurs de l'autel et du trône. La bataille se prépare : chacun y joue sa tête.

Les insurgés s'étaient concentrés sur la place de l'Et-Meïdane, dont ils avaient barricadé les abords ; leurs vieux alliés les *hammals*, sont venus les y joindre. Adossée aux casernes, la rébellion présente une masse considérable. Les janissaires en ce moment croient devoir faire connaître leurs intentions. « Nous ne voulons pas, disent-ils, de l'exercice des infidèles. Nous demandons la tête de ceux qui ont conseillé cette ordonnance maudite. » Quelques avis timides s'élevèrent alors dans le camp des ministres.

N'était-il pas possible d'éviter un conflit ? Hussein et Mohammed-Izzet se sentirent perdus, si l'on parlementait. « Ce n'est pas avec des arguments, s'écrie Mohammed, qu'on lèvera leurs doutes ; il faut les trancher avec le sabre. » Le sultan Mahmoud prit à cette heure critique une résolution inouïe dans les fastes de l'empire. Fort de la présence et de l'assentiment du cheik-ul-islam, il résolut d'opposer aux rebelles l'étendard sacré, qui n'avait jamais figuré que dans les guerres contre les chrétiens. Sa Hautesse va chercher elle-même le drapeau vert du prince des prophètes. Elle le remet aux mains du grand vizir en dehors de la seconde cour intérieure du sérail, et aussitôt des crieurs publics se répandent de tous côtés proclamant les paroles suivantes : « Que tout musulman, que tout homme fidèle à la foi prenne les armes et vienne se ranger sous le sandjak-chérif, à la mosquée du sultan Ahmed [1]. » Il serait difficile de peindre l'effet que produisit cet appel. Une foule

[1] Parmi ceux que « la voix tonnante des crieurs » ne parvint pas à tirer de leur léthargie, se trouva Mohammed-Aga, le colonel des armuriers. Le sultan l'avait élevé d'une condition obscure à ce poste important; Mohammed-Aga n'en résista pas moins à toutes les instances de ses amis, qui le pressaient de se rendre à la mosquée d'Ahmed. « Je ne sortirai pas, répondait l'obstiné colonel, avant d'avoir appris à qui reste le champ de bataille. » Cette prudence excessive lui devait être funeste. Exilé quelques jours plus tard à Kutahié, « un khasséki partit sur ses traces, l'atteignit dans le district de Brousse, et, par ordre du sultan, lui donna la mort ».

de bateaux transportaient de toutes parts une multitude d'hommes armés dans un silence et un recueillement extraordinaires. Ceux qui se dirigeaient avec fusils, pistolets et kandjars vers le rendez-vous traversaient des groupes de raïas et d'Européens sans heurter personne. La mosquée d'Ahmed s'élève sur la place de l'hippodrome ; elle va devenir le quartier général du conseil. C'est là qu'après avoir quitté le sultan se rendent le grand vizir, le moufti, les cadi-askers, l'Istambol-effendisi et les ulémas. Une foule immense se presse sur leurs pas ; en tête marchent les seymens, les soldats de marine, les bombardiers commandés par Hussein-Pacha et par son lieutenant d'Anatolie, Mohammed-Izzet. Le topchibachi les suit avec ses pièces. La corporation des *softas* (étudiants), celles des *mewlevis* et autres derviches viennent ensuite. Ces derniers s'avancent, la hallebarde à l'épaule, sous la conduite de leurs cheiks respectifs. Le sandjak-chérif est transporté dans le chœur de la mosquée d'Ahmed ; il y reste confié à la garde des émirs et de leur chef, le nakib-al-echraf. Le grand vizir, les ministres et la magistrature font dresser leurs tentes sur la place de l'hippodrome.

Le Grand Seigneur voulait prendre lui-même le commandement de ses troupes fidèles, et marcher en personne contre les insurgés. Ce n'est qu'avec peine et en se jetant à ses pieds que ses ministres parvien-

nent à le détourner de ce dessein. Sa Hautesse déclare alors apostats et impies tous ceux qui prennent part à la révolte. Elle prononce l'anathème contre l'odjak des janissaires et décrète la destruction de ce corps si longtemps redouté. Il ne reste plus qu'à mettre cette menace à exécution. Dès que les préparatifs d'attaque sont terminés, l'aga-pacha Hussein, Mohammed-Izzet et le topchi-bachi marchent de l'hippodrome vers l'Et-Meïdane. Les vedèttes des insurgés reculent. A midi, l'aga-pacha était maître de l'hôtel du janissaire-aga et du quartier de La Sulimanié. L'Et-Meïdane ne tarde pas à être cerné de toutes parts. Les artilleurs mettent leurs pièces en batterie; quelques coups de canon suffisent pour briser les barricades. La mitraille oblige les rebelles à se réfugier dans leurs casernes. Là ils résistaient encore. « D'ordre de Sa Hautesse, le feu est mis aux étaux des bouchers »; il envahit en quelques instants les *kichlas* (les casernes). Vers trois heures de l'après-midi, d'épais tourbillons de fumée annoncent au sérail que les séditieux ont vécu. Le moufti avait défendu de faire aucun quartier aux rebelles. Cette sentence ne fut que trop fidèlement respectée : ni les prières ni la résignation ne sauvèrent un seul des malheureux qui tombèrent vivants entre les mains des vainqueurs. Les vingt-quatre portes de Constantinople avaient été fermées, et sur la place de l'hippodrome le grand conseil de guerre siégeait en

permanence. A chaque instant, on amenait devant ce tribunal quelque janissaire qu'on venait de saisir; les juges constataient son identité et le livraient sur-le-champ au bourreau. Le drogman de l'ambassade de France, envoyé à Stamboul pour y solliciter la grâce de deux janissaires arrachés du palais de Thérapia, où ils avaient cru trouver un asile, vit en moins d'une heure seize exécutions se succéder sous ses yeux. « Au train dont allait le cordon », le drogman jugea bien qu'il n'avait pas une minute à perdre. Il se mit à la recherche de l'aga-pacha et finit par le rencontrer dans la cour de La Sulimanié. Le généralissime était en ce moment de la meilleure humeur. Il accueillit sans trop se faire prier la requête de notre interprète. « Il faut bien faire, dit-il, quelque chose pour les Français; ne sont-ce pas nos meilleurs amis? — Attendez, ajouta-t-il en retenant le drogman impatient de se retirer, je veux vous montrer comment nous faisons ici l'exercice. » Un soldat égyptien fut appelé, et exécuta deux ou trois fois de suite la charge en douze temps. Hussein Pacha était « dans une sorte d'ivresse ». Il demanda un autre soldat, et lui ordonna de faire l'exercice à l'allemande. Ce pauvre diable manqua laisser échapper plusieurs fois son fusil; sa maladresse ne servit qu'à faire mieux ressortir les avantages de la méthode française. « Le pacha, nous dit M. Desgranges, avait la tête montée au dernier point. » Au sérail, où se

tenaient le reïs-effendi et le grand vizir, l'effervescence n'était pas moindre.

Toute la nuit du 15 au 16 fut éclairée par l'incendie des casernes. Pendant la journée du 16, la recherche des rebelles se poursuivit avec activité; les exécutions continuèrent. A midi, le sultan se rendit à la prière du vendredi dans une petite mosquée voisine de Sainte-Sophie. Pour la première fois, les topchis formèrent la haie conjointement avec les seymens : c'est ainsi que se confirma l'abolition de l'odjak des janissaires.

Le 17 juin, le sandjak-chérif fut rapporté au sérail. Le grand vizir, les ulémas et les ministres quittèrent l'hippodrome, mais ils restèrent campés dans la première cour du sérail. Le sultan continua d'habiter la partie de ce palais nommée Top-Capou, partie où Sa Hautesse passe d'ordinaire les premiers jours du printemps avant d'aller s'établir à son palais d'été. La tranquillité la plus complète régnait d'ailleurs dans la ville. Des patrouilles de milice urbaine circulaient toute la nuit dans les rues, et chaque maison entretenait un fanal allumé jusqu'au jour. Les Européens enhardis n'hésitaient plus à s'aventurer hors de leurs demeures. Quelques-uns se promenaient même dans les quartiers turcs, et partout les crieurs publics invitaient les habitants paisibles à vaquer de nouveau à leurs affaires.

Les *hammals* avaient été compris dans la proscrip-

tion. Ceux qui n'avaient pas mérité la mort furent exilés et transportés en Asie. Le patriarche arménien fournit dix mille portefaix de sa nation pour les remplacer. Les *etnafs* ou corporations de marchands et artisans se chargèrent d'assurer provisoirement le service de la garde des bazars et des bezesteins, car il fallut aussi changer les gardiens de ces établissements, soupçonnés pour la plupart d'avoir trempé dans la rébellion. Il en fut de même des pompiers, presque toujours auteurs des incendies qui désolaient périodiquement Constantinople. Les derviches bektachis furent également entraînés dans la catastrophe. On abolit leur ordre; on trancha la tête à leurs chefs; si on leur fit grâce de l'exil, ce ne fut qu'après les avoir obligés à quitter leurs costumes.

Pendant plusieurs jours, les exécutions et les déportations se poursuivirent sans lasser l'ardeur des juges ni l'activité des bourreaux. Le cheik-ul-islam, assisté de deux cadi-askers en charge et de huit anciens cadi-askers de Roumélie et d'Anatolie, présidait le tribunal suprême. La sentence était portée par ces dix grands juges, et confirmée par le moufti. La mort, l'exil ou la mise en liberté suivaient immédiatement. On estime que, du 16 au 22 juin, six mille ou sept mille janissaires périrent par la corde, trois mille dans les flammes de leurs casernes mitraillées. Les *nischans* (armoiries) que chaque janissaire mettait sur sa boutique, sur son café ou sur sa

3.

maison, furent brisés par l'ordre exprès du sultan. Partout la fureur du peuple s'empressa de seconder la destruction des emblèmes qui rappelaient le corps aboli. L'astre du Grand Seigneur l'emportait, mais l'épuration n'eût pas été complète si l'on n'eût pris soin de l'étendre aux provinces. Des ordres furent expédiés à Andrinople, à Smyrne, à Damas. « Un hatti-chérif, arrivé hier au pacha de Smyrne, écrivait le 24 juin le commandant de la *Galatée*, M. Maillard de Liscourt, lui enjoint de se défaire de tous les janissaires qui viendraient chercher un refuge dans son pachalik. Cette mesure est générale. Le hatti-chérif a été lu hier publiquement. » Jamais cause ne fut plus promptement abandonnée que celle des janissaires. Les rebelles n'avaient pas seulement « fléchi le genou devant l'étendard sacré », comme le croyait M. Maillard de Liscourt; ils s'étaient courbés sous le poids de la réprobation publique. Le sentiment de leur indignité leur ôta tout courage. L'abolition de l'odjak ne fut marquée par une lutte sanglante qu'à Stamboul même. Partout ailleurs, à Erzeroum, à Alep, à Trébizonde, la corporation s'écroula comme un colosse qui manque par la base.

Constantinople était devenu un camp. « Les ministres, écrivait à l'amiral de Rigny un des aides de camp du comte Guilleminot, M. Huder, font les affaires sous la tente. Grands et petits, tout porte le fusil, beaucoup à baïonnette. Le sultan lui-même a

fait le maniement d'armes; les ministres le font chaque soir jusqu'à minuit. On voit de tous côtés des pelotons manœuvrant. Enfin c'est une fièvre. Les Turcs ont en ce moment le délire des innovations. Lois civiles et lois militaires, ils veulent tout changer. Le Coran s'arrange de tout maintenant. Il est remarquable que jamais l'ordre ne fut si bien observé dans nos quartiers ; jamais les Européens n'ont été aussi respectés. Les bourgeois musulmans font eux-mêmes nuit et jour des patrouilles. Nous parcourons Constantinople dans tous les sens, et personne ne s'avise de nous regarder de travers. Cependant nous sommes sans gardes, car on nous a enlevé même les janissaires qui depuis longues années avaient été affectés au service des ministres étrangers. Le nom de janissaire inspire de l'horreur ; on n'ose plus même le prononcer. »

« Si l'envie, écrivait de son côté M. Desages le 6 juillet 1826, prend aujourd'hui au sultan d'envoyer de cette canaille en Grèce, je vous réponds qu'il sera obéi. C'est l'Égyptien et son parti qui dominent. Tout est à l'égyptienne. La capitale est fort tranquille, et le sultan y est maître absolu. Les exécutions sont devenues assez rares faute de victimes, par lassitude ou parce que chacun tremble devant un code qui ne connaît de pénalité que la mort. Tout le monde veut apprendre à faire l'exercice. Nous verrons où cela mènera. » Telle est en effet la question

qu'après la victoire il faut toujours finir par se poser. Il y a des instants dans la vie des nations où rien n'est plus facile que de détruire ; seulement, quand le vieil édifice a jonché le sol, on ne peut s'empêcher de contempler avec stupéfaction et avec une secrète terreur les débris. Quelle pierre relèvera-t-on la première ? quel ciment unira de nouveau ces assises ruinées ? Après les journées des 15, 16, 17 et 18 juin 1826, il n'y avait plus de janissaires ; mais y avait-il encore une Turquie ? Cet assemblage de fanatisme, de préjugés féroces, de brutalité sauvage, représentait la force qui avait jadis conquis plus de la moitié du monde. Où serait le lien, où serait la foi dans cette société qui, rompant brusquement avec le passé, ne demandait qu'à s'épanouir ? N'allait-on pas se trouver livré à tous les caprices puérils d'un despote sceptique qui prendrait la civilisation chrétienne par ses petits côtés ? « Les janissaires, remarquait avec beaucoup de justesse et d'à-propos M. Huder, étaient sans doute un obstacle à toute innovation, à tout progrès, mais ils formaient aussi une balance redoutable de pouvoir, balance plus sérieuse que ne le sont pour bien des ministres les chambres représentatives. Le souverain tremblait devant eux et n'osait rien entreprendre de contraire aux lois, car aussitôt les murmures de cette milice gênante le prévenaient des dangers auxquels il allait s'exposer. »

Le fils d'Abdul-Hamid, l'élève de Sélim III, n'avait plus de frein. De quelle façon s'y prendrait-il pour accomplir ce que son père et son malheureux cousin avaient sans doute rêvé, ce qu'il avait dû mûrir lui-même dans les retraites les plus inaccessibles de sa pensée? A l'âge de quarante ans et après dix-huit années de règne, il venait de dompter une rébellion formidable. L'orgueil de la victoire illuminait ses traits, et prêtait plus de majesté encore à son attitude. Il lui suffisait d'un mot pour « verser autour de lui des trésors d'allégresse », d'un geste pour faire rentrer ses ennemis sous terre. Sa prudence habituelle ne lui laissa pas cependant oublier cette maxime : « Veillez quand votre ennemi se tient en repos, car la haine qu'il garde au fond du cœur fera explosion à la première occasion favorable. » Pour pouvoir procéder en paix à ses réformes, Mahmoud crut nécessaire de fermer d'abord la bouche aux bavards. Tous les cafés de Constantinople, — « tous, absolument tous », nous dit M. Huder, — furent fermés le même jour. Il y en avait quinze mille. Chez un peuple qui ne peut se passer de fumer, de prendre le café, assis sur ses talons, on concevra difficilement de mesure plus vexatoire. Supprimer la presse dans la libre Angleterre ne serait rien en comparaison. Le peuple se soumit cependant, mais dans les rues de Constantinople presque désertes, si l'on rencontrait encore quelque passant, sa figure

portait l'empreinte d'une irritation contenue, et bientôt des placards clandestinement affichés annoncèrent l'espoir de la réaction : « Bourreau Mahmoud ! c'en est assez. Il t'arrivera pis qu'à Sélim. Ne crois pas en avoir fini avec les janissaires. Tu les verras sortir de terre comme des champignons. » Les partisans du nouveau système, tout entiers à leur engouement, ivres de joie « comme de vrais enfants ou plutôt comme des fous », prêtaient à peine une oreille distraite à ces menaces. Ce n'était pas sans raison d'ailleurs qu'ils les jugeaient vaines. Une institution comme celle des janissaires ne renaît pas de ses cendres, et pour que la tranquillité matérielle fût troublée, il eût fallu rendre à la révolte ses soldats. L'ennemi intérieur était bien dompté ; le péril extérieur en présence de l'attitude toujours suspecte de la Russie n'en était pas moins grand, car les premiers essais de cette organisation militaire à laquelle le sultan présidait en personne ne semblaient guère de nature à le conjurer. « Tout cela, écrivait M. Desages, n'est pas encore beau à voir. » — « Ces nouvelles troupes, disait de son côté M. Huder, font pitié. » Le sultan cependant passait sa vie à cheval. « Son goût pour l'arc s'était changé en passion pour la lance et le pistolet. » Il s'était nommé bim-bachi (colonel) de sa maison, qu'il faisait « manœuvrer jusqu'à extinction ». — « On lui a présenté l'autre jour, écrivait le 21 août M. Huder, la traduction en

turc de notre théorie d'infanterie. Il a bondi de joie : — Voilà, s'est-il écrié, le livre que j'ai cherché pendant ma vie entière. — Quand on lui a insinué qu'il conviendrait de l'imprimer pour les officiers de ses troupes, il a dit : — Non, non, pas encore. Je veux et je dois savoir commander le premier pour pouvoir enseigner les autres. Il a demandé aussi la traduction de notre théorie de cavalerie, — la dernière édition. — On construit ou l'on répare à l'arsenal quinze bâtiments légers pour exercer les marins dans le canal et dans la Propontide. Déjà quatre goëlettes font chaque jour des évolutions navales sous les yeux du Grand Seigneur. »

Ainsi renseigné, l'amiral de Rigny ne se trompa point sur les suites que pouvait avoir la révolution militaire opérée à Constantinople. « C'est un affaiblissement tout au moins momentané pour l'empire ottoman, écrivit-il au ministre. Cet empire n'a rien à mettre à la place des janissaires. Le moment semble donc marqué pour faire céder quelque chose aux Turcs. » Malheureusement sir Stratford Canning avait dû renoncer à tout espoir de faire agréer amiablement sa médiation entre les musulmans et les Grecs. « On aurait peine à se figurer, — ainsi s'exprimait M. Desages, — l'exaspération qui se manifeste ici contre M. Canning et sa nation. Dans l'opinion du peuple, l'ennemi, ce n'est plus le Russe, c'est l'Anglais. » La Russie profita habilement de ces dis-

positions. Les musulmans se sentaient surtout humiliés de la résistance des Grecs; ils n'avaient aucun désir de s'engager dans une guerre étrangère. L'enthousiasme des hautes classes, si nous devons en croire les documents tout confidentiels qu'il nous a été donné de consulter, ne les avait pas longtemps aveuglées sur la difficulté de faire sortir une nouvelle hiérarchie militaire du chaos. Elles ne craignaient rien tant que quelque imprudence du sultan. « C'est un fou, disaient-elles. Il brave les Russes, les Anglais, le monde entier. Avec ses quelques milliers de pleutres, mal vêtus, mal armés, il se figure déjà pouvoir conquérir l'Europe. » Il fallait donner une leçon à ce téméraire. La main des mécontents s'en chargea. Un incendie terrible éclata dans la matinée du 31 août et dura jusqu'au 1er septembre à midi. La partie la plus belle et la plus riche de Constantinople fut détruite.

Le comte Guilleminot arriva de Paris sur ces entrefaites. Il avait l'ordre d'exhorter la Porte à accepter les conditions russes. La convention explicative qui mettait le sceau à cette réconciliation fut signée le 7 octobre à Akermann. A dater de ce moment, les lettres de Vienne et de Berlin prirent une couleur tout à fait défavorable à l'intervention britannique. On donnait pour certain que la Russie, « satisfaite du résultat d'Akermann, au delà même

de ce qu'elle espérait, ne voulait plus désormais agir sans l'alliance ». Suivant l'expression du comte Guilleminot, « les actions du prince de Metternich étaient en hausse ».

CHAPITRE III

LE RÉVEIL DU PHILHELLÉNISME.

Qu'on s'en afflige ou qu'on s'en réjouisse, il faut bien reconnaître que c'est rarement la froide raison qui mène les affaires de ce monde. L'imagination s'est plus d'une fois vengée du dédain des hommes d'État en trompant leurs calculs. M. de Metternich était habile sans doute; la folle du logis fut plus forte que lui, et l'ardeur passionnée qui s'empara des peuples les emporta bientôt dans une sphère inaccessible à ses artifices. La chute de Missolonghi avait consterné la Grèce; elle raviva dans le reste de l'Europe un enthousiasme qui tendait à s'éteindre. Tout voyageur revenant du Levant devint, qu'il le voulût ou non, un rapsode; on l'entourait dans les salons, on l'arrêtait sur les routes pour lui faire raconter les exploits merveilleux des Nikétas et des Botzaris. Les banquiers anglais s'étaient beaucoup refroidis depuis qu'ils avaient cessé d'entrevoir le remboursement possible de leurs avances. Par compensation, l'Allemagne s'était émue : les paysans du Tyrol et de la Bavière n'étaient plus les seuls à s'attendrir

sur les malheurs de la Grèce; mais rien n'égala le nouvel élan qui se produisit en France. Cette explosion soudaine de sympathie a justement mérité d'être appelée « le réveil du philhellénisme ». Tous les partis se trouvèrent un instant confondus. Les Chateaubriand, les la Rochefoucauld, les Noailles, les Fitz-James, les Sainte-Aulaire, les d'Harcourt, les Dalberg, marchèrent côte à côte des Laffitte et des Benjamin Constant. Les souscriptions sur-le-champ affluèrent. Le progrès des armées turques avait presque complétement tari pour les insurgés la source du revenu public. De quatre millions de francs, le produit de l'impôt était tombé à moins de un million. L'arriéré de solde des Souliotes eût absorbé à lui seul une année de revenu. Dans un conseil de guerre solennel tenu à Milo au mois de juillet 1825, la paye des matelots avait été fixée à huit cents francs par an sur les brûlots, à quatre cents francs sur les autres navires de guerre. L'équipement et l'entretien de la flotte auraient demandé à ce taux plus d'argent que tous les collecteurs de taxes de la Grèce n'en avaient jamais recueilli aux temps les plus prospères de la domination turque. A moins de dépenser dix ou douze millions par an, il fallait renoncer à poursuivre une guerre régulière. L'indépendance nationale en était donc réduite depuis près de deux ans à s'affirmer par le brigandage. On conçoit de quel prix parurent dans cette

extrémité les envois de numéraire opérés par les soins des comités qui se formaient à l'envi en France et en Allemagne.

On s'est beaucoup étendu sur la cupidité insatiable des Grecs. Les premières libéralités de l'Europe étaient-elles donc si désintéressées? Porté à quarante millions de piastres turques remboursables en dix ans et hypothéqués sur les terres de la Morée, le premier emprunt anglais n'avait été en réalité, par suite d'un intérêt excessif prélevé d'avance, que de quinze à dix-huit millions, et encore sur cette somme fit-on figurer comme argent reçu le montant de fournitures de tout genre qu'on tira du rebut des magasins. Dès le mois de décembre 1824, un nouveau gouffre s'ouvrait pour les finances obérées de la Grèce. Aux escadrilles de bricks et de brûlots, on songea tout à coup à substituer une force navale « plus solidement constituée ». Des délégués furent envoyés en Angleterre et aux États-Unis pour y acheter deux ou trois frégates; on vit ce peuple indigent, qui n'avait plus le moyen de solder ses matelots ou ses troupes, demander aux chantiers dispendieux de New-York des navires de soixante canons. Un seul de ces bâtiments, la frégate *l'Hellas*, fut livré vers la fin de l'année 1826. C'était à vrai dire une superbe frégate, une frégate magnifiquement armée, mais qui avait coûté près de trois millions de francs. Une dépense plus utile et plus intelligente fut celle que conseilla

un philhellène anglais, le capitaine Hastings. Ce vaillant officier, qui devait perdre la vie au service de sa patrie adoptive en essayant de reprendre sur les Turcs la place d'Anatolikon, était vraiment digne de combattre à côté des Miaulis et des Canaris. Nos capitaines, dans les rapports que nous avons sous les yeux, ne parlent de lui qu'avec une profonde estime. Hastings avait l'esprit ingénieux. Il abandonna les sentiers battus et proposa, dès 1825, l'acquisition d'un navire à vapeur.

La marine, à laquelle le génie de Fulton avait donné la vie, était encore à cette époque dans l'enfance. Neuf années s'étaient à peine écoulées depuis le jour où le lieutenant général comte Pajol obtenait, de concert avec M. Andriol, ancien négociant, le privilége exclusif « d'introduire en France et de perfectionner un système de navigation accélérée par l'emploi des pompes à feu ». Le bateau *l'Élise* partit de Rouen pour Paris le lundi 25 mars 1816. Le vendredi 29, il était amarré près du pont de l'École militaire; mais les pilotes de la Seine s'étaient obstinément refusés à franchir les passages délicats du fleuve sans « le secours de deux bons chevaux ». Le bâtiment qu'amena dans le Levant vers la fin de l'année 1826 le capitaine Hastings ne rappelait plus, comme le bateau *l'Élise*, la *Grande Serpente* de l'Amadis des Gaules; il était bien inférieur au *Sphinx*, que nous employâmes quatre années plus tard dans

l'expédition d'Alger. Le capitaine Le Blanc nous a laissé une description fort détaillée de la *Persévérance*, — telle était la signification du nom grec que le capitaine Hastings avait choisi pour son pyroscaphe. Construite à Deptford et munie à Londres d'une machine de quatre-vingt-quatre chevaux, la *Persévérance* n'atteignait pas sans peine la vitesse de cinq ou six milles à l'heure. Le moindre vent contraire diminuait de moitié ce sillage; une mer houleuse « le faisait tomber à zéro ». Toutefois c'est un si grand avantage de pouvoir marcher en dépit du calme, d'avoir la faculté de remonter dans le vent, que tous les esprits sérieux auraient dû, dès cette apparition, saluer avec une prophétique ardeur l'avénement de la marine nouvelle. Nulle trace de ce pressentiment ne se rencontre dans l'intéressant rapport auquel nous avons emprunté les détails qui précèdent. L'artillerie de la *Persévérance* consistait en huit bouches à feu du calibre de soixante-huit, fondues en Angleterre sur le modèle des pièces que venait d'inventer le colonel Paixhans. La *Persévérance* pouvait ainsi tirer à volonté des boulets ronds, « froids ou rougis au feu », des bombes du poids de quarante-cinq livres et des boîtes à mitraille contenant jusqu'à cinq cents balles de fer. Entre les mains d'un officier instruit et intrépide, un pareil navire devait rendre à la Grèce de plus signalés services que la somptueuse frégate achetée en Amérique. Il

ne lui était pas réservé d'effacer la mémoire des vaillants brûlots grecs. Jamais le capitaine Hastings, malgré tout son mérite, n'alluma d'incendies pareils à ceux de Chio et de Ténédos.

La fin de l'année 1826 nous fait assister dans le Levant à un bien singulier spectacle. En Grèce, comme en Turquie, on n'a plus foi qu'aux choses et aux hommes qui viennent de l'Occident. La Grèce avait Miaulis, Sachtouris, Canaris, des marins tels que peu de siècles en ont produit, des patriotes dont les plus beaux jours des républiques antiques se fussent honorés, et elle attendait, avec une simplicité dont nous n'avons plus, hélas! le droit de sourire, son salut de la venue toujours différée de Cochrane. On sait avec quelle audace lord Cochrane dirigea les brûlots anglais qui incendièrent une partie de l'escadre de l'amiral Allemand dans la funeste affaire de l'île d'Aix. Cet officier anglais devait à son intrépidité, mais beaucoup aussi à ses affinités politiques, le renom européen dont il jouissait. Cochrane était l'amiral-né de toutes les insurrections. La capture de la frégate espagnole *l'Esmeralda* sur la rade du Callao, pendant la guerre que l'Espagne soutenait contre ses colonies, avait mis le sceau à sa réputation. Depuis deux ans, tous les regards en Grèce étaient tournés vers Malte, car c'était de Malte que Cochrane et la délivrance devaient venir. Enfin le 17 août 1825 la Grèce passa un contrat avec son héros. Lord

Cochrane promettait ses services jusqu'à la fin de la guerre; il n'exigeait en échange que la somme de un million quatre cent vingt-cinq mille francs, à la condition toutefois que la moitié de cette somme lui serait payée d'avance.

Tous les dévouements ne s'étaient point ainsi fait marchander. Les premiers étrangers qu'un élan généreux associa dès le début de l'insurrection à la défense de la liberté hellénique trouvèrent la mort à la bataille de Petta, ou disparurent bientôt l'un après l'autre, fatigués des mésintelligences dont ils étaient les désolés témoins. Un très-petit nombre eut le courage de persévérer. Ils restèrent ainsi attachés à la fortune du chef qu'ils avaient choisi, obligés à regret d'épouser ses querelles, et maudissant souvent la destinée qui les retenait dans de tels liens. Un seul homme parmi ces ouvriers de la première heure réussit à se créer en Grèce une importance et un rôle personnels. Qui s'est intéressé à la révolution grecque et n'a pas entendu cent fois rendre hommage au nom de Fabvier? La réputation de lord Cochrane n'était pas mieux assise que celle de ce vaillant soldat. Sorti de l'École polytechnique en 1804, nommé chef d'escadron après la bataille de la Moskowa, Fabvier était devenu pendant la campagne de Saxe colonel, baron de l'empire et chef d'état-major de plusieurs corps d'armée réunis. Un tel homme n'eût pas été déplacé à la tête d'une armée européenne;

il ne dédaigna pas en Grèce l'humble rôle de soldat pallikare. On le vit plus d'une fois prendre part de ses propres mains aux travaux les plus pénibles. L'amiral de Rigny, — le lecteur doit s'en souvenir, — nous a transmis l'impression d'étonnement, de terreur, qui se produisit parmi les paysans moréotes quand ils se trouvèrent en présence des bataillons réguliers d'Ibrahim. « Habitués à combattre en désordre des Turcs en désordre comme eux », ils ne purent supporter l'aspect de ces masses « qui marchaient impassibles sur leurs pelotons épars ». Les armes, les manœuvres, la musique militaire, les tambours, tout leur sembla étrange et les remplit d'une émotion inconnue. Il n'y eut qu'une voix alors pour demander la formation d'une armée régulière. « Les Grecs, écrivait l'amiral, voudraient avoir des Suisses. » Le 4 juillet 1825, le colonel Fabvier fut investi, par acte du pouvoir existant, du soin d'organiser le premier bataillon de *tacticos*. La voix populaire le désignait, et les pallikares n'auraient pas accepté d'autre choix. Quelques petits travaux exécutés sous sa direction à Navarin avaient persuadé aux Grecs que, s'il y fût resté, cette place n'aurait pas été prise. Au mois d'août 1825, le bataillon des tacticos comptait déjà huit cents hommes; il était question de le porter à trois mille ou quatre mille. Le comte Porro de Milan serait l'intendant du corps, Regnault de Saint-Jean d'Angely comman-

derait la cavalerie. Une loi de conscription fut promulguée le 22 septembre, et le recrutement du corps parût assuré; mais ce qui ne l'était pas, c'était, comme d'habitude, le payement de la solde.

Les Anglais se montraient peu disposés à favoriser une organisation qui tendait à augmenter encore l'influence de la France. Ils avaient proposé un colonel anglais; à ce colonel, on préférait un homme dont le premier sentiment était, au dire de l'amiral de Rigny, la haine de l'Angleterre : « Il la pousse, écrivait l'amiral, jusqu'au fanatisme. » Les Anglais le savaient, et il était assez naturel qu'ils suscitassent à cet ennemi déclaré des entraves. Ils commencèrent par lui refuser les fonds nécessaires à l'entretien de ses troupes. « C'est le seul moyen, disait l'amiral, qu'ils aient de le culbuter, car je ne sais si le gouvernement lui-même serait assez fort pour ôter brusquement à Fabvier son commandement. »

Le plus grand hommage qu'une armée puisse rendre à son chef, c'est assurément de lui conserver sa confiance après la défaite. Le culte que les pallikares avaient voué à Fabvier résistait à tous les insuccès, et ces insuccès au début furent multipliés. Au mois de septembre 1825, les Grecs voulurent surprendre Tripolitza, laissée par Ibrahim sous la garde de quelques centaines d'hommes. Fabvier se joignit à cette expédition avec trois cents de ses régu-

liers ; la tentative échoua complétement. Ce fut le premier mécompte. Au mois de mars 1826, le commandant en chef des tacticos débarquait dans l'île de Négrepont. Le pacha de l'Eubée se hâta de rassembler ses forces et dispersa sans peine les tacticos. Enveloppé par la cavalerie turque, Fabvier fut obligé de se rembarquer et de se réfugier sur l'île d'Andros, laissant sur le terrain toute son artillerie et trois officiers français, qui se firent bravement tuer à ses côtés. Indigné, humilié, Fabvier voulait donner sa démission. Ses soldats le retinrent, promettant avec larmes de montrer plus de fermeté une autre fois.

C'est toujours une entreprise délicate de vouloir changer d'un jour à l'autre les habitudes militaires d'une nation. La Turquie et la Grèce trouvaient peu de bénéfice à nous avoir emprunté notre tactique. Seul, Méhémet-Ali avait en peu de temps réussi à se constituer une véritable armée exercée à l'européenne. Ses fellahs étaient une argile en quelque sorte ductile ; il pouvait tout leur apprendre, parce qu'il n'avait rien à leur faire oublier. L'organisateur des troupes de Méhémet-Ali, — nous l'avons déjà dit, — était aussi un Français. Après les prodiges dont nous avions pendant vingt ans étonné le monde, il semblait que nous fussions les seuls à pouvoir enseigner le grand art de la guerre. Nos revers n'y avaient rien fait ; c'était encore aux plus humbles disciples du grand capitaine qu'on venait

de toutes parts demander le secret de vaincre. Plus jeune de quatre ans que Fabvier, le colonel Sèves n'était encore que lieutenant dans l'armée française quand tomba l'empire. Il vint en Égypte vers la fin de 1816. Ses facultés se développèrent rapidement avec les fonctions de plus en plus importantes qui lui furent confiées. Des juges compétents lui ont attribué une part considérable dans le succès des campagnes de 1833 et de 1839. Si son rôle fut plus effacé pendant l'invasion et la dévastation du Péloponèse, il le faut attribuer à la répugnance que lui inspirait une guerre dirigée contre des chrétiens. Lorsqu'après avoir ravagé l'Arcadie, Ibrahim vint camper dans la plaine de Calamata, nos officiers virent le colonel Sèves racheter de ses deniers les familles tombées entre les mains de ses propres soldats pour les envoyer à bord de la *Sirène*.

« La période actuelle, écrivait l'amiral de Rigny, va montrer dans ce petit coin de terre qui attire l'attention de l'Europe deux de nos compatriotes dirigeant deux camps opposés et séparés par toutes les barrières humaines; mais je m'empresse de rendre ce témoignage à un homme qui, engagé aujourd'hui sous des lois étrangères, y a conservé des mœurs et des sentiments de Français. Par son humanité autant que par son héroïsme, Soliman-Bey honore encore son pays. »

La prédilection du pacha d'Égypte pour la France

n'avait fait que grandir. C'étaient des Français qui organisaient ses armées et qui dirigeaient ses manufactures; il songeait à leur confier le commandement de ses flottes. « Méhémet-Ali, écrivait à la date du 8 avril 1826 le capitaine de la *Truite*, M. de Robillard, met une vivacité de jeune homme et presque un empressement d'enfant à jouir de ce qui le flatte, à improviser ce qui lui plaît. Le manque d'argent seul peut l'arrêter. Vieillard jovial, toujours gai, toujours content, on le prendrait pour le meilleur et le plus doux des hommes, si l'on n'entrait dans son palais par la cour où tous les mameluks furent massacrés par son ordre. » Les qualités du pacha lui étaient personnelles. Beaucoup de ses défauts tenaient à l'état social au milieu duquel il devait se mouvoir. Il y a longtemps qu'on l'a dit : « Celui qui veut se mêler de gouverner les hommes doit avant tout mettre son cœur dans sa tête. » Une soldatesque effrénée, des conspirateurs incorrigibles appelaient en Orient des maîtres impitoyables. Ce qu'on peut reprocher à Méhémet-Ali, c'est d'avoir méconnu ce qu'il devait au peuple laborieux, doux et intelligent que la Providence lui avait donné à conduire. Il resta turc jusqu'à sa dernière heure, exploitant l'Égypte, pressurant les fellahs et ne faisant rien pour améliorer leur sort. Au mois d'avril 1826, il avait douze régiments exercés à l'européenne, chacun de quatre mille hommes. Sur

ces douze régiments, six étaient en Morée, quatre au camp près du Caire; les deux autres à la Mecque, à Alexandrie et dans le Sennaar. Il avait en outre une garde albanaise et environ six mille cavaliers. En y comprenant les équipages de la flotte, le service militaire en Égypte ne prélevait pas moins de soixante mille hommes sur une population qui n'excédait pas deux millions.

L'accroissement de la marine égyptienne avait marché de pair avec celui de l'armée. Le vice-roi possédait six frégates, huit grandes corvettes, vingt bricks de guerre et une vingtaine de navires plus légers. Le travail du fellah avait tout payé; le fellah lui-même était descendu au dernier degré de la misère. Le monopole commercial lui laissait à peine de quoi subsister et ne lui laissait rien pour se vêtir. Aussi cette population merveilleuse qui se pliait avec une égale docilité au métier de matelot et à celui de fantassin, cette population qui faisait la puissance de Méhémet-Ali, décroissait-elle sensiblement au lieu d'augmenter. On avait appelé des Bédouins pour combler les vides. Très-peu de ces nomades consentirent à se fixer en Égypte : ils avaient l'instinct de la guerre; on ne put leur inculquer le goût de la culture. Les nègres du Sennaar, qu'on voulut incorporer dans l'armée pour ménager un peu les Égyptiens, fatigués d'un si long voyage, éprouvés par le changement de climat, fournirent

presque autant de malades que de recrues. Ils périssaient en foule, et il fallait se résigner à les remplacer encore par des fellahs. La Porte cependant ne se lassait pas de combler Méhémet-Ali de dignités nouvelles. Elle le chargeait de diriger toutes les opérations combinées des armées et des flottes turques contre les Grecs. Ce soldat rouméliote n'était pas seulement devenu le premier personnage de l'empire après le Grand Seigneur, le plus puissant des vassaux de la Porte ; c'était lui qui, par son exemple, par ses conseils, par ses encouragements, s'était fait en Turquie l'initiateur du grand mouvement européen. Un caprice de sérail pouvait, il est vrai, tout changer. Contre le maître jaloux qui, en le comblant d'honneurs, refusait de l'investir du pachalik de Damas, concession moins nécessaire encore à sa puissance qu'à sa sécurité, Méhémet-Ali ne voyait de garantie certaine que le maintien de sa supériorité navale. « L'incapacité des bâtiments de la flotte de Constantinople, écrivait l'amiral de Rigny, lui est très-démontrée. Forcé de les entretenir à ses frais et de les recevoir à Alexandrie, il les regarde comme une surcharge inutile et se soucie médiocrement de les associer aux améliorations qu'il s'efforce d'introduire dans sa propre marine, car c'est à la marine que s'appliquent en ce moment tous ses soins. Les Arabes qu'il a levés et organisés en équipages ont réellement fait quelques progrès. »

Au mois de novembre 1826, le capitaine Lainé, sur le brick *l'Alcyone,* trouvait Méhémet-Ali « malade, inquiet, exprimant assez haut son mécontentement de la conduite de la Porte à son égard ». Au mois de mai 1827, l'amiral de Rigny espérait qu'il ne serait pas impossible de tirer parti de cette mauvaise humeur. Méhémet-Ali savait que les représentants de plusieurs puissances chrétiennes cherchaient à se concerter pour proposer, pour imposer peut-être leur médiation au Divan. « Je n'ai pas dissimulé au pacha, écrivait l'amiral, qu'on pourrait bien en effet en venir là; faisant observer que le gouvernement français, s'il consentait à entrer dans une telle combinaison, y verrait surtout l'avantage de ne pas laisser plus longtemps Méhémet-Ali s'épuiser dans une guerre dont il supportait tout le fardeau sans en retirer aucun avantage. » L'argument était sans doute habile, l'insinuation adroite; mais, si fins que nous puissions être, ne luttons pas de finesse avec les Orientaux. M. de Robillard, le premier, s'était laissé abuser par la patience avec laquelle Méhémet-Ali l'écoutait. « Satisfait d'avoir une armée formée et aguerrie, une marine considérable, qu'en temps ordinaire le Grand Seigneur ne lui eût jamais permis de créer, le pacha, disait-il, s'inquiète peu de savoir qui restera le maître en Morée. » L'amiral de Rigny à son tour s'imagina qu'influencé peu à peu par ses

conseils, le vice-roi « verrait sans peine les puissances prendre des mesures efficaces pour amener un arrangement ». Le jeune capitaine et l'amiral vieilli dans les affaires avaient subi le même charme : ils partagèrent la même illusion. En réalité, Méhémet-Ali ne songeait qu'à gagner du temps, et Ibrahim employait bien celui qui lui était laissé. Dans l'espace d'une année, Ibrahim enleva du Péloponèse plus de vingt mille femmes et enfants. Quelques mois de ce régime encore, et la diplomatie ne viendrait plus demander l'émancipation d'une nation qui aurait disparu.

CHAPITRE IV

MIAULIS ET TAHIR-PACHA.

Le sultan Mahmoud considérait comme sa tâche la plus importante la poursuite de l'œuvre qu'il avait inaugurée dans la sanglante journée du 15 juin 1826; il n'entendait pas pour cela laisser la flotte de Khosrew et les vieilles phalanges albanaises inactives. La campagne de 1826 devait lui rendre la possession de Samos et se terminer par la pacification complète de la Grèce continentale. Il fallait, pensait-il, ce double triomphe à ses armes pour qu'aux yeux des croyants le Prophète parût sourire à ses desseins. La reprise de Samos surtout était de première urgence; pouvait-on laisser plus longtemps flotter l'étendard rebelle à deux pas des côtes de l'Asie, menace incessante pour Chio, provocation à la guerre civile pour Smyrne, signal d'insurrection pour tout l'archipel des Sporades? Trois fois déjà les capitans-pachas avaient usé leurs griffes contre les rochers de Samos; mais les temps étaient bien changés. Les brûlots grecs n'avaient pu sauver ni Navarin, ni Missolonghi; ils

ne sauveraient pas davantage l'île que Logothetis retenait à grand'peine dans les liens de la rébellion. Khosrew venait de détacher en Morée, pour y soutenir l'armée d'Ibrahim, la partie la moins agile de sa flotte. Il lui restait encore vingt-six bâtiments. Avec cette division, il mouilla devant Chio dès les premiers jours de juillet et envoya sur-le-champ aux milices asiatiques l'ordre de se rassembler à Scala-Nova.

La terreur répandue en tous lieux par le vent de persécution qui soufflait favorisa singulièrement cette levée. Le pachalik de Smyrne avait à fournir trois mille hommes; plus de six mille accoururent au premier appel. On devine l'émotion que ces graves nouvelles causèrent à Samos. Des secours furent sur-le-champ demandés à Hydra, mais cette île se croyait elle-même menacée. D'un instant à l'autre, le sort d'Ipsara pouvait devenir le sien. Déjà Spezzia était évacuée; les habitants et les navires avaient fui. Hydra, de meilleure défense, comptait sur le concours éventuel des tacticos de Fabvier et des Souliotes, dont elle marchandait depuis un mois les services. Elle avait armé cent navires; ce n'était pas le moment de les éloigner. Si les vaisseaux égyptiens avaient à cette époque quitté Alexandrie, l'irruption redoutée aurait sans doute eu lieu. Méhémet-Ali, par bonheur, retint sa flotte au port; il ne se souciait pas de l'envoyer de nouveau batailler contre les

vents étésiens. Il voulut attendre, pour la faire sortir, des temps plus favorables, ce qu'on pourrait appeler sur la Méditerranée la mousson d'automne. Dès que ces dispositions eurent transpiré et que les Hydriotes en furent avertis, ils montrèrent moins de répugnance à prêter l'oreille au désir des Samiens. Restait une dernière question à résoudre : qui payerait l'armement? Ce ne serait pas à coup sûr le gouvernement grec. Ce gouvernement n'avait trouvé dans les coffres, le jour où il s'était installé à Nauplie, que la somme de quarante piastres turques. Ce ne seraient pas davantage les Hydriotes. Quand on en est réduit au triste expédient des emprunts forcés, quand on a failli, pour subvenir à d'impérieuses dépenses, dépouiller les églises, spolier les couvents, mettre en gage les reliques, on ne fait pas de telles libéralités à ses voisins. Si les Samiens voulaient être défendus par une flotte, il leur appartenait et il n'appartenait qu'à eux de la solder. La nécessité de ce sacrifice, dans la situation où se trouvait la Grèce, s'imposait de très-haut et n'admettait même pas de discussion. Les Samiens le comprirent; ils envoyèrent deux cent mille piastres turques à Hydra (cent soixante mille francs environ). Les Hydriotes, de leur côté, firent partir pour Samos quarante bâtiments, — trente-deux bricks de guerre et huit brûlots. — Sur un de ces brûlots s'embarqua le marin intrépide qui plus d'une fois avait valu à lui seul toute une flotte, le héros de

Chio, de Tchesmé, de Scala-Nova, d'Alexandrie : Canaris.

Le 23 juillet 1826, Sachtouris quittait le mouillage d'Hydra; le 24, le capitan-pacha appareillait du mouillage de Chio. Un premier engagement fut sans résultat. Le 28, les deux flottes se serrèrent de plus près. Khosrew, suivant son habitude, se tenait sous le vent de ses plus gros navires rangés en bataille sur une seule file. Au risque d'être enveloppé par cette flotte, qui pouvait en se repliant se refermer sur lui, Canaris se jeta dans la ligne et manifesta l'intention de vouloir la traverser. La ligne s'ouvrit prudemment devant « son brick noir ». Canaris alla droit au capitan-pacha. Un heureux coup de barre sauva la frégate amirale : l'incendie dévora le brick grec sans atteindre le bâtiment turc. Canaris était déjà dans sa barque. Détachées de la poupe des vaisseaux, qui les traînaient constamment à la remorque, de longues et rapides péniches s'étaient de toutes parts lancées à sa poursuite. Les Grecs faisaient force de rames; deux chaloupes turques pourtant les atteignirent. Il fallut engager un combat corps à corps, se frayer le passage sabre en main. Canaris dans cette lutte fut grièvement blessé : on le transporta le jour même à Naxie; il y reçut les marques de sympathie de ses compatriotes et les soins du chirurgien-major de la *Dauphinoise*. Pendant cinq jours, les deux flottes

restèrent en présence. Spectateur impatient de ces rencontres sans issue, l'amiral de Rigny ne comprenait rien à l'inconcevable prudence des Turcs. — Comment, se demandait-il, une pareille escadre, qui comptait deux vaisseaux et six frégates, n'a-t-elle pas exterminé des bricks dont toute la défense résidait dans leur agilité et dans l'habileté de leurs matelots.

Khosrew, heureusement pour les Grecs, n'était pas homme à brusquer les choses. Il se bornait « à faire quelques vives démonstrations tantôt vers Samos, tantôt vers Skiatos ». En réalité, ce grand temporisateur se flattait de vaincre sans avoir besoin de combattre. Les flottilles grecques tenaient rarement la mer pendant plus d'un mois. Pour avoir raison de Samos, il suffisait d'attendre le jour où les Samiens seraient par la retraite des bâtiments d'Hydra livrés à eux-mêmes; mais le fruit vers lequel le pacha avait si souvent étendu la main ne devait pas encore se détacher de la branche. Un nouveau payement de deux cent cinquante mille piastres retint les Hydriotes sur la côte d'Asie. Khosrew, découragé, jugea le moment venu d'aller réparer les avaries qu'avait reçues sa frégate dans les combats du mois d'août. Il laissa le commandement de la flotte au capitan-bey, le fameux Tahir-Pacha, notre futur adversaire à Navarin, et fit route pour le mouillage de Folieri, port situé à l'entrée du golfe de Smyrne.

Il n'y avait dans Tahir-Pacha ni l'étoffe d'un tacticien, ni celle d'un diplomate; seulement, le jour de l'action venu, on pouvait être certain que ce Turc de vieille roche irait au combat de franc jeu. Miaulis venait de rejoindre Sachtouris avec quelques navires de renfort. Il chercha la flotte ottomane, et la rencontra le 10 septembre 1826 dans les eaux de Métélin. Pendant toute la nuit, on entendit de Folieri une forte canonnade. Khosrew était alors en conférence avec le comte Guilleminot, venu par terre de Constantinople à Smyrne et de Smyrne à Folieri sur la frégate *la Pomone*. Le 11, au point du jour, la *Pomone* et la *Dauphinoise* se portèrent du côté où le canon avait grondé. Elles arrivèrent pour assister à la reprise du combat. Les Turcs étaient sous la côte sud-est de Métélin, les Grecs défilaient devant eux, épiant le moment de lancer leurs brûlots. Bien que la brise fût encore assez faible, tout était déjà en mouvement dans les deux lignes. Un brick se dirigeait vers un vaisseau turc; le vaisseau masqua soudainement toutes ses voiles, et présenta, non sans adresse, au brûlot sa batterie. Le brûlot, au grand étonnement de nos officiers, ne tarda pas à reparaître sain et sauf, après avoir été couvert de projectiles et comme englouti dans un tourbillon de fumée. Le capitaine du vaisseau avait manœuvré à l'européenne, les canonniers venaient de tirer à la turque. Fallait-il donc s'étonner si, après un long combat de nuit, on

n'apercevait dans les deux flottes que des avaries insignifiantes? Une frégate ottomane avait un trou de boulet dans son grand hunier, une autre une écoute de cacatois coupée. Parmi les bricks grecs, celui-ci changeait son grand mât de perroquet, celui-là réparait sa brigantine. Les coques des deux escadres n'offraient l'apparence d'aucune blessure.

La première passe de la matinée fut suivie d'une sorte de trêve. La flotte ottomane et la flottille grecque, gênées par l'incertitude de la brise, reprenaient haleine d'un commun accord. Les Grecs avaient alors cinquante bâtiments, quatre polacres, quarante-quatre bricks et deux goëlettes. La ligne turque continuait à déployer deux vaisseaux, six frégates, quatre corvettes et neuf bricks. Miaulis, toujours habile, toujours manœuvrier, avait su garder l'avantage du vent. Dans l'après-midi, la brise devint plus fraîche; les Grecs en profitèrent pour se rapprocher de l'ennemi. Le capitaine Brait de la *Dauphinoise* a rendu, dans le rapport que nous avons sous les yeux, la plus chaleureuse justice à la conduite des capitaines hydriotes. « Ils étaient vraiment admirables, nous dit-il, passant et repassant à la demi-portée de canon des Turcs, essuyant sans en paraître ébranlés ce feu violent qui eût dû les anéantir, et qui faisait jaillir l'eau de tous côtés autour d'eux. » La plupart du temps, les bricks grecs se bornaient à riposter sans sortir de la ligne.

D'autres fois, ils se formaient en groupes pour menacer, harceler, envelopper quelque vaisseau ennemi écarté de son poste. On eût dit alors une meute affamée ou, suivant l'expression du capitaine Brait, « une de ces foules curieuses qui, dans les fêtes publiques, s'agite et se presse pour mieux voir ».

Le moment est enfin venu où les brûlots vont entrer en lice. Toute l'escadre ottomane semble agitée d'un secret frisson. Des vaisseaux laissent brusquement arriver, d'autres, jetant leurs voiles sur le mât, se sont arrêtés court. En un instant, la ligne est rompue. Une seule frégate au milieu de ce désordre n'a pas encore perdu contenance : c'est la frégate que monte le capitan-bey. Elle tient le vent, séparée par un long intervalle des vaisseaux qui devraient l'appuyer. Treize bricks accourent à la fois et l'entourent. La frégate fait feu des deux bords. C'est un sanglier aux abois, mais un sanglier qui tient les limiers à distance. Un brick se détache du groupe le plus rapproché des assaillants. La brise le pousse rapidement vers la poupe de Tahir-Pacha : une de ces péniches remorquées dont la mission spéciale est de détourner les brûlots l'arrête et le saisit au passage; elle le fait facilement dévier de sa route et l'abandonne au souffle qui l'entraîne. Une gerbe de flammes bientôt suivie d'une longue détonation annonce à l'armée turque le péril auquel son chef

vient, grâce à un remarquable sang-froid, d'échapper. Vers quatre heures, le feu cesse. Appelés par les signaux répétés de Tahir-Pacha, les Turcs se rallient peu à peu autour de la frégate amirale. Nos officiers constatent les dégâts. Deux bâtiments grecs sont démâtés, des voiles pendent en lambeaux, des vergues fracassées encombrent les gréements, les coques mêmes portent de nombreuses empreintes. On s'était battu cette fois à distance raisonnable; on y avait mis surtout plus d'acharnement. « Je ne pense pas cependant, écrivait l'amiral de Rigny, qu'il y ait eu plus de vingt-cinq hommes hors de combat dans chaque flotte. Le capitan-pacha m'a dit, quand je l'ai revu quelques jours plus tard, que les Turcs avaient eu vingt-deux hommes tués ou blessés, et que, le soir, deux des bricks grecs engagés avaient coulé bas. »

Le lendemain de cette émouvante journée, dès que les premières lueurs éclairèrent l'horizon, nos officiers cherchèrent des yeux les deux escadres. La flotte ottomane occupait la même position; la flottille grecque avait disparu. En ce moment arrivait de Folieri la frégate de Khosrew-Pacha. Khosrew put constater le triomphe de son lieutenant, resté maître du champ de bataille. Il ne trouva pas néanmoins cette victoire assez décisive pour s'engager dans la grosse aventure d'une descente. Il soupçonnait Miaulis de ne pas s'être éloigné pour longtemps. Le 8 octobre, en

effet, Miaulis revenait à la charge, toujours aussi impuissant et toujours aussi opiniâtre. C'est ainsi que l'amiral hydriote gagna l'époque où Samos, protégée par l'hiver, n'eût plus rien à craindre des entreprises de la flotte turque. Le 12 novembre 1826, on apprit à Smyrne que le capitan-pacha remontait les Dardanelles.

Khosrew ne devait pas être sans quelque inquiétude sur l'accueil qui l'attendait à Constantinople. Mahmoud reçut son vieux favori à bras ouverts. Malgré son antipathie prononcée pour tout ce qui venait d'Égypte, le capitan-pacha n'avait eu garde de désapprouver la réforme; il s'était empressé d'y plier les galiondjis. Il fit manœuvrer ces soldats de marine devant le sultan. Leur instruction était de beaucoup supérieure à celle des troupes du séraskier. « Il n'en fallut pas davantage, nous apprend le comte Guilleminot, pour faire oublier les hauts faits de sa dernière campagne et pour raffermir sa tête sur ses épaules. » Quant aux Samiens, ils subissaient plus que jamais l'ascendant tout-puissant de Logothetis. Le dictateur était devenu, depuis la retraite de Khosrew, une des grandes figures de la Grèce. Le parti qui lui avait été opposé, ne se trouvant plus en sûreté dans l'île, alla prudemment chercher un refuge en Asie. La gloire des Samiens faillit un instant éclipser celle des Souliotes et des habitants de Missolonghi. C'est à eux que s'adressait Cochrane

en mettant le pied sur le sol de la Grèce. «Ne songez pas seulement, leur disait-il, à défendre vos propres rivages; préparez-vous, si l'ennemi persiste dans ses entreprises, à porter avec moi la guerre dans son empire. La délivrance des chrétiens prisonniers, le châtiment des dévastateurs de Cydonia, de Chio et d'Ipsara, le partage des richesses qu'ont accumulées les musulmans de Smyrne, seront la récompense de votre courage. »

Samos, malgré l'honorable attitude qu'avaient su garder ses vaillants montagnards, ne méritait pas cet excès d'enthousiasme. C'était, on l'oubliait trop, la flottille hydriote qui avait arrêté les Turcs. Nous ne croyons pas exagérer le rôle de la marine grecque durant cette longue guerre en lui attribuant la part la plus considérable dans l'affranchissement de la patrie. L'importance des services rendus, les avantages décisifs remportés, s'expliqueraient mal par la seule inexpérience de l'ennemi.

Il a fallu l'audace et l'habileté de Fernand Cortès pour venir à bout des Indiens de Montezuma. Les vaisseaux du sultan auraient probablement dispersé des flottilles qui auraient eu pour les conduire des chefs moins entreprenants que les navarques hydriotes. La renommée des Miaulis, des Canaris et de tant d'autres capitaines grecs n'est donc pas une renommée surprise. Leur gloire à tous les titres est de la gloire du meilleur aloi. Nous allons chercher

des leçons dans les combats livrés sur l'autre rive de l'Atlantique; nous en trouverions peut-être de plus fécondes dans la méditation de cette tactique improvisée, qui sut si bien opposer l'agilité à la force, la flamme au canon, une étreinte destructive à la masse. La délivrance de Samos fut malheureusement le dernier exploit de la marine grecque. Dès que Cochrane parut, il n'y eut plus en Grèce de marine nationale. Tout s'effaça devant le grand initiateur, tout fléchit sous sa volonté, et l'on vit ce Miaulis, qui eût pu être en d'autres temps le rival de Ruyter ou de Duquesne, descendre avec une abnégation antique du rang d'amiral à celui de simple capitaine.

CHAPITRE V.

LE SIÉGE D'ATHÈNES.

La campagne de Reschid-Pacha dans l'Attique devait avoir une tout autre issue que la nouvelle tentative dirigée contre les insurgés de Samos par Khosrew. Avant de s'abîmer dans la réforme militaire de Mahmoud, la vieille Turquie allait encore une fois faire tourbillonner ses delhis dans la plaine, lancer ses farouches arnautes à l'assaut. Le siége d'Athènes a les proportions régulières d'une tragédie classique, l'unité de temps et de lieu, mais les souvenirs que ce siége évoque, les personnages qu'il fait apparaître en scène, n'appartiennent pas à l'antiquité : ils s'arrêtent à des temps plus modernes, aux premiers âges de l'époque féodale. Reschid-Pacha, brillant, chevaleresque, véritable Murat ottoman, eût été quelques siècles plus tôt un Malek-Adel. Omer Vrioni, son coopérateur, nous offre le type achevé du mercenaire albanais. Les chefs grecs, Gouras, Karaïskaki, Kriezotis, Delyannis, n'ont rien de commun avec les Miltiade et les Trasybule; en revanche, ils rappellent à s'y méprendre les com-

pagnons de Scanderbeg et des Tsernoïevitch. Le drame athénien se partage en deux périodes distinctes, en deux actes. Pendant la première période, tout se passe à la grecque. Pour faire lâcher prise à Reschid, les insurgés ne songent qu'à surprendre ses postes, à intercepter ses convois, à l'inquiéter sur ses derrières. Dans le second acte, la parole et l'action sont aux philhellènes. Deux Anglais, Cochrane et Church, exercent le commandement suprême. L'archinavarque et l'archistratége rassemblent en un seul faisceau les tacticos, les klephtes et les armatoles. Par leurs discours, ils électrisent le Corps législatif. Ils font rougir les Grecs de leurs brigandages sans gloire, de leurs hésitations, de leurs atermoiements; ils les traînent ainsi pêle-mêle en champ clos. Le résultat est loin de répondre à leur attente. Les reproches amers succèdent alors aux harangues enthousiastes. On n'a tenu aucun compte ni des qualités natives, ni des vices invétérés de ces hordes à demi sauvages; on a voulu les conduire comme des troupes réglées au combat. On s'est trompé. Sur ce sol durci par une longue absence de culture, la vaillance et la morgue anglaises ne feront pas pousser de moissons. La Grèce laissée à elle-même eût, — tout porte à le croire, — plus sagement agi. Les conseillers que l'Europe lui envoie ne lui apprennent pas ce qu'elle ignore : ils la troublent et la désorientent.

Ne nous occupons pour le moment que de la première période, de la période exclusivement grecque de la campagne.

Ce fut dans les premiers jours du mois de juin 1826 que Reschid-Pacha, laissant ses dépôts à Missolonghi et combinant ses mouvements avec ceux du pacha de Négrepont, Omer-Vrioni, se mit en marche pour descendre dans les plaines de l'Attique. Les Grecs occupaient encore l'Acro-Corinthe et les défilés des monts Géraniens. Ils coupaient ainsi toute communication entre l'armée turque et l'armée égyptienne. Ils gardaient même, par les sentiers qui longent le golfe d'Égine et le golfe de Lépante, un débouché ouvert de Mégare sur Salone. Il leur eût fallu la possession des passes du Cithéron et de tous les cols du Parnès pour empêcher Reschid de tirer ses approvisionnements de la Thessalie, ses renforts des provinces albanaises. Maître des routes qui vont d'Athènes à Thèbes, de Thèbes à Missolonghi et au canal de Négrepont, le séraskier pouvait se passer des secours qui lui viendraient de la mer, et une longue expérience lui avait appris que de la mer il n'en devait pas attendre. Thèbes était donc le nœud vital de son entreprise. S'il perdait ce plateau, sa situation devenait à l'instant très-grave. L'Attique pouvait être le tombeau de l'armée ottomane, comme l'extrémité de la péninsule italienne a été tant de fois le tombeau des Français.

Le 19 juillet 1826, le brick *le Cuirassier*, commandé par le capitaine de frégate Jacques Le Blanc, était au mouillage de Salamine, en face du village d'Ambellaki. Depuis trois jours, les Turcs avaient envahi la plaine d'Athènes ; ceux de Négrepont y étaient arrivés les premiers. Le Pirée et toute cette partie de la côte de l'Attique étaient déserts. Les capitaines athéniens avaient dévasté eux-mêmes et fait évacuer les villages environnants pour ne laisser aucune ressource à l'ennemi. Plus de cinq mille réfugiés, chassés de l'Attique et de la Béotie, vivaient entassés sur l'île de Salamine. Tout leur manquait à la fois sur ce rocher nu, le logement, la nourriture, et jusqu'à l'eau, qui était insalubre. Jamais le dénûment ne se montra sous un plus horrible aspect. Les Grecs renfermés dans Athènes avaient déjà eu plusieurs échauffourées avec l'ennemi. Ils continuaient à défendre l'enceinte de la ville et la colline du Musée, soutenue par une des batteries de l'Acropole. Les assiégeants attendaient leur artillerie. Si délabrés que fussent les murs d'Athènes, ils pouvaient encore défier la fusillade. On estimait à un millier d'hommes environ le nombre des défenseurs enfermés dans la place, à trois mille celui des Turcs arrivés de Salone. Notaras, qui commandait dans l'Acro-Corinthe et devait défendre les dervends des monts Géraniens, était en communication par Mé-

gare avec le camp des Grecs, et promettait incessamment des renforts.

Le séraskier n'avait pas voulu se mettre de sa personne en campagne avant d'avoir fait occuper les passes de l'OEta et du Parnasse, d'avoir renforcé la garnison de Thèbes et organisé des communications régulières entre la Thessalie et l'Eubée. Le 28 juillet 1826, il se montrait enfin dans la plaine d'Athènes et établissait son quartier général à Patissia. L'armée de Reschid, après les détachements qu'elle avait dû faire pour assurer ses derrières, ne dépassait pas sept mille hommes. La cavalerie se composait de huit cents chevaux, le train d'artillerie de vingt-six canons et mortiers. La colline du Musée fut emportée d'assaut, et l'on y dressa trois batteries. Dans la nuit du 14 au 15 août, Reschid s'empara de la ville et en refoula les défenseurs dans la citadelle.

La Grèce cependant s'était émue. Pour arracher Athènes au sort qui la menaçait, le gouvernement s'adressa d'abord aux Rouméliotes de Karaïskaki. Le 27 juillet 1826, ce chef intrépide, nommé à l'unanimité des voix général en chef de la Grèce orientale, partit de Nauplie à la tête de six cents hommes. Ibrahim en ce moment se rapprochait de Corinthe. On put craindre qu'il ne devançât le corps de Karaïskaki, et que cette troupe, trop faible pour s'ouvrir un passage, n'eût pas le temps de franchir l'isthme avant que les communications avec Athènes

fussent coupées. Ce n'était heureusement qu'une alerte. L'arrivée de Karaïskaki à Éleusis dissipa les inquiétudes que la marche d'Ibrahim avait fait naître. Bientôt cependant la troupe de Kriezotis, celle du Monténégrin Vassos, les Athéniens du capitaine Lecca, les tacticos du colonel Fabvier, vinrent se ranger avec soixante-dix philhellènes sous les ordres du chef des armatoles. Tous ces détachements réunis atteignaient à peine le chiffre de trois mille cinq cents combattants.

L'amiral de Rigny, dont la vigilance et l'activité n'étaient jamais en défaut, venait d'arriver sur la frégate *la Sirène*, qui portait son pavillon, au mouillage de Salamine. Le 16 août, les opérations commencèrent. Un massif montagneux que traversait autrefois la voie sacrée sépare la plaine d'Athènes de la plaine d'Éleusis. Les Grecs franchirent pendant la nuit ce massif et prirent position sur le revers oriental, près du village de Kaïdari, à un mille environ des bords du Céphise, à moins de trois milles de l'enceinte d'Athènes. Les troupes du pacha étaient encore dispersées. Suivant leur habitude, les pallikares s'étaient empressés d'élever des tambours en pierres sèches pour se mettre à l'abri de la fusillade; les tacticos voulurent combattre à découvert. Reschid fit avancer contre eux son artillerie. On se tirailla ainsi jusqu'au soir, avec une perte à peu près égale des deux côtés. Les pallikares furent les pre-

miers à rétrograder. Dès que les tacticos ne se sentirent plus soutenus, ils lâchèrent pied à leur tour. Tous s'en furent ainsi au pas de course jusqu'à Éleusis, demandant à se rembarquer, jetant armes et bagages, abandonnant deux canons et trois drapeaux aux Turcs. C'était une défaite, mais c'était aussi une leçon.

« Le lendemain, nous dit l'amiral de Rigny, je me rendis au camp du vizir. J'obtins la délivrance de quelques prisonniers étrangers à l'Attique. Quant à ceux de cette province, le pacha m'assura qu'il ne leur serait fait aucun mal, et qu'ils allaient être renvoyés dans les villages soumis. Je reçus ensuite la visite du séraskier et d'Omer-Vrioni, pacha de Négrepont. Par un concours fortuit, au moment où ils montaient à bord, arrivait aussi de son côté Karaïskaki. Ces chefs eurent là une entrevue assez longue. Karaïskaki trouvait dans la suite du vizir des Albanais qui avaient été autrefois ses amis; des propositions de changer de parti furent sans doute échangées, mais sans résultat. Entre Albanais, tout cela est sans conséquence. »

Cet Omer-Vrioni, qui avait jadis séduit Odysseus, la plus haute renommée de la montagne, le fils d'un des héros de l'insurrection de 1770, était homme à tenter la foi de tous les capitaines grecs. Il devait sa propre fortune à la trahison. Mercenaire enrichi en Égypte pendant les troubles qui précédèrent la con-

solidation de l'autorité de Méhémet-Ali, il était un des lieutenants du pacha de Janina quand les armées turques s'avancèrent vers l'Épire. Il livra la passe de Metzovo, qu'Ali l'avait chargé de défendre, et obtint, pour prix de sa défection, le pachalik de Bérat. Plus fin que Mavrocordato, plus rusé que Tricoupi, il se fit un jeu de la crédulité de ces hommes d'État; mais, en 1823, les Grecs prirent leur revanche. Ils amusèrent Omer, devenu gouverneur de Janina, par de fausses promesses de défection, gagnèrent ainsi l'hiver et obligèrent le pacha déçu à se retirer sur Vrachori. Au printemps de 1825, Omer fut investi du gouvernement de Salonique. « Les vieillards turcs, nous dit le capitaine Deloffre, les autorités locales et les janissaires virent avec répugnance arriver dans leur ville cet Albanais qui ne marchait qu'entouré de soldats chrétiens. » Ennemi personnel du capitan-pacha, Omer-Vrioni n'avait pas jugé inutile à sa sécurité cette escorte de trois mille montagnards épirotes. La nationalité unit les Albanais bien plus que la religion ne les divise.

Omer s'était pénétré à la cour du pacha de Janina de la politique astucieuse du vieil Ali. On le voit dès le début pratiquer cette politique en maître. Les armatoles du Pélion, de l'Olympe et du Pinde avaient conservé sous la domination turque le droit de porter les armes; ils élisaient leurs primats, levaient eux-mêmes leurs taxes. Tous les conquérants

qui s'étaient succédé en Grèce depuis le treizième siècle avaient respecté leur indépendance municipale; Omer Vrioni mit à néant ces antiques franchises. La rivalité de Rangos et de Karaïskaki lui en ouvrit le chemin. Des troupes expédiées de Larisse occupèrent le district jusqu'alors inabordable d'Agrapha. Omer avait pris parti pour Rangos; il laissa Karaïskaki à la Grèce. Ce fut une semblable méprise que commit Louis XIV quand il négligea de s'attacher le prince Eugène.

De taille moyenne, maigre, brun, actif, avec un regard expressif et perçant, Karaïskaki avait toutes les aptitudes d'un chef de bandes irrégulières, sans en exclure les faiblesses et les vices. La guerre ne se lassait pas d'éclaircir les rangs des champions de la liberté. Le rôle du capitaine d'Agrapha ne tarda pas à grandir, et ses facultés se développèrent avec son importance. Karaïskaki commandait en 1825 les Rouméliotes à la bataille de Modon; à peine remis de cette sanglante défaite, il courait attaquer les convois de Reschid dans les montagnes de l'Acarnanie. On aurait eu tort d'attendre de cet homme des hautes terres des combinaisons profondes, un plan de campagne régulier; Karaïskaki faisait la guerre en klephte, il la fit pendant cette campagne avec autant de vigueur et plus d'intelligence que Colocotroni. Ces deux capitaines se ressemblaient aussi peu par leur génie que par leur apparence. Ils

appartenaient à la même nation, non pas à la même race.

Un autre soldat rouméliote, un autre capitaine d'armatoles, avait aussi naguère commandé dans l'Acropole d'Athènes; mais la rudesse albanaise avait eu raison de l'astuce du plus rusé des Grecs. On se souvient qu'Odysseus, compromis et abandonné par Omer-Pacha, n'avait pu se soustraire à la juste vengeance de Coletti qu'en se livrant à son propre lieutenant, l'Albanais Gouras. Tiré par la faveur d'Odysseus des rangs obscurs de la troupe, Gouras ne livra pas son chef à une faction ennemie; il ne se crut pas non plus tenu de le rendre à la liberté. Il y avait trois mois que Coletti et Condouriotti réclamaient en vain le coupable quand, le 3 juillet 1825, une dépêche du capitaine de l'*Alsacienne* vint annoncer à l'amiral de Rigny que « le général Odyssée, en voulant s'évader de la prison du château d'Athènes au moyen d'une corde, s'était laissé tomber de cent et quelques pieds de haut et s'était tué sur le coup dans sa chute ». Le corps mutilé d'Odysseus fut en effet trouvé vers cette époque au pied de la tour franque qui s'élève à l'aile méridionale des Propylées. Le prisonnier avait-il péri en tentant de s'échapper, comme le bruit en courut d'abord? Fut-il assassiné par Gouras, inquiet de la tournure que prenaient les événements, et désireux de ne pas laisser l'ami qu'il avait trahi ressaisir, à

l'exemple de Colocotroni, le pouvoir ? C'est encore là un de ces mystères historiques que des relations tout empreintes de la passion implacable des guerres civiles ne nous aideront pas à éclaircir.

Dans une société barbare, celui qui prend la confiance pour oreiller ne doit pas se promettre de longs jours. Le soupçon peut s'égarer parfois ; il n'en est pas moins prudent de toujours soupçonner. « Chose étrange, écrivait l'amiral de Rigny, c'est la crainte qu'avait Gouras, enfermé dans le château d'Athènes, de voir ses compagnons lui en fermer les portes qui l'a empêché de faire le 18 août une sortie décisive. La garnison de l'Acropole est restée inutile spectatrice des efforts tentés sous ses murs. » Obligé de dévaster la plaine d'Athènes pour n'en pas livrer les récoltes à l'ennemi, de lever dans tous les villages environnants des contributions pour payer ses troupes, d'y pratiquer sur l'échelle la plus large les réquisitions, Gouras, que nos commandants ne se font pas faute d'accuser « d'avarice, d'extorsions, d'injustice », ne faisait peut-être que céder aux cruelles nécessités de la guerre. Traître lui-même envers son bienfaiteur, il se sentait partout entouré de trahisons. Les belliqueux habitants de la chaîne du Parnès, des villages de Khasia et de Menidhi avaient pris parti pour Reschid ; les habitants d'Athènes pouvaient être tentés d'imiter cet exemple. Gouras n'avait confiance que dans les quatre cents mercenaires qui formaient

depuis longtemps son escorte. C'était avec eux qu'il s'était enfermé dans l'Acropole, refusant aux Athéniens le droit d'y pénétrer. Quand Reschid eut emporté la ville, il fallut cependant se résigner à ouvrir les portes de la citadelle à cette foule qui fuyait sous le sabre des Turcs. L'enceinte de l'Acropole, défendue par dix-sept pièces d'artillerie, renfermant des provisions pour plus de dix-huit mois, se trouva dès lors sous la garde de huit cents combattants, mais de combattants divisés; la présence de huit cents femmes ou enfants ajoutait encore aux difficultés et aux embarras de la défense. La jeune femme de Gouras se chargea de faire régner la décence et le bon ordre au sein de cette troupe abandonnée. Dans Athènes pas plus que dans Missolonghi, on n'avait voulu de bouches inutiles : les êtres trop faibles pour combattre étaient employés aux travaux de terrassement; sur les remparts, ils portaient les munitions ou surveillaient les mouvements de l'ennemi. La Minerve aux yeux bleus, qui semble avoir été pendant cette première partie du siége l'âme de la résistance, se montrait partout, la première à la peine, la première aussi au péril. C'est une justice que les diplomates autrichiens eux-mêmes lui ont rendue. Cette intéressante héroïne avait le courage sans avoir la férocité farouche de la Bobolina.

En apprenant qu'Athènes allait être assiégée, l'ambassadeur d'Angleterre s'était empressé d'intervenir

en faveur des monuments dépouillés jadis par lord Elgin. Un firman du Grand Seigneur fut accordé à ses instances. Le lendemain du jour où ce firman lui avait été remis par le consul d'Autriche, M. Gropius, le séraskier lançait ses premières bombes et tirait ses premières salves sur la citadelle. De la colline du Musée, les projectiles atteignaient sans peine le Parthénon. Impuissants à déplacer les solides assises de marbre, ils en faisaient jaillir à chaque coup quelque éclat. Inutile sacrilége ! Reschid ne tarda pas à reconnaître que ce bombardement n'avancerait pas d'une heure la reddition de la place. Il cerna l'Acropole, et, cheminant sous terre, entreprit de miner sournoisement les remparts. Les Turcs ont de tout temps excellé dans ce genre d'attaque ; mais parmi les Grecs il se rencontra plus d'un de leurs élèves. Les assiégés contre-minèrent avec succès les travaux des Osmanlis, éventèrent leurs fourneaux, firent crever les galeries qu'ils creusaient jusque dans le roc. Des assauts furent alors tentés par les Tosques d'abord, par les Guègues plus audacieux ensuite. Guègues et Tosques furent également repoussés. Reschid-Pacha en fut réduit à resserrer de son mieux le blocus et à prendre ses dispositions pour l'hiver.

Le 12 octobre 1826, dans une reconnaissance de nuit, Gouras tomba frappé d'une balle. Sa veuve ranima les soldats consternés. Quelques jours plus tard, le 23 octobre, Kriezotis débarquait dans la baie

de Phalère et se glissait avec quatre cent cinquante hommes jusqu'au pied des murs de l'Acropole. Karaïskaki, pendant ce temps, attirait l'attention de l'ennemi d'un autre côté. Renforcée par la troupe de Kriezotis, la garnison d'Athènes avait retrouvé un chef; la veuve de Gouras retrouva un fiancé. Le besoin de s'entendre pour la défense commune paraît avoir plus encore que l'amour rapproché ces deux cœurs. Ce ne fut pas malheureusement pour longtemps. Instruit de la mort de Gouras, Reschid s'était flatté de trouver désormais les défenseurs de la citadelle moins opiniâtres. Il donna l'ordre de rouvrir le feu, et les mortiers firent de nouveau pleuvoir leurs projectiles. Une bombe tomba sur le toit blindé de l'Érechthéion. La veuve de Gouras, la fiancée de Kriezotis, avait cherché un abri dans cet édifice; elle fut ensevelie avec dix autres personnes sous les décombres. Ainsi périt une des plus vaillantes créatures qui aient honoré cette lutte dans laquelle les hommes se montrèrent patients et courageux, où les femmes ne cessèrent pas un instant d'être héroïques.

Reschid-Pacha ne pouvait pas vivre en été des ressources de la plaine dévastée d'Athènes; il lui fallait tout faire venir de la Thessalie. Que serait-ce en hiver, si le gouvernement grec parvenait à gêner ou à interrompre ses communications? « Il sera, écrivait l'amiral de Rigny, obligé de lever le siége.» Dans les premiers jours d'octobre, le colonel Fabvier,

que le commandant du *Loiret*, M. de Missiessy, avait vu à Ambellaki, préparant une nouvelle expédition pour secourir Athènes, reçoit l'ordre inopiné de se porter sur Thèbes. Un autre officier français, M. Voutier, est autorisé à recruter des troupes pour agir contre Négrepont. « Quant aux chefs grecs, nous dit l'amiral, ils sont occupés ailleurs. Ces messieurs rivalisent avec les Égyptiens pour la destruction des troupeaux moréotes. Les provinces de Corinthe et de Vostizza viennent d'être dévastées; ne croyez pas que ce soit par Ibrahim, ce sont les Grecs qui s'y sont disputé la récolte des raisins. » Transporté de Salamine à Mégare, Fabvier marche sur la ville qu'il a l'intention et l'espoir de surprendre. Il venait d'atteindre les bords de l'Oropos, quand il apprit une nouvelle qui était assurément de nature à modifier ses projets. Les passes du Cithéron n'étaient plus gardées par les troupes irrégulières auxquelles il en avait confié la défense; c'était la cavalerie de Reschid qui les occupait. Fabvier n'eut que le temps de battre en retraite. Coupé de Mégare, il put heureusement se replier sur Nauplie et Methana en gagnant par des chemins détournés l'isthme de Corinthe.

Vers cette époque, le gouvernement grec, composé de onze membres sous la présidence de Zaïmis, éprouva le besoin de se rapprocher d'Athènes. Par le choix justifié d'une nouvelle résidence, il voulait surtout échapper au contrôle de la faction militaire,

qui, pour mieux le combattre et mieux le dominer, s'était réconciliée avec les chefs du parti hydriote. Laissant à Colocotroni et à Condouriotti le soin de défendre la Morée, le pouvoir exécutif quitta donc Nauplie et vint s'établir, le 23 novembre 1826, à Égine. Une double expédition était déjà concertée contre les approvisionnements de Reschid. Coletti, à la tête des armatoles de l'Olympe, réfugiés depuis deux ans dans les îles de Skiatos, de Scopelos et de Skyros, où ils se livraient sans vergogne au pillage des bâtiments neutres, se chargea d'aller occuper la ville de Talanti, située sur la rive méridionale du canal de Négrepont. La possession de cette place le rendrait maître du passage des Thermopyles. Karaïskaki, rejoint par Nikétas, qui lui avait amené les derniers survivants de la garnison de Missolonghi, irait de son côté se poster avec trois mille hommes à l'entrée des défilés du Parnasse. Les convois de la Thessalie et les arrivages de la mer Ionienne seraient du même coup interceptés.

En ce moment, les souscriptions françaises commençaient à prendre le chemin d'Égine. On en mit les premiers versements à la disposition de l'ancien médecin d'Ali-Pacha. Grâce à ce secours opportun, Coletti put se procurer des vivres, des munitions et une flotte. Sorti d'Éleusis le 6 novembre, Karaïskaki franchissait sans combat les gorges du Cithéron; il avait atteint Dombrena que Coletti rassemblait encore

ses armatoles. Le plan des Grecs commençait à se dessiner, mais Reschid n'était pas un de ces Turcs somnolents que les coups du destin viennent toujours frapper à l'improviste. Il avait le sentiment des dangers de sa situation, et les intelligences qu'il entretenait dans plus d'un village de l'Attique ne laissèrent pas le double mouvement qui le menaçait s'accomplir avant qu'il en fût prévenu. Reschid fit partir Omer-Vrioni pour l'Eubée, Mustapha, son propre lieutenant, pour Salone. Le 20 novembre 1826, Coletti, croyant n'avoir devant lui qu'un petit corps turc, prenait terre près de Talanti. Il se heurtait à des forces considérables et se voyait contraint de revenir à la hâte sur ses pas. Au moment de se rembarquer, il chercha vainement les bâtiments hydriotes, auxquels il avait cependant payé un mois de solde en avance. Les Hydriotes ne l'avaient pas attendu, et Coletti dut s'estimer trop heureux de pouvoir réunir quatre-vingts bateaux non pontés qui le ramenèrent avec sa troupe démoralisée à Skiatos.

La marche sur Salone avait mieux réussi. Karaïskaki venait d'embusquer, sous les ordres de Grivas, cinq cents hommes à Rhakova, un des sites les plus abrupts de la chaîne du Parnasse. Les Albanais de Moustapha suivaient en ce moment sans défiance la route de Salone à Thèbes. Ils furent arrêtés par cette avant-garde. Karaïskaki accourut avec tout son corps et ferma l'ouverture des trois vallées à la jonction

desquelles est bâtie Rhakova. Le 6 décembre, les Albanais étaient affamés : le plus grand nombre déposa les armes. Sept cents Guègues essayèrent seuls de se dérober à cette extrémité aussi périlleuse qu'humiliante. Surpris au milieu de leur fuite par une tourmente de neige, poursuivis par les Grecs, ils laissèrent plus de la moitié des leurs sur la route ; trois cents seulement parvinrent à regagner Salone. Les têtes de quatre beys, au nombre desquelles figurait la tête de Moustapha, furent envoyées à Égine ; trois cents crânes de soldats servirent à élever le trophée par lequel Karaïskaki consacra dans ce dervend, rival du grand dervend néméen, le souvenir non effacé encore de son triomphe. Le vaillant capitaine d'Agrapha ne s'arrêta pas d'ailleurs en si beau chemin. Il chargea les Souliotes d'aller assiéger Salone. Par cette démonstration, il devait attirer à lui les forces d'Omer-Pacha. Le théâtre de la guerre était déplacé. « Les Turcs qui bloquaient Athènes, écrivait l'amiral de Rigny le 1er décembre 1826, ont dû faire un pas rétrograde, en même temps que les Grecs eux-mêmes évacuaient l'Attique. Ces mouvements ont été le résultat du manque de vivres de part et d'autre ; ils se sont opérés sans coup férir. » Le pas rétrograde des Turcs n'avait pas cependant toute la portée que lui prêtait l'amiral. La citadelle d'Athènes était sans doute serrée de moins près, elle n'était pas débloquée. Reschid n'eût pu évacuer l'Attique

sans s'exposer à céder à Ibrahim l'honneur de la conquérir. Une pareille perspective était bien faite pour soutenir sa persévérance.

Le traité d'Akerman, conclu le 6 octobre 1826, avait mis un terme à l'illusion qu'entretenaient les Grecs depuis cinq ans de voir une guerre éclater entre la Russie et la Porte. A la même date, un firman du Grand Seigneur apprenait aux populations de l'empire que le sultan, cédant à des considérations impérieuses, avait bien pu se résigner à faire la paix avec les Moscovites, mais que rien ne pourrait l'obliger à souscrire à un arrangement avec les Grecs. « Les rebelles, disait le sultan, pourront disparaître; leur pays nous restera. » L'ambassadeur d'Angleterre ne cessait de son côté de stimuler le zèle du fantôme de gouvernement qui siégeait à Égine. « Avant tout, lui faisait-il dire, ne laissez pas tomber l'Acropole aux mains des Turcs. Les puissances ne peuvent tarder d'intervenir en votre faveur; elles prendront nécessairement pour base de tout arrangement le *statu quo*. Si elles trouvaient les Turcs en possession d'Athènes, il serait fort à craindre qu'elles ne leur abandonnassent, avec l'Attique, Négrepont et la Grèce continentale. » Largement approvisionnée par Gouras, l'Acropole ne manquait pas de vivres. Elle était exposée à manquer de poudre. Un des capitaines grecs qui en 1825 avaient aidé le prince Ipsilanti à repousser les Égyp-

tiens des moulins de Lerne, Makriyannis, sortit de la citadelle le 29 novembre 1826 avec cinq cavaliers, força la ligne mal gardée du blocus, et, gagnant le camp d'Éleusis, alla demander du secours à Égine. Le colonel Fabvier accepta la tâche périlleuse d'introduire des munitions dans la citadelle. Le 12 décembre, vers minuit, il débarquait avec six cents hommes dans la baie de Phalère. Chaque soldat portait sur ses épaules un sac rempli de poudre. Les trois points principaux qu'occupaient les Turcs étaient la ville, le monument de Philopapus, sur la colline du Musée, et le village de Patissia. Il fallait traverser rapidement ces lignes et surtout éviter un échange de coups de feu.

Fabvier fit enlever les pierres des fusils, et ce fut à la baïonnette qu'il lança ses troupes sur les lignes ottomanes. La lune dans son plein éclairait ce combat, mais, si elle favorisait le tir des Turcs, elle montrait aussi aux Grecs leur chemin. L'espace qui séparait la tranchée du théâtre d'Hérode Atticus fut franchi sous une pluie de mitraille et de balles. Fabvier put toutefois atteindre les murs de l'Acropole sans avoir laissé sur le terrain plus de six hommes tués et quatorze blessés. Cette action de guerre fut vigoureusement conduite; elle jeta un certain lustre sur une troupe qui avait jusqu'alors rencontré moins de partisans que de détracteurs. La garnison de l'Acropole accueillit les tacticos comme

des sauveurs; quand Fabvier voulut de nouveau forcer les lignes turques pour rentrer au camp d'Éleusis, elle refusa de le laisser partir. « Deux fois, écrivait le colonel, j'ai voulu attaquer l'ennemi. Tout le monde s'est précipité derrière moi, les portes mêmes sont restées abandonnées. Je ne puis faire mine de descendre vers la tranchée sans avoir sur mes talons malades, femmes et enfants. Si je pars, disent-ils, tout le monde partira en même temps que moi. »

Fabvier se trouvait donc retenu malgré lui, enfermé dans la citadelle par la nécessité de conserver à la Grèce cette position importante. « Je devrais cependant être dehors, répétait-il souvent; je sais quelles difficultés auront les généraux grecs à marcher en champ ouvert avec des irréguliers. Avec nous au contraire, opposant notre infanterie à la cavalerie turque, lançant nos cavaliers sur l'infanterie albanaise, détruisant les tambours à coups de canon et les enlevant à la baïonnette, le succès me paraîtrait certain. Je ne le vois pas aussi clair, si l'on attaque sans nos tacticos les Turcs retranchés..... Heureusement, ajoutait-il, Karaïskaki est prudent. Il n'ignore pas que son armée est la dernière espérance de la Roumélie. Il me trouvera toujours zélé, quoiqu'il se soit laissé entraîner par quelques coquins à de fausses idées sur mon compte. »

Karaïskaki était prudent, mais les chefs euro-

péens qui allaient prendre la direction des affaires militaires de la Grèce, Cochrane et Church, devaient, dans leur présomptueuse impatience, tenir peu de compte des avis et des connaissances stratégiques d'un capitaine d'armatoles. Ils avaient en trop faible estime l'ennemi qu'il fallait combattre, ils ignoraient complétement la somme de résistance que leurs propres troupes pouvaient lui opposer. Church, au temps où nous faisions la guerre dans les îles Ioniennes, avait commandé un de ces bataillons grecs dans lesquels servaient, avec Colocotroni, des Souliotes et des klephtes; Cochrane l'avait désigné pour généralissime, et les choix de Cochrane étaient invariablement ratifiés par la Grèce. Débarqué à Hydra le 17 mars 1827, le célèbre lord prêtait le 10 avril serment devant l'assemblée de Trézène; le 15, le général Church était investi du commandement suprême des armées helléniques. Une nouvelle phase s'ouvrait dans le siége d'Athènes. Accourus à Égine, à Salamine, à Phalère, nos commandants vont nous la raconter.

CHAPITRE VI.

LORD COCHRANE ET SIR RICHARD CHURCH.

Ce qui caractérise la nouvelle période dans laquelle l'année 1827 nous fait entrer, c'est le développement soudain que prend en Grèce l'influence étrangère. L'anarchie, qui est alors à son comble, la haine mutuelle que les factions se portent, la pénurie du trésor national, qui n'est plus alimenté que par les libéralités extérieures, tout tend à subordonner le gouvernement grec aux comités dont il reçoit les secours, aux puissances dont l'intervention commence à se dessiner. « J'ose croire, écrit le 13 janvier 1827 l'amiral de Rigny, que, quand on en viendra à traiter pour les Grecs, il faudra traiter à peu près sans eux. Ce sera encore un service à leur rendre. » Jamais les dissensions intestines d'un pays n'ont été plus profondes. Au mois de décembre 1826, la frégate *l'Hellas* arrive d'Amérique : on s'empresse d'en confier le commandement à Miaulis, les Ipsariotes refusent de servir sous les ordres d'un amiral d'Hydra ; c'est Cochrane qu'il leur faut, Cochrane seul qu'ils demandent.

En attendant que le comte de Dundonald se rende à leur appel et vienne enfin combler les vœux de la Grèce, deux officiers anglais, le colonel Gordon et le capitaine Hastings, se sont chargés d'inspirer les résolutions du gouvernement d'Égine. Nous avons fait connaître au lecteur le capitaine Hastings et le navire à vapeur qu'il montait. La *Persévérance* avait devancé l'*Hellas* dans les eaux de Nauplie, et depuis les premiers jours de septembre Hastings était prêt à faire l'essai de ses pièces de 68 contre les Turcs. Le colonel Gordon de son côté débarquait le 4 janvier 1827 à Égine. Il n'était pas moins impatient que le capitaine Hastings d'entrer en campagne. Tout semblait en effet commander aux Grecs de se hâter. La situation de Fabvier devenait de jour en jour plus critique. Pouvait-on espérer qu'une garnison déjà réduite d'un cinquième par les souffrances, par les privations, par le feu de l'ennemi, ne manquant pas encore de vivres, mais manquant de bois et de vêtements, sans défense par conséquent contre les rigueurs de l'hiver, serait en état d'attendre l'effet des diversions tentées à l'autre extrémité de la Grèce? Peut-être cependant eût-il été sage de se résigner à voir tomber l'Acropole, certain de la reprendre le jour où les avantages obtenus en Roumélie auraient obligé Reschid à évacuer la Béotie et l'Attique. Un autre conseil prévalut. A l'instigation du colonel Gordon et du capitaine Has-

tings, le président Zaïmis donna l'ordre de rassembler à Éleusis toutes les forces qui n'opéraient pas en ce moment dans le nord. On parvint à réunir ainsi cinq mille hommes.

Le colonel Gordon avait l'habitude de la guerre, l'ayant faite pendant plusieurs années en Russie, puis en Espagne, où il fut attaché à l'état-major de sir Robert Wilson. Calme et froid, d'un courage impassible et régulier, il apportait au service de la cause qu'il avait embrassée avec une généreuse ferveur les qualités qu'on s'accorde généralement à reconnaître à la race britannique. Une étrange coïncidence avait voulu que l'officier ardent, prompt aux coups de main, rempli d'initiative, se trouvât enfermé dans la citadelle d'Athènes, pendant que le soldat patient et méthodique, organisé surtout pour la résistance, aurait la mission d'en faire lever le siége. Vers la fin du mois de janvier 1827, le moment fut jugé particulièrement favorable pour tenter cette opération. Reschid-Pacha venait de détacher deux mille cinq cents hommes en Roumélie, et Omer-Vrioni se portait à marches forcées sur Salone. Cinq mille Grecs étaient rassemblés à Éleusis. Ces soldats appartenaient en majeure partie au corps du Monténégrin Vassos et à celui du Moréote Panayotaki Notaras. Si l'on n'avait eu à sa disposition que de pareilles bandes, on eût pu hésiter encore à les engager en rase campagne, mais la fortune mé-

nageait à ces troupes si peu solides par elles-mêmes un précieux renfort.

Le colonel Bourbaki, officier français dont la famille était originaire de Céphalonie, avait obtenu du ministre de la marine l'autorisation de prendre passage sur la bombarde *l'Hécla*, commandée par le capitaine de Gourdon. Le 4 janvier 1827, il annonçait au gouvernement d'Égine son débarquement à Nauplie. Sorti de l'École militaire de Fontainebleau en 1804, commandant du 31ᵉ léger en 1815, le colonel Bourbaki n'avait point, on peut aisément le supposer, obtenu ce rapide avancement sans avoir fait ses preuves sur le champ de bataille; ses états de service mentionnent quatre blessures graves et trois citations. Les événements de 1815 firent entrer le jeune et brillant colonel dans la classe si nombreuse alors des officiers en demi-solde. La démission de Bourbaki ne fut cependant acceptée qu'en 1820. Libre de toute entrave, ce vaillant courage ne se tourna pas immédiatement vers la Grèce. Ce ne fut qu'en 1827 qu'il se laissa entraîner dans le Levant par le souvenir de son origine, et surtout par l'enthousiasme général : à peine eut-il touché le sol ensanglanté de sa première patrie, que son nom et sa haute réputation de bravoure lui donnèrent une armée. Huit cents Grecs, presque tous septinsulaires, et une foule de philhellènes, se groupèrent autour de cet officier céphaléniote, qui avait eu, comme Fab-

vier, sa part dans les dernières gloires du grand Empire. Les ordres du comité français étaient formels. Bourbaki devait opérer dans la Grèce occidentale. Les instances réitérées du gouvernement d'Égine déterminèrent le colonel, malgré de fâcheux pressentiments, à négliger ces recommandations et à se conformer à des vœux qui lui étaient exprimés avec une certaine violence. Vers la fin du mois de janvier 1827, le nouveau corps avait rejoint au camp d'Éleusis les bandes de Vassos et de Panayotaki Notaras.

Pour l'intelligence des événements qui vont suivre, quelques détails topographiques sont indispensables. Heureusement le théâtre où ces événements se succèdent est étroit; on l'embrassera facilement d'un coup d'œil. Dix milles à peine séparent à vol d'oiseau le port du Pirée de la pointe de Mégare. Cet espace est presque entièrement occupé par l'île de Salamine. En face se dresse un double amphithéâtre de montagnes. On franchit l'un pour aller de Mégare à Éleusis; on traverse l'autre quand on veut d'Éleusis gagner la plaine d'Athènes. Entre ces montagnes et l'île qui leur est opposée se déploie un large bras de mer dont les eaux profondes se trouvent, par un étranglement soudain, partagées en deux golfes distincts : la baie d'Éleusis et la rade de Salamine. Le Pirée est le premier enfoncement que présente la côte à l'issue du second de ces golfes. Un promon-

toire rocheux, usé par la vague, tout noir d'algues marines, s'offre ensuite : c'est le cap Thémistocle, massif interposé entre le Pirée et la baie que termine à l'est le cap Colias. Ce promontoire est fameux à plus d'un titre. Deux des trois ports d'Athènes, Phalère et Munychie, étaient situés sur celle de ses faces qui regarde le levant. Ces ports sont aujourd'hui à peu près comblés; l'accès n'en est permis qu'à des barques ou à des navires d'un très-faible tirant d'eau. Le Pirée seul peut encore recevoir des frégates. La baie de Phalère, très-médiocre mouillage ouvert aux vents du sud, n'a aucun des avantages du port dont elle a gardé le nom; au point de vue stratégique, elle n'en a pas moins son importance, car nulle partie du rivage n'est plus rapprochée d'Athènes. On compte environ quatre milles du Pirée aux murs de l'Acropole; il n'y en a guère que deux entre l'enceinte de cette citadelle et le fond de la baie.

Une éminence arrondie, d'une élévation peu considérable, — 87 mètres, — domine tout cet ensemble. Ce fut de là, dit-on, que s'élança Thrasybule quand il vint délivrer la ville des trente tyrans. Il surprit les hauteurs de Munychie, comme le jeune Bonaparte devait surprendre, au début de sa carrière, le Petit-Gibraltar. Le colonel Gordon s'inspira en 1827 de ce double exemple; mais avant d'oser rien tenter dans la baie de Phalère, il voulut attirer

ailleurs l'attention des Turcs. Le colonel Bourbaki fut investi du soin de cette diversion. Il reçut l'ordre de se porter sur le revers oriental des montagnes qui séparent de la plaine d'Athènes la campagne et les marais d'Éleusis.

Nous retrouvons ici des lieux qui nous sont déjà connus. Ce long rameau montagneux qu'on voit se diriger du bord de la mer vers le nord, dont le pied est baigné par les eaux de la rade de Salamine, et dont la plus haute cime finit par atteindre, de degré en degré, la hauteur de 1,400 mètres, c'est la chaîne du Corydale, de l'OEgaleus, du mont de Daphné, de l'Icarus et du Parnès; c'est le théâtre des premiers efforts tentés par Karaïskaki et par Fabvier pour secourir Athènes. Le voyageur qui débouche par le col de Daphné a devant lui, à cinq milles environ de distance, la cité de Minerve. La route qui l'y conduit à travers le grand bois d'oliviers et le lit torrentueux du Céphise, c'est l'antique voie Sacrée. Plus haut que le col de Daphné, sur les premiers contreforts du Parnès, à dix ou onze milles d'Athènes, s'ouvre une autre brèche par où descend vers Khasia et Kamatero la route de Thèbes. Cette brèche, le colonel Bourbaki la franchit le 3 février 1827; le 4, il était établi au village de Khasia avec ses huit cents hommes et les deux mille irréguliers qui reconnaissaient pour chefs Vassos et Notaras.

C'était la troisième fois que Reschid se voyait me-

nacé de ce côté. Il crut l'attaque sérieuse et se porta de sa personne, à la tête de deux mille fantassins et de six cents cavaliers, sur le point où il pensait trouver tous les Grecs réunis. Au même instant, un débarquement avait lieu dans la baie de Phalère ; deux mille trois cents hommes et quinze pièces de canon jetés à terre à la faveur de la nuit prenaient, avant le jour, possession des hauteurs de Munychie. Gordon s'était réservé la conduite de cette partie de l'expédition. Il s'en promettait un succès décisif; mais il se vit arrêté court par la résistance de sept cents Guègues retranchés dans le couvent de Saint-Spiridion. Ce vieux monastère, bâti sur la route de Munychie au Pirée, défia toutes ses attaques. Les énormes projectiles de la *Persévérance* ne réussirent pas mieux à en déloger les Albanais. Reschid connaissait bien ces soldats intrépides. Sûr de leur constance, il ne crut pas nécessaire de revenir sur ses pas. Bourbaki d'ailleurs ne lui en eût pas laissé le temps. « Vaillant et enthousiaste », — ce sont les expressions d'un historien anglais, — Bourbaki s'était résolûment porté à la rencontre du séraskier. Descendu le 7 février de Khasia à Kamatero, il se jetait le 8 dans la plaine. Vassos et Notaras avaient promis de le suivre ; ils le suivirent malheureusement de trop loin. Avant qu'il eût pu atteindre la lisière du bois qui lui offrirait, pour se mettre sur la défensive, un terrain plus propice, Bourbaki se

vit soudainement entouré par toutes les forces de Reschid. Les troupes de Vassos et de Notaras n'eurent garde de venir à son secours. « Effrayées, nous dit l'amiral de Rigny, par quelque cavalerie turque », elles se débandèrent et ne songèrent qu'à chercher leur salut dans la fuite, laissant leurs provisions, leurs bagages, une partie de leurs armes sur le terrain. Les soldats de Bourbaki tinrent une autre conduite. Se serrant autour de leur chef, ils essayèrent bravement de repousser un choc inégal. Plus des deux tiers de cette bande héroïque, cinq cents hommes environ, trouvèrent la mort sur le champ de bataille. Le colonel, deux officiers français et un médecin allemand, MM. Gibacier, Gasque et Bon, tombèrent vivants entre les mains des Turcs. La frégate *la Pomone* était en ce moment sur la rade de Salamine. Le capitaine de Reverseaux ne perdit pas un instant pour entrer en communication avec Reschid. Il voulait demander au pacha l'échange des prisonniers, le supplier au moins d'épargner la vie de nos compatriotes; il engageait sa parole, celle de son amiral : « Jamais les captifs épargnés ne reparaîtraient dans les rangs des Grecs. » Zèle inutile! empressement superflu! Les prisonniers français avaient à peine survécu quelques heures à leur défaite. Le genre de guerre qui se faisait alors en Grèce, les représailles atroces que se croyaient en droit d'exercer les belligérants, laissaient peu de chances de

salut aux combattants pris les armes à la main. La rage des musulmans se tournait surtout implacable contre les étrangers. La merci qu'ils auraient peut-être accordée à des Grecs, ils l'avaient, sans hésiter, refusée à des philhellènes.

L'amiral de Rigny était de longue date habitué à ces incidents lamentables; il ne put cependant retenir un cri d'indignation. Ce mouvement d'une âme plus maîtresse en général d'elle-même, il en faisait, le 5 mars 1827, l'aveu au ministre. « Je n'ai pas cru, écrivait-il, sortir de la neutralité qui m'est prescrite en exprimant au séraskier l'horreur que m'inspirait une précipitation si cruelle. Je lui ai fait sentir combien les excès de ses delhis nuisaient à la cause de la Porte et contribuaient à multiplier en Europe les partisans de jour en jour plus chaleureux de la Grèce. »

Vainqueur à Kamatero, Reschid, le 10 février, se mettait avec quatre mille hommes en marche sur le Pirée. Il se croyait certain de jeter sans peine Gordon et sa troupe à la mer; mais il trouvait les Grecs renforcés d'une partie du corps de Notaras. Leur aile droite était protégée par des marais, leur aile gauche par les bâtiments de Miaulis. Entrant, au milieu du combat, dans le port du Pirée, le capitaine Hastings prenait les Turcs en flanc et les obligeait à battre en retraite. Les honneurs de la journée appartenaient incontestablement au commandant de la *Persévé-*

rance. Il faut cependant en faire une part, je dirai même une part considérable, au chef des Athéniens, ce vaillant Makriyannis, dont nous avons déjà eu, à deux reprises différentes, l'occasion de citer les prouesses. Frère et neveu de banquiers établis en Russie, le jeune Kalergi se distingua également dans cette affaire, où il faisait, en qualité de commandant de l'artillerie, ses premières armes. Il soutint avec autant de sang-froid que de bravoure l'attaque dirigée par les Turcs contre le centre des positions grecques. Quant à Reschid, il crut avoir trouvé un excellent moyen de faire comprendre à Constantinople d'où venaient les lenteurs inusitées du siége d'Athènes. Avec la tête de Bourbaki et le casque de cavalerie que portait le valeureux colonel, il envoya au sultan un des boulets de 68 de la *Persévérance*.

Bien qu'ils fussent restés maîtres de la position de Munychie, les Grecs ne pouvaient plus conserver l'espoir de délivrer Athènes sans avoir rassemblé sur ce point des forces considérables. Ils en revinrent au projet de harceler Reschid sur ses derrières. Le général bavarois Heïdeck, récemment arrivé à Égine, s'embarqua sur la frégate *l'Hellas* avec cinq cents hommes distraits du corps d'occupation de Phalère. La corvette à vapeur *la Persévérance* et le brick *le Nelson* accompagnaient l'*Hellas*, encore montée à cette époque par l'amiral Miaulis. L'expédition pé-

nétra dans le canal de Négrepont et vint, à la tombée de la nuit, mouiller devant Oropos. Miaulis voulait que le général Heïdeck jetât sur-le-champ ses troupes à terre et enlevât d'assaut une batterie que la corvette à vapeur, mouillée à portée de pistolet, avait en quelques minutes réduite au silence. Le général aima mieux attendre le jour; au jour, les soldats débarqués se trouvèrent en présence d'un corps de cavalerie expédié par Reschid de son camp d'Athènes. Le colonel Heïdeck ne jugea pas prudent de se mesurer avec ces delhis exaltés par leurs récents succès. Il était resté sur l'*Hellas;* au lieu d'aller se mettre à la tête de ses troupes, il les fit rembarquer à bord de la frégate, du pont de laquelle il suivait leurs mouvements, et reprit avec elles le chemin de Munychie. Quand il put jeter l'ancre dans la baie de Phalère, les affaires avaient pris une face nouvelle. Suivant de près Omer-Vrioni, rappelé devant Athènes par Reschid-Pacha, Karaïskaki était entré le 8 mars à Éleusis avec quatre mille cinq cents hommes. Sir Richard Church et lord Cochrane commandaient les armées de la Grèce.

Lord Cochrane avait été nommé grand amiral et sir Richard Church généralissime. Pour contre-balancer l'influence que cette double nomination devait nécessairement donner à l'Angleterre, Colocotroni et le parti russe obtinrent de l'Assemblée nationale de Trézène l'élection du comte Capo d'Istria. Cet

ancien ministre du tsar fut nommé président de la Grèce. Il y avait longtemps qu'on sentait la nécessité de confier le pouvoir exécutif à un seul homme. Le jour où les onze membres du gouvernement s'étaient démis de leurs fonctions, Condouriotti avait eu quelque droit de s'attendre à voir son nom, généralement respecté, sortir de l'urne; mais toute réputation nationale était usée, et les Grecs, après six années de déchirements intérieurs, en étaient réduits à faire venir d'Angleterre des généraux, de Russie un président pour leur république. Ce fut à Paris que le comte Capo d'Istria apprit son élection. Avant d'accepter la présidence qui lui était offerte, il voulut retourner en Russie et obtenir l'assentiment de l'empereur Nicolas. Né à Corfou en 1776, le comte était devenu par l'effet des circonstances plus Russe encore que Grec. Issu d'une famille que la république de Venise avait anoblie, il s'était rendu à Padoue pour y étudier la médecine. Lorsqu'en 1807 le gouverneur de l'Épire, maître de Prevesa, menaçait l'île de Sainte-Maure, Capo d'Istria fut investi du commandement général de toutes les milices des sept îles. Ce commandement le mit en relation avec Colocotroni, avec Karaïskaki, avec la plupart des chefs souliotes. L'annexion des îles Ioniennes à l'Empire français décida de sa destinée en lui inspirant la pensée d'offrir ses services au gouvernement moscovite. Admis dans la chancellerie de l'amiral Tchit-

chakof, il y fit preuve d'une remarquable aptitude politique. Sa fortune ne tarda pas alors à prendre un essor rapide. L'empereur Alexandre le distingua et l'employa dans les négociations qui précédèrent le traité de Paris. Haïssant l'Angleterre comme tout bon Ionien, la Turquie en sa qualité de fervent orthodoxe, il apporta dans les hautes fonctions auxquelles l'appela bientôt la faveur du tsar un violent désir d'émanciper la Grèce ; on a pu l'accuser, non sans quelque apparence de raison, de n'avoir voulu l'émanciper qu'au profit de la Russie.

En 1820, Capo d'Istria avait refusé la suprême direction de l'hétairie; en 1822, il quitta le ministère des affaires étrangères pour ne pas s'associer à une politique qui semblait devenir moins favorable aux intérêts de la liberté hellénique. Pendant cinq années, il vécut à Genève dans la retraite la plus absolue. C'était un homme simple, intègre, fait pour honorer un état policé, incapable de maîtriser une société barbare dont il ne comprenait qu'à demi les passions.

Élu pour sept ans, Capo d'Istria ne se hâta pas de venir prendre possession de sa couronne d'épines. Une commission de trois membres, — « trois consuls romains », ainsi les appelle le commandant de la *Junon*, — dut conduire les affaires jusqu'à l'arrivée du président gréco-russe. Cette commission ne pouvait offrir que des noms obscurs, car il fallait être

certain qu'elle n'hésiterait pas à déposer ses pouvoirs au moment voulu : aussi fut-elle sans autorité.

Le 7 avril 1827, l'amiral de Rigny résumait en quelques lignes la situation : « Je dois vous témoigner le regret, écrivait-il au ministre, que, l'armement de Cochrane et son départ ayant eu lieu dans un port voisin de Toulon, je n'aie reçu aucun avis à ce sujet. L'arrivée de Cochrane parmi les Grecs, avec un brick et une goëlette, sans réaliser toutes les espérances que ceux-ci s'en étaient formées, a produit cependant une grande sensation. Il avait été précédé d'un Anglais, nommé Church, qui se dit général, mais qui ne l'a point été au service d'Angleterre. On vient d'appeler le comte Capo d'Istria à la tête du gouvernement, de nommer un chef pour la terre, un autre pour la mer. Si ces nouvelles formes reçoivent le secours de quelques millions étrangers, elles pourront subsister quelque temps; sans cela, elles auront le sort des gouvernements éphémères et rivaux qui se sont succédé jusqu'ici en Grèce. »

Cochrane et Church ont été investis de trop grands pouvoirs pour leur compétence. Quels ennemis auront-ils à combattre, quels soldats va-t-on leur donner à conduire? Ils ne connaissent ni les uns ni les autres. D'un côté se présentent des guerriers vieillis dans la profession des armes, fiers de leurs prouesses individuelles et pliés à une sorte de discipline; — de

l'autre, des klephtes et des bergers animés d'un saint enthousiasme, ivres de haine et avides de sang, mais inquiets dès qu'on les appelle à livrer bataille en dehors de leurs montagnes, là où ils ne trouvent plus une pierre pour appuyer leur fusil, un sentier scabreux pour opérer leur retraite. Voilà les éléments au milieu desquels vient s'abattre tout à coup sans préparation la suffisance étrangère.

Karaïskaki cependant n'avait pas atttendu le généralissime pour entrer en campagne. Le 14 mars, à six heures du soir, il part d'Éleusis. Vers minuit, il occupait dans la plaine au nord du Pirée, vis-à-vis l'anse de Pyrgos, le petit monticule de Kerasini et s'y fortifiait. On avait compté de sa part sur plus de décision; Karaïskaki savait mieux que Cochrane ce qu'il pouvait demander à ses troupes, et ceux qui le blâmèrent de sa prudence montraient probablement moins de jugement que lui. Au jour, les Turs s'aperçurent de la présence des Grecs. Ils se portèrent à leur tour sur les hauteurs voisines et s'occupèrent sans délai de s'y retrancher. Tel était le premier soin des chefs qui avaient acquis quelque expérience dans cette guerre. Ils commençaient toujours par se créer un point d'appui pour y rallier leurs troupes en cas de débandade. Le 16 mars, au moment où la *Victorieuse* rejoignait la *Pomone* au mouillage de Salamine, les Turcs « firent mine de vouloir diriger contre Karaïskaki une attaque générale ». On les vit

descendre des hauteurs avec une cavalerie et une infanterie très-nombreuses. « J'ai craint un instant pour les Grecs, écrivait M. de Reverseaux; mais l'ardeur des Turcs s'est aussitôt ralentie. Ils se sont contentés d'escarmoucher avec environ trois cents pallikares et une poignée de cavaliers grecs, qui ont montré beaucoup de courage. Les trois mille Grecs de Phalère sont sortis de leurs retranchements et se sont aussi portés dans la plaine, séparés par la largeur du Pirée des retranchements de Karaïskaki. La citadelle, de son côté, a profité de l'absence des Turcs pour s'approvisionner de bois. » Ce n'étaient pas là de grands combats. C'est ainsi cependant qu'on pouvait se donner quelques chances d'arriver un jour sous les murs d'Athènes. Le 1er avril, Gennaïos Colocotroni, le second fils du vieux klephte, amenait à Karaïskaki six cents Moréotes. Ainsi renforcé, Karaïskaki, dans la nuit du 4 au 5, s'occupait de pousser un peu plus loin la ligne de ses embuscades. Les Turcs le surprenaient au milieu de ce travail; un capitaine et une douzaine d'hommes restaient sur le terrain. Le 8, Karaïskaki reprenait patiemment son œuvre. Cette fois ce n'était plus d'une opération de nuit qu'il s'agissait : le général sortait de ses retranchements à la tête de sa cavalerie, se faisait tuer une trentaine de chevaux blesser plusieurs cavaliers; lui-même recevait « une balle dans ses habits ». L'escarmouche terminée, il rentrait dans

ses lignes, sans avoir beaucoup avancé ses affaires, sans avoir non plus rien compromis. Le 19 avril, nouveau renfort; le fils de Sisini arrive à la tête de quinze cents hommes.

L'armée de l'Attique compte alors près de onze mille hommes, quatre mille au camp de Munychie, sept mille à l'ouest du Pirée. Karaïskaki juge le moment venu de faire un sérieux effort. Dans la nuit du 19 au 20, il fait occuper une hauteur voisine de celle où les Turcs s'étaient établis; hauteur située au nord de la ligne des retranchements ottomans. Quand le jour paraît, les Grecs ont déjà élevé sur ce point un tambour. « Par fanfaronnade », nous dit le commandant du *Marsouin*, le capitaine Guettard, ils annoncent leur présence en faisant une décharge générale de mousqueterie. Reschid essaye vainement de reprendre cette position. Refoulé dans une première attaque, il recommence le lendemain, toujours avec aussi peu de succès. En ce moment même arrivait à Kerasini sir Richard Church, et M. de Reverseaux écrivait de Salamine à l'amiral : « Cochrane, sur l'*Hellas*, est en vue; il fait route avec plusieurs bricks pour le mouillage de Phalère. »

Avant que ces deux grands personnages, Cochrane et Church, entrent en scène, établissons le bilan de la situation dont ils vont hériter. Athènes, nous apprend l'amiral de Rigny, « le pivot des affaires

grecques », était bien près de succomber, quoique les Grecs occupassent en force deux positions à droite et à gauche du Pirée, adossés à la mer, qu'ils avaient pour eux. « Ils n'ont pu, ajoutait l'amiral, réussir encore à forcer l'opiniâtre Reschid à lever le blocus. Fabvier est toujours enfermé dans l'Acropole. Je ne serai pas blâmé, j'en suis certain, si j'emploie mes efforts personnels pour le sauver, lui et ses compagnons, du sort qui les menace. »

Le langage de Fabvier n'était pas cependant celui d'un homme désespéré, il était celui d'un homme impatient et qui ne se sent pas à sa place. « Depuis longtemps, écrivait-il le 20 avril, les soldats irréguliers sont fatigués des promesses de cinq jours, de dix jours. La seule manière de les faire patienter, c'est de leur montrer de la besogne. Les miens sont plus calmes, quoique les plus maltraités de toute la Grèce. Ils ont acquis une lueur de patriotisme. Cependant le moment viendra bientôt où la patience échappera à tout le monde à la fois. Chacun répète : —Quinze mille hommes réunis ! et ils n'osent marcher contre cinq mille au plus ! Que sera-ce quand ils arriveront devant les postes où l'ennemi a préparé sa défense ? — Quant à moi personnellement et à ma faible troupe, nous sommes entrés ici en passant sur le ventre des Turcs. Je suis peu embarrassé de recommencer. L'état de la forteresse m'a seul engagé à y demeurer. Kriezotis est malade. Son corps est le

pire de tous. Les gens du château veulent ouvertement la reddition. J'ai soixante hommes de morts par le feu ou de maladie. Les autres, rongés par la fièvre, privés de tout, n'en restent pas moins fidèles à leur devoir. » Une semblable dépêche était faite, il faut bien l'avouer, pour stimuler l'ardeur de Cochrane, car Cochrane était un vaillant soldat et prêt à payer en toute occasion de sa personne. Il avait déjà perdu près d'un mois à haranguer les Grecs, se flattant naïvement de pouvoir par ses proclamations rapprocher les partis. « Au début, écrivait l'amiral de Rigny, il a renvoyé les factions à la deuxième philippique de Démosthène. Depuis, saisissant mieux le caractère avide des chefs grecs et des pallikares, il promet aux uns le sac de Byzance, aux autres le pillage de Smyrne, aux plus braves une prime en piastres d'Espagne. » Les soldats que Cochrane amenait le 20 avril dans la baie de Phalère étaient choisis dans une belliqueuse élite. C'étaient douze cents Hydriotes et Crétois qu'il venait de prendre à sa solde. Il les fait débarquer sous les ordres d'un de ses parents, le major Urquhart, se met à leur tête le 25 avril, les enthousiasme par son exemple, et enlève du premier coup neuf petites redoutes. A dater de ce jour, les deux camps grecs forment une ligne continue de la colline de Munychie au pied du mont Corydale. Le couvent de Saint-Spiridion est complétement cerné. Déjà, on s'en souvient,

ce poste avait été battu en brèche par la *Persévérance*, qui l'avait ouvert de toutes parts sans que les pallikares pussent se décider à l'enlever de vive force. Six bricks grecs entrent dans le port et dirigent leur feu sur ces ruines où se sont enfermés trois cents Albanais. Le 26, l'*Hellas* se présente à son tour. La frégate s'entraverse devant le monastère, et ses trente canons rasent presque complétement cet édifice. Le 27, l'*Hellas* tire encore, elle tire sur quelques pans de muraille restés debout. Le couvent n'est plus qu'un monceau de décombres sous lesquels une partie de la garnison turque reste ensevelie. Un appel est fait par Cochrane au courage de ses Candiotes. « Quels sont ceux qui se présentent pour monter à l'assaut ? Qui veut achever avec le sabre ou la baïonnette l'œuvre du canon ? » Tous restent muets. Vingt philhellènes sont seuls sortis des rangs ; on renonce à les sacrifier. Les Turcs étaient sans vivres et presque sans eau ; ils proposent de se retirer avec leurs armes. Cochrane refuse d'accéder à ces conditions ; les Albanais déposeront leurs armes et se rendront prisonniers ; c'est la seule capitulation qu'il leur accorde.

Sur ces entrefaites, le bruit se répand que la flotte égyptienne est sortie d'Alexandrie. Cochrane court à Poros pour y activer l'armement de la flotte grecque. Pendant ce temps, les Albanais renouvellent leurs propositions, et cette fois le général Church, désireux d'en finir, les accepte. Des otages, suivant

la coutume orientale, sont fournis aux Turcs. Les soldats guègues se forment sur deux rangs, au nombre de deux cent cinquante environ. Les otages marchent en tête de la colonne. C'est dans cet ordre qu'on franchit les décombres. Une double ligne de cavalerie grecque borde les deux côtés du chemin. En ce moment une masse de soldats s'approche de la queue de la colonne. Des injures s'échangent. Un Rouméliote saisit le fusil d'un Albanais et essaye de le lui arracher. Celui-ci résiste; dans le débat, l'arme, qui était chargée, part, sans cependant blesser personne. Le massacre aussitôt commence. Une décharge général ecouche à terre un grand nombre de Turcs. Les Grecs achèvent les blessés à coups de sabre et dépouillent les morts.

Quelques Albanais parvinrent à gagner les derniers retranchements occupés par Kostas Botzaris et par Nikétas; ils eurent alors à essuyer le feu des avant-postes turcs. Plus de deux cents Guègues trouvèrent la mort dans cette triste journée, et tous ces Guègues étaient des héros. Reschid, lorsqu'on lui annonça l'épouvantable catastrophe, s'en montra plus ému qu'on n'eût pu l'attendre d'un Turc façonné depuis si longtemps au mépris de la vie humaine. « Dieu ne laissera pas, dit-il, ce manque de foi impuni. » Le général Gordon avait assisté au sac de Tripolitza. Ce nouvel attentat le dégoûta de la Grèce. Il se démit de ses fonctions de directeur

général de l'artillerie et s'éloigna pour toujours d'un théâtre où se commettaient tant d'atrocités. Church et Cochrane se montrèrent un instant disposés à suivre son exemple ; mais bientôt ils se ravisèrent. Church reprit le commandement dont il s'était dépouillé avec ostentation, Cochrane adressa une proclamation à ses marins pour les féliciter de n'avoir pas trempé dans ce guet-apens.

La réduction du monastère de Saint-Spiridion et la jonction des deux camps grecs, jusqu'alors séparés, marquèrent un temps d'arrêt dans les opérations. L'armée de l'Attique cherchait à s'avancer dans la plaine et travaillait à élever des tambours en face de ceux des Turcs. L'armée ottomane campée devant Athènes se tenait sur la défensive et s'occupait surtout de faire venir ses approvisionnements de la Thessalie. Le 26 mars, Reschid avait reçu de l'intérieur quinze cents charges de biscuit et sept cent mille piastres. Embarqués à Volo, ces secours étaient transportés par mer à Négrepont et à Oropos. C'était donc à Volo même qu'il était plus certain de les aller détruire. Ni Coletti, ni Heïdeck, n'avaient réussi dans leurs expéditions. Le capitaine Hastings ne demanda le secours d'aucun corps de débarquement, sachant bien qu'il faut des soldats très-solides pour oser les jeter à terre sans reconnaissance préalable et les placer ainsi en face de l'imprévu. Il partit le 20 avril sur la *Persévérance*, pénétra dans le golfe de Volo,

y enleva cinq bâtiments de transport, en détruisit quatre autres, et découvrant près de Tricheri, dans le canal septentrional de l'Eubée, un brick de guerre amarré à terre dans une anse, il l'incendia en quelques minutes avec ses boulets rouges.

Plus favorisé que Fabvier et que Gordon, Hastings ne comptait que des succès. Son heureuse fortune s'explique d'ailleurs aisément. Il agissait seul et n'avait pas, comme les autres philhellènes, à se faire Grec par désespoir de ne pouvoir faire des Grecs des Occidentaux. Les idées européennes et les habitudes orientales se trouvaient dans le Levant constamment en présence, c'est-à-dire en contradiction. Sir Richard Church et Karaïskaki ne s'entendaient déjà plus. Karaïskaki insistait pour que l'on continuât à cheminer prudemment du côté de l'ouest, profitant du terrain, s'appuyant à la lisière du bois, ne s'avançant jamais qu'à couvert. Le généralissime voulait changer sa base d'opérations, débarquer dans la baie de Phalère et traverser la plaine nue et dépouillée d'arbres pour se porter directement sur l'Acropole. Il est probable que Karaïskaki eût résisté jusqu'au bout à un pareil projet; mais le 4 mai 1827 un coup fatal enlevait ce vaillant et habile capitaine à la Grèce. Une escarmouche avait été engagée par des Albanais grecs contre quelques tambours turcs. Cet engagement, qui avait lieu sans ordre, prenait de l'importance. Karaïskaki

crut devoir se mettre à la tête des troupes pour régulariser le mouvement. Il fut atteint d'une balle qui lui traversa le corps. Il était alors quatre heures de l'après-midi; à dix heures du soir Karaïskaki avait succombé. En lui disparaissait, non pas le dernier des Grecs, mais le dernier des vieux armatoles.

Karaïskaki avait à peine rendu l'âme que le général Church s'occupait de mettre à exécution le plan grâce auquel il était parvenu à convertir les autres capitaines grecs. Le 6 mai 1827, un corps de trois mille hommes, soutenu par une batterie de quatre pièces de 6, fut débarqué sur la plage de Phalère, près du cap Colias. Cette division devait attaquer les postes les plus rapprochés de l'Acropole, pendant que le corps principal, fort de sept mille hommes, ferait une démonstration du côté du bois des Oliviers. Des mesures mal prises, un défaut d'entente, ou un défaut de zèle, laissèrent la colonne du cap Colias sans appui. Le premier détachement, composé de tacticos et de Souliotes, s'était avancé dans la plaine, où il commençait à s'abriter à l'aide de quelques fascines et de levées de terre, quand il fut enveloppé par deux mille cavaliers turcs. Reschid-Pacha dirigeait cette charge en personne. Il y fut légèrement blessé à la main. En moins de dix minutes, la déroute des Grecs fut complète. L'avant-garde s'était fait sabrer sur ses retranchements; l'arrière-garde ne songea qu'à regagner au plus tôt le rivages

Church en ce moment s'était mis en marche, Cochrane venait de débarquer. Ils faillirent tous deux tomber entre les mains des Turcs. Pour atteindre l'embarcation à laquelle il dut son salut, Cochrane fut obligé de se jeter à la mer. Le feu des navires qui balayait la plage arrêta seul les delhis dans leur poursuite. Près de quinze cents Grecs avaient péri. Dans le nombre se trouvaient quatorze philhellènes et deux cent quatre-vingt-six hommes du corps régulier commandés par le colonel Inglesi. Les Turcs avaient fait deux cent quarante prisonniers; ils les emmenèrent à leur camp, les firent agenouiller, et en décapitèrent sur-le-champ deux cent trente-huit. Le jeune Dimitri Kalergi, grièvement blessé à la jambe, et le capitaine souliote George Drako furent exceptés de l'exécution générale. Ils avaient promis aux Albanais, à qui ils s'étaient rendus, de se racheter par de fortes rançons. Kalergi se trouva seul en mesure de faire face à cet engagement. Il en coûta quatre mille cinq cents gourdes et un cheval à son frère. Désespérant de pouvoir rassembler la somme exigée pour sa délivrance, Drako se suicida, dit-on, dans sa prison. Au nombre des captifs décapités était un philhellène français, nommé Pascal, dont le courage avait souvent fait l'admiration de ses compagnons sur le champ de bataille. Son énergie ne se démentit pas dans cette suprême épreuve.

Le combat du cap Colias devait amener la dissolution d'une armée que ne soutenait plus la confiance en ses chefs. Les débris de la colonne si malheureusement engagée par Cochrane et par Church avaient été embarqués dans la soirée. Ils se retirèrent sur la hauteur de Phalère; là, ils apportèrent la panique et le découragement qui s'étaient emparés d'eux. En trois jours, plus de trois mille hommes abandonnèrent le camp. Le général Church, Cochrane lui-même, jugèrent tout perdu. Dans leur détresse, ils ne craignirent pas de s'adresser à un commandant français. Le capitaine de la *Junon* fut sollicité d'intervenir auprès du pacha. « J'ai tenté tous les moyens, lui écrivit l'amiral Cochrane, pour délivrer la garnison d'Athènes; je n'ai pu y réussir. Je ne compte plus que sur vos bons offices en faveur de malheureux qui ont fait bravement leur devoir envers leur pays. » Le général Church de son côté avisait le colonel Fabvier des négociations qui allaient s'ouvrir. « Le courage, la persévérance, lui disait-il, avec lesquels vous avez défendu jusqu'à ce moment la forteresse placée sous votre commandement ne laissent point de bornes à ma confiance. Je ne crois pas pouvoir vous donner une plus grande preuve de mon estime que de remettre entièrement à votre sagesse le soin d'arrêter les stipulations nécessaires. »

CHAPITRE VII.

CAPITULATION D'ATHÈNES. TRAITÉ DE LONDRES.

5 JUIN ET 6 JUILLET 1827.

Au moment où le général Church adressait cette lettre au colonel Fabvier, la citadelle renfermait encore quatorze cents combattants. On y distribuait chaque jour deux mille deux cents rations; cette ration, il est vrai, était peu de chose : elle se composait d'un peu d'orge et de deux litres d'eau. On pensait que ces provisions ainsi ménagées pourraient durer jusqu'à la mi-septembre. Le bois depuis longtemps manquait absolument; on avait tout brûlé, tout, jusqu'aux affûts des pièces, dont sept seulement restaient en batterie. Demander une capitulation au séraskier après le massacre de Saint-Spiridion était, on en conviendra, chose délicate. Church et Cochrane ne l'auraient pas obtenue; ils n'avaient point eu tort de compter sur l'ascendant du commandant de la *Junon*. Le capitaine qui montait cette frégate a été incontestablement un des officiers les plus remarquables de la marine française. Il y avait à cette époque deux commandants du même nom

dans la station du Levant : le capitaine de frégate Jacques Le Blanc, qui commandait le brick *le Cuirassier*, et le capitaine de vaisseau Louis Le Blanc, qui venait d'arriver avec la frégate *la Junon* sur la rade de Salamine, où se trouvait déjà depuis un mois la frégate *la Pomone*, commandée par le comte de Reverseaux. Le commandant du *Cuirassier*, marin des plus solides, est mort en 1833 capitaine de vaisseau; celui de la *Jnnon* est devenu vice-amiral, préfet maritime de Brest, président de section au conseil d'État.

La lettre de Cochrane avait été portée à bord de la *Junon* dans la soirée du 7 mai. Le 8 au matin, le commandant Le Blanc entrait en relation avec le séraskier. « La haute valeur dont Votre Excellence a fait preuve, lui disait-il, m'est une garantie assurée de la noblesse de ses sentiments. J'aime à me persuader qu'elle saisira cette occasion de montrer à l'Europe entière qu'elle n'a jamais eu l'intention de répandre un sang inutile et de réduire à l'unique ressource de vendre chèrement leur vie des ennemis qui recourent à sa clémence, après avoir noblement combattu. » Cette première démarche fut accueillie par Reschid avec une courtoisie de bon augure. Le 11 mai, le capitaine Le Blanc se rendait sous escorte au quartier général du pacha. Reschid fut le premier à déblayer le terrain : « Dans la position où se trouvent les Grecs, dit-il au commandant de la

Junon, ils n'ont pas de conditions à faire. Ils doivent se montrer trop heureux d'accepter la faveur que je voudrai bien leur accorder. Voici mes intentions :

« Le colonel Fabvier gardera ses armes et pourra se retirer librement en emportant ses bagages. Pareille faculté sera accordée aux troupes de la garnison aussitôt qu'elles auront déposé les armes. Ceux des soldats, sujets du Grand Seigneur, qui voudraient entrer au service de Sa Hautesse, seront admis dans l'armée du séraskier, payés et traités comme les soldats du corps dans lequel ils seront incorporés. »

M. de Reverseaux se chargea d'aller, avec un officier du pacha, porter cet ultimatum au colonel Fabvier. A quatre heures et demie, il était de retour. Quelle fut la surprise du commandant Le Blanc en lisant la réponse que lui apportait le commandant de la *Pomone!* « Vous êtes dans l'erreur, écrivait le colonel Fabvier. Je ne commande pas ici; je n'y suis que par accident. Je transmets votre lettre aux chefs de l'Acropole. » Cette défaite, au premier abord étrange, ne laissa pas de causer quelque humeur au pacha. « Comment, dit-il au capitaine Le Blanc, vous vous chargez de traiter pour le chef de l'Acropole, et vous ne savez même pas quel est ce chef? » Le commandant de la *Junon* avait un moyen facile d'expliquer sa méprise. Il mit sous les

yeux du pacha une copie de la lettre écrite par le général Church à Fabvier. Le 12 mai au matin, le généralissime averti réparait son erreur. Il s'adressait « au commandant et autres chefs des troupes grecques de l'Acropolis ». Nous avons sous les yeux la traduction officielle de cette curieuse pièce. « Plusieurs personnes souffrantes, disait le général Church, se trouvent renfermées dans l'Acropole : il y a là également des monuments de l'ancienne Grèce chers au monde civilisé; je désire les sauver de la destruction. Je vous ordonne en conséquence d'accepter la capitulation ci-incluse. Le commandant de la *Junon* a pris toutes les mesures nécessaires pour votre sûreté. » Cette fois ce fut le lieutenant de vaisseau Lavaud, second de la *Junon*, qui fut dépêché vers la citadelle. Il revint de sa mission avec une réponse moins satisfaisante encore que celle qui avait été rapportée la veille. Les capitaines grecs Nicolas Kriezotis, Statis Katzícoyani, Mamouri, Emorphopoulo, Jeronimo Foucas, Mitros Lekas, Blakopoulo, Sakharitzas déclaraient au commandant Le Blanc « qu'ils le remerciaient beaucoup de la peine qu'il s'était donnée pour eux ». — « Il n'y a point ici, disaient-ils, de sujets du Grand Seigneur, ainsi que le porte le projet de capitulation que vous nous avez envoyé; il n'y a que des Hellènes déterminés à mourir ou à vivre libres. Si Kiutahié (c'est ainsi que les Grecs appelaient le vizir Reschid na-

guère pacha de Kiutahia) veut nos armes, qu'il vienne les prendre ! »

Transmise au pacha, cette fière réponse devait naturellement mettre fin à la négociation. Reschid ne s'en montra pas outre mesure irrité. « Sur votre prière, écrivit-il au commandant Le Blanc, et par égard pour l'amitié qui règne entre nos deux empires, je me suis encore prêté à une nouvelle démarche envers des gens qui oublient leurs devoirs vis-à-vis d'une foule innocente. Voyez avec quelle insolence ils répondent! Je pourrai dire au moins que je n'aurai rien épargné pour vous être agréable. »

Quand Reschid-Pacha tenait ce langage, il venait de recevoir huit mille hommes de renfort partis depuis longtemps de Constantinople. La désorganisation s'était mise au contraire dans l'armée grecque. Le général Church avait voulu se retrancher sur les hauteurs de Phalère; il sentait l'importance de conserver cette position. Le dénûment absolu dans lequel on le laissait, l'insubordination des chefs et des soldats, l'obligèrent à l'évacuer. La retraite se fit en bon ordre : elle eut lieu dans la nuit du 27 au 28 mai; trois cents hommes d'arrière-garde, commandés par Nikétas, tinrent les Turcs en respect. Toute l'artillerie fut embarquée, à l'exception de deux pièces de 18, qui, trop lourdes pour être transportées, furent jetées à la mer. « Il est décidé, écrivait à l'amiral le capitaine Le Blanc, que la forte-

resse ne doit plus capituler. Elle attendra le résultat des nouveaux efforts que l'on va tenter pour faire lever le siége. Dans le cas où elle serait réduite à la dernière extrémité, elle suivrait l'exemple de Missolonghi. »

Le général Church n'avait pas voulu quitter les hauteurs de Phalère sans adresser quelque encouragement aux défenseurs de l'Acropole. Il leur exposait en détail tout un nouveau plan de campagne. Son but serait désormais d'intercepter les convois de vivres de l'armée turque. Déjà la côte, du golfe de Volo au cap Sunium, était étroitement bloquée par les flottes grecques. Church allait faire occuper tous les défilés qui pouvaient conduire au camp de Reschid. Les troupes du séraskier se plaignaient de la disette; elles ne tarderaient pas à connaître la famine. Le général donnait d'ailleurs carte blanche au colonel Fabvier. Si le colonel croyait devoir tenter de s'échapper avec son corps, il l'engageait à se jeter dans les montagnes de l'Hymète, à traverser cette chaîne jusqu'à la côte opposée, où des bâtiments grecs iraient le prendre. Quant à lui, il transportait son quartier général à Égine, pour y composer un corps régulier recruté dans les meilleures troupes.

Tous ces développements ne pouvaient masquer un abandon trop certain. En voyant disparaître le drapeau grec des hauteurs de Munychie, la garnison de l'Acropole se sentit livrée. « Elle perdit soudain,

nous dit un philhellène anglais, son attitude théâtrale. » — « Elle se souvint, écrit avec plus de justice l'amiral de Rigny, que quinze jours auparavant elle avait été autorisée par le général en chef lui-même à traiter de sa reddition. »

Le 1er juin 1827, la frégate *la Sirène*, portant le pavillon du commandant de la station française, jetait l'ancre sur la rade de Salamine, en compagnie de la corvette *l'Écho*. La frégate *la Junon* avait quitté ces parages depuis la veille; l'amiral ne trouva sur les lieux qu'un brick de guerre autrichien, le *Veneto*. Le capitaine de ce brick se rendit sur-le-champ à bord de la *Sirène;* il avait une communication importante à faire à l'amiral. La garnison de l'Acropole désirait reprendre la négociation interrompue. Le lendemain 2 juin, en effet, l'amiral de Rigny reçut par les avant-postes turcs, et au moment même où il était au camp du séraskier, une lettre qui lui était adressée par les chefs grecs de la citadelle. Les assiégés exposaient dans ce message les conditions auxquelles ils se déclaraient prêts à rendre la place. Pendant trois jours les parties discutèrent, pendant trois jours l'amiral fit preuve d'une patience exemplaire et d'un zèle infatigable. Reschid enfin céda. Il souscrivit à peu près à toutes les exigences d'un ennemi ombrageux. Les Grecs réclamaient les honneurs de la guerre; ils demandaient avec plus d'énergie encore l'éloignement des

troupes turques. « Ces troupes, disaient-ils, devront évacuer leurs positions et se retirer au village de Menidhi. » Le pacha répondit : « La distance qui sépare la citadelle du cap Colias sera libre de toute troupe turque, à l'exception de la colline de Philopapus, qui restera occupée. » Trois officiers français et trois officiers du pacha, le kaftan Agassi, le tchokadar Aga, le voïvode Salih-Bey, et un certain nombre de chefs albanais, furent désignés pour servir d'otages. Ils accompagneraient la colonne et resteraient sur la plage jusqu'à l'embarquement du dernier soldat.

Le 5 juin au matin, cette capitulation fut acceptée par les chefs de la garnison. Ce n'était rien d'avoir réglé les choses sur le papier. Le difficile était l'exécution d'une convention contre laquelle protestait avec énergie le ressentiment des Albanais. Les Guègues avaient juré de venger leurs compatriotes assassinés un mois auparavant au Pirée, et ces montagnards, on le sait, font rarement de pareils serments en vain. Reschid les contint avec sa cavalerie. Trois officiers français et trois officiers turcs prirent la tête de la colonne. L'amiral se plaça lui-même à l'arrière-garde avec les trois chefs albanais que les Grecs avaient nominativement demandés pour otages. On se mit ainsi en marche et l'on put arriver, sinon sans émotion, du moins sans encombre, à la baie de Phalère. Là on trouva les embarcations des bâti-

ments de guerre français et celles d'un brick et d'une goëlette de Sa Majesté Apostolique. Ces embarcations reçurent mil huit cent trente-huit personnes, hommes, femmes, enfants, malades et blessés, avec armes et bagages. Le soir même, elles les avaient déposées sur l'île de Salamine.

On eût pu citer peu d'exemples, dans cette guerre cruelle, d'une capitulation aussi honorable, aussi avantageuse, aussi fidèlement exécutée. Le désastre de Missolonghi, dont le retentissement fut si douloureux dans toute la chrétienté, n'eût point eu lieu, si la voix du haut commissaire des îles Ioniennes eût possédé cette puissance de persuasion qui faisait du commandant de la station française un arbitre écouté dans toutes les questions délicates. L'amiral de Rigny avait, ce semble, quelque droit de compter sur la reconnaissance de la Grèce; mais tous les bienfaits ne sont pas appréciés sur-le-champ. « Jugez de ma surprise, lui écrivit le général Church, en lisant la lettre par laquelle vous m'annonciez que la capitulation de l'Acropole était sur le point de se conclure par votre intervention. Mon armée, renforcée et presque réorganisée, était dans un meilleur état pour secourir la garnison que lorsque j'occupais la position de Phalère. Je savais que l'ennemi était à court de provisions; je venais d'obtenir un procès-verbal authentique de la quantité de blé et d'eau qui restaient dans la citadelle. Les premiers

renseignements reçus étaient inexacts. Je pouvais donc envisager les choses sous un autre jour que lorsque, mal instruit de la situation, j'approuvais la démarche de l'amiral Cochrane auprès du capitaine Le Blanc. »

Le commandant de la station française était un esprit plein de mesure. Voici en quels termes il répondit aux reproches si peu mérités que lui adressait le général Church : « Vous avez, lui dit-il, éprouvé quelque surprise en apprenant que la garnison de l'Acropolis avait manifesté le désir de renouer une capitulation. La mienne n'est pas moins grande en voyant de quelle manière vous interprétez ce qui s'est passé... La garnison de l'Acropolis, depuis l'évacuation de Phalère, n'avait plus d'autre moyen de salut que la négociation dans laquelle je me suis cru suffisamment autorisé à intervenir. Les lois de la guerre, vous le savez, monsieur le général en chef, laissent à toute garnison dont les moyens de communication sont strictement fermés le droit de se diriger d'après sa propre situation. La garnison de l'Acropolis, qui avait dans les mains un ordre signé de vous d'accepter une première capitulation, en était réduite, par des raisons qu'il serait superflu de détailler ici, à ne plus chercher qu'à se procurer les meilleures conditions possibles. Elle s'est adressée à moi pour cela. Il vous est libre de penser, monsieur le général, que les forces sous vos ordres

étaient mieux disposées pour secourir la citadelle que lorsque les troupes grecques, à portée de fusil du camp turc, présentaient l'apparence évidente d'un secours immédiat. Il m'est permis de penser autrement. J'avais la connaissance exacte de la situation respective des deux parties. J'ai rempli mon devoir en obéissant aux lois de l'humanité, et je l'ai rempli avec chaleur. Je me flatte que vous penserez, quand vous aurez pris connaissance de la capitulation ci-jointe, que ce n'a pas été sans quelque succès... J'ai été obligé, à défaut de barques grecques, d'employer les bâtiments de Sa Majesté au transport de plus de deux mille personnes. Quant aux moyens que j'ai pris pour rassurer une garnison intimidée par des souvenirs récents, je ne demande à personne de m'en savoir gré. »

Le général Church ne tarda pas à regretter son injustice. L'irritation dont il avait cru un instant pouvoir détourner le cours ne s'en reporta qu'avec plus de violence sur lui, sur Fabvier, sur Cochrane. Pour soustraire Fabvier, l'héroïque Fabvier, à la fureur de la multitude, il fallut à Poros le conduire en prison. « L'ingratitude, disait le général Church au capitaine Le Blanc le 27 juin 1827, est le moindre des défauts que je connaisse aux Grecs. » N'est-ce donc pas le défaut de tous les peuples et surtout des peuples malheureux? Si la situation de la Grèce ne justifiait pas, elle pouvait du moins

faire comprendre des violences qui s'égaraient sur les meilleurs amis d'une cause en ce moment presque désespérée. Toute la Grèce continentale reconquise par Karaïskaki échappait aux Grecs en même temps que l'Acropole. Des quatorze mille ou quinze mille hommes que Church et Cochrane avaient assemblés au mois de mai devant Athènes, pas un n'était resté dans l'Attique. Chaque chef en partant emmenait les siens. Il y avait à peine à la fin du mois de juin mille hommes à Salamine. Le reste s'était réfugié en Morée, sans liens, sans confiance, et qui plus est, sans argent. C'était dans de telles conditions que les débris de l'armée de Karaïskaki et du général Church se voyaient exposés à rencontrer Ibrahim déjà maître des provinces de Gastouni et de Vostitza. Corinthe à son tour pouvait être investie, car rien n'empêchait plus Reschid de pousser ses troupes jusqu'à l'isthme. Les primats des villages aux environs de Mégare avaient fait leur soumission. Corinthe réduite, il ne resterait plus aux Grecs que Nauplie; là était le dernier refuge, la dernière espérance. « Le gouvernement, écrivait l'amiral, va s'y transporter de nouveau. La place bien approvisionnée est imprenable, car les Turcs ne sauront et n'oseront jamais la bloquer par mer tant qu'Hydra et les bâtiments grecs subsisteront. C'est vraisemblablement vers Hydra que les renforts d'Égypte, qui ne sont point encore en mouve-

ment, se porteront cet été. S'il y a une attaque un peu vive, je ne doute pas qu'elle ne réussisse. Ce sera alors la fin du drame. »

Le crédit de Nedjib-Effendi avait fait investir Méhémet-Ali de la direction suprême de la guerre. Deux vaisseaux, sept frégates, neuf corvettes, que le commandant de la *Lamproie* avait vus le 31 janvier 1827 sur la rade de Navarin, se trouvaient, le 27 mars de la même année, mouillés dans le port d'Alexandrie. « Le vice-roi peut tout maintenant, écrivait le capitaine Fleury ; il dit à qui veut l'entendre qu'il va sortir avec sa flotte réunie à celle du sultan pour effectuer un coup de main sur Hydra. Mais osera-t-il réellement quitter l'Égypte ? »

Quels que fussent au fond ses desseins, Méhémet-Ali n'en poussait pas moins avec une extrême vigueur l'armement de son escadre. Il voulait qu'elle fût prête le 15 juin. Une frégate construite à Marseille lui amenait des officiers français qu'il s'empressait de distribuer sur différents bâtiments. Un capitaine de vaisseau en retraite, M. Le Tellier, acceptait la tâche d'organiser la marine égyptienne, mission remplie jusqu'alors par un officier italien. Le danger devenait pressant pour Hydra ; Cochrane, dont la célébrité et la popularité avaient reçu une sérieuse atteinte à Phalère, forma le projet de rétablir sa réputation en allant au-devant de cet orage. Il venait d'avoir avec sa frégate un engagement sans

résultat contre deux corvettes égyptiennes et de s'emparer d'un brick-transport turc, quand il prit le parti de rassembler tout ce que la flottille grecque avait de bâtiments disponibles pour se porter sur les côtes d'Égypte. Le 16 juin 1827, dans l'après-midi, les vigies de la corvette française *la Victorieuse*, commandée par le capitaine de vaisseau de Villeneuve-Bargemont, signalèrent vingt-trois voiles qui se dirigeaient vers les passes d'Alexandrie. N'était-ce pas le convoi qu'on attendait d'un jour à l'autre de Smyrne? La frégate qui semblait escorter cette réunion de navires marchands portait le pavillon autrichien. Le convoi cependant approchait. Le commandant de Villeneuve n'eut pas de peine à reconnaître dans cette flottille déguisée l'armée grecque. Il envoya sur-le-champ prévenir le consul et quelques négociants. Contrairement à ses habitudes, le vice-roi avait passé la journée à la campagne. Il accourut et donna des ordres pour faire appareiller les bâtiments qui se trouvaient prêts et pour faire armer les batteries. Un brick turc était en croisière devant le port. Il voulut rentrer précipitamment, et s'échoua. Un premier brûlot détaché de la flottille grecque manqua l'abordage : un second réussit mieux, il incendia en quelques minutes le bâtiment échoué. L'équipage égyptien se sauva dans ses embarcations.

La nuit sur ces entrefaites était venue, et avec la

nuit le calme habituel. Ballottée par la houle, l'armée grecque se maintint à une lieue environ de la ville; l'*Hellas* jeta l'ancre à deux portées de canon des récifs. Vers dix heures du soir, le pacha s'embarqua sur un brick descendu récemment des chantiers de Marseille. Tous les officiers français l'accompagnaient. Combattre Cochrane, fût-il à la tête d'une flotte grecque, c'était prendre la revanche de l'île d'Aix. Le 17, au point du jour, treize bâtiments égyptiens avaient enfin pu appareiller. Le commandant de Villeneuve alla en ce moment rendre visite à Méhémet-Ali. « Je le trouvai, dit-il, extrêmement animé et décidé à provoquer une affaire décisive. » Pendant ce temps, la flotte grecque s'éloignait lentement vers le nord-ouest. Un brûlot attardé par le calme était resté en arrière. Une foule d'embarcations égyptiennes coururent sur lui, et l'auraient pris indubitablement, si la brise ne s'était élevée et ne lui eût permis de s'éloigner.

Dans la journée, on avait perdu de vue les Grecs. Vers le soir, ils reparurent, courant la bordée de l'ouest, à très-grande distance. Le pacha ne s'était éloigné que de quelques lieues. A la nuit, il se rapprocha de la côte et jeta l'ancre par le travers des passes. Plusieurs frégates et corvettes, qui n'avaient pu appareiller dès le matin, vinrent le rejoindre.

Le 18 juin, quand le jour parut, toute cette escadre, au nombre de vingt-quatre navires, dont six

frégates et huit corvettes, mit sous voile. L'infatigable pacha n'avait pas quitté son brick. « Il va, vient, écrivait le commandant de la *Victorieuse*, presse, encourage et menace. » Cochrane ne l'attendit pas, et la flotte égyptienne fit d'inutiles efforts pour se rapprocher de la flottille grecque. Vers six heures du soir, les deux armées avaient disparu. « Le pacha, — c'est ainsi que le commandant de Villeneuve termine son intéressant rapport, — le pacha, avec qui je viens de passer une heure, est revenu dans la matinée. Il a donné l'ordre à sa flotte de poursuivre les Grecs jusqu'à Rhodes. Il est plein de confiance dans la valeur de ses marins. »

Informé de cet épisode, l'amiral de Rigny en comprit sur-le-champ la gravité. Les Égyptiens en mer et poursuivant les Grecs, c'était quelque chose de plus sérieux encore que la reddition d'Athènes. « Si la flotte égyptienne, écrivit-il au ministre, se présentait aujourd'hui devant Hydra, il n'y aurait pas de résistance, tout tomberait à la fois. Les affaires intérieures des Grecs empirent chaque jour. Les chefs se disputent, se vendent même la citadelle de Nauplie. Cette forteresse est en ce moment occupée par un certain Grivas, à qui Colocotroni a failli l'enlever par ruse. Le gouvernement provisoire veut s'y installer pour y attendre Capo d'Istria; malheureusement, il n'a aucune force, ni pour s'en emparer, ni pour s'y maintenir. Le général Church

tente en vain d'organiser Égine à un corps d'un millier d'hommes. Il faut se hâter, si l'on veut arriver à temps comme médiateurs. »

La médiation ! Oui, sans doute, là seulement était le salut; mais il y avait bientôt six ans qu'on y songeait. Le prince de Metternich proposait d'ouvrir des conférences à Londres. Il savait que le roi de Prusse ne se joindrait à aucun traité qui ne portât déjà la signature des quatre autres puissances. L'Autriche restait ainsi l'arbitre de la question. L'Angleterre et la Russie déjouèrent cette manœuvre en se déclarant prêtes à se contenter de l'accession de la France. Le 6 juillet 1827, un grand acte fut accompli. Les trois puissances stipulèrent qu'elles offriraient en commun leur médiation à la Porte et qu'elles exigeraient en même temps une suspension d'armes immédiate. La détermination était excellente; il fallait en prévoir les conséquences. « On ne sait, écrivait l'amiral de Rigny, jusqu'où pourra se porter l'animosité des Turcs dans les échelles habitées par nos consuls et par nos négociants. Je suis obligé de laisser une frégate à Smyrne, une autre à Alexandrie, un bâtiment à Salonique. L'Autriche et la Prusse, demeurant en dehors du traité, doivent désirer que les trois ambassades se retirent; elles resteraient alors médiatrices entre les médiateurs eux-mêmes et la Porte. Il ne serait donc pas surprenant qu'elles conseillassent aux Turcs de se

montrer très-menaçants contre les légations de France, d'Angleterre et de Russie. »

Ces craintes heureusement étaient vaines. Le gouvernement ottoman pouvait bien répondre aux ambassadeurs « que tous les protocoles étaient à ses yeux une feuille blanche, que la Porte, au sujet des Grecs, n'accepterait jamais de propositions » ; le temps était passé où le château des Sept-Tours s'ouvrait pour le moindre grief aux envoyés des puissances chrétiennes. La Porte avait toujours la même arrogance ; elle n'avait plus cette superbe confiance en ses forces. Restait l'appréhension, mieux justifiée peut-être, des séditions populaires ; la destruction des janissaires, de cette soldatesque bourgeoise, âme de toutes les révoltes, en diminuait singulièrement le péril. Encore terrifié de la sanglante répression du 16 juin 1826, affaissé sur lui-même, le peuple turc ne savait plus avoir de colère, même contre les infidèles. L'intervention de l'Europe se trouvait donc servie à son insu par les délais que lui avait si longtemps opposés la diplomatie autrichienne. Il ne fallait point cependant se le dissimuler, le nœud gordien existait toujours. Les hommes d'État s'occupaient avec ardeur de le dénouer, quand le canon des escadres alliées vint tout à coup abréger leur travail. De la journée de Navarin, bien plus que des traités qui l'ont précédée ou suivie, date l'affranchissement de la Grèce.

CHAPITRE

LE CONTRE-AMIRAL DE RIGNY ET LE VICE-AMIRAL CODRINGTON. — ENTREVUE DES DEUX AMIRAUX ET D'IBRAHIM-PACHA, LE 22 SEPTEMBRE 1827.

Le traité signé à Londres le 6 juillet 1827 remettait aux mains de trois grandes puissances la cause et les intérêts de la liberté hellénique. A cette date, l'histoire de l'insurrection de 1821 peut être considérée comme terminée. C'est entre les gouvernements protecteurs de la Grèce et la Porte ottomane que le débat existe désormais. Nos capitaines n'ont eu jusqu'ici qu'une mission d'humanité à remplir; depuis le commencement des troubles, leurs navires ont servi de refuge à plus de sept mille Grecs. Un rôle plus actif va commencer pour eux. Tout fait présager que la campagne de 1827 ne pourra se clore qu'au bruit du canon. Chaque jour, en effet, apparaît plus évidente l'impuissance de la diplomatie privée du recours aux mesures coercitives. Les démarches des ambassadeurs de France, d'Angleterre et de Russie sont restées sans résultat. Le 16 août, une note collective est portée au reïs-effendi. Ce

haut fonctionnaire refuse de l'accepter. Les drogmans sont contraints de la laisser non décachetée sur son sofa. Le 31 août, une seconde note annonce au divan que « les trois puissances sont résolues à imposer par la force des armes une trêve aux parties belligérantes ». Le 9 septembre, les ambassadeurs se rendent en personne auprès du reïs-effendi. Ils le préviennent officiellement que « les flottes alliées vont recevoir l'ordre d'empêcher tout débarquement d'armes ou de soldats en Morée, et qu'elles opposeront au besoin la violence à la violence ». L'accueil fait à ces communications par le divan est tel que l'ambassadeur russe, M. de Ribeaupierre, croit devoir inviter l'amiral Greigh, qui commande la flotte du tsar dans la mer Noire, à prendre les mesures qu'il jugera les plus propres à garantir la sûreté des membres de l'ambassade et celle de la colonie moscovite. Deux divisions de l'armée de Bessarabie s'approchent du Pruth.

L'amiral de Rigny avait depuis longtemps prévu ce conflit. Il savait également quelle répugnance éprouveraient l'Angleterre et la France à laisser la Russie peser par ses mouvements militaires sur les décisions de la Porte. Le principal objet du traité de Londres était précisément d'éviter cette extrémité et de borner l'intervention européenne à une action purement navale. Aussi au premier bruit d'une entente diplomatique près de se conclure, l'amiral

s'était-il hâté d'indiquer le seul moyen qui pouvait, suivant lui, écarter les armées russes de l'arène. « Il faut, écrivait-il le 28 juillet, agir sur Méhémet-Ali, et lui persuader, fût-ce même par des démonstrations menaçantes, de ne plus se mêler des affaires de la Grèce. » Le 9 août, il revient avec plus d'énergie encore sur cette idée. « Si le pacha, dit-il, *restait dans ses doutes*, il pourrait arriver que, prévoyant encore un laps de temps suffisant avant la ratification du traité, il n'en profitât pour frapper un dernier coup sur Hydra et pour achever la conquête de la Morée. Qu'auraient alors à faire des médiateurs venant apporter leurs propositions sur ces décombres ? » Jamais préoccupation ne fut plus raisonnable, observation plus juste. S'il n'était dans les destinées et dans l'essence de toute coalition d'arriver toujours trop tard, il est évident qu'à cette heure le port d'Alexandrie devrait être bloqué. Malheureusement les forces navales qui peuvent seules donner à la convention de Londres sa sanction ne sont pas même rassemblées. Une flotte russe forte de huit vaisseaux de ligne, huit frégates et deux bricks, vient à peine de quitter la Baltique. Cette flotte se rendra en Angleterre et détachera de là dans les eaux du Levant, sous les ordres d'un contre-amiral d'origine hollandaise, le comte Heïden, une division composée de quatre vaisseaux et de quatre frégates.

Le commandant des forces britanniques, le vice-amiral sir Edward Codrington, n'est arrivé à Smyrne dans les derniers jours du mois de juillet qu'avec un seul vaisseau, l'*Asia*, de quatre-vingt-quatre canons. L'*Albion* et le *Genoa*, détachés de l'escadre de Lisbonne, sont encore à Malte, et c'est le 31 août seüle ment que l'amiral de Rigny peut, de Milo, annoncer au ministre l'apparition successive du brick *le Marsouin*, des vaisseaux *le Scipion*, *le Trident*, *le Breslau*, *la Provence*, et de la frégate *la Magicienne*. Le cabinet français se félicite cependant de son activité. « On a perdu si peu de temps, écrit à l'amiral le comte de Chabrol, alors ministre de la marine, à vous prévenir des dispositions à prendre en vertu du traité que les instructions étaient faites et les bâtiments partis dans les huit jours qui ont suivi la signature. » Les bâtiments étaient partis en effet, mais dans quelles conditions étaient-ils arrivés? « Je ne m'étendrai pas, écrivait l'amiral, sur l'état, soit au personnel, soit au matériel, des vaisseaux que vous m'envoyez. Je sens tout ce que dans ma position l'expression d'une plainte pourrait avoir d'importun. Toutefois, monseigneur, pour ma propre responsabilité, moins encore peut-être que dans l'intérêt de la vôtre, je ne dois pas vous dissimuler le fardeau qu'imposent à ceux qui ont à les mettre immédiatement en œuvre des armements si précipités. Le temps viendra, j'espère, où, les institutions

nouvelles et le budget de la marine ayant acquis tout leur développement, il sera permis de mettre sur la même ligne d'importance et la sûreté des vaisseaux de Sa Majesté et la célérité de leur équipement. Il y va de l'honneur du pavillon. » Paroles bien remarquables, si l'on considère surtout l'époque où elles furent prononcées, paroles fécondes que n'avait eu garde d'oublier l'amiral devenu ministre lorsqu'il préparait, quatre années plus tard, pour un rival illustre la brillante escadre du Tage ! « Les équipages des deux vaisseaux de Toulon, poursuivait l'amiral, m'ont paru plus forts que ceux de Brest, et je ne doute pas de leurs progrès rapides ; mais je remarque en général la pénurie dans laquelle on se trouve au sujet de bons officiers mariniers. Les petits bâtiments qui depuis la paix formaient la partie principale des armements ont contribué à multiplier cette classe de sous-officiers, quelquefois choisis sans discernement, qui se trouvent perdus dès qu'on les jette au milieu d'un équipage de vaisseau. »

Le ministre accepte ces observations si fermes dans le fond, si mesurées dans la forme, avec une longanimité qui lui fait honneur. « Il faut faire la part des circonstances, répondt-il à l'amiral. Nous avons eu pour notre début un grand et prompt développement de forces à faire. Les équipages ont été successivement formés et immédiatement embar-

qués. Le temps arrange lui-même les choses tous les jours. Si l'on avait dit, il y a trois ou quatre ans, que nos ports auraient à armer cinq vaisseaux et dix frégates en deux mois, on aurait eu peine à croire que cela fût possible. L'an prochain, on armera le double avec plus de facilité. Nous aurons plus d'hommes formés, et nous posséderons les cadres de trente-six équipages. »

Cette perspective pouvait sourire à bon droit au ministre. Elle ne diminuait pas les embarras du chef exposé à entrer en action avec des bâtiments qu'il n'hésitait pas à déclarer « incapables de suivre les mouvements des deux autres escadres ». Pendant que le *Scipion*, le *Breslau*, le *Trident*, la *Provence*, réunis sur la rade de Paros autour de la *Sirène*, y réparaient leur gréement, y complétaient leur eau et leurs vivres, l'amiral Codrington, renforcé de l'*Albion* et du *Genoa*, interrogeait avec anxiété sir Stratford Canning sur la nature et sur la portée de sa mission. Entré dans la marine en 1783, sir Edward Codrington n'avait pas été préparé par les incidents de sa carrière aux délicates questions qu'on lui donnait inopinément à résoudre. Ce n'était pas en servant dans la flotte de la Manche sous lord Howe, en combattant près de l'île de Groix avec lord Bridport, en commandant l'*Orion* à Trafalgar, le *Blake* dans l'expédition de l'Escaut, à Cadix et sur les côtes de Catalogne, qu'il avait pu apprendre

« comment il s'y prendrait, — ce sont ses propres expressions, — pour empêcher les Turcs de poursuivre la ligne de conduite à laquelle il devait s'opposer sans commettre d'hostilités à leur égard ». — « Sans doute, écrivait-il à l'ambassadeur d'Angleterrre à Constantinople, on entend par là un blocus; mais, si les Turcs essayent de le forcer, n'est-ce pas à coups de canon que la tentative devra être réprimée? » Sir Stratford appartenait à une école diplomatique dont l'audace tendait à renouer les traditions des Pitt et des Chatham. Il ne crut pas nécessaire d'envelopper sa réponse d'un nuage trop opaque; il faut remarquer cependant qu'à la date où s'échangeaient ces communications on n'avait pas encore appris à Constantinople la mort de George Canning. La politique anglaise devait montrer moins de roideur et d'aplomb quand l'inspiration du grand ministre, décédé le 8 août 1827, cessa de la soutenir et de planer sur tous ses actes. « Dans mon opinion, écrivait sir Stratford quelques jours avant de recevoir l'annonce de ce douloureux événement, tout dommage infligé à la flotte d'Ibrahim, tout danger imminent auquel l'exposerait son obstination, seraient plutôt de nature à faire fléchir la détermination du vice-roi qu'à la confirmer. Le moment décisif sera celui où les événements se chargeront d'apprendre pour la première fois au pacha que nous sommes résolus à exiger par la force, s'il nous

y contraint, l'armistice qui lui a été signifié. Cette suspension d'armes doit être obtenue de son consentement ou sans son aveu, car le traité de Londres n'a point d'autre objet. Vous n'avez pas sans doute à prendre parti pour l'un ou pour l'autre des belligérants; mais vous devez interposer vos forces entre eux et leur imposer la paix avec votre porte-voix, si la chose est possible, avec vos canons, si vous ne pouvez faire autrement. »

Quand les ambassadeurs écrivent sur ce ton aux amiraux, il ne faut pas s'étonner qu'à la première occasion « les canons partent tout seuls ». Les trois puissances étaient incontestablement d'accord pour arrêter en Grèce l'effusion du sang; nous eussions néanmoins voulu obtenir ce résultat sans porter atteinte à la puissance naissante du vice-roi d'Égypte. Par une tendance contraire, le cabinet britannique eût volontiers dirigé de ce côté ses rigueurs. Après avoir poursuivi Cochrane jusqu'à Rhodes, la flotte égyptienne était rentrée dans Alexandrie le 25 juin 1827. Déjà le traité d'intervention se débattait à Londres; ce ne fut cependant qu'à la fin du mois de juillet que l'amiral Codrington reçut par un courrier extraordinaire le premier avis de cette importante transaction. Le 8 août, il chargeait le capitaine de la corvette *la Rose* d'en aller donner communication à Méhémet-Ali. L'amiral de Rigny confiait la même mission au commandant de la

frégate *la Pomone*. Ces deux messagers arrivèrent trop tard. Le 31 juillet, une première division avait mis à la voile; le 5 août, le gros de la flotte ottomane cinglait vers les côtes de Caramanie. Elle comptait quatre-vingt-douze voiles, dont cinquante et un navires de guerre, et portait en Morée, avec d'immenses approvisionnements, un renfort de quatre mille soldats réguliers.

Le 18 août, cette puissante flotte mouillait à Marmorice. Elle en repartait le 22, et poussait sa bordée jusqu'au cap Raz-Attin, point de la côte d'Afrique situé sur le méridien qui va passer entre Cérigo et l'extrémité occidentale de Candie. En prenant cette route, au lieu de s'obstiner à louvoyer sur la côte d'Asie, à l'exemple d'Ibrahim et de Khosrew, les nouveaux commandants de la flotte ottomane, Tahir-Pacha et Moharem-Bey, se donnaient de grandes chances d'échapper à la surveillance des escadres alliées. Il ne paraît pas d'ailleurs que les amiraux anglais et français aient mis un très-vif empressement à se porter sur le passage des vaisseaux turcs. Le 11 août, l'amiral de Rigny informait son collègue que la frégate *l'Armide*, en croisière près du cap Matapan, avait rencontré le 5, à dix milles environ dans l'ouest de Cérigo, la frégate *l'Hellas*, emmenant à la remorque vers Poros une corvette tunisienne capturée par Cochrane. Le lendemain 6 août, c'était au milieu d'une flotte turque composée de

seize voiles que l'*Armide* tombait inopinément. D'où venait cette escadre que le capitaine Hugon avait vue se diriger du sud vers Navarin? N'était-ce pas l'avant-garde de la grande flotte attendue d'Alexandrie? A cette nouvelle, sir Edward Codrington se décidait enfin à partir de Smyrne et à se rapprocher de la Morée. « Je vais, écrivit-il le 27 août au commandant de la station française, passer par le canal de Chio et aller m'établir en croisière entre Hydra et Thermia. » Était-ce bien là le point qu'il eût fallu choisir pour se mettre en mesure d'intercepter une flotte qui ne pouvait rien entreprendre de sérieux avant d'avoir touché à Navarin? L'amiral de Rigny me paraît avoir mis plus de franchise dans son abstention en gardant ses vaisseaux sur la rade de Paros. Ni l'un ni l'autre des amiraux n'ignorait d'ailleurs en ce moment que les différents avis donnés à Méhémet-Ali pour l'engager à retarder l'expédition de sa flotte avaient été infructueux. Ils savaient tous les deux que « la situation du vice-roi vis-à-vis des Turcs ne lui avait pas permis de différer davantage »; mais ils ne se croyaient pas encore suffisamment autorisés à « empêcher la flotte égyptienne d'atteindre la Morée. » — « Les instructions que nous avons reçues, écrivait l'amiral français au ministre le 31 août, n'ont rien précisé à cet égard. Devons-nous interdire seulement aux flottes ottomanes l'accès d'un point où elles iraient tenter un

débarquement hostile, ou faut-il les éloigner des ports mêmes de la Péninsule dont Ibrahim est en possession? » Ces incertitudes aplanirent la voie à Tahir-Pacha et à Moharem-Bey. Retenus pendant plusieurs jours par le calme et les vents contraires sous le cap Raz-Attin, ils entraient le 7 et le 8 septembre avec quatre-vingt-douze voiles dans le port de Navarin. Le 10 au soir, l'amiral Codrington pouvait de ses propres yeux y constater leur présence.

L'amiral anglais avait alors sous ses ordres trois vaisseaux de ligne, deux frégates et deux corvettes. « En arrivant, dit-il, j'ai trouvé la flotte égyptienne à l'ancre : je la surveille. » Cette assurance n'arrêta ni les plaintes des Grecs ni celles de leurs partisans. Il était difficile en effet de persuader à des gens ombrageux et désespérés que l'apparition tardive de l'escadre anglaise, que l'absence totale de nos bâtiments, fussent un pur effet du hasard. Les Grecs et les philhellènes voyaient dans ce contre-temps une combinaison déloyale qui les faisait douter, suivant l'expression du consul de France à Malte, M. Miège, de la réalisation de leurs espérances. « Ibrahim-Pacha, disaient-ils, est maintenant, avec les secours en hommes et en munitions qu'il a reçus, en mesure de nous accabler. Le traité du 6 juillet n'a eu qu'un objet : empêcher les Russes de passer le Pruth. Jamais il n'est entré dans l'esprit des cabinets de Londres et de Paris d'obliger la Porte par la force

des armes à souscrire aux conditions qu'on feignait de lui imposer. Ces dispositions, bien connues du divan, ont dicté son refus auquel les insinuations de l'Autriche ne sont pas restées étrangères. Il ne sera pas tiré un seul coup de canon. On a voulu ôter à la Russie tout prétexte de troubler la paix de l'Europe. On s'inquiète fort peu du salut de la Grèce. »

Ces soupçons étaient assurément injustes, ils le devenaient davantage encore lorsqu'ils s'adressaient à la France. Ainsi que le faisait remarquer avec infiniment de raison M. de Chabrol, il ne pouvait plus y avoir à Paris de direction politique ni de direction militaire. Tout était subordonné à des événements « qui se passaient trop loin pour que les gouvernements pussent y conformer leurs avis ». Le ministre cependant prenait soin d'insérer dans la lettre tout intime qu'il écrivait vers cette époque au commandant de nos forces navales quelques indications générales dont ce dernier pouvait tirer grand profit. « Vous ne devez pas en être, lui disait-il, à vous apercevoir que la Russie et nous sommes les seuls qui marchions franchement à un but avoué. L'Angleterre est un peu moins décidée que nous, et l'attitude de l'Autriche est plus que douteuse. » L'honnête amiral Codrington ne jugeait pas autrement les dispositions respectives des puissances. « La sincérité française, écrivait-il à Zaïmis, à Tricoupi, à Mavrocordato, ne saurait être mise en doute; car c'est la

France qui a réduit de trente jours à quinze le temps accordé à la Porte pour formuler sa réponse. »

Le refus positif de la Porte d'accéder à aucun arrangement fut communiqué à l'amiral Codrington et à l'amiral de Rigny par les ambassadeurs d'Angleterre et de France dans la première quinzaine de septembre; cette communication ne suffit pas toutefois pour dissiper complétement leurs scrupules. A la veille de prendre un parti décisif, ces hommes d'action, qu'on devait accuser un jour d'avoir engagé à la légère la politique de leur pays, se montrèrent plus hésitants et plus circonspects que les cabinets dont ils n'avaient pourtant qu'à faire respecter les volontés telles qu'ils les trouvaient consignées dans un traité solennel. « Sans doute, mandait l'amiral de Rigny au ministre, le moment est venu de donner suite à nos instructions. Je ne le méconnais pas. Cependant, monseigneur, l'escadre russe n'a point encore paru. Nous ne la savons même pas arrivée dans la Méditerranée. Ne faut-il pas prévoir le cas où les Russes n'accepteraient point la responsabilité de *démarches tranchantes* faites sans leur coopération? Jusqu'ici, M. le comte Guilleminot ne m'a rien dit des précautions à prendre pour lui-même, ainsi que pour tous les gages que nous laissons entre les mains des Turcs, et qu'un premier coup de canon va sérieusement compromettre. » Ainsi, après avoir blâmé, gourmandé, harcelé pendant des années

entières la politique de temporisation, l'intrépide amiral en venait presque à exprimer le regret qu'on y eût si brusquement renoncé. Il semblait qu'il eût voulu à son tour s'arrêter sur la pente, tant il lui semblait grave de contribuer à ébranler ce colosse ottoman, que nul n'osait encore sans effroi voir chanceler sur sa base! Mais c'est à Londres qu'il eût fallu réfléchir; devant Navarin, il était trop tard pour reculer.

Le traité du 6 juillet avait été notifié au gouvernement grec le 2 septembre, par un délégué de la légation russe, M. Timoni, par le commodore Hamilton et par le capitaine Hugon. La partie la plus faible devait nécessairement accepter avec reconnaissance la suspension d'armes qui lui était signifiée; il fallait une sommation plus impérieuse pour amener l'autre belligérant à y souscrire. Le 21 septembre 1827, trente-deux bâtiments de la flotte d'Ibrahim, — trois vaisseaux, sept frégates, le reste, bricks et corvettes, — quittaient le port de Navarin chargés de troupes, et s'établissaient en croisière entre l'île de Sphaktérie et la baie de Modon. Le calme avait jeté les vaisseaux anglais dans l'ouest. Arrivant de Paros, la *Sirène* parut à l'improviste; le lendemain, les deux commandants alliés se rejoignirent.

L'amiral de Rigny se rendit sur-le-champ à bord de l'*Asia*. L'accord se fit promptement. Il fut convenu que l'amiral français se rendrait seul auprès

d'Ibrahim et lui porterait la sommation commune, pendant que l'escadre anglaise contiendrait la division ottomane et l'empêcherait de poursuivre sa route sur Hydra. Le 22 septembre, à huit heures du matin, l'amiral de Rigny se trouvait en présence du conquérant du Péloponèse. Cet athlète, ramassé sur lui-même, dont la force musculaire était telle qu'il pouvait, assure-t-on, abattre d'un seul coup la tête d'un taureau, était d'une stature médiocre. Il portait le costume que les chefs égyptiens avaient adopté les premiers, et qui devait devenir bientôt en Turquie le symbole de la réforme : le fez rouge et la veste brodée serrant la taille. Une barbe longue et roussâtre, une figure fortement marquée de la petite vérole, un embonpoint précoce, composaient un ensemble peu fait pour captiver l'attention. Deux yeux vifs et perçants n'en marquaient pas moins cette physionomie turque du sceau de l'intelligence, sinon de celui du génie. Le commandant de la flotte de Constantinople, Tahir-Pacha, n'avait pas jugé sa participation inutile dans la conférence qui allait s'ouvrir. Il était auprès d'Ibrahim quand l'amiral français, avec son interprète, se présenta sous la tente du pacha. Ibrahim l'invita d'un geste à se retirer; il fallut renouveler cette injonction silencieuse. La méfiance de Tahir-Pacha, nous dit l'amiral, était évidente, et ce serviteur de la Porte, que Méhémet-Ali appelait cependant un des siens, ne s'éloigna pas

sans laisser percer son mécontentement. Le tête-à-tête du fils du vice-roi avec un giaour ne lui disait rien de bon.

L'amiral avait été témoin de l'embarras d'Ibrahim. Ce dernier n'essaya pas de dissimuler ce qui eût frappé l'observateur le moins clairvoyant. « Je suis à Navarin, dit-il au commandant de l'escadre française, dans la position où se trouve mon père à Alexandrie. Les yeux des Turcs sont constamment ouverts sur mes moindres démarches. » L'amiral ne voulut point entreprendre de contester les difficultés de cette situation; il se contenta de représenter au pacha quels seraient les résultats probables de l'obstination de la Porte. « Il y allait de la destruction complète des flottes ottomanes. »

Ibrahim n'avait reçu, ni de la Porte ni de son père, aucun ordre relatif aux circonstances nouvelles. Le 13 août il avait eu, par une voie indirecte, connaissance du traité signé à Londres. Il n'en attendit qu'avec plus d'impatience la flotte d'Alexandrie, car il espérait, — l'aveu en fut fait sans hésiter, — « pouvoir en finir avec Hydra, avant que les amiraux alliés se crussent suffisamment autorisés à intervenir ». La flotte était enfin arrivée; il s'était empressé de faire ses préparatifs. Le 21 septembre, les troupes étaient embarquées, les dernières divisions de transports prêtes à partir; il touchait au but, il allait porter aux Grecs le coup mortel, quand

il se voyait soudain arrêté par un obstacle qu'il reconnaissait insurmontable. Sa position n'était-elle pas cruelle? Pourquoi cette sommation, qu'on venait lui adresser, ne l'avait-on pas faite à Alexandrie, quand la flotte y était encore? Tout serait fini maintenant. Il ne pouvait agir que sur de nouveaux ordres. Il allait expédier des courriers en Égypte et à Constantinople, faire rentrer les divisions qui croisaient en dehors de la rade et attendre.

L'entretien ne se rompit pas sur cette déclaration; il restait un point délicat à toucher. Ibrahim pouvait à la rigueur admettre que ses troupes évacuassent la Morée; mais « les places fortes, faudrait-il aussi les remettre aux Grecs? Jamais le Grand Seigneur n'y consentirait; il préférerait s'abîmer sous les ruines de Constantinople. » — « La remise des places fortes n'est pas en question pour le moment, répondait l'amiral; c'est une affaire qui se décidera plus tard. Ce qu'on veut aujourd'hui, c'est un armistice, et on l'obtiendra, dût-on pour l'obtenir employer la force. En établissant de fait cette suspension d'armes, vous sauvez peut-être l'empire ottoman; vous sauvez tout au moins votre père et votre héritage. Votre père est vieux, très-inquiet, très-changé. Songez-y, l'Égypte riche vaut mieux que la Morée convertie en désert. »

L'amiral se flattait, lorsqu'il prit congé d'Ibrahim, de l'avoir tout au moins sérieusement ébranlé. « Il

est hors de doute, écrivait-il au ministre, que le pacha voudrait se retirer de ce pas difficile; mais la défiance de la flotte turque et de ses chefs le gêne. Irrité de ce qui s'est passé hier, Tahir-Pacha s'est retiré à bord de son vaisseau et annonce hautement qu'il n'en veut plus sortir. Ibrahim m'a envoyé son drogman intime pour me faire part de cette circonstance, qui paraît le préoccuper beaucoup. Quoi qu'il en soit, les cent bâtiments rentrés à Navarin ne pourront plus jamais en sortir en masse. L'expédition sur Hydra est manquée : elle est devenue impossible, tant par la nature des obstacles extérieurs que par les méfiances qui se sont élevées entre les Turcs et les Égyptiens. On peut être sûr au moins que, d'ici au retour des courriers, Ibrahim attendra. »

Ibrahim eût peut-être attendu en effet; mais, pour l'encourager dans ces dispositions conciliantes, il eût fallu que les Grecs de leur côté respectassent l'armistice; or les Grecs avaient une étrange façon d'interpréter l'arrangement dont ils avaient salué la notification par le plus expansif enthousiasme. Pourvu qu'ils n'attaquassent pas Ibrahim en Morée, ils se croyaient toute autre opération permise. Le 18 septembre 1827, Cochrane mouillait devant Missolonghi avec vingt-trois voiles. Repoussé par les défenseurs de Vasiladi, il retournait bientôt à Syra, mais en partant il laissait au capitaine Hastings le soin de

pénétrer dans le golfe de Corinthe. Une flottille turque, composée de six bricks et d'une goëlette algérienne, occupait le mouillage de la Scala, dans la baie de Salone. Hastings vint l'attaquer avec son navire à vapeur *la Persévérance*, le brick *le Sauveur* et deux canonnières armées chacune d'un canon de 32. Les obus et les boulets rouges de la *Persévérance* imposèrent silence aux batteries qui protégeaient la rade et détruisirent en moins d'une heure la flottille. Pendant ce temps, les alliés ne s'occupaient que de retenir Ibrahim; c'était sur ses déterminations qu'ils croyaient urgent de peser.

Le 25 septembre 1827, à dix heures du matin, accompagnés de M. Achille Rouen, premier secrétaire d'ambassade, de M. Cradoch, colonel attaché à la légation d'Angleterre, les amiraux se rendirent à la tente du pacha pour renouveler avec toute la pompe officielle la démarche officieusement tentée par l'amiral français. Ils trouvèrent cette fois le pacha entouré d'un nombreux état-major. « Nous lui déclarâmes, écrivait le lendemain l'amiral de Rigny, notre intention formelle d'établir de fait un armistice et de détruire les flottes ottomanes qui s'y opposeraient » Après avoir écouté avec autant d'attention que de sang-froid ces paroles menaçantes, le pacha répondit : « Serviteur de la Porte, j'ai reçu l'ordre de pousser la guerre en Morée et de la terminer par une attaque décisive sur Hydra. Je n'ai aucune qua-

lité pour entendre la communication qui m'est faite ni pour prendre un parti quelconque de mon propre chef. Les ordres de la Porte, il est vrai, n'ont pas prévu le cas extraordinaire qui se présente. Je vais expédier des courriers à Constantinople et en Égypte. Jusqu'à leur retour, la flotte, je vous en donne ma parole, ne quittera pas Navarin. » — « Je ne puis, observait l'amiral de Rigny en rendant compte au ministre de cette entrevue, m'empêcher de remarquer que tout ce qui sort de la bouche d'Ibrahim annonce un esprit et un sens fort au-dessus du commun. »

Les amiraux étaient pleinement rassurés, et tout semblait reprendre un aspect pacifique. La flotte turque allait rester inactive dans le port où elle était rentrée. « Si cette inaction se prolonge, disait l'amiral de Rigny, l'armement se consume; si la flotte en sort par suite de nouveaux ordres de la Porte, ordres qu'Ibrahim ne peut recevoir avant vingt-cinq jours au moins, nous trouverons l'armée égyptienne dans l'Archipel, et tout retour en Morée lui sera fermé. Une simple démonstration, — je crois pouvoir l'affirmer à l'avance, — suffira pour reconduire en Égypte et aux Dardanelles cette expédition formidable. »

CHAPITRE IX

ABORDAGE DU *SCIPION* ET DE LA *PROVENCE*. — SORTIE ET RENTRÉE D'UNE DIVISION TURCO-ÉGYPTIENNE. — 1er, 3 ET 7 OCTOBRE 1827.

Confiant dans les déclarations d'Ibrahim, l'amiral de Rigny avait cru pouvoir sans inconvénient ne laisser devant Navarin que quelques bricks en observation. L'amiral Codrington avait, de son côté, envoyé l'*Albion*, le *Genoa* et la *Cambrian* se ravitailler à Malte. Resté seul avec l'*Asia* et quelques frégates, le brave amiral anglais se rendait devant Zante, « afin d'observer, disait-il, les mouvements de Cochrane et de veiller aussi à ce que les Turcs ne vinssent pas l'attaquer ». Singulière manière, on en conviendra, de tenir la balance égale entre les deux partis! L'escadre russe cependant continuait à ne pas donner de ses nouvelles. Les vaisseaux français composaient donc depuis le 27 septembre la principale force de l'alliance; mais ces vaisseaux avaient été armés avec tant de précipitation, que le séjour du port leur était presque indispensable pour compléter leurs installations et mettre un peu d'ordre

dans leur armement. L'amiral de Rigny se mit en devoir de les conduire à Milo. Cette courte traversée allait « désorganiser notre escadre ».

Dans la nuit du 30 septembre au 1er octobre, la division louvoyait par un très-beau temps entre le cap Saint-Ange et l'île de Cérigo. Le ciel s'obscurcit au coucher de la lune, et deux vaisseaux qui couraient à l'encontre l'un de l'autre, le *Scipion* et la *Provence*, s'abordèrent. La *Provence* eut son beaupré cassé au ras des apôtres, toute sa poulaine, ses herpes, son étrave, ses minots emportés. Le *Scipion* perdit son grand mât, qui se rompit à vingt pieds au-dessus du pont.

Instruit par les signaux de nuit de ce déplorable accident, l'amiral passa successivement à poupe des quatre vaisseaux pour leur donner ses ordres. Il fit prendre les vaisseaux désemparés à la remorque par le *Breslau* et par le *Trident*, et l'escadre ainsi accouplée alla jeter l'ancre dans la baie de Cervi, rade la plus voisine, mais d'une sûreté douteuse. On devine aisément l'affliction de ce commandant en chef subitement privé de la moitié de ses ressources. L'amour-propre national surtout se sentait chez lui cruellement froissé. « Nous venions de convenir, écrivait-il au ministre, l'amiral anglais et moi, de nous rejoindre avec toutes nos forces devant Navarin le 14 de ce mois. Quelle étrange figure nous ferions et à quels commentaires ne prêterions-nous pas, si,

par suite de ces avaries, il m'était impossible de remplir pour ma part cette convention! Quel parti les Turcs n'en pourraient-ils pas tirer! Je n'insiste pas; je n'ai à me plaindre que du sort. »

Il fit mieux en effet que de se plaindre; il déploya, pour réparer ce coup fatal, une activité prodigieuse. Au moment même où il terminait son rapport, la frégate *l'Armide*, qu'il avait laissée en observation devant Navarin, accourait lui apprendre que trois vaisseaux, neuf frégates, trente autres bâtiments, tous corvettes ou bricks, avaient quitté le port et se dirigeaient probablement vers le golfe de Patras, où opérait en ce moment le capitaine Hastings.

« Forcé de disposer pour les convois et la correspondance des petits bâtiments, privé des services de deux vaisseaux par un malheureux abordage, je suis peu en mesure, écrivait l'amiral de Rigny, d'arrêter la flotte turque. *La Magicienne*, que j'ai envoyée à Alexandrie, me demande des renforts. Tous les consuls, effrayés des conséquences d'une hostilité, réclament à grands cris des bâtiments. Il m'est impossible de satisfaire à tout, d'être partout à la fois. Des circonstances aussi extraordinaires et aussi peu précises sont plus fortes que les hommes. Je vais me porter cependant avec *le Breslau*, *le Trident* et la *Sirène* à la suite des Turcs, qui vont sans doute entrer dans le golfe de Lépante. Je serai rejoint par *l'Armide* et par *la Junon*. » Expédiée de la rade de

Cervi le 4 octobre, cette dépêche était à peine en route que l'amiral s'effrayait de la responsabilité qu'il allait encourir en prenant seul l'initiative d'une démarche hostile. Le premier coup de canon ne devait être tiré, suivant lui, que par les trois escadres combinées. Il se résignait donc à laisser à la flotte d'Ibrahim, qui aurait eu d'ailleurs sur sa division une trop grande avance, la liberté de poursuivre sa route, et ne s'occupait plus que de mettre ses navires désemparés en état de reprendre la mer dans le plus bref délai possible. La *Provence*, des deux vaisseaux celui qui avait le plus souffert, échangea son grand mât pour le tronçon qui restait au *Scipion*. On la mit ainsi en mesure de regagner, sous des mâts de fortune, le port de Toulon, et, grâce au sacrifice qu'on lui imposa, on put faire rentrer en ligne le *Scipion* à bord duquel toute trace d'avarie avait disparu en moins de huit jours. Ce fut au maître d'équipage de la *Sirène*, Simon Matuvel, qu'il fallut confier la direction de ces travaux de mâtage et de démâtage, si délicats dans une rade ouverte où régnait constamment une assez forte houle, « car, je dois le dire avec regret, monseigneur, écrivait l'amiral au ministre, sur les quatre vaisseaux il ne s'est pas trouvé un maître suffisamment expérimenté pour conduire avec sûreté une semblable opération. Aussi ai-je voulu en faire une école ; j'ai ordonné que tous les élèves, ainsi que tous les maîtres, y assistassent. »

Il est certains esprits qui se roidissent contre la mauvaise fortune et qui savent puiser leurs résolutions les plus énergiques dans l'excitation même des difficultés que le sort leur suscite. L'amiral de Rigny était un de ces esprits rares. Les hésitations dont il n'avait fait mystère ni au ministre ni à l'ambassadeur s'évanouirent comme par enchantement le jour où il reconnut que « les vaisseaux de Sa Majesté, armés à la hâte, la plupart avec de vieilles voiles et de vieux gréements, tous avec des équipages neufs, ne pourraient dans un blocus d'hiver apporter la ténacité dont feraient aisément preuve les vaisseaux anglais, armés depuis deux ans et montés par des équipages dont l'incontestable supériorité lui était chaque jour démontrée ». A dater de ce moment, il ne songea plus qu'à venir prendre position dans le port même de Navarin, à y contenir efficacement les Turcs par la présence des escadres alliées, et à en finir, s'il le fallait, par un coup de foudre. « Ibrahim, mandait-il au ministre le 8 octobre, a saisi, pour violer la parole qu'il nous avait donnée de ne pas quitter Navarin avant d'avoir reçu des ordres de Constantinople, l'occasion d'une attaque sans succès faite par Cochrane sur le fort de Vasiladi. Tout l'espoir qu'on avait pu concevoir de l'ambiguïté des paroles de Méhémet-Ali a disparu. Il ne faut plus se flatter de pouvoir séparer la flotte du pacha de celle de Constantinople, de maintenir les Égyptiens dans

une neutralité forcée en apparence. Méhémet-Ali veut, comme son maître, courir les chances de la guerre. Les gouvernements ont sans doute prévu ce qui peut arriver à ceux de leurs sujets établis dans les échelles du Levant. J'espère être en état de me trouver avec trois vaisseaux et trois frégates au rendez-vous que nous nous sommes donné, l'amiral anglais et moi, pour le 15 octobre devant Navarin. Il doit évidemment résulter de notre première rencontre avec la flotte turque une attaque décidée. »

Le 13 octobre au matin, les trois commandants d'escadres se trouvèrent fortuitement réunis près de Zante. L'amiral russe, qui avait été rencontré le 22 septembre par un croiseur anglais sur les côtes de Sardaigne, arrivait de l'ouest, l'amiral de Rigny venait de Cervi. En passant devant Navarin, il y avait refoulé une division de l'escadre turque, mais c'était l'amiral anglais qui, prévenu à Zante par la frégate *le Dartmouth* du manque de foi d'Ibrahim, s'était chargé dès le 7 octobre de faire rentrer au port le gros de la flotte ottomane. L'expédition dirigée sur Patras était des plus sérieuses, Ibrahim lui-même en avait pris la conduite. Il ne voulait pas seulement ravitailler les places du golfe de Lépante, il se proposait surtout de châtier le capitaine Hastings. Le 1er octobre, un convoi considérable, escorté par la division du patrona-bey (le contre-amiral turc), avait quitté le port de Navarin. Ce premier détachement,

composé de quarante et une voiles, fut rallié le 3 octobre par quatorze frégates et corvettes commandées par Ibrahim-Pacha en personne. Il fallait tromper la vigilance de l'amiral anglais, qu'on savait mouillé devant Zante. Ibrahim attendit la nuit pour essayer de donner dans le golfe de Patras ; un violent coup de vent l'obligea de mouiller à l'entrée de ce golfe sous le cap Papas. Au même moment, la frégate *le Dartmouth* arrivait sur la rade de Zante avec ce signal battant : « Les Turcs ont pris la mer. » Codrington appareilla sur-le-champ avec le vaisseau *l'Asia* et la frégate *le Talbot*. Déjà les meilleurs voiliers de l'escadre égyptienne, au nombre de vingt-six, dont neuf frégates, avaient jeté l'ancre. Les traînards furent chassés et forcés de laisser arriver par le canon de l'amiral anglais. Les autres appareillèrent nuitamment du cap Papas, et parvinrent à gagner le large. Une tempête de sud-est protégea leur retraite et épargna au pacha l'humiliation d'être reconduit à coups de canon jusque dans Navarin. Le 7 octobre, cette division était en vue du port, le calme la retenait à trois lieues environ de la passe. Ibrahim se fit transporter à terre par une embarcation. Sa flotte était dispersée ; vingt-neuf bâtiments erraient encore, sans qu'il pût prévoir leur destin, entre les îles Ioniennes et la côte du Péloponèse.

Pour venger cet affront, Ibrahim ne s'en prit

qu'aux Grecs; il voulut mettre à sac la Morée. Les troupes égyptiennes furent à l'instant en marche. Une colonne se dirigea sur la Messénie, une autre vers les contre-forts du Taygète, une troisième fut chargée de dévaster l'Arcadie. Les maisons, les fermes, les récoltes, les instruments d'agriculture, furent livrés aux flammes; on arracha les vignes, on coupa les figuiers et les oliviers au ras de terre. « Si l'on souffre qu'Ibrahim reste en Grèce, écrivait le capitaine Hamilton, il faut s'attendre à voir plus d'un tiers de la population mourir de faim. » Les amiraux alliés ne pouvaient assister impassibles à ces dévastations. Était-ce ainsi qu'Ibrahim entendait respecter l'armistice? De pareils actes de violence le plaçaient, suivant la protestation des amiraux, « hors la loi des nations et en dehors des traités existants ». — « Au point où en sont les choses, annonçait l'amiral de Rigny au ministre le 14 octobre, il n'y a plus guère de ménagements à garder. Les ambassadeurs, grâce à la déclaration énergique du ministre de Russie à Constantinople, paraissent avoir peu à craindre. Mon opinion serait de faire entrer les escadres dans Navarin même, et là de signifier aux flottes ottomanes, le boute-feu à la main, d'avoir à se disloquer et à retourner l'une à Constantinople, l'autre en Égypte, sinon de les attaquer immédiatement. Ce plan sera sans doute mis en discussion entre les trois commandants d'es-

cadres. » Il le fut en effet aussitôt que l'*Albion* et le *Genoa*, rappelés de Malte en toute hâte, eurent rallié l'escadre britannique.

L'amiral de Rigny éprouva peu de peine à convaincre ses collègues. Les chances indéfinies et indécises d'un blocus extérieur n'aboutissaient à rien; elles exposaient les amiraux à voir la flotte égyptienne profiter d'un coup de vent pour regagner Alexandrie après avoir atteint son but. On avait le moyen de parler en maître; il fallait en user. Après une courte délibération, le sentiment de l'amiral français prévalut. Le mode d'exécution en fut arrêté, et le plus ancien des amiraux dut prendre le commandement supérieur. L'amiral Codrington, à qui revenait cet honneur, n'en profita pas pour se perdre dans de longs détails stratégiques; il fixa l'ordre de marche des escadres, prévit la collision qui ne pouvait guère manquer d'éclater; puis, se souvenant de la dernière bataille à laquelle il avait pris part, des dernières leçons de guerre qu'il avait reçues, il termina son mémorandum par ces paroles empruntées à lord Nelson : « Un capitaine doit se considérer comme étant à son poste quand il a pu placer son vaisseau bord à bord d'un vaisseau ennemi. »

La supériorité d'organisation dont disposaient les escadres alliées pouvait excuser la simplicité de ce plan; la position formidable qu'occupaient les flottes ottomanes ne laissait pas de le rendre dan-

gereux. Dix vaisseaux de ligne européens, neuf frégates, sept navires légers, étaient assurément de taille à se mesurer contre trois vaisseaux turcs, vingt-quatre frégates et trente-sept bricks ou corvettes; mais ces forces ottomanes, appuyées aux batteries de la rade, avaient été rangées, par les officiers français que le pacha retenait encore à son service, dans un ordre excellent qui en augmentait beaucoup la puissance. Nous avons déjà décrit la rade de Navarin. On a comparé ce bassin, de six milles environ de circonférence, à un arc fortement bandé dont la corde serait tournée du côté de la mer. Cette comparaison est fort juste et fera comprendre comment il avait été facile de disposer en fer à cheval et sur une triple ligne les escadres d'Alexandrie et de Constantinople. Des brûlots mouillés à l'extrémité de chaque aile se tenaient prêts à donner au moment opportun. Venir se jeter de gaieté de cœur au milieu de ce dispositif, mouiller à l'intérieur du croissant, quand il eût été si naturel de chercher à le rompre, est une faute qui ne peut s'expliquer que par les conditions ambiguës dans lesquelles on se présentait.

Les officiers français qui avaient si bien mis la flotte ottomane en mesure de soutenir le choc dont nous la menacions ne pouvaient cependant s'exposer à se trouver en face de leur propre pavillon. Dès le 15 octobre, l'amiral de Rigny les avait avertis de la

chance qu'ils allaient courir, s'ils ne se hâtaient de quitter le service du pacha. Le 17, tous ces officiers, au nombre de dix, réunis à bord de la frégate égyptienne *la Guerrière*, dans la chambre de M. Le Tellier, prirent la résolution de se retirer à bord d'un bâtiment de commerce autrichien. Moharem-Bey fut informé sur-le-champ de cette décision. Il ne songea pas un instant à y mettre obstacle. Espérant encore « qu'il n'existerait pas le moindre trouble dans l'ancienne amitié qui régnait entre la France et l'Égypte », il se contenta de manifester le regret d'être momentanément privé d'un concours si utile, et offrit à MM. Le Tellier, Bompar, Chabert, Respier, Ledentu, d'Isnard, Matraire, Maffre, Briand et Lucciana, de les faire transporter par une de ses corvettes à Alexandrie ; mais au moment où il leur faisait cette proposition, les escadres alliées achevaient leurs derniers préparatifs, et le brick *l'Alcyone*, parcourant la ligne française, annonçait à nos capitaines que le lendemain 20 octobre on entrerait à Navarin.

CHAPITRE X

BATAILLE DE NAVARIN. — 20 OCTOBRE 1827.

Les escadres alliées se trouvaient en calme à quelques milles du port. Vers midi, une jolie brise de sud-ouest s'éleva. Les escadres avaient eu jusqu'alors le cap au large; elles virèrent de bord et se dirigèrent, formant trois groupes distincts, vers la passe. L'amiral Codrington, monté sur l'*Asia*, marchait en tête de la colonne de droite. Il avait derrière lui les vaisseaux *le Genoa* et *l'Albion*. La *Sirène*, avec l'amiral de Rigny, prit poste dans les eaux de l'escadre anglaise. Le *Scipion*, capitaine Milius, le *Breslau*, capitaine Botherel de La Bretonnière, le *Trident*, capitaine Morice, se rangèrent à sa suite sur la même ligne de file. Les frégates et les bâtiments légers se placèrent sous le vent; l'escadre russe, composée de quatre vaisseaux et de trois frégates, fit également route à gauche de la colonne franco-anglaise. La force principale des Turcs occupait la partie orientale de la baie. Là se développaient sur un arc de cercle, allant du sud au nord, de la pointe de la citadelle au fond de la rade, quatre grandes frégates, deux vaisseaux de ligne, une autre frégate, puis un

vaisseau encore. L'escadre française devait mouiller par le travers des premiers navires, qui formaient ainsi l'aile gauche du triple croissant. Ces navires étaient des frégates égyptiennes, et on les croyait encore commandés par des officiers français. L'amiral Codrington placerait l'*Asia* bord à bord d'un vaisseau de ligne portant le pavillon amiral au grand mât. Le *Genoa* et l'*Albion* combleraient l'intervalle laissé vacant entre l'*Asia* et la frégate *la Sirène*. Le contre-amiral Heïden et son escadre jetteraient l'ancre au milieu de la baie, de manière à faire face au centre du croissant. Les frégates françaises, anglaises et russes, rangées dans la partie occidentale du port, couvriraient les vaisseaux des feux croisés qui pourraient leur venir de l'aile droite et des batteries de Sphaktérie. Les corvettes et les bricks, sous les ordres du capitaine Fellowes du *Dartmouth*, auraient pour mission spéciale de contenir les brûlots mouillés aux deux extrémités de la ligne ennemie et de les maintenir dans une position telle qu'on ne pût s'en servir pour inquiéter la flotte combinée.

A une heure trente-cinq minutes, l'amiral anglais, s'avançant lentement sous ses huniers hauts et ses perroquets amenés, dépassait les forts et les batteries qui défendaient alors sur l'une et l'autre rive l'étroit accès de la rade. Les forts sont restés muets. Une poupe élevée et toute chargée de dorures, un

drapeau cramoisi flottant au grand mât, désignent à Codrington le vaisseau de Tahir-Pacha. Non loin de ce vaisseau, la frégate de Moharem-Bey déploie l'étendard vert avec croissant et étoiles, marque distinctive du commandant en chef des forces égyptiennes. L'*Asia* se dirige de ce côté. Le vaisseau anglais laisse tomber sa première ancre par le travers de Moharem-Bey; continuant à courir sur son erre, il en mouille une seconde sous le bossoir de Tahir-Pacha. Codrington se trouve ainsi affourché, avec une embossure sur chaque ancre, entre les deux bâtiments amiraux. Le *Genoa* suivait à une demi-encablure; il prend poste en arrière de l'*Asia*, et présente sa bordée de tribord à une frégate turque. Tout restait calme encore. On n'entendait d'autre bruit que celui causé par la chute d'une ancre ou par le frottement des câbles glissant sur l'écubier. L'*Albion* a reçu l'ordre de mouiller en avant de l'*Asia*; il poursuit lentement sa route vers le fond de la baie; le *Dartmouth* s'arrête en tête de rade avec la *Philomèle*. Arrivée à la hauteur de la citadelle, la *Sirène* se détache de la ligne et cherche avec une dextérité peu commune une ouverture dans le premier groupe ennemi pour venir s'établir menaçante entre trois frégates égyptiennes. Il était difficile qu'un pareil début n'amenât un conflit. Une certaine agitation se produit déjà dans la ligne ottomane. Les vaisseaux et les frégates roidissent leurs embossures;

les brûlots semblent prêts à entrer en action. En ce moment critique, le commandant du *Dartmouth*, le capitaine Fellowes, se trouve gêné dans son évitage par le voisinage d'un brûlot égyptien. Il fait armer le grand canot de sa frégate, le couvre du pavillon de parlementaire, et charge le lieutenant Fitz-Roy d'aller inviter ce bâtiment à changer immédiatement de mouillage. L'embarcation venait à peine d'accoster qu'un coup de fusil tiré du brûlot atteignit l'officier anglais. Le lieutenant Fitz-Roy tombe mortellement blessé dans les bras de son compagnon, le midshipman Forbes. A cette agression brutale, le *Dartmouth* répond par un feu de mousqueterie destiné à couvrir la retraite de son embarcation compromise. Le brûlot riposte, et presque tous les hommes qui armaient le canot du *Dartmouth* sont tués ou blessés Une scène à peu près semblable se passait à quelques minutes d'intervalle le long de la frégate de Moharem-Bey. L'amiral Codrington avait envoyé son pilote grec, M. Mitchell, sommer l'amiral égyptien de garder à tout événement la neutralité. Le malheureux messager redescendait, sa mission remplie, dans l'embarcation de l'*Asia,* quand un Turc, mettant la tète à un sabord, reconnut dans l'interprète de l'amiral anglais un marin grec. Saisir un pistolet à sa ceinture et le décharger avec une horrible malédiction sur l'odieux raïa fut pour ce fanatique l'affaire d'un instant. Frappé en pleine

poitrine, l'infortuné Mitchell roule au fond de l'embarcation. L'amiral de Rigny, debout sur son banc de quart, hélait pendant ce temps la frégate *l'Esmina,* vergue à vergue de laquelle il avait mouillé la *Sirène*. Si cette frégate s'abstenait de prendre part au combat, la *Sirène* ne tirerait pas sur elle. Inutiles précautions! une fois engagée, l'action ne pouvait manquer de devenir générale. Les premiers coups de canon partirent d'un navire ottoman mouillé sous la poupe de la *Sirène* et en seconde ligne. Un des boulets était dirigé sur le *Dartmouth,* l'autre vint frapper à bord de la frégate française; il y tua un matelot. La *Sirène* répondit par toute sa bordée. L'*Asia,* au même instant, ouvrait sur les deux amiraux ottomans un feu terrible.

La situation cependant était loin d'être rassurante. Deux vaisseaux et deux frégates se trouvaient exposés à supporter seuls pendant un certain temps les bordées convergentes de soixante et un navires de guerre. On ne peut s'empêcher de remarquer combien de fois les combats de mer, ceux mêmes que couronna l'issue la plus victorieuse, ont été mal engagés. Le combat de Navarin n'échappait pas à cette loi fatale. Il est vrai qu'à Navarin on se croyait certain d'intimider l'ennemi; on ne s'attendait pas à le combattre.

A peine les premiers coups de canon avaient-ils

été échangés, que l'action embrasait la baie entière. A l'aile droite, deux brûlots étaient en flammes. Les canons du *Dartmouth* et de la *Sirène* en détruisirent un; la petite *Philomèle* coula l'autre. Les forts jusque-là n'avaient pas tiré. Ils ouvrirent le feu avec fureur; les batteries de la citadelle nous firent beaucoup de mal. Plusieurs navires anglais et français n'étaient pas encore engagés; pas un seul russe n'avait pénétré en rade, et l'ébranlement de l'atmosphère, mise en vibration par la canonnade, commençait à produire son effet ordinaire. Le vent s'éteignait peu à peu dans la baie. Arrêté par le calme, *l'Albion* ne put arriver à son poste. Il laissa tomber l'ancre, non loin du *Genoa*, au milieu d'un paquet de navires ennemis. Il avait ainsi à combattre un vaisseau de soixante-quatorze et deux frégates de soixante.

Le *Trident* était le cinquième navire de la colonne du vent. Il fut le premier à essuyer l'attaque des forts. En mouillant vers deux heures quarante-cinq minutes au sud de la *Sirène*, il couvrit cette frégate des bordées de la citadelle et lui apporta, par un feu extraordinaire et irrésistible, contre les bâtiments dont elle était entourée, « l'assistance la plus complète ». Presque au même moment, le *Scipion* courait les plus grands dangers. Ce vaisseau avait, ainsi que le *Trident*, pris poste à l'entrée de la rade. Pendant qu'il répondait vigoureusement à l'artillerie

de la citadelle et à celle de deux grandes frégates, un brûlot, manœuvré avec un admirable sang-froid, se jette sous son beaupré. En un instant, les focs ont pris feu. L'incendie serpente le long des étais, gagne le gréement du mât de misaine, s'introduit à travers les écubiers et les sabords jusque dans la batterie basse. Des canonniers sont atteints à leurs pièces par les flammes, d'autres sont déchirés par l'explosion des gargousses. On vient annoncer au commandant Milius que l'entre-pont est menacé. « Faut-il noyer les poudres? — Non, réplique l'intrépide capitaine; il faut continuer le feu. Vive le Roi! » — Ce cri est répété jusque dans les dernières profondeurs du navire, et le tir, un instant suspendu, reprend avec plus de vivacité. On faisait cependant d'énergiques efforts pour se dégager du brûlot. La chaîne avait été filée, le brûlot, accroché à la proue, suivait encore le vaisseau en dérive. Dans ces terribles conjonctures, le capitaine Milius prit un parti extrême. Au risque de voir la flamme envahir la voilure, il donne l'ordre d'établir la misaine et le petit hunier. Le vaisseau abat, laisse à tribord le brick à demi consumé, et d'une seule bordée le fait couler à pic. Le *Scipion* va chercher alors sur la côte opposée de la baie, près de la pointe méridionale de Sphaktérie, un nouveau poste de bataille. Il y trouve les frégates *l'Armide, le Talbot, le Glasgow* et *la Cambrian*, qui, mouillées à peu près à

la même hauteur que la *Sirène*, l'*Asia*, le *Genoa* et *l'Albion*, se sont heureusement interposées entre ce groupe si maltraité déjà et l'aile droite de l'armée ottomane; mais ces quatre frégates ont affaire à forte partie. L'amiral anglais le comprend, et sa contenance, pendant qu'il se promène à grands pas sur le pont de l'*Asia*, trahit, malgré lui, son inquiétude croissante. A trois heures enfin, l'escadre russe donne dans la passe. « Dieu soit loué! » s'écrie avec émotion Codrington. Ces huit navires, — quatre vaisseaux de ligne et quatre frégates, — arrivaient en effet au moment où leur coopération était le plus nécessaire. Ce furent eux qui firent taire les batteries de l'île. Tous avaient plus ou moins souffert pendant le long trajet qui les avait conduits, en passant sous le feu des forts, à portée de canon de la ligne ennemie.

Le vaisseau de l'amiral Heïden, l'*Azof*, se trouvait vivement pressé par deux frégates turques. Ce fut un vaisseau français, le *Breslau*, qui vint à son aide. Serre-file de la colonne du vent, le *Breslau* avait dû, pour entrer dans la baie, braver les feux croisés des deux rives et les coups d'enfilade que dirigeait sur lui le centre encore inoccupé de l'armée ottomane. Une épaisse fumée, d'où jaillissaient d'incessants éclairs, s'étendait sur toute la surface de la rade. Le commandant de La Bretonnière peut à peine distinguer les bâtiments alliés des navires

que ces bâtiments combattent. Il poursuit cependant sa route, il cherche presque à tâtons un poste qui lui paraisse digne de son vaisseau. Tout à coup, sous son bossoir même, on signale un brick. Ce brick est un brûlot qu'un de nos avisos, le brick-goëlette *l'Alcyone*, commandé par le capitaine Turpin, s'efforce d'écarter de la ligne. Par une brusque embardée, le *Breslau* évite le brûlot turc, mais il aborde le brick-goëlette français. Accrochée au beaupré du vaisseau, l'*Alcyone* est entraînée au plus fort de l'action. Quand ce frêle navire parviendra enfin à se dégager, ce ne seront plus des brûlots, ce seront des frégates qu'avec ses caronades de dix-huit il lui faudra combattre. Le *Breslau* cependant se trouve dans l'impossibilité absolue de s'arrêter. S'il voulait jeter l'ancre, cette ancre irait tomber sur le pont de l'*Alcyone*. Il continue donc de combattre sous voiles, tantôt envoyant ses volées aux frégates contre lesquelles se défend la *Sirène*, tantôt les dirigeant sur le groupe que foudroient l'*Asia*, le *Genoa* et l'*Albion*. Libre enfin, il va s'embosser entre le vaisseau *l'Azof* et le troisième vaisseau turc. Outre le feu de ce vaisseau, le *Breslau* doit supporter pendant près de deux heures celui de cinq frégates. Il réduit à lui seul trois de ses adversaires; il contribue à faire sauter les autres. A trois heures et demie, le commandant de La Bretonnière, frappé d'un éclat de bois, est blessé aux deux jambes; le capitaine de frégate Lon-

gueville prend le commandement du *Breslau*.

L'action était alors dans toute sa furie. Quatre-vingt-sept navires de guerre, rangés sur quatre lignes, pressés comme en un dock dans ce vaste bassin, échangeaient leurs bordées et confondaient leurs coups. Du sein de cette fournaise, on voyait parfois s'échapper des navires tout en flammes; d'autres, encore retenus par leurs câbles, volaient soudain en l'air avec un fracas effroyable. Bouillonnante sous les boulets qui en trouent à chaque instant la surface, couverte de débris flottants, auxquels se cramponnent de malheureux Turcs, la rade de Navarin n'est plus cette grande nappe d'eau paisible où se balançait, avec une indolente majesté, pendant la matinée du 20 octobre, la magnifique flotte d'Ibrahim; elle a revêtu l'aspect d'un de ces lacs infernaux où nagent les damnés au milieu des vagues de feu et de bitume. Pendant ce temps, la flotte qui l'avait remplie tout entière se fond à vue d'œil. Elle se fond, mais n'en lutte pas moins encore avec une rare énergie.

Depuis plus d'une heure, la *Sirène* combattait à portée de pistolet une frégate égyptienne mouillée par son travers. Les vergues, le gréement, les embarcations de la frégate française étaient hachés. Six boulets l'avaient frappée à la flottaison. Tout à coup une formidable explosion, dominant le bruit de l'artillerie, se fait entendre. La charpente de la

Sirène en frémit; le mât d'artimon, déjà fortement ébranlé, chancelle et s'écroule. L'amiral, le commandant Robert, l'officier de quart, sont ensevelis sous les plis du gréement. Des débris enflammés semblent tomber du ciel; le pont en est couvert. Un trouble général règne un instant à bord de la *Sirène*. Bientôt on se remet, les canonniers retournent à leurs pièces. On regarde autour de soi. La frégate *l'Esmina* a disparu; c'est elle qui vient de sauter.

Soutenue en avant par le *Genoa*, en arrière par la *Sirène*, *l'Asia* s'adresse d'un bord à l'amiral turc, de l'autre à l'amiral égyptien. Le vaisseau de Tahir-Pacha est le premier réduit au silence. Les effets produits par les bordées de l'*Asia* étaient tels, nous dit l'amiral de Rigny, « qu'on eût cru voir une escouade de charpentiers occupée à dépecer le vaisseau ottoman ». Des brèches énormes laissaient apercevoir l'intérieur des batteries jonchées de blessés et de cadavres. Sur huit cents hommes, le vaisseau du capitan-pacha en comptait plus de six cents hors de combat. Un sort semblable attendait l'amiral égyptien. Vers quatre heures du soir, les deux navires, complétement désemparés, coupaient leurs câbles et se laissaient aller en dérive. L'*Asia* et la *Sirène* avaient rempli leur tâche. Il ne leur restait plus à écraser que des navires de la seconde et de la troisième ligne, des corvettes et des bricks. Ce fut

l'affaire d'un instant. Quand le vaisseau anglais put enfin suspendre le feu, on vit à quel prix il s'était débarrassé de ses ennemis. Plusieurs de ses canons étaient démontés, son mât d'artimon était abattu, et sa coque portait en maint endroit l'empreinte des projectiles qui lui avaient tué dix-neuf hommes et blessé cinquante-sept. La *Sirène* avait plus souffert encore ; elle comptait vingt-trois morts, dont trois officiers, soixante-six hommes en tout hors de combat.

Le vaisseau *l'Albion*, quand il évita sur ses ancres, avait abordé une frégate ottomane. Les Turcs, les premiers, essayent d'envahir le pont du vaisseau anglais. Ils sont repoussés par la mousqueterie ; trente hommes de l'*Albion*, commandés par un lieutenant et deux midshipmen, se jettent à leur tour à bord des Osmanlis. Pendant que ce premier détachement sabre les marins fuyant sur le pont, les refoule dans la batterie ou les oblige à se jeter à la mer, l'incendie éclate sur la frégate turque enchevêtrée avec le vaisseau anglais. En moins de cinq minutes, le feu a gagné la soute aux poudres. L'*Albion* venait heureusement de se dégager ; la frégate ottomane descend seule dans l'abîme.

Des trois vaisseaux anglais, le *Genoa* fut celui qui essuya les pertes les plus sérieuses. Son commandant, le capitaine Bathurst, reçut dès le début du combat trois blessures ; la dernière était mortelle.

On le porta au poste des blessés, les entrailles déchirées par un biscaïen. Il vécut encore onze heures et montra jusqu'au dernier moment, malgré d'atroces souffrances, une fermeté héroïque. Le *Genoa* eut ving-six hommes tués et trente-trois blessés. L'amiral de Rigny avait admiré le coup d'œil du capitaine Bathurst venant prendre son poste, la vigueur avec laquelle son feu secondait celui de l'*Asia;* mais nul navire, il faut bien le reconnaître, n'excita dans cette journée un plus vif enthousiasme, n'emporta d'une voix plus unanime les suffrages, que la frégate *l'Armide,* commandée par le brave capitaine Hugon. Ce capitaine était un des vétérans de nos anciennes guerres. Il avait servi dans les mers de l'Inde, sous les ordres du commandant Bergeret; on le citait parmi les manœuvriers les plus habiles et les plus résolus. Quand il se présenta pour mouiller en tête de l'aile droite ennemie, la petite frégate anglaise *le Talbot* était aux prises depuis vingt minutes avec trois grandes frégates. Le capitaine Hugon passa entre le *Talbot* et les adversaires qui l'accablaient. A la vue de ce secours inattendu, de cette manœuvre non moins généreuse que hardie, les matelots anglais quittèrent un instant leurs pièces, s'élancèrent dans les haubans et saluèrent l'*Armide* de leurs acclamations. La frégate française jeta l'ancre. En virant sur ses embossures, elle couvrit complétement la frégate anglaise des coups du navire turc qui la pres-

sait le plus. Ce navire ottoman fut bientôt amariné par l'*Armide;* le commandant Hugon eut la chevaleresque pensée de faire arborer à la corne les deux pavillons français et anglais réunis. Peu de temps après, la seconde frégate baissait à son tour pavillon devant le *Talbot*. La troisième coulait sous la volée d'un vaisseau russe, l'*Alexandre-Newski*.

Nous n'irons pas plus loin dans le récit de ces épisodes; mentionnons cependant encore le dernier et le moindre de nos navires, la goëlette *la Daphné*, capitaine Frezier. On put voir, non sans quelque étonnement, ce chétif aviso profiter de son exiguïté pour se glisser, pareil à la salamandre, au plus épais du feu. La *Daphné* eut six hommes hors de combat. L'*Alcyone*, bien que plus exposée ne perdit qu'un seul homme, et ne compta en tout que neuf blessés; parmi ces blessés se trouvait le lieutenant Dubourdieu, qui, amputé d'une jambe pendant l'action même, mourut vice-amiral en 1858 après les plus éclatants services. Il est cinq heures du soir, le combat a pour ainsi dire cessé; l'artillerie des vaisseaux alliés a pris un tel ascendant que les Turcs ne ripostent plus, si ce n'est par quelques coups épars. La première ligne était entièrement détruite. Les navires qui n'étaient ni rasés, ni incendiés, ni coulés, s'en allaient à la côte. « De cet armement formidable, écrivait l'amiral de Rigny, il reste aujourd'hui à flot une vingtaine de corvettes

ou de bricks; encore ces navires sont-ils abandonnés. Il n'est pas d'exemple d'une destruction aussi complète. »

Les alliés n'avaient opposé que douze cent soixante-dix canons à deux mille, mais presque tous leurs coups portaient; ceux des Ottomans se perdaient en majeure partie. Aussi le carnage à bord des bâtiments turcs fut-il épouvantable. On a évalué la perte totale des Ottomans à six mille hommes. Les deux navires à bord desquels flottaient les pavillons de l'amiral turc et de l'amiral égyptien eurent à eux seuls plus d'un millier d'hommes hors de combat. Le chiffre de ceux qu'atteignit le feu de l'ennemi à bord des trois escadres alliées montre assez la disproportion de la lutte. Il fut de six cent cinquante-quatre, — deux cent soixante-douze Anglais, cent quatre-vingt-quatre Français et cent quatre-vingt-dix-huit Russes. Les trois navires amiraux furent les plus maltraités. La chose s'explique aisément. Ces bâtiments marchaient en tête de leur colonne. Ils supportèrent ainsi le premier feu, le seul qui fût à craindre en affrontant des Turcs.

La nuit vint enfin étendre son linceul sur cette scène de désolation; le canon s'était tu; l'heure du repos n'avait pas encore sonné. L'ennemi achevait sa destruction de ses propres mains. En évacuant successivement les navires que nous n'avions pas coulés, il y mettait le feu. La plupart de ces bâti-

ments allaient se consumer à la côte; d'autres erraient en rade poussés sur notre aile gauche par la brise variable alors de l'est à l'est-sud-est. A l'exception des sinistres lueurs projetées de distance en distance par ces torches flottantes, des éclats soudains produits par les explosions, tout était silence et ténèbres sur la rade. On n'y apercevait que des masses confuses, on n'y entendait que le sifflet enroué des maîtres d'équipage occupés à faire élonger des amarres, ou la cadence monotone des avirons dans les canots de ronde. Ces dernières heures semblèrent les plus longues à nos officiers accablés de fatigue. Tant qu'avait duré le combat, l'émotion de la lutte avait soutenu leur courage et leurs forces. Quand il n'y eut plus qu'à ranger les vaisseaux de côté pour laisser passer les brûlots, qu'à éteindre des débris fumants, qu'à se porter avec des embarcations à moitié démolies au-devant d'épaves menaçantes, beaucoup de ceux qui avaient le plus noblement fait leur devoir pendant l'action se laissèrent gagner par la lassitude. La tâche la plus rude échut ainsi à quelques chefs de quart dont la jeune réputation commença dès ce jour à grandir.

Averti par un émissaire, Ibrahim était accouru des montagnes de la Messénie. Les premières clartés du matin lui apprirent l'étendue de son désastre. La flotte turco-égyptienne n'existait plus; la flotte alliée occupait seule la rade, présentant le spectacle de

mâts abattus, de vergues brisées et de voiles en lambeaux. Ainsi se vérifiait cette fière parole du pacha : « Mes vaisseaux pourront être détruits; ils ne seront pas capturés. »

Et maintenant qu'allaient faire les forts? Tenteraient-ils de renouveler le combat? Dans l'opinion des amiraux alliés, l'état de guerre ne devait pas nécessairement résulter du sanglant malentendu qu'il n'avait pas dépendu d'eux de prévenir. Ils écrivirent à Ibrahim-Pacha, à Moharem-Bey, à Tahir-Pacha, au capitan-bey : « Notre intention n'est pas d'attaquer les bâtiments ottomans qui subsistent encore. Cependant, si un seul coup de canon ou de fusil est tiré sur un navire ou sur un canot allié, nous détruirons à l'instant ce qui reste de la flotte ottomane. Nous considérerons en outre ce nouvel acte d'hostilité comme une déclaration formelle de guerre. Le Grand Seigneur et ses pachas auront à en subir les conséquences. Il nous faut une réponse catégorique. Nous demandons qu'avant la fin du jour le pavillon blanc soit, en gage de paix, arboré sur tous les forts. »

Au reçu de cette note, Tahir-Pacha se rendit à bord de l'*Asia*. Il y eut avec l'amiral Codrington une entrevue dans laquelle furent réglées d'une façon provisoire les conditions de l'armistice. On assure qu'en montant à bord du vaisseau anglais, le commandant de la flotte ottomane laissa échapper ces paroles :

« Voilà une affaire que je payerai probablement de ma tête! » Tahir-Pacha était injuste envers le sultan Mahmoud. La barbarie avait fait son temps même en Turquie, et pour la première fois depuis bien des siècles on devait voir un souverain ottoman accepter l'arrêt du destin sans vouloir en punir le courage malheureux. Le désastre dépassait cependant tout ce que l'histoire maritime avait eu jusqu'alors à enregistrer. Le 20 octobre, à midi, la baie de Navarin voyait flotter sous la protection de ses forts trois vaisseaux, quinze frégates, dix-huit corvettes, quatre bricks, cinq brûlots, déployant sur une triple ligne l'étendard de Sa Hautesse, six frégates, huit corvettes et sept bricks, portant les couleurs du vice-roi d'Égypte; quarante transports étaient en outre mouillés au fond de la rade. Le 22 octobre, il ne restait de ces cent six bâtiments qu'une frégate, sept corvettes, huit bricks et vingt-deux transports.

Les vainqueurs, — on a dû le pressentir, — n'étaient guère plus rassurés que les vaincus au sujet des conséquences que pourrait avoir un événement si grave. Ils craignaient que « sur tous les points où ne se trouveraient pas des bâtiments de guerre le ressentiment des Turcs n'amenât, en éclatant, des massacres ». Ils appréhendaient également le jugement que rencontrerait en Europe leur conduite. L'amiral de Rigny se chargea de tranquilliser ses collègues. Il réclama hautement la responsabilité de

l'acte qu'il avait conseillé. « J'ignore encore, écrivit-il au ministre, comment le gouvernement du roi aura envisagé l'affaire de Navarin. Avant de me décider, non-seulement à donner mon assentiment à cette mesure, mais même *à prendre l'initiative de la proposition*, j'avais mûrement réfléchi à toutes les conséquences. J'ai dû passer outre, déterminé par les considérations suivantes : je venais d'avoir une réponse de Boghos-Bey, ministre de Méhémet-Ali, confirmant pleinement l'impossibilité où le pacha se trouvait de séparer sa flotte et sa cause de celles du Grand Seigneur. — Ibrahim-Pacha avait violé la parole qu'il nous avait donnée. — Les communications qu'il recevait fréquemment des bâtiments de guerre autrichiens lui représentaient l'alliance des trois puissances comme un simulacre. — La guerre atroce que les troupes débarquées portaient sous nos yeux en Morée eût couvert de ridicule les escadres, si, devant un tel spectacle, elles se fussent bornées à un blocus impassible. — En venant au contraire prendre position dans le port même de Navarin, nous imprimions aux Turcs une sorte de contrainte morale qui ne permettait pas à Ibrahim de s'écarter et de ravager l'intérieur. »

Voilà par quelle attitude le commandant de la station française conquit cet ascendant qui lui appartint d'une façon si complète qu'il put le léguer en partie à ses successeurs. Il devint dans le Levant

l'homme indispensable. L'amiral Codrington et le comte Heïden avaient conduit eux-mêmes leurs escadres désemparées à Malte. L'amiral de Rigny expédia la sienne à Toulon. Il envoya ces glorieux mutilés panser leurs blessures au port, et, passant avec son pavillon sur le vaisseau *le Trident*, celui des trois vaisseaux français qui avait le moins souffert, il resta seul sur la brèche, seul pour faire face à ces complications croissantes que l'honorable confiance de l'amiral Codrington et de l'amiral Heïden lui avait laissé le soin de résoudre.

CHAPITRE XI

LE BRICK *LE PANAYOTI* ET LE LIEUTENANT DE VAISSEAU BISSON.

De tous les mandataires auxquels un grand pays doit parfois se résoudre à déléguer momentanément le plein exercice de sa puissance, le commandant en chef d'une force navale est assurément celui dont les décisions soudaines peuvent avoir sur le cours des événements les effets les plus imprévus. L'initiative hardie du collègue que nous avions donné aux amiraux Heïden et Codrington fit brusquement trébucher dans le Levant la balance indécise de la politique. La bataille de Navarin n'avait pas anéanti complétement la marine ottomane : il restait encore des vaisseaux et des frégates à Constantinople ; mais cette cruelle leçon infligea un dommage bien autrement grave à la Porte en faisant évanouir le prestige moral qui la protégeait. Une première violence en devait bientôt engendrer d'autres. La destruction de la flotte d'Ibrahim opérée en commun était pour la Russie le gage assuré de la condescendance de l'Angleterre et de la France, devenues ses complices.

On la vit dès lors hâter l'exécution des projets dont il lui avait fallu si longtemps ajourner la réalisation devant la résistance unanime de l'Europe. Les conséquences de la journée du 20 octobre 1827 sont de trois ordres différents; elles se sont développées sur trois théâtres distincts; nous essayerons de les suivre et de les démêler en Grèce, en Turquie et en Europe. Commençons d'abord par la Grèce; c'est pour la Grèce qu'on avait combattu, c'est là qu'il fallait avant tout aviser.

Nous avions assumé une très-grave responsabilité en venant nous jeter aussi résolûment en travers des desseins du sultan. — Si notre intervention ne ramenait promptement le calme et la sécurité dans l'Archipel, comment justifierions-nous le droit que nous nous étions arrogé d'intervenir? Qu'elle rencontrât une approbation complète ou provoquât un blâme mal dissimulé, la bataille de Navarin n'en avait pas moins engagé les médiateurs beaucoup plus que ne l'eussent souhaité deux des signataires tout au moins du traité de Londres. On ne pouvait avoir fait couler tant de sang en vain. Il fallait montrer au monde que l'obstination de la Porte était réellement coupable, et que le peuple dont nous avions voulu l'affranchissement serait digne de prendre rang un jour parmi les nations civilisées. Les amiraux n'eurent pas besoin qu'on leur indiquât à cet égard leur devoir. La police des mers leur

appartenait : en s'efforçant dès le lendemain même de la victoire d'extirper de l'Archipel le brigandage maritime qui y faisait chaque jour des progrès de plus en plus effrayants, leur but ne fut pas seulement de rassurer la navigation neutre; ils se proposèrent aussi de ne pas laisser déshonorer la cause dont ils avaient pris en main la défense. La piraterie grecque était un des grands arguments invoqués par les adversaires d'une Grèce indépendante. Cet odieux système de rapines, qui prétendait s'autoriser de mainte argutie légale, serait devenu, si on l'eût toléré plus longtemps, un véritable scandale européen. Jamais les parages infestés de Salé, ni les débouquements des Antilles n'avaient été témoins d'autant de pillages et de meurtres. La destruction de la flotte ottomane allait laisser les marins de l'Archipel sans emploi; n'était-il pas à craindre que la piraterie ne trouvât dans cet état de choses un nouvel aliment? « Les pirateries grecques, écrivait le 24 octobre 1827 l'amiral de Rigny, se sont élevées dans la dernière quinzaine à un point inouï jusqu'à présent. La mer est couverte de ces forbans. Ainsi, quand le sang français et anglais vient de couler en leur faveur, ces misérables, poussés par la cupidité, encouragés par l'impunité, pillent et maltraitent nos bâtiments de commerce. » A quelle autorité s'en prendre de la continuation de ces désordres? Le gouvernement provisoire était sans force; ce fut au Corps législatif

que les amiraux crurent devoir s'adresser. Leur langage cette fois fut sévère; il faisait pressentir des mesures énergiques et témoignait d'une irrévocable résolution. « Nous ne souffrirons pas, firent-ils savoir aux députés rassemblés en ce moment à Égine, que les Grecs fassent aucune expédition, aucune course, aucun blocus hors des limites tracées de Volo à Lépante. Nous regarderons comme nulles toutes patentes délivrées à des corsaires qui seraient trouvés opérant dans d'autres parages. Les bâtiments de guerre des puissances alliées auront partout l'ordre de les arrêter. Il ne vous reste aucun prétexte pour tolérer de pareils armements. L'armistice de mer se trouve établi de fait du côté des Turcs; leur flotte n'existe plus. Prenez garde à la vôtre, car nous la détruirons, s'il le faut, comme nous avons détruit la flotte d'Ibrahim. Quant au tribunal des prises que vous avez institué, nous le déclarons dès aujourd'hui incompétent pour juger aucun de nos bâtiments sans notre concours. »

Ces menaces ne devaient pas rester lettre morte; elles furent au contraire, grâce au zèle et à l'activité de nos croiseurs, suivies de prompts effets. La station française avait reçu d'importants renforts : les frégates *l'Iphigénie, la Vestale,* le vaisseau *le Conquérant,* sur lequel l'amiral de Rigny venait de porter son pavillon. Il nous était désormais facile d'appuyer nos paroles par des actes. Dès les premiers

jours de novembre 1827, toute la flottille française fut en chasse; elle ne prit de repos que vers la fin de l'année 1828. Les corvettes *la Pomone, la Bayadère, la Victorieuse, l'Écho, la Diligente,* les bricks *le Palinure, l'Alacrity, l'Actéon, le Zèbre, le Marsouin, le Loiret,* les bricks-goëlettes *le Volage, l'Alcyone, la Flèche,* les gabares *la Lionne, la Lamproie,* les goëlettes *la Daphné, l'Estafette,* appuyèrent une si vigoureuse poursuite aux pirates qu'en moins de dix-huit mois ils en eurent complétement purgé l'Archipel. Ce fut à cette tâche méritoire que se consacrèrent sans relâche les Reverseaux, les Parseval, les La Susse, les Châteauville, les Moulac; ils firent renaître la sécurité là où avait régné trop longtemps, grâce à notre mansuétude excessive, la plus incroyable terreur. Entre tous ces croiseurs, il faut déjà citer un de nos futurs ministres de la marine, le lieutenant de vaisseau Hamelin. « Je le place, écrivait l'amiral de Rigny, à la tête des meilleurs officiers de son grade. » Au moment où le vainqueur de Navarin lui décernait cet éloge, le capitaine de la *Lamproie* venait de prendre sur les côtes de Syrie le brick grec *le Panayoti,* monté par soixante-six hommes d'équipage. Conduit à Alexandrie, ce bâtiment-pirate fut reconnu par les capitaines de plusieurs navires marchands qu'il avait pillés, les uns à Scarpanto, d'autres sur la côte de Caramanie. Le commandant de la frégate *la Magi-*

cienne, M. Cornette de Venancourt, s'apprêtait alors à quitter les eaux de l'Égypte pour retourner à Smyrne. Le capitaine Hamelin lui remit le corsaire capturé. L'équipage grec passa sur la frégate, à l'exception de six hommes qu'on crut devoir laisser à bord du *Panayoti*. Un officier de la *Magicienne*, l'enseigne de vaisseau Bisson, prit le commandement du brick. On lui donna pour le conduire quatorze matelots et le pilote-côtier de la frégate, le second maître de timonerie Trémintin. Ces dispositions terminées, le *Panayoti* et la *Magicienne* appareillèrent d'Alexandrie le 1er novembre 1827. Les deux bâtiments devaient naviguer de conserve; dans la nuit du 5, ils se séparèrent. Le mauvais temps survint, et la prise fut obligée de relâcher dans une des baies de l'île Stampalie, à trois milles environ de la ville. Deux des Grecs qu'on avait laissés à bord du brick, mal surveillés, se jetèrent à la mer et parvinrent à gagner la côte à la nage. Un drame se préparait, drame héroïque qui eut dans toute l'Europe un long retentissement.

Retenu par les vents contraires dans la petite baie où il avait jeté l'ancre, le capitaine Bisson ne douta pas un instant qu'il ne fût attaqué. Il se promit du moins de faire, avec ses quinze hommes, une défense vigoureuse. Les quatre canons du brick furent chargés; on monta sur le pont les fusils et les sabres. A dix heures du soir, deux grands misticks furent

aperçus doublant une des pointes de la baie. Chacun à bord du brick se rangea en silence à son poste. Le capitaine Bisson se porta sur le beaupré pour observer les mouvements des embarcations suspectes. Ces embarcations étaient chargées de monde ; elles avaient serré leurs voiles et se dirigeaient à l'aviron vers l'avant du brick. Bisson les fit héler plusieurs fois ; il n'obtint aucune réponse. Les pirates nageaient avec force ; ils étaient sur le point d'accoster, quand Bisson, déchargeant sur eux les deux coups de son fusil de chasse, donna le signal de commencer le feu. Les pirates répondirent par une vive fusillade. Il faut laisser ici la parole au pilote Trémintin, car il est des narrations qu'il n'est pas permis d'altérer. Celle du brave pilote de la *Magicienne* appartient à l'histoire. « Une des embarcations, dit-il, nous aborda par-dessous le beaupré, l'autre par la joue de bâbord. Plusieurs des nôtres avaient déjà succombé. En un instant, malgré tous nos efforts, malgré ceux de notre brave capitaine, plus d'une centaine de Grecs furent sur notre pont. Une grande partie s'affala aussitôt dans la cale pour piller. Je combattais à tribord, près du capot de la chambre. Le capitaine avait été repoussé du gaillard d'avant. Il vint à moi tout couvert de sang et me dit : — Ces brigands sont maîtres du navire ; la cale et le pont en sont remplis. C'est le moment de terminer l'affaire. — Il sauta aussitot sur le tillac de

l'avant-chambre, qui n'était qu'à trois pieds au-dessous du pont, C'est là qu'on avait déposé les poudres. Il tenait une mèche cachée dans sa main gauche. Dans cette position, il avait près de la moitié du corps en dehors du panneau. Il me donna l'ordre d'engager les Français qui survivaient encore à se jeter à la mer; puis, me serrant la main : — Adieu, pilote, dit-il, je vais tout finir. — Peu de secondes après, l'explosion eut lieu, et je sautai en l'air. »
Plus heureux que son capitaine, broyé par l'explosion, Trémintin fut jeté sans connaissance sur le rivage. Il avait un pied fracassé. Quatre matelots français s'étaient jetés à la mer; ils arrivèrent à terre sans blessures. Le lendemain, on retrouva gisants sur le rivage les corps mutilés de trois Français à côté de soixante-dix cadavres grecs. L'héroïque sang-froid de Bisson n'avait pas laissé nos compatriotes mourir sans vengeance.

Construit à Scarpanto, armé à Naxie, le brick *le Panayoti* avait un équipage considérable. Cinquante-six prisonniers étaient restés à bord de la *Magicienne*, ils furent dirigés sur Toulon; mais entre tous ces pirates désignés à la vindicte publique Bisson avait fait justice des plus criminels; Cochrane, enfin réveillé, poursuivait les autres. Deux bricks de guerre commandés, l'un par un philhellène anglais, Pear O'Connor, l'autre par un capitaine hydriote, Nicolas Kiparissi, reçurent la mission de parcourir

les diverses îles de l'Archipel et d'en expulser les Candiotes. Ces turbulents réfugiés étaient devenus les tyrans des paisibles localités qu'ils avaient contraintes de leur donner asile. On les soupçonnait justement d'être les auteurs ou les instigateurs de la plupart des méfaits dont la navigation neutre avait à se plaindre. Cochrane les refoula vers ce repaire de Grabouza, dont dix-sept Crétois, partis de Cerigo, s'étaient emparés dans l'été de 1825, et qui renfermait en 1827, avec des valeurs énormes, produit de deux années de pillages, plusieurs milliers de combattants. L'amiral espérait envoyer ainsi un utile secours aux insurgés, qui s'efforçaient de reprendre Candie sur les Égyptiens; il n'envoyait en réalité qu'un nouveau renfort aux pirates. Les pirates heureusement n'avaient plus l'opinion pour eux. L'enthousiasme qu'excitait la gloire récemment acquise par nos armes, l'émotion produite par le dévouement de ce jeune martyr qui promettait à la France un héros, tout cet ensemble de circonstances, fait pour remuer les cœurs et pour ramener à des idées plus saines les esprits, avait fait passer l'intérêt du côté de la répression. Grabouza, en dépit des réclamations de l'amiral de Rigny, avait longtemps reçu les secours des comités philhellènes; on considérait cet îlot comme une des citadelles de la liberté hellénique. La lumière se fit subitement. Abandonné par l'opinion, le nid de brigands ne pouvait prétendre à sub-

sister quand l'insurrection de Candie avortait. Le commodore Staines sur l'*Isis* et le capitaine de Reverseaux sur la *Pomone* se chargèrent de le faire évacuer. Il y eut de la part des pirates quelque tentative de résistance. Vigoureusement conduite, l'attaque des alliés eut un plein succès. Grabouza cessa d'être un épouvantail pour tous les bâtiments que le vent amenait en vue des rivages de la Crète, et la navigation neutre put reprendre, dès les premiers mois de l'année 1828, son cours habituel et paisible vers les ports de la côte de Syrie. S'il y avait encore quelques bandits épars dans l'Archipel, ces bandits du moins n'avaient plus de forteresse.

CHAPITRE XII

L'EXPÉDITION DE CHIO ET LE COLONEL FABVIER. 28 OCTOBRE 1827, 27 MARS 1828. — LE PRÉSIDENT CAPO D'ISTRIA; SON INSTALLATION A ÉGINE. 7 FÉVRIER 1828.

Trompés par la faveur dont leurs prétentions les plus excessives avaient joui jusqu'alors, les Grecs s'étaient flattés que le traité de Londres leur apporterait, sous forme de médiation, un secours complaisant; ils ne devaient pas tarder à s'apercevoir de leur erreur. C'était une tutelle et une tutelle sévère que leur réservait l'Europe. Dès le 24 octobre, quand le sang de Navarin fumait encore, les amiraux se chargeaient les premiers de dissiper les illusions du Corps législatif. « Nous ne vous permettrons pas, écrivaient-ils, de porter l'insurrection ni à Chio, ni en Albanie; nous ne voulons pas que, par ces expéditions imprudentes, vous exposiez les populations à être massacrées par les Turcs. » De pareilles injonctions pouvaient sembler cruelles et jusqu'à un certain point injustes; elles prenaient surtout cette apparence quand il s'agissait de Chio. Depuis la fa-

tale journée qui avait jeté dans l'esclavage leur malheureuse patrie, des milliers de Chiotes, « échappés, suivant le texte même de l'humble supplique dont nous empruntons les termes, au glaive d'un furieux tyran », erraient en tous lieux, « sans trouver où cacher leur nudité et leurs pleurs ». Ils n'étaient soutenus que par l'espoir de pouvoir « en un jour plus serein » reconquérir le sol natal. Ce jour venait enfin de luire. Les souverains, du haut de leur trône, avaient jeté un regard compatissant sur la Grèce; « ils avaient pris en main les droits de l'humanité souffrante ». Les réfugiés chiotes s'étaient alors rassemblés; ils avaient, selon l'antique usage, élu leurs primats et leurs conseillers. Une flotte venait d'être équipée à l'aide de contributions volontaires. Plus de la moitié des matelots embarqués sur ces bâtiments étaient des Chiotes; tous s'engageaient à servir gratuitement. Les capitaines, on les avait choisis « parmi les plus réglés et les plus obéissants ».—« Jamais, disaient aux amiraux les députés des Chiotes libres, Démétrius Maximos et Athanasio Raphaëlis, jamais expédition aussi régulière, aussi bien combinée, n'avait été formée en Grèce. » Le gouvernement d'Égine approuvait ce projet. On lui avait demandé le corps régulier de Fabvier et un détachement de troupes irrégulières; il avait accordé l'un et l'autre. Il n'y avait dans toute l'île de Chio, — on s'en était assuré, — que trois cents soldats ré-

guliers, autant d'irréguliers et environ six cents habitants turcs. Comment le succès serait-il un instant douteux ?

Sans attendre une autorisation qui eût été certainement refusée, le gouvernement grec fit partir Fabvier pour Ipsara. Le 28 octobre 1827, l'intrépide colonel débarquait sur la plage de Chio avec mille tacticos, quinze cents irréguliers et vingt pièces de canon. Le pacha turc, Yousouf, s'enferma dans la citadelle. Le commodore Hamilton se trouvait en ce moment à Smyrne. « L'opinion de M. Canning, écrivit-il sur-le-champ à l'amiral de Rigny, est tout à fait contraire à une attaque sur Chio. S'il est possible d'obtenir quelque garantie pour la vie des habitants, je serais d'avis de couper court à cette expédition. » Le commodore ne s'en tint pas là. Il chargea le capitaine Hotham du *Parthian* de déclarer aux chefs grecs qu'il ne considérait pas seulement leur expédition comme compromettante pour les trois puissances, il la jugeait aussi contraire aux intérêts de l'humanité. « Jamais, ajoutait-il, la Grèce ne pourra maintenir une force navale suffisante pour empêcher les Turcs de passer quelque jour de Tchesmé à Chio, et ce jour-là nous aurons à redouter une effroyable catastrophe. Quel motif peut empêcher aujourd'hui la flotte turque réunie à Gallipoli de venir à Tchesmé ? Cette flotte évidemment n'est retenue que par la crainte des escadres combi-

nées, et cependant je ne vois pas que les termes du traité de Londres nous autorisent à nous opposer à la navigation des escadres ottomanes d'un port turc à un autre. »

Les Anglais nous soupçonnaient d'être en secret favorables à une expédition que commandait le colonel Fabvier. La loyauté de l'amiral de Rigny dissipa facilement cet ombrage. Il fut des plus énergiques à blâmer une entreprise qui devait être pour lui « la source de difficultés nouvelles ». Les catholiques de Chio s'étaient réfugiés dans les consulats. Les Turcs en 1821 avaient respecté ces asiles; les Grecs en 1827 n'hésitèrent pas à les envahir. Les catholiques furent indignement dépouillés; « on enleva, nous dit l'amiral de Rigny, jusqu'à la dernière chemise de ces malheureux ». Tous les efforts de Fabvier demeuraient impuissants à prévenir de semblables désordres; mais c'était aux marins chiotes, aux marins seuls, qu'il fallait, suivant le colonel, les imputer.

Codrington et Heïden venaient d'arriver à Malte quand ils apprirent la complication qui menaçait d'aigrir encore les griefs de la Porte. Heïden se montra le plus vif dans l'expression de son blâme. « Les Grecs, écrivit-il à l'amiral de Rigny, ont fait une grande folie en opérant une descente à Chio. Ils n'arriveront à rien et vont nous compromettre une seconde fois avec les Turcs. » Codrington, moins

ému, s'en remettait à nous du soin d'arranger cette affaire. « Vous avez, mon bon ami, écrivait-il à ce frère d'armes, auquel depuis le 20 octobre il paraît avoir voué, avec la confiance la plus absolue, l'affection la plus sincère, vous avez un rôle difficile à remplir, mais personne ne saurait le jouer mieux que vous. »

Cependant, à la première sommation reçue par l'intermédiaire du capitaine du *Parthian* d'avoir à renoncer à leurs desseins, les émigrés chiotes avaient jeté les hauts cris. Comment! c'étaient les amiraux des puissances chrétiennes, ces chefs en qui la Grèce mettait tout son espoir, qui voulaient faire rappeler de Chio les troupes débarquées et abandonner ainsi les malheureux habitants de cette île à la furie des Turcs! Ne savait-on pas que le renouvellement d'une scène plus terrible que celle du passé suivrait de près le départ des soldats de Fabvier? Il ne resterait plus aux Chiotes qu'à s'ensevelir tout vivants dans les tombeaux de leurs pères. « La terre de notre patrie, disaient-ils, n'a pas encore bu tout le sang dont on l'a abreuvée. Nos femmes, nos enfants, nos mères, sont retenus en esclavage dans le fort. N'obtiendrons-nous pas un répit de la compassion des souverains chrétiens, de la bienveillance des trois amiraux? »

Les amiraux malheureusement n'avaient plus besoin d'insister. L'expédition de Chio se désorgani-

sait d'elle-même ; elle avait le sort de la tentative de Vassos et de Kriezotis sur Tricheri, du général Church et de Kostas Botzaris dans l'Hellade occidentale. Ces capitaines, au premier bruit de l'approche des troupes turques, s'étaient vus dans la nécessité de licencier leur armée. A Chio, il n'y avait plus, dès le mois de décembre, que les tacticos sur la fidélité desquels on pût encore compter. « Des malveillants, disait Fabvier dans sa proclamation, se font un jeu d'effrayer le peuple. Je ne retiens personne. Tous ceux qui veulent fuir sont libres de le faire. Qu'ils partent, emportant avec eux ce qui leur appartient ; mais une si belle contrée ne doit pas être habitée par un vil troupeau d'esclaves. En conséquence, voici ce que j'arrête : les biens meubles et immeubles des fuyards seront confisqués, moitié au profit des braves qui attendent en chantant l'arrivée de l'ennemi, moitié au profit de la chose publique. Je me charge de faire ratifier ces dispositions par le gouvernement de la Grèce, et j'invite les démogérontes à les publier. »

Les inquiétudes propagées par les malveillants n'étaient pas, quoi qu'en pût dire Fabvier, sans quelque fondement. Le siége de la citadelle n'avançait pas, et la flotte de Gallipoli s'apprêtait à franchir les Dardanelles. Tahir-Pacha, devenu, malgré le désastre de Navarin, le favori du peuple et du sultan, commandait cette expédition. Les primats de

Chio élevèrent de nouveau leur voix suppliante; ils demandaient qu'on arrêtât les bâtiments turcs. « Cette requête, écrivait l'amiral Codrington à son collègue, ne peut être accueillie, selon moi, que par un refus catégorique. L'expédition de Chio a été faite contrairement à notre avis et évidemment au grand préjudice de la Grèce. Que ceux qui l'ont entreprise en subissent les conséquences. » Répondant directement à la demande des députés chiotes, l'amiral anglais accentuait plus durement encore son refus. « Vous devez savoir aussi bien que moi, messieurs, leur disait-il, que, si les ressources gaspillées pour cette expédition eussent été employées en faveur de la Morée, l'armée d'Ibrahim eût éprouvé le même destin que sa flotte, et la Grèce n'eût pas eu à subir les nouveaux reproches que lui a valu la fâcheuse conduite des Chiotes. »

L'amiral de Rigny éprouvait une profonde sympathie pour le colonel Fabvier. On ne pouvait en effet rester insensible aux preuves multipliées que ne cessait de donner ce vigoureux soldat de son courage, de son dévouement à sa nouvelle patrie et de son désintéressement. C'était une de nos gloires nationales qu'il fallait arracher une seconde fois au sort funeste qui la menaçait; mais à la première ouverture de retraite qui lui fut faite Fabvier répondit avec son assurance et sa gaieté habituelles. « Je reconnais bien votre aimable amitié à vos inquiétu-

des, écrivait-il à l'amiral le 20 février 1828; tranquillisez-vous. Quoique nos gens frémissent un peu sous la bride, quoique du dehors on les agite par tous les moyens, tout échoue devant l'affection que me portent mes soldats, même les irréguliers. Depuis deux mois, on me laisse sans poudre, sans boulets, — des intrigues tous les jours, — et cependant, si ces chiens de marins avaient gardé le blocus, depuis longtemps tout serait fini. »

Le 12 mars 1828, Tahir-Pacha jetait dans la citadelle de Chio un renfort de deux mille cinq cents hommes. C'en était fait désormais de l'espoir de voir tomber cette place. « Les malins, écrivait Fabvier à l'amiral, veulent que ce soit moi qui donne le signal du départ. Ils font crier, pour aller en avant, les mêmes qui se sont sauvés des tranchées il y a cinq jours, et qui m'ont laissé seul. De toute façon, il faudra bien que cette affaire-ci finisse. Je suis indigné de l'abandon où l'on m'a laissé ; tout ce que je vous demande pour le moment, c'est d'envoyer sauver les malheureux qui ont été compromis ici par de mauvaises mesures. » La frégate *la Fleur de Lis*, commandée par le capitaine Lalande, avait été détachée le 16 février du blocus d'Alger pour renforcer la station du Levant; elle arrivait à propos dans l'Archipel. L'amiral de Rigny l'expédia sur-le-champ devant Chio. Le 20 mars 1828, à midi, la *Fleur de Lis* débarquait à Syra un premier convoi de fugitifs;

quelques jours après arrivaient à Égine la frégate *l'Hellas*, le brûlot de Canaris et le brick *le Nelson*, chargés de familles qui venaient demander au gouvernement un asile et du pain. Les pallikares avaient pris passage sur des bâtiments spezziotes. L'irritation de ces malheureux, celle de la populace, excitée par la vue d'un si lamentable spectacle, s'élevèrent bientôt, nous dit le capitaine Lalande, jusqu'à la frénésie. « Le colonel Fabvier, criait-on à Syra aussi bien qu'à Égine, est un traître. Il a donné le signal du départ sans vouloir combattre. » Fabvier en effet avait donné le signal du départ; mais, pour que ce départ pût s'effectuer sans encombre, il s'était exposé à sacrifier ses tacticos. La *Fleur de Lis*, à son retour de Syra, les trouva tous acculés à la plage du port de Mesta, réfugiés sur un îlot, sans eau, sans vivres, fusillés de loin par les Turcs. Il était temps que cette frégate se présentât pour les embarquer. Malheureusement la brise était fraîche, de pesantes rafales du nord descendaient de la montagne. Les embarcations de la frégate, restée sous voile, gagnaient lentement du terrain. Le capitaine Lalande les rappela, et, jouant pour ainsi dire sur cette manœuvre le sort de son navire, il vint passer si près de la côte que chacun en frémit; mais le coup d'œil du capitaine de la *Fleur de Lis* était sûr, et sa hardiesse n'eut jamais que l'apparence de la témérité. Déposées à diverses reprises presque à toucher l'îlot

où se pressaient les débris de cette désastreuse expédition, les embarcations françaises eurent bientôt rapporté à bord de la *Fleur de Lis* de sept à huit cents tacticos, maigres, exténués, couverts de blessures mal guéries encore, toujours énergiques cependant et jusqu'au dernier moment dignes de leur chef. Arrivé à Syra le jeudi matin 27 mars, Fabvier voulut débarquer au quai de la Santé. La porte du lazaret lui fut fermée ; il la força et entra dans Syra l'épée à la main, la baïonnette croisée, au milieu des sifflets et des hurlements de la foule. Ainsi se termina l'expédition de Chio. Capo d'Istria venait d'arriver en Grèce. Ce fut sous ces auspices qu'il prit possession du pouvoir.

Le 3 décembre 1827, l'amiral Codrington reçut l'ordre d'envoyer à Ancône un navire de guerre à la disposition du président qu'avait choisi l'assemblée de Trézène. Le vaisseau *le Warspite* fut désigné pour remplir cette mission. Capo d'Istria toucha d'abord à Malte, où il arriva le 10 janvier 1828 ; il en repartit le 15 pour se rendre à Égine sur le vaisseau anglais escorté de la frégate russe *l'Hélène*. Il ne lui avait fallu que cinq jours pour se concilier complétement la confiance et le bon vouloir des deux amiraux, peu habitués à voir les affaires de la Grèce en de pareilles mains. « J'aurais voulu, mon cher amiral, écrivait Codrington à l'amiral de Rigny, que vous eussiez pu vous rencontrer ici avec le comte

Capo d'Istria et entendre, comme moi, l'accord de ses plans avec les nôtres. Le traité de Londres est son seul guide, et il est résolu à ne pas s'en écarter. Vous devriez l'aller voir afin de recueillir de sa propre bouche l'expression de ses sentiments, comme l'ont fait vos collègues. » L'amiral de Rigny crut devoir montrer moins d'empressement. Sa nature circonspecte éprouvait le besoin d'observer d'abord à distance l'attitude qu'allait prendre ce personnage, que quelques rapports lui représentaient déjà comme étant « tout de feu pour les Russes, tout de glace pour la France ». Il ne déféra donc qu'à demi au vœu de ses collègues. Il ne se rendit pas en personne à Égine; il se contenta d'y envoyer un *bâtiment*. Les trois capitaines qui assistèrent le 7 février 1828 dans l'église cathédrale d'Égine à l'installation du nouveau président furent le capitaine Parker du *Warspite*, Le Blanc de la *Junon*, Nicolas Petrowitz de l'*Hélène*.

Capo d'Istria avait désiré que la cérémonie eût lieu dans les formes les plus simples. « Toute solennité, avait-il dit, qui entraînerait des dépenses serait incompatible avec la situation malheureuse de la Grèce. Si nous pouvons disposer de quelque argent, nous le consacrerons au soulagement d'intéressantes misères. » On voit par ce prélude dans quelles conditions précaires se trouvait l'État qu'il acceptait la mission de constituer. Sept années de guerre et de

désordre intérieur avaient laissé la Grèce en proie à vingt mille ou trente mille soldats débandés, à quinze mille ou vingt mille matelots sans emploi. L'État n'avait pas de finances. La terre ferme et le Péloponèse ne fournissaient aucun revenu. Celui qu'on eût pu tirer de l'Archipel avait été épuisé d'avance pour mettre à exécution des plans peu conformes aux intérêts généraux de la Grèce. « Le peuple, écrivait Capo d'Istria à l'amiral de Rigny, est à toute extrémité; le soldat, sans combattre, dévore sa subsistance; le marin l'accable des conséquences de la piraterie. Une grave responsabilité pèse sur moi, et elle est d'autant plus grave que je l'ai contractée volontairement. Quelque illimitée que soit la confiance dont m'honore la nation, l'essai que je vais entreprendre ne peut aboutir, si je ne me trouve promptement en mesure de payer régulièrement l'armée et la marine, de donner quelques avances au peuple qui a déserté ses foyers et de ramener ainsi le cultivateur aux travaux qui seuls peuvent fournir une base à une véritable organisation sociale. »

Le tableau assurément n'était pas chargé, et déjà cependant on commençait à reprocher au nouveau président son apathie. Le colonel Fabvier eût désiré qu'il s'occupât plus sérieusement de l'organisation des troupes régulières; le commandant Lalande écrivait que le système de Capo d'Istria pouvait se

traduire par un mot : « il voulait *tout* attendre de l'intervention des puissances. » Comment en vérité ce gouverneur exotique, transplanté soudainement dans un pays ruiné où on l'avait déposé sans soldats, sans crédit, sans ressources, eût-il pu songer à placer sa confiance ailleurs que dans quelque providence étrangère? Tout ce qu'il était permis de lui demander, c'était de ne pas distinguer entre ses protecteurs, de se faire l'instrument dévoué de l'alliance et non le serviteur exclusif de la Russie. Dans l'opinion du nouveau président, il n'était certes pas impossible que la Grèce pourvût elle-même à son salut: mais il fallait du moins lui venir en aide par des subsides. Pour arriver à faire évacuer les places de la Morée, à extirper en même temps la piraterie, Capo d'Istria estimait qu'il lui faudrait entretenir vingt-trois mille hommes environ et quinze bâtiments; la dépense mensuelle serait de six cent mille francs. Ce budget établi, c'était aux puissances protectrices qu'il appartenait d'en fournir la dotation. Le président ne mettait pas en doute les bienveillantes dispositions dont on lui avait donné l'assurance. Il eût vu néanmoins sombrer son autorité naissante sous les inextricables embarras des premiers jours, si, pour se ménager le temps de recevoir les secours qu'il sollicitait, il n'eût pris le parti de recourir à deux expédients. La philanthropie européenne l'avait rendu dépositaire de petites sommes

dont le total s'élevait à près de trois cent mille francs. Ces souscriptions devaient être exclusivement appliquées au rachat des esclaves, au soulagement des vieillards, des enfants et des femmes que la guerre avait chassés de leurs foyers. Tout en gémissant de l'impérieuse nécessité à laquelle il obéissait, Capo d'Istria n'hésita pas à leur attribuer une autre destination. Il s'en servit pour « donner quelques instants de vie au service militaire ». Le second expédient devant lequel il ne recula pas davantage ne pouvait lui procurer qu'un surcroît de ressources bien insuffisant. Il possédait quelques propriétés à Corfou; c'était tout son avoir. Il les engagea comme garantie des pleins pouvoirs dont il avait muni un de ses agents chargé d'aller à Malte acheter à crédit deux cargaisons de blé.

Tels furent les débuts de l'homme éminent que la Russie avait cédé à la Grèce et qui, surpris au milieu de sa tâche, vit tout à coup se dresser contre lui la féodalité grecque avec ses ardeurs jalouses et ses haines implacables.

CHAPITRE XIII

CONSÉQUENCES DE LA BATAILLE DE NAVARIN. — CONFÉRENCE DU 24 NOVEMBRE 1827. — MÉMORANDUM DU 26 FÉVRIER 1828.

Les événements dont nous venons d'esquisser le récit nous ont conduits au mois d'avril 1828. Il nous faut maintenant revenir en arrière, si nous voulons voir se dérouler sur un terrain plus vaste les *conséquences* fatales, inévitables, de la journée du 20 octobre 1827. Pendant qu'on se battait à Navarin, on était dans l'attente en Europe. « Vous avez dû, écrivait le comte de Chabrol à l'amiral de Rigny, recevoir dans les premiers jours de septembre des dépêches des ambassadeurs de Constantinople, mais ces dépêches vous seront probablement arrivées trop tard pour que vous ayez pu être en mesure d'empêcher le débarquement des Égyptiens. Qu'aurez-vous fait depuis? C'est ce que nous ignorons encore. » Malte eut la primeur de la nouvelle. Le brick de commerce anglais *Mary-Ann* était parti de ce port le 11 octobre 1827 sous l'escorte du brick de guerre *le Gannet*. On le vit rentrer le 29. Son capitaine

déclara que le 20, à trois heures de l'après-midi, se trouvant à quarante milles de Navarin, il avait entendu une forte canonnade qui dura jusqu'à sept heures du soir, qu'il y eut alors une violente explosion à la suite de laquelle le *Gannet* fit signal à son convoi de chercher le port le plus voisin et se dirigea sur l'île de Sphactérie. L'anxiété était générale. Enfin le 1er novembre on sut à quoi s'en tenir. La frégate *le Talbot* entra dans le port de la quarantaine, suivie du brick *le Brisk*, démâté et traîné à la remorque. Peu d'instants après, le consul de France, M. Miège, était mandé chez le gouverneur. Il y trouvait une lettre de l'amiral de Rigny datée du 23 octobre et apprenait tous les détails du combat. « On est ici, répondait-il sur-le-champ au commandant de notre escadre, dans l'admiration de la conduite des Français; on ne tarit pas sur celle de leur amiral; on parle surtout avec enthousiasme de ce qu'a fait l'*Armide* et de la manière noble dont vous en avez usé à l'égard du capitaine Davies. »

Dans toute l'Italie, la sensation ne fut pas moins vive. Lord Burghess annonça l'événement au milieu d'une fête qui se donnait à Florence. « Tout le monde, nous apprend l'amiral Codrington, en fut transporté, à l'exception toutefois de l'ambassadeur d'Autriche, qui se glissa hors de la salle, comme s'il eût été un Égyptien. » L'ambassadeur ne faisait que devancer le jugement de son souverain. L'empereur

François se montra en effet indigné. Pour lui, le combat du 20 octobre n'était qu'un assassinat : le prince Esterhazy le comparait au partage de la Pologne. En Angleterre, l'opposition n'hésita pas à tenir à peu près le même langage ; le gouvernement ne se prononçait pas encore. Il laissait Codrington recevoir les félicitations du roi George IV et de S. A. le lord grand amiral; il s'abstenait soigneusement jusqu'à plus ample informé de toute approbation officielle. La Russie, on le croira sans peine, à la première nouvelle, avait tout approuvé. « Les protocoles, mandait le comte Nesselrode au prince de Lieven, signés par vous le 15 octobre avaient obtenu l'entière adhésion de l'empereur. Nous n'avions d'autre désir que l'exécution franche, prompte, loyale des conventions du 6 juillet, quand des lettres venues d'Italie nous ont annoncé les premiers succès de sir Edward Codrington contre la flotte d'Ibrahim, sortie de Navarin malgré la parole donnée, et bientôt après la bataille si glorieuse, si décisive, que les trois escadres s'étaient trouvées contraintes de livrer dans ce port. Notre vœu eût été que le traité du 6 juillet pût s'exécuter sans effusion de sang. Sous ce rapport, nous déplorons notre victoire; mais d'un autre côté l'empereur est le premier à reconnaître que, placé dans l'alternative de voir les Grecs exterminés sur la terre ferme, les îles de l'Archipel reconquises et conséquemment

l'objet même du traité de Londres anéanti, ne pouvant d'ailleurs obtenir d'Ibrahim l'observation de l'armistice provisoire auquel ce pacha avait adhéré, ayant enfin épuisé toutes les voies de conciliation et se trouvant attaqué dans la baie même de Navarin, où les intentions les plus pacifiques l'avaient amené, l'amiral anglais, en acceptant le combat, a exécuté les instructions dont il était muni et servi la cause commune avec un succès qui ne fait pas moins d'honneur à ses talents et à sa bravoure qu'il n'assure d'avantages aux alliés dans leurs négociations avec la Porte. »

Ainsi ce n'était pas le comte Heïden, c'était sir Edward Codrington qui se trouvait avoué, félicité par le cabinet de Saint-Pétersbourg; Heïden n'avait fait que suivre et obéir. Loué par la Russie, encouragé, soutenu par ses deux collègues, Codrington n'en attendait pas moins avec anxiété une réponse au rapport qu'il avait adressé à l'amirauté peu de jours après la bataille de Navarin. « Le vôtre, écrivait-il à l'amiral de Rigny, semble avoir ravi la France. » Un transport d'enthousiasme accueillit en effet dans toute l'étendue du royaume l'annonce de cette victoire remportée pour une cause populaire. Le gouvernement ne marchanda pas aux vainqueurs les récompenses. Tous les grades, toutes les décorations demandés par l'amiral furent accordés. Lui-même fut promu vice-amiral. Le cabinet des Tuile-

ries ne laissait pas cependant de se préoccuper des conséquences d'un acte qui avait de beaucoup dépassé ses prévisions. A Saint-Pétersbourg, on proclamait très-haut que la bataille de Navarin venait de placer dans son vrai jour la politique des trois États. « Espérons, écrivait le comte Nesselrode, qu'à la suite de la journée du 20 octobre les erreurs se dissiperont, que les *conseils qui les entretiennent* cesseront d'être écoutés, et qu'enfin désabusée, la Porte se hâtera d'accepter des conditions de paix qui lui imposent à la vérité quelques sacrifices, mais des sacrifices accompagnés d'abondantes compensations. » L'attitude aux Tuileries était plus réservée, la satisfaction moins complète. Le comte de Chabrol, qui fut pendant près de quatre années ministre de la marine, du 4 août 1824 au 8 mars 1828, me paraît avoir admirablement résumé dans une lettre privée portant la date du 19 novembre 1827 les dispositions du cabinet à la tête duquel figurait encore cet esprit si prudent dont la chute précéda de bien peu celle de la monarchie. « Je ne veux pas, mon cher vice-amiral, écrivait-il au comte de Rigny, laisser partir ma lettre officielle sans y joindre mon compliment particulier sur la grande et noble affaire à laquelle vous venez de prendre part. Vous ne pouviez pas mieux couronner une station de trois années pendant laquelle il n'y a eu que des félicitations à vous adresser sur la sagesse, la fermeté et la dignité de votre

conduite. Le roi a vu avec le plus grand plaisir sa marine se relever par un coup d'éclat et obtenir les éloges les plus flatteurs des amiraux étrangers. Il m'a chargé de vous le témoigner et il l'a témoigné lui-même par les faveurs qu'il a bien voulu accorder. Nous n'avons point encore de nouvelles de Constantinople. La question politique sera, je le crains, moins facile à vider que la question militaire; mais ce sont deux questions distinctes. On n'est pas assez injuste pour les confondre. »

Ce fut un courrier parti de Navarin à franc étrier le lendemain même de la bataille qui apprit au sultan la destruction de sa flotte. On put craindre un instant que Mahmoud, dans sa première irritation, ne fût d'humeur à permettre un massacre général des chrétiens. Les deux séraskiers Khosrew et Hussein-Pacha prirent soin de recommander à leurs officiers de ne donner suite à aucun ordre émanant du Grand Seigneur sans en avoir préalablement délibéré avec eux. La vague rumeur d'une grande catastrophe finit par arriver ainsi le 30 octobre 1827 jusqu'aux trois ambassadeurs. Ils firent interroger le reïs-effendi. « Le sultan avait-il donc donné à Ibrahim l'ordre de ne point observer la convention conclue le 26 septembre avec les amiraux? Si une bataille avait eu lieu, la Porte considérerait-elle cet événement comme une déclaration de guerre? » Le reïs-effendi répondit que

« la Porte ne savait rien de ce qui s'était passé entre les flottes; il n'avait donc pas pour le moment à s'expliquer à ce sujet ».

Sur tous les points où le bruit du désastre parvint directement avant d'arriver à Constantinople, l'attitude de la population ne justifia pas heureusement les inquiétudes qu'on avait conçues. On rencontra dans la multitude aussi bien que chez les autorités la modération la plus inespérée. Des nouvelles rassurantes parvinrent successivement à l'amiral d'Alexandrie, de Smyrne, de la côte de Syrie, des régences barbaresques. Le fatalisme musulman s'inclinait partout; mais quelle serait la détermination du divan? « Je ne doute pas, écrivait l'amiral Codrington, que le comte Dandolo [1] et l'internonce n'engagent aujourd'hui la Porte à accéder au traité, quelques efforts qu'ils aient pu faire récemment dans le sens contraire, car, si la guerre s'ensuivait, l'Autriche se verrait contrainte d'abandonner son alliée ou de faire elle-même la guerre, ce qui lui ferait perdre le riche commerce qu'elle a enlevé à la France. Je persiste donc à croire que le sultan cédera aux circonstances. » Le comte Nesselrode jugeait mieux les dispositions de l'inflexible Mahmoud, quand, à la même date, il prévoyait que la

[1] Le comte Dandolo commandait dans le Levant l'escadre autrichienne.

Porte aggraverait encore les inconvénients de la situation où elle s'était placée. Les ambassadeurs allaient en effet, dans leurs tentatives de conciliation, rencontrer une de ces impossibilités morales qui en mainte autre affaire ont rendu stériles les efforts de la diplomatie. Le Grand Seigneur pouvait, de son propre mouvement et sans avoir besoin qu'on parût l'y contraindre par la force des armes, faire acte de clémence, accorder à des sujets révoltés une amnistie complète; il ne lui était pas permis de modifier la condition des raïas sans porter atteinte à la loi religieuse.

La conférence dans laquelle cette question fut débattue avec le reïs-effendi eut lieu le 24 novembre 1827; elle dura cinq heures. Les ambassadeurs des trois puissances avaient résolu d'emporter de leur entrevue une réponse décisive. Si leur habileté ne parvint à mettre une seule fois en défaut ni le flegme musulman, ni l'astuce orientale, elle leur servit du moins à constater qu'après cette dernière épreuve il ne leur restait plus qu'à demander leurs passe-ports. Ils s'étaient obligés d'un commun accord, disaient-ils, à faire cesser le *scandale de Roumélie*. Que fallait-il pour cela? Que la Sublime Porte accordât dans son propre intérêt certains privilèges aux Grecs, non pas, bien entendu, aux Grecs en général, mais à ceux qui habitaient la Grèce proprement dite. Le reïs-effendi ne parut pas trouver ce

langage suffisamment clair. « Quel est le but réel, demanda-t-il, des puissances alliées? — De mettre un terme au désordre. — Nous avons souvent déclaré qu'il n'y avait qu'une seule manière d'y parvenir. Engagez les sujets révoltés à la soumission. — Après tant de combats, les Grecs n'ont pas voulu se soumettre. Le voudront-ils davantage aujourd'hui? — Si les Grecs en avaient été réduits à leurs propres forces, ils n'auraient pas si longtemps résisté à la Sublime Porte. — Admettons que les Grecs consentent à se soumettre, quels privilèges leur accorderez-vous? — Nous ne connaissons pas de privilèges. Le Grand Seigneur a des devoirs à remplir vis-à-vis de tous ses sujets : il les remplira envers les Grecs rebelles dès qu'ils auront fait leur soumission. — Mais enfin quels moyens la Sublime Porte entend-elle employer pour ramener la paix en Grèce? — Ce sont là des affaires intérieures qui regardent exclusivement la Porte Ottomane. Le gouvernement du sultan ne se croit pas tenu d'annoncer officiellement ce qu'il se propose de faire à cet égard. Cependant il ne refuse pas d'en informer amicalement ses amis. Si les Grecs demandaient eux-mêmes le pardon de leur révolte, voici dans quelle mesure pourrait s'exercer envers eux la clémence du sultan. En premier lieu, les crimes passés seraient oubliés. Les lois ont prononcé, il est vrai, la confiscation de toute propriété appartenant à des sujets rebelles;

l'application de ces lois dépend de la volonté du souverain. Sa Hautesse décidera si elle veut user rigoureusement de son droit, ou si, mue par un sentiment de compassion et de miséricorde, elle consent à laisser aux détenteurs actuels la jouissance et la possession de leurs biens. Les territoires occupés par les Grecs sont la propriété héréditaire, absolue, incontestable de la Sublime Porte. Le gouvernement ottoman pourrait à ce titre en changer les habitants. Il ne transplantera pas cependant la population du Péloponèse pour la remplacer par des musulmans ou par d'autres sujets. La Morée conservera la forme de gouvernement dont elle jouissait avant la rébellion. Les musulmans seront réintégrés dans leurs possessions, rétablis dans leurs forteresses. Les raïas reprendront leurs anciens établissements et payeront le tribut comme par le passé. Ils jouiront du libre exercice de leur religion, mais ils devront livrer tous les instruments de guerre qui sont entre leurs mains, évacuer les châteaux ou les retranchements qu'ils occupent, rester chez eux tranquilles pour y être gouvernés comme auparavant par un vizir. La Sublime Porte ne saurait rien concéder de plus. — La Porte veut donc remettre les choses sur l'ancien pied. Comment se propose-t-elle de prévenir une nouvelle insurrection? — Si nos amis poursuivent sincèrement le rétablissement de la paix, il n'est pas à craindre que les Grecs se soulèvent de

nouveau. La Sublime Porte ne leur a jamais donné le moindre prétexte de révolte intérieure, elle ne leur en donnera pas davantage à l'avenir. — Ne prolongeons point cette discussion, nous n'en pourrions attendre un résultat que si les Grecs montraient quelque disposition à se soumettre; puisqu'en ce moment ils sont loin d'avoir une telle pensée, cherchons ensemble par quels moyens on pourrait la leur inspirer. — Lorsque les Grecs verront que vous approuvez les intentions de la Sublime Porte, que les puissances ont sérieusement résolu de ne plus s'immiscer dans cette affaire, la nécessité suffira pour les rendre sages. La question se résoudra ainsi tout naturellement et de la façon la plus heureuse. — Les Grecs connaissent déjà le traité conclu entre les trois puissances, ils en espèrent la ferme exécution. Comment songeraient-ils à demander leur pardon, si on ne leur fait entrevoir l'espoir d'obtenir les avantages qu'ils n'ont cessé de réclamer jusqu'à présent? — L'espoir dont vous parlez ne leur a pas été donné par la Porte. Ceux qui le leur ont suggéré peuvent également les en désabuser. — Ne pouvez-vous donc accorder de nouveaux priviléges? — Si Sa Hautesse, satisfaite à l'avenir de ses sujets, leur accordait, de son propre mouvement, de nouveaux bienfaits, il n'y aurait peut-être rien à dire. Que cette affaire reste confiée à la magnanimité bienfaisante de la Sublime Porte, je suis sûr qu'elle sera arrangée

pour le mieux. — Ce serait peine perdue de rapporter à nos cours de pareilles communications. Nous leur en avons adressé tant de fois de semblables! — Nous ne savons pas ce que vous avez pu écrire à vos cours, mais nous savons très-bien que, plus d'une fois, des articles déjà signés ont été modifiés par une correspondance amicale. Nous le savons par expérience. Le traité de Londres n'a pas été conclu avec la Porte, il l'a été injustement, à son insu et à son préjudice. Par conséquent, il est facile de le changer. Ce traité est l'ouvrage de l'homme; nos réponses prennent leur source dans notre livre sacré et dans notre législation. Les modifier est au-dessus des forces humaines. — Nous n'ignorons pas que la Sublime Porte se montrera bienveillante envers les Grecs après leur soumission; cette assurance pourtant ne suffit pas. — Que voulez-vous donc de plus? — Nous voudrions séparer les Grecs des musulmans, leur assigner une résidence distincte, ainsi que la chose a eu lieu pour toutes les nations à Constantinople, peu de temps après la prise de cette ville. — La Sublime Porte répartit alors de son propre mouvement et dans l'unique intérêt de la police intérieure des sujets tranquilles et soumis entre les divers quartiers de la capitale. Séparer aujourd'hui dans les provinces rebelles les Grecs des musulmans serait tout autre chose; ce serait reconnaître aux Grecs une existence indépendante. Si telle est l'intention

des puissances, de pareils projets finiront par bouleverser le monde. Tranchons le mot : il est au-dessus de notre pouvoir d'accepter quoi que ce soit qui ait la forme d'un affranchissement. Une chose aussi contraire à notre législation sacrée ne saurait être admise par personne. Nos padishahs eux-mêmes sont soumis aux lois. La volonté irrévocable de Sa Hautesse a prescrit nos pouvoirs, et la réponse que je vous ai faite, je suis chargé de vous la donner pour ultimatum. — Nous aussi, à notre tour, nous vous déclarons que nous ne pouvons modifier le traité conclu à Londres. Nous espérons que si notre prière, qui ne porte atteinte ni à l'intégrité des États de la Sublime Porte, ni à sa tranquillité, est présentée à Sa Hautesse, cette requête sera favorablement accueillie. Dans deux jours, nous enverrons nos interprètes chercher votre réponse. S'il ne nous en est pas donné, ce sont nos passe-ports que nous serons forcés de vous demander. »

Ainsi se termina cette mémorable conférence dont nous avons dû abréger et concentrer les détails, car des deux côtés on hésitait à prononcer le mot fatal de rupture. Il y eut là une longue lutte, dans laquelle le reïs-effendi ne se montra sous aucun rapport inférieur à ses adversaires. Quel que fût son désir d'éviter un éclat, il n'osait, dit-il en finissant, s'exposer à importuner de nouveau le sultan. Le grand vizir fut plus hardi. Quand le 29 novembre les ambas-

sadeurs eurent renouvelé l'annonce de leur prochain départ, il se jeta au pied de son maître. Mahmoud se déclara prêt à abandonner aux Grecs la capitation arriérée des sept dernières années. La concession, au point où en étaient les choses, parut dérisoire. Le 8 décembre 1827, les ambassadeurs quittèrent Constantinople. Les relations politiques étaient rompues, les rapports commerciaux existaient encore, et aucune hostilité ne devait avoir lieu de la part des escadres sans de nouveaux ordres. Les conséquences d'une mésintelligence aussi tranchée semblaient cependant imminentes.

« Nous l'avions prévu, écrivait le comte Nesselrode au vice-amiral Heïden ; mes dernières dépêches vous faisaient pressentir que la Porte, cédant à l'impulsion d'un aveugle fanatisme, provoquerait une rupture avec les représentants des puissances signataires du traité de Londres. L'événement n'a pas tardé à fournir la preuve de cette triste vérité. Les représentants des trois cours ont dû quitter Constantinople. Au moment où M. de Ribeaupierre a mis à la voile pour la Méditerranée, les Turcs adoptaient envers les sujets et le commerce russe, dans la vue d'entraver la navigation de la mer Noire, les mesures les plus opposées à la teneur de nos traités. Leur conduite envers les sujets et le commerce des deux autres puissances alliées n'était ni moins arbitraire ni moins déplorable. Sa Majesté Impériale

m'ordonne de vous instruire de ses déterminations... L'empereur propose à ses alliés d'adresser collectivement à la Porte une dernière sommation pour lui demander de souscrire dans un délai de huit jours : à un armistice, à la médiation des trois cours, aux limites de la Grèce, telles que les indique la circonscription tracée dans le protocole de la conférence de Constantinople en date du 5 septembre, à l'évacuation de toutes les places fortes que les Turcs occupent dans ces limites, enfin à l'établissement immédiat d'une négociation qui aurait lieu, dans une île de l'Archipel neutralisée à cet effet, entre les plénipotentiaires ottomans, les ministres des trois cours et des envoyés grecs, sur tous les *détails* du traité de paix définitif à conclure entre la Turquie et la Grèce. Si cet ultimatum est accepté, les négociations ne devront durer que deux mois; s'il est rejeté, nous proposons une déclaration de guerre immédiate, l'entrée de nos troupes dans les principautés, toujours au nom des trois cours, telles opérations navales qui seront jugées les plus efficaces, et la résolution de concerter sans délai avec les autorités grecques tous les termes d'un traité exécutif de celui de Londres... Nos alliés ont prévu, comme nous, que l'obstination de la Porte provoquerait des mesures extrêmes. Déjà la conférence de Londres les discute, et nous savons qu'elles seront conformes au plan esquissé ci-dessus, sauf peut-être quelques

modifications de détail. En tout état de cause, vous pouvez être certain qu'aucune des trois cours ne reculera devant les suites de la rupture qui vient d'avoir lieu avec l'empire ottoman, qu'aucune ne balancera quand il faudra imprimer à ses résolutions le caractère d'énergie que réclament et les décisions de la Porte et l'honneur comme les intérêts des premières puissances européennes. »

M. Nesselrode, au moment où il écrivait cette dépêche, affectait une assurance qu'il ne pouvait plus avoir. Les yeux de l'Europe s'étaient ouverts, et les projets mal dissimulés de la Russie n'alarmaient plus seulement l'Autriche. Dès le 4 décembre 1827, deux bâtiments napolitains, venant de Marseille, étaient arrivés à Malte; l'un portait le colonel Codrington, fils de l'amiral, l'autre l'amiral sir John Gore, tous deux expédiés de Londres. Le premier était chargé de remettre au vainqueur de Navarin les récompenses accordées aux officiers qui avaient combattu sous ses ordres; le second venait lui demander des détails plus circonstanciés sur les causes qui avaient amené cet engagement. Le cabinet britannique s'attendait déjà aux attaques de l'opposition, et voulait se mettre en mesure d'y répondre. A la même date, le colonel Cradoch était de nouveau envoyé en Égypte. « Pour ma part, écrivait Codrington à l'amiral de Rigny, je n'approuve pas qu'on sollicite une soumission que j'ai le droit et le pou-

voir d'exiger. Mon plan eût été de se plaindre hautement de l'insulte et de l'agression dont nous avions été l'objet et de demander pour première satisfaction que le sultan accédât immédiatement à l'armistice proposé. Si Smyrne et Alexandrie ne sont pas compris dans le blocus avec le reste des ports ottomans, le sultan ne se départira pas de son obstination, et le mécontentement mutuel pourra bien dégénérer en hostilités. Si au contraire nous déclarions le blocus de tous les ports, il faudrait bien que le sultan cédât et souscrivît aux conditions qu'il nous conviendrait de lui imposer. M. Stratford Canning ne m'a pas donné connaissance de ses dernières communications avec le reïs-effendi. Il semble désireux de ne point s'expliquer avec moi sur l'état présent des affaires. Nos ministres en font autant. Tout cela est peut-être très-diplomatique, mais peu loyal, ce me semble. »

Si l'amiral Codrington croyait avoir quelque sujet de se plaindre des procédés du cabinet que présidait lord Goderich, successeur momentané de George Canning, il allait trouver des dispositions moins favorables encore dans le nouveau ministère que, le 8 janvier 1828, le duc de Wellington fut chargé de former. La session du Parlement s'ouvrit, et le discours de la couronne qualifia d'*événement malencontreux* le combat qui venait de jeter l'Europe dans de si grandes perplexités. « Je ne mets pas en doute,

écrivait à ce sujet l'amiral Codrington, qu'on n'ait agité la question de mon remplacement. En me sacrifiant, les ministres espéraient garder leurs places. Le généreux appui de notre illustre grand amiral est venu me couvrir et les a préservés de l'humiliation qu'ils eussent encourue, si j'avais été enlevé à mon commandement. Des personnes de tous les partis ont donné des éloges à ma conduite dans la discussion qu'a soulevée au sein des deux Chambres le mot *malencontreux* introduit dans le discours de la couronne. J'espère que cette expression fera plus de tort à ceux qui l'ont employée qu'à moi-même. Les ministres, je crois, ont voulu éviter d'irriter le sultan en m'accordant leur approbation. A mon avis, ils ont pris une fausse route. Il eût mieux valu se plaindre de l'agression des Turcs. Dans ce cas, l'événement n'eût pas été malencontreux; il eût été assurément des plus heureux. Vous aurez vu du reste avec plaisir que le duc de Wellington avait déclaré que le traité serait exécuté dans toutes ses parties. Nous ferons de la besogne cet été, s'il y a dans les conseils de nos gouvernements autant d'énergie que leur en montreront, j'espère, leurs amiraux. »

Le cabinet anglais n'était plus en communion d'idées avec le vaillant commandant en chef qui, sans se perdre dans les subtilités de la diplomatie, ne songeait qu'à recueillir les fruits de sa victoire.

Lord Wellington s'était sensiblement rapproché de M. de Metternich ; il pensait, ainsi que cet homme d'État, qu'il fallait à tout prix éviter une attaque en commun contre les Turcs. Le prince, il est vrai, reconnaissait lui-même qu'un retour vers l'état de choses qui existait avant le soulèvement de 1821 n'était plus possible. Si la paix de l'Europe dépendait de la pacification de l'Orient, il n'y avait pas, suivant lui, à hésiter : il fallait réaliser l'émancipation pure et simple ; mais sur ce terrain même il était difficile aux puissances occidentales de s'accorder. Cependant l'idée d'une expédition anglo-française uniquement destinée à faire évacuer la Morée commençait à germer dans les esprits. Ce ne serait pas la guerre ; ce serait tout au plus une démonstration armée.

La crise ministérielle qui venait de transformer le cabinet anglais avait eu son pendant en France. Quelques jours avant que le duc de Wellington se vît appelé à diriger les affaires du Royaume-Uni, M. de Villèle dnt céder la place à M. de Martignac. Le comte de Chabrol et M. de Frayssinous furent les seuls membres de l'ancien cabinet qui entrèrent dans là composition du nouveau ministère. Le portefeuille des affaires étrangères échut à M. de La Ferronays, dont les sympathies s'étaient depuis longtemps prononcées en faveur de l'alliance russe. Le nouveau cabinet se trouva dès lors partagé entre le

désir de ne pas froisser la Russie et la crainte de se séparer de l'Angleterre. Une lettre privée, que je n'hésite pas à reproduire tout entière, nous fait assister aux combats intérieurs de cette administration, à ses appréhensions, à ses incertitudes. « J'ai reçu, écrit M. de Chabrol à l'amiral le 21 février 1828, vos dernières dépêches de la fin de janvier, et j'ai mis sous les yeux du roi les réflexions fort judicieuses que vous présentez sur la situation des choses dans le Levant. Cette situation s'est fort aggravée depuis vos lettres par la déclaration inattendue de la Porte et par son manifeste, qui devient une véritable déclaration de guerre. Tout ceci va occuper sérieusement la conférence de Londres, et je ne puis vous dire encore quelles seront les résolutions auxquelles on s'arrêtera. Je crains que le changement du cabinet anglais ne porte quelque complication dans cette affaire. Le nouveau cabinet paraît n'avoir accepté que sous bénéfice d'inventaire le combat de Navarin, et je crois qu'il n'en est point aux regrets sur la part que l'Angleterre a prise à un tel événement. Pour nous, nous sommes décidés à maintenir autant que possible l'alliance, seul moyen d'arriver à un résultat. Nous ne savons que peu de chose encore de la Russie; il est probable que rien ne l'empêchera d'aller de l'avant. Le rôle qu'a joué l'Autriche dans tout ceci a paru suspect. Elle a voulu éviter une complication, et elle en a fait naître

une beaucoup plus grande. Nous-mêmes, nous avons voulu éviter la dissolution de l'empire ottoman, et il est possible que nous l'ayons précipitée. Les cabinets dans cette affaire, — et l'on n'est pas à le reconnaître, — ont été menés par l'opinion plus que par la réflexion et la sagesse; mais enfin l'affaire est engagée, il faut aller jusqu'au bout. Le roi ne consent pas à ce que vous reveniez à Toulon. Il a fait partir le général Guilleminot de quarantaine. Le général est parti pour Corfou, où doivent aussi se rendre l'ambassadeur d'Angleterre et l'ambassadeur de Russie. Ce sera de cette réunion de diplomates qu'émaneront désormais des instructions qui, pour mener à quelque chose, doivent être communes à tous les amiraux. Le ministère anglais interpellé a déclaré qu'il entendait se conformer à la lettre et à l'esprit du traité du 6 juillet. M. de Polignac a reçu l'ordre de repartir immédiatement pour Londres, afin d'y suivre le cours des négociations. Tout cela devient fort compliqué. Vous parlez de forcer le passage des Dardanelles en attaquant par terre une des rives pour faciliter le passage de la flotte; mais, depuis trois mois que la Porte se met en mesure, n'aura-t-elle pas mis ses forts à l'abri d'un coup de main; et combien faudrait-il de troupes de débarquement pour tenter cette opération avec succès? Le passage une fois forcé, tout serait-il fait? Nous voyons dans le récit de l'expédition de lord Duck-

worth que la flotte anglaise resta plusieurs jours en face de la ville sans pouvoir rien tenter, et que dans moins de trois jours quatorze cents pièces de canon furent mises en batterie pour défendre le sérail et la ville. Si vous avez quelques données à cet égard, communiquez-les-nous. Vous concevez très-bien que je ne puis en ce moment vous donner d'instructions particulières. Nous en sommes encore à réfléchir et à nous communiquer nos réflexions de Paris à Londres et de Londres à Saint-Pétersbourg. L'avenir de la Grèce ne donne pas moins d'inquiétudes. Je crains qu'il n'y ait rien à faire de ce peuple de pirates. Tout ce que nous ferons pour faire cesser ce brigandage organisé sera bien fait. Le comte Capo d'Istria doit être arrivé en ce moment; je crains bien que ce ne soit qu'un homme de plus, et que ce ne soit pas un gouvernement. Je vous ai dit que le roi avait fort approuvé vos réflexions sur les ménagements dont vous croyez convenable d'user envers la Porte et envers l'Égypte. Si nous en venons à une guerre déclarée, la position sera plus franche et plus nette. C'est ce dont vous serez instruit par les ambassadeurs, qui doivent être en ce moment même à Corfou. »

La Porte, on l'a dit avec raison, haïssait trop la Russie pour la craindre. Cherchant, suivant l'expression de l'internonce d'Autriche, le baron Ottenfels, « son courage dans le désespoir », elle s'était

entièrement rejetée vers la barbarie des siècles précédents. Elle venait de déchirer le traité d'Akermann, et appelait aux armes tous les Osmanlis contre le plus odieux des peuples infidèles, le peuple moscovite. De quel droit, à quel titre, l'Angleterre et la France auraient-elles pu s'interposer entre deux ennemis également avides de se combattre? Provoquée et prise à partie, la Russie ne pouvait se considérer comme condamnée à l'inaction par des traités dont l'exécution restait en suspens. Aussi le 26 février 1828 répondait-elle au manifeste du sultan par un mémorandum qui n'admettait pas de réplique. Les troupes russes entreraient dans les principautés. L'empereur renonçait à toute conquête, mais il ne déposerait pas les armes avant d'avoir obtenu les garanties nécessaires aux intérêts russes, les droits promis aux peuples chrétiens placés sous sa protection, et pour lui-même, avec le payement des frais de guerre, les indemnités résultant des pertes éprouvées par ses sujets. Voilà où aboutissaient après six années de tergiversations les pourparlers diplomatiques. A côté de la lutte soutenue avec une héroïque obstination par la Grèce, avec une indomptable fermeté par la Porte, se jouait dans l'ombre la partie des cabinets. Cette campagne politique a quelque titre encore à être étudiée par les hommes d'État; on pourrait l'appeler, sans injustice, le triomphe de la diplomatie russe. L'habileté, la pa-

tience, la suite dans les idées, rien ne manqua aux ministres du tsar. Ils en vinrent à leurs fins, et cependant ils avaient trouvé dans le prince de Metternich un rude jouteur; mais le prince essayait de remonter le courant de l'opinion publique, la Russie avait l'immense avantage de pouvoir s'en servir.

CHAPITRE XIV

DÉCLARATION DE GUERRE DE LA RUSSIE, 14 AVRIL 1828. — EXPÉDITION DE MORÉE. — DÉBARQUEMENT DE L'ARMÉE FRANÇAISE, COMMANDÉE PAR LE GÉNÉRAL MAISON, 30 AOUT 1828.

Le mémorandum du 26 février communiqué à la conférence de Londres par le prince de Lieven était fait pour émouvoir les puissances. Les efforts redoublèrent de tous côtés en vue de conjurer la crise. L'envoyé du roi de Prusse à Constantinople, M. Miltitz, se joignit à l'internonce d'Autriche, le baron Ottenfels, pour presser les amiraux alliés de favoriser de tout leur pouvoir la conclusion d'un arrangement direct entre les insurgés et la Porte Ottomane. La Sublime Porte venait, disaient-ils, de charger d'une part le fils du vice-roi d'Égypte, Ibrahim-Pacha, de l'autre le patriarche de Constantinople, de renouveler aux Grecs l'offre simultanée d'un pardon général et de diverses faveurs qui deviendraient le prix de leur soumission. Elle leur accordait un terme de trois mois pour profiter de cet acte d'amnistie. Pendant ces trois mois, l'injonction la plus positive se-

rait faite aux commandants des forces musulmanes, tant sur terre que sur mer, de s'abstenir de toute hostilité. N'était-ce pas l'équivalent complet de la suspension d'armes exigée par l'article premier du traité de Londres, comme condition préliminaire et indispensable de l'ouverture des négociations? « Nous croirions, écrivait M. Miltitz à l'amiral de Rigny le 1er mars 1828, manquer à la sainteté de nos doubles devoirs de ministres de paix et de représentants de deux cours amies à la fois de la Sublime Porte et alliées des puissances signataires du traité du 6 juillet 1827, si, au moment où se présente enfin le moyen d'arrêter l'effusion du sang, nous ne nous empressions, M. l'internonce d'Autriche et moi, de vous informer, sans le moindre délai, de l'heureuse résolution prise par le divan. »

Que demandait-on aux amiraux? D'employer leur influence auprès des autorités grecques pour les déterminer à s'abstenir également, pendant l'espace de trois mois, de toute hostilité contre les musulmans. Cette suspension d'armes ne changeait rien au *statu quo;* elle offrait la même somme d'avantages aux deux parties intéressées, et ne préjugeait aucune des graves questions qui étaient l'objet de la sollicitude bienveillante des premiers cabinets de l'Europe. En coopérant à ce résultat, les amiraux alliés se rapprochaient du but que toutes les puissances avaient à cœur d'atteindre; ils contribuaient peut-être à sau-

ver la paix politique en Europe. « La nature, ajoutait M. Ottenfels, n'admet pas de passage subit d'un état à un autre sans secousse violente. Il en est de même en morale et en politique; les transitions soudaines sont rarement bienfaisantes. Or la lutte entre les Turcs et les Grecs s'est prolongée trop longtemps et a été accompagnée de trop d'horreurs pour qu'une réconciliation immédiate soit possible. Il faut nécessairement que cette réconciliation soit précédée d'un état intermédiaire. L'état intermédiaire entre la paix et la guerre se trouve dans un armistice. » Les puissances allemandes avaient obtenu, la Porte avait concédé ce que depuis plusieurs mois on ne cessait de solliciter du divan. Malheureusement la concession arrivait trop tard. Les amiraux furent unanimes à reconnaître qu'au point où les derniers protocoles avaient conduit les choses, il ne leur appartenait plus d'intervenir que pour assurer l'exécution des décisions prises par la conférence de Londres. Ce refus en somme était très-sensé, et l'on peut dire que leur brusque droiture leur inspirait, dans cette délicate circonstance, la résolution la plus sage. La suspension d'armes proposée par le divan n'eût pu être considérée comme l'heureux préliminaire de la pacification que si le sultan eût déclaré du même coup son accession entière et définitive à la médiation des puissances alliées et aux autres clauses dont le rejet avait obligé les ambassadeurs à quitter Constanti-

nople. Il n'y avait donc rien de sérieux à se promettre de ce côté. Serait-on plus heureux en Égypte ?

Les premières communications de M. Drovetti, notre consul général, avaient paru réconcilier le vice-roi avec l'Europe et surtout avec nous. Quelques jours plus tard, un navire arrivant de Candie apportait au pacha l'avis d'une irruption des Grecs dans cette île. L'esprit du pacha en reçut une impression fâcheuse. Rien ne pouvait, suivant lui, justifier les trois amiraux de l'insouciance qu'ils mettaient à faire respecter la déclaration par laquelle ils avaient circonscrit les limites où devaient désormais se renfermer les hostilités. Bientôt après on apprenait à Alexandrie l'invasion de Chio. En fallait-il davantage pour justifier l'obstination du Grand Seigneur et sa persistance à repousser les remontrances pacifiques de Méhémet-Ali ? Néanmoins, si, en exécution du traité de Londres, les trois puissances se trouvaient dans la nécessité d'entreprendre quelque expédition pour occuper militairement la Morée, si elles déclaraient formellement borner là leurs prétentions, le vice-roi se montrait assez disposé à s'entendre avec les amiraux sur les moyens de faire évacuer cette péninsule par ses troupes. Il demandait seulement que l'opération eût lieu avec les ménagements que l'honneur de son armée et la réputation militaire de son fils lui semblaient exiger. Ce double but ne lui paraîtrait pas atteint, si l'expédition européenne,

destinée à agir contre Ibrahim, était inférieure à douze mille ou quinze mille hommes. Pour l'encourager à de nouveaux sacrifices, le divan lui faisait offrir le pachalik de Damas, objet de tous ses vœux ; il ne céderait point à cet appât, il prendrait l'engagement de rappeler son fils ; mais il fallait du moins qu'il pût compter sur le patronage officieux des trois *puissances*, dans le cas où sa déférence à leurs désirs attirerait sur lui le courroux de son souverain et de la nation musulmane.

Le 18 janvier 1828, un courrier était parti pour Constantinople avec des dépêches de Méhémet-Ali adressées au grand vizir. On attendait la réponse du sultan lorsque le colonel Cradoch reparut tout à *coup* en Égypte sur la frégate *la Galatée*, suivie d'un brick russe. Ces deux navires venaient de la Morée. Ils entrèrent dans le port d'Alexandrie le 9 février, en même temps qu'une corvette expédiée par Ibrahim. Le prince mandait à son père que le général Adams, gouverneur des îles Ioniennes, le pressait vivement d'évacuer la Morée, le menaçant, en cas de refus, d'un débarquement de troupes françaises et anglaises prises dans les garnisons que les deux gouvernements entretenaient alors en Espagne et en Portugal ; s'il obtempérait au contraire à la sommation qui lui était faite, les puissances intervenantes ne seraient peut-être pas éloignées de reconnaître, pour prix de cette obéissance, la souveraineté indé-

pendante de Méhémet-Ali. Ibrahim avait répondu qu'en sa qualité de soldat il n'avait qu'une chose à faire : se tenir prêt à tout événement. Les combinaisons politiques n'étaient pas de son ressort; il en référerait à son père. Le colonel Cradoch fut moins explicite que le général Adams. Il ne prononça plus le mot d'indépendance; il ne parla que d'une simple neutralisation, comme si Méhémet-Ali pouvait, dans une guerre engagée contre la Porte, se déclarer neutre sans se proclamer par ce seul acte indépendant. Le vice-roi se garda bien de tomber dans le piége qui lui était tendu : l'exemple d'Ali-Pacha n'avait pas été perdu pour lui. Avant qu'il osât s'exposer à encourir la disgrâce de son maître, il lui fallait plusieurs années de paix pour reconstituer son armée et pour restaurer ses finances. Écrasé par les impôts dont il l'avait chargé et par la conscription militaire, le peuple égyptien était au désespoir. Le premier signe de défection armerait contre le vassal rebelle le fanatisme religieux de ses sujets. D'où venait la force de Méhémet-Ali, son immense influence sur ses coreligionnaires? Des succès qu'il avait obtenus contre les insurgés. C'était à cette guerre sainte qu'il était redevable de la facilité avec laquelle il avait pu faire dans son armée et dans son gouvernement les innovations que Constantinople avait imitées. Comment pouvait-il donc se retirer ouvertement de la lutte, évacuer la Morée sans y

être contraint par la force? A qui livrerait-il les forteresses, Modon, Coron, Navarin? Aux Grecs? mais les Grecs étaient dans l'incapacité la plus absolue de déployer un appareil militaire qui pût justifier aux yeux des Turcs la moindre capitulation d'Ibrahim. Les troupes égyptiennes ne se retireraient que devant l'envoi d'un corps européen assez considérable pour donner à cette retraite volontaire l'apparence de la contrainte.

Un semblable expédient eût eu les plus heureux effets en 1827; il n'était plus en 1828 de nature à suspendre les préparatifs de la Russie. « Le bruit court, écrivait le 29 mars l'amiral Codrington, que le tsar a déjà déclaré la guerre à la Porte. Au lieu de signer le traité de paix dont les bases étaient complétement arrêtées, la Perse, à l'instigation du sultan, a recommencé la guerre. Abbas-Mirza a traité l'empereur comme nous avait traités Ibrahim. L'irritation bien naturelle de nos alliés a donné lieu à une foule de bruits ridicules. On a dit que la Russie allait faire la guerre à l'Angleterre, puis on a prétendu que c'était à la France, à l'Autriche, qu'elle voulait s'en prendre. Je ne doute pas que l'empereur Nicolas ne soit impatient des délais que lui opposent nos ministres, et il a sujet de l'être. J'espère que ses résolutions, quelles qu'elles soient, hâteront les décisions du cabinet britannique. » La Russie pouvait bien songer à vaincre, par la hardiesse de ses

déterminations, les scrupules de l'Angleterre, les résistances mêmes de l'Autriche; elle n'avait assurément aucun mauvais dessein contre la France. « Ce qui me paraît le plus vraisemblable, écrivait de son côté M. Miège, c'est que la Russie aura dit : Agissons de concert, ou j'agis seule. »

L'escadre russe avait perdu cinq bas-mâts à Navarin, bien que plusieurs de ses bâtiments, les frégates entre autres, eussent peu souffert. Ses réparations s'étaient prolongées au delà de toute prévision. Le 12 avril, cependant, toute la division qui avait combattu à Navarin, à l'exception du vaisseau *le Gangut*, que l'amiral Heïden dut renvoyer à Cronstadt, quittait le port de Malte pour aller rejoindre l'escadre française dans l'Archipel. Deux jours après, le 14 avril, la guerre était formellement déclarée par la Russie à la Porte. L'empereur espérait que l'accord des opérations maritimes du Levant n'en serait pas pour cela rompu. Le cabinet de Saint-James persistait, il est vrai, à signaler l'extrême difficulté de régler les mouvements ultérieurs des escadres combinées par des instructions strictement uniformes; mais le cabinet des Tuileries, loin d'admettre que la position de la Russie, comme puissance belligérante, fût incompatible avec l'exercice des droits d'intervention établis par le traité du 6 juillet, manifestait le désir de maintenir et d'exécuter les dispositions d'un engagement auquel nulle

des trois parties contractantes n'avait cessé d'adhérer. L'empereur pouvait donc espérer que ces nuances d'opinion ne tarderaient pas à disparaître. En conséquence, l'amiral Heïden reçut l'ordre « de subordonner constamment l'exercice de ses droits d'escadre belligérante à tout plan d'opérations concertées en commun qui aurait l'exécution du traité de Londres pour motif et pour but. — Il ne faut pas, ajoutait le comte Nesselrode, que le gouvernement turc soit tenté de puiser dans des divergences de système apparentes ou réelles de nouveaux motifs pour persévérer dans le funeste aveuglement que nous déplorons aujourd'hui. La Russie ne mesurera jamais ses prétentions sur l'étendue de sa puissance. Exempte de toute arrière-pensée, elle n'armera point contre sa cause de résistance légitime, mais elle est décidée à ne jamais reculer devant les obstacles qu'une haine aveugle ou une malveillance injuste essayera de lui susciter. A force de modération et d'énergie, elle justifiera la confiance dont la France et la Prusse viennent de lui offrir un éclatant témoignage, en déclarant qu'elles se plaisent à rendre justice aux motifs qui lui mettaient les armes à la main. »

Le 7 mai 1828, l'armée russe franchit le Pruth et envahit la Moldavie ; le 5 juillet, elle était à Kustendjé, sur les bords de la mer Noire, où la flotte de transports partie d'Odessa venait la rejoindre. La Russie surprenait l'empire ottoman au milieu de sa

transformation militaire. Le nombre des troupes nouvellement organisées ne depassait pas encore le chiffre de quarante-huit mille hommes ; le prince de Servie s'était déclaré neutre et tenait en échec les Bosniaques, le pacha de Scutari rassemblait lentement ses Albanais. Les bataillons réguliers n'avaient à compter que sur le concours des hordes asiatiques ; ces bandes indisciplinées portèrent à cent cinquante mille le nombre des combattants que la Porte parvint à réunir. Trente mille furent opposés aux Russes dans l'Asie Mineure, vingt-cinq mille furent dispersés dans les forteresses qui gardent la ligne du Danube ; un nombre à peu près égal s'établit dans le grand camp retranché de Schumla ; le reste servit à couvrir les deux capitales, Andrinople et Constantinople. Les Russes avaient tout l'avantage de l'offensive. « Ils vont, écrivait l'amiral de Rigny le 15 juillet 1828, tourner Schumla par Varna et Bourgas. Dans un mois, ils seront dans les plaines d'Andrinople. Voilà du moins l'apparence. » Les appréhensions de l'amiral ne se réalisèrent pas sur-le-champ. Le tsar en personne avait mis le siége devant Varna avec quinze mille ou vingt mille hommes d'élite ; cette place, commandée par le défenseur de Patras, Yousouf, et par le capitan-pacha, Mohammed-Izzet, l'arrêta jusqu'au 6 octobre.

Le 19 juillet 1828, le prince de Polignac fut chargé d'annoncer au prince de Lieven et au comte

Aberdeen que le cabinet des Tuileries proposait l'envoi d'un corps de troupes françaises dans le Péloponèse. Le président de la Grèce, le comte Capo d'Istria, s'était, dans l'origine, montré peu favorable à cette expédition ; insensiblement son opinion s'était modifiée. Il avait reconnu que les forces navales seraient insuffisantes à amener la retraite d'Ibrahim ; le fils du vice-roi se maintenait dans ses positions militaires et bravait les efforts des Grecs, trop faibles pour inquiéter ses troupes. La proposition du prince de Polignac obtint sur-le-champ l'adhésion des deux autres plénipotentiaires. Il fut convenu qu'un corps de troupes serait le plus tôt possible débarqué en Morée. Sa Majesté Très-Chrétienne serait invitée à se charger seule de l'exécution de la mesure. L'expédition aurait lieu au nom des trois cours ; l'objet en serait notifié en commun à la Porte Ottomane, et l'on déclarerait en même temps à cette puissance que le débarquement d'une force alliée dans la péninsule grecque n'était point opéré dans des vues hostiles à son égard. Dès qu'Ibrahim se serait rembarqué, les troupes françaises quitteraient la Morée. Si les forces du pacha opéraient leur retraite par terre, un corps d'observation pourrait être laissé vers l'isthme de Corinthe, pour empêcher leur retour dans la Péninsule.

Le baron Hyde de Neuville avait à cette époque remplacé le comte de Chabrol au ministère de la

marine. Ce fut lui qui informa l'amiral de Rigny des dernières décisions de la conférence. Le roi avait exprimé le désir que cet officier général, dont la santé commençait à être sérieusement ébranlée par un aussi long séjour à la mer, gardât néanmoins le commandement important qui lui était confié jusqu'à la conclusion probablement très-prochaine des affaires du Levant. Sir Edward Codrington était au contraire rappelé en Angleterre, et son successeur, le vice-amiral sir Pulteney Malcolm, allait se rendre sur-le-champ à Corfou. En annonçant cette nouvelle au commandant de nos forces navales, M. Hyde de Neuville ajoutait : « Le roi a remarqué, monsieur le vice-amiral, la lettre adressée par vous à sir Edward Codrington pour lui exprimer la part que vous preniez à la disgrâce dont vous le jugiez menacé. Cette correspondance ne peut que vous faire honneur : cependant, tout en rendant justice à ce brave amiral, peut-être eussiez-vous mieux fait de ne pas donner autant de développement à l'expression de votre sympathie. Le gouvernement anglais prétend que l'amiral Codrington n'a pas agi suivant ses instructions, et ce n'est pas à nous d'apprécier si cette assertion est exacte. Ce que nous savons positivement, ce que Sa Majesté se plaît à répéter, c'est que vous avez suivi celles qui vous avaient été données, de manière à ne mériter que des éloges. Cette observation seule vous fera comprendre pourquoi le

roi ne veut pas consentir à vous laisser revenir en France au moment où l'amiral anglais est rappelé par le cabinet britannique. »

La résolution d'envoyer un corps de troupes en Morée ne comportait dans l'exécution aucun retard; Dix mille hommes et huit cents chevaux partiraient de Toulon dans les premiers jours du mois d'août. Ils seraient suivis, dix ou quinze jours plus tard, de quatre mille hommes et de cinq cents chevaux environ. Le commandement en chef était confié au marquis Maison, pair de France, lieutenant général des armées du roi. Le premier convoi serait sous les ordres de M. Cuvillier, capitaine de vaisseau, commandant la *Ville de Marseille;* il se composerait des frégates *l'Amphitrite, la Bellone, la Cybèle* et d'un nombre de navires de commerce suffisant pour porter les chevaux, tout le matériel et les hommes qui n'auraient pu trouver place sur les bâtiments de guerre. Le second convoi serait escorté par le vaisseau *le Duquesne,* attendu de Brest à Toulon, par les frégates *l'Iphigénie* et *l'Armide*. Les soins du comte de Chabrol avaient porté leurs fruits, et, bien que nous eussions à maintenir le blocus d'Alger, bien qu'on nous trouvât présents dans toutes les stations lointaines, nos équipages de ligne purent four nir encore, dans le plus bref délai, des marins et des cadres à ce nouvel armement. L'institution, renouvelée de l'empire, qui associait aux matelots de

profession un certain nombre d'hommes provenant du contingent annuel avait été vivement critiquée; on n'en comprit tous les avantages qu'après cet éclatant exemple de la fécondité dont elle venait de doter en quelques années notre marine.

Pendant qu'on négociait à Londres, qu'on armait à Toulon, l'amiral Codrington, à qui n'avait point encore été notifié son rappel, recevait l'ordre de se rendre de Malte à Alexandrie. Il ne suffisait pas en effet d'envoyer une armée en Morée, il fallait aussi s'arranger avec Méhémet-Ali pour que la flotte égyptienne vînt à Navarin procéder à l'évacuation. C'était là une des parties essentielles du plan si heureusement conçu par M. Drovetti. Quelques bâtiments anglais et français partiraient d'Égypte en même temps que les navires du vice-roi, afin d'assurer le passage de la flotte et d'éviter qu'elle ne cédât à la tentation de se détourner de sa route. « Je dois vous avertir, mon cher consul général, écrivait l'amiral de Rigny à M. Drovetti, qu'il vous faudra paraître agir en commun avec les Anglais. Le rappel de Codrington et sa conduite toujours loyale envers moi me font désirer que cette affaire importante se termine avant l'arrivée de son successeur. Tout le monde saura bien, les Anglais les premiers, que la transaction vous est due. » La question fut réglée dans la matinée du 6 août, et la première division de la flotte du pacha se tint prête à partir sous l'es-

corte de deux bâtiments français, la frégate *la Circé* et le brick *l'Alacrity*.

Le vice-roi se soumettait à temps; s'il eût attendu quelques jours encore, l'armée d'Ibrahim était perdue. Le 16 août, en effet, le général Maison se rendait à bord du vaisseau *la Ville de Marseille*, et près de soixante navires appareillaient à la fois de la rade de Toulon au signal du commandant Cuvillier. Ce convoi emportait dix mille hommes d'infanterie, un régiment de cavalerie et deux cents chevaux d'artillerie. La flotte passa au sud de la Sardaigne; le 28 août, à midi, elle découvrait les hautes terres du Péloponèse. Le lendemain, l'amiral de Rigny, monté sur le *Conquérant*, sortait de Navarin pour se porter à la rencontre de la *Ville de Marseille*. Un vaisseau anglais et deux vaisseaux russes suivaient de près l'amiral français. Il y avait urgente nécessité de s'entendre. Le général Maison arrivait plein d'ardeur. « Je désire savoir, écrivait-il dès le 24 août à l'amiral, où en sont vos négociations avec Ibrahim, car j'ai l'ordre formel de l'attaquer au cas où il ne voudrait pas évacuer le pays. Je compte lui envoyer un parlementaire en passant devant les îles Sapience, et commencer immédiatement mes opérations contre son armée, s'il refuse de s'en aller. »

L'amiral de Rigny allait se trouver dans la position la plus délicate. Il se sentait garant vis-à-vis d'Ibrahim, vis-à-vis de ses deux collègues, de l'exé

cution non-seulement stricte, mais courtoise, de la convention d'Alexandrie. Comment faire comprendre cependant à une armée frémissante la nécessité de laisser Ibrahim se retirer avec dignité et sans une précipitation trop apparente? Après une courte conférence entre l'amiral de Rigny et le général Maison, le convoi, le 29 août, avait continué sa route. Il dépassait successivement Navarin, Modon, les îles Sapience, et, doublant le cap Gallo, entrait dans le golfe de Coron. Ce fut là que s'opéra le débarquement, entre les villages de Nisi et de Calamata, non loin de l'embouchure du Pamisus. Le quartier général s'établit à une lieue de l'armée, près du hameau de Petalidi.

Ibrahim était absent, son kiaja-bey, qui résidait à Modon, se disait malade. C'eût été folie d'espérer que quelqu'un dans l'armée égyptienne oserait entrer en arrangement avec les amiraux sans en avoir reçu l'autorisation du pacha. « Dans trois jours au plus tard, écrivait l'amiral le 31 août, nous devons avoir une décision. » Le 3 septembre, le général Maison n'avait encore reçu aucun avis qui fût de nature à calmer son impatience. Aussi mandait-il à l'amiral de son quartier général de Petalidi : « Demain je serai entièrement organisé et prêt à marcher. J'espère que vous aurez pu, d'ici là, me faire savoir où vous en êtes avec Ibrahim. » Le 5, nouvelle lettre plus pressante encore. Le général

annonce que, pour ne pas perdre de temps, il fait faire au général Sébastiani un mouvement sur Coron avec environ trois mille hommes. « Je ne veux pas, dit-il, avec les admirables moyens d'action que j'ai en main, me laisser berner par de misérables Arabes. J'agirai vigoureusement contre Coron, et immédiatement après contre Modon et Navarin. Si Ibrahim veut nous tâter, sans fanfaronade je regarderai cela comme une bonne fortune. Ne priez pas trop cet Égyptien de s'en aller, je l'aurai bientôt dégoûté d'avoir affaire à nous; mais, je le déclare, une fois le sabre tiré, le sort des armes en décidera seul entre lui et moi. Rien n'égale la bonne disposition et l'ardeur de nos troupes. La garde royale à Paris ne serait pas mieux tenue. Ne pressez pas *trop*, je vous le répète, le présomptueux Ibrahim. Il recevra, je vous en réponds, une rude leçon, s'il se hasarde à nous combattre. »

L'heure devenait fiévreuse, et d'un moment à l'autre le sang pouvait couler. « Je conçois, écrivait le 9 septembre l'amiral de Rigny au commandant du corps expéditionnaire, ce que vous pouvez éprouver de contrariété de voir échapper ainsi votre proie. Vous la regretteriez moins, si vous la voyiez d'aussi près que je la vois. Je m'empresse de vous envoyer copie de l'arrangement qui vient d'être arrêté définitivement avec Ibrahim. Si l'embarquement eût pu commencer aujourd'hui, tous les transports et

bâtiments de guerre présents eussent été chargés après-demain, et nous les aurions immédiatement expédiés pour Alexandrie sous escorte. Je reçois à l'instant des nouvelles d'Égypte du 25 août. La deuxième expédition de transports part le 1er septembre ; elle peut être ici dans cinq ou six jours » Mais déjà le général Sébastiani est devant Coron ; la frégate *l'Amphitrite* s'est embossée sous les murs de la place. A cette nouvelle, Ibrahim donne l'ordre de suspendre l'embarquement. « Notre parole est engagée, écrivent à la fois les trois amiraux au général Maison ; nous vous prions instamment de vouloir bien suspendre les opérations commencées. » Le général s'empressa de déférer à ce vœu unanime. Sa réponse montre assez cependant combien la mission dont il est chargé commence à lui paraître ingrate. « Le mouvement sur Coron, dit-il, n'est pas, comme je vous l'explique à tous, un mouvement immédiatement offensif. Rien n'a été fait devant cette place qui puisse lui donner ce caractère; la mauvaise foi habituelle d'Ibrahim, son habitude tout ottomane de gagner du temps, lui ont fait saisir cette occasion de chicaner. Je vous assure que je ne regrette nullement ce que vous appelez *ma proie ;* seulement je ne voudrais pas que d'aussi misérables gens que ces Turcs prissent de grands airs avec moi et parussent s'en aller d'ici par leur seule volonté. Si j'en eusse été le maître, j'aurais

appris à Ibrahim que, s'il ne me craignait pas, comme il l'a dit, il avait quelque tort à cela. Je l'aurais renvoyé dans son pays plus petit qu'il n'est encore. »

L'expédition de Morée était une expédition française; cette expédition cependant ne devait agir qu'au nom des trois puissances, et l'Angleterre s'était engagée à lui prêter le concours de ses *forces* navales. L'amiral de Rigny aurait eu probablement peu de peine à maintenir la bonne harmonie entre le commandant en chef de nos troupes et l'amiral Codrington. Il lui fallut plus de soins pour faire comprendre à sir Pulteney Malcolm tout ce que la situation de notre armée avait de pénible et d'anormal. « Il m'est impossible, écrivait le général Maison, de rester ici plus longtemps sans établissement fixe. Je commence à avoir quelques malades. La pluie d'avant-hier nous a avarié beaucoup de denrées, et la mauvaise saison approche. Il faut donc que je prenne mes dispositions. J'ai choisi Navarin pour y établir mes magasins, mes hôpitaux, mes dépôts de tout genre. Je marcherai incessamment sur ce point avec ce que j'ai de troupes ici ; je marcherai sans aucune manifestation hostile contre qui que ce soit... Je sais bien que le gouvernement du roi verra avec plaisir l'exécution du traité d'Alexandrie; il veut ménager Méhémet-Ali. Je n'ai jamais, de mon côté, songé à m'y opposer. Je trouve

cependant que vous avez ordonné un peu brusquement le départ de vos frégates de devant Coron. Nous sommes bien maîtres de placer nos forces comme nous l'entendons... »

L'embarquement de l'armée égyptienne ne fut terminé que le 27 septembre. Cette armée comptait environ dix-huit mille hommes, mais jamais armée ne quitta le sol qu'elle avait conquis dans un plus pitoyable état. Les ophthalmies, la dyssenterie, la fièvre, n'avaient pas cessé de ravager les bataillons d'Ibrahim. Pour toute nourriture, les soldats ne recevaient qu'une poignée de riz, et souvent pour boisson une eau bourbeuse et saumâtre. « Véritables spectres ambulants, a dit un témoin oculaire, ils souffrent sans se plaindre. » Ces malheureuses troupes partaient enfin, laissant derrière elles « des campagnes couvertes de ruines, des terres incultes, des arbres mutilés ou noircis par le feu, des habitants déguenillés, pâles et souffrants, obligés de bivouaquer près de leurs toits renversés ». Voilà de quel prix se paye trop souvent la gloire. Le 1er octobre, le général Maison offrait au pacha égyptien le spectacle d'une grande revue française. Ibrahim parcourut nos lignes avec la dignité propre aux gens de sa race et de sa religion, qui mettent leur orgueil à ne s'étonner de rien. Plus d'une fois ses remarques portèrent juste et dénotèrent un esprit principalement tourné vers les choses militaires. Au dîner qui suivit la revue,

son attitude ne trahit ni mécontentement ni embarras. Il cédait à l'Europe; cette circonstance seule suffisait à consoler son amour-propre. Il ne put néanmoins s'empêcher d'observer combien il était difficile de faire fonds sur une politique qui, « après avoir été rétablir la servitude en Espagne, s'avisait de vouloir donner la liberté à la Grèce ». Ce dernier trait rapporté à l'amiral Codrington « le divertit beaucoup », et faillit le réconcilier avec Ibrahim. « Pour un Turc, écrivait-il à son ancien collègue, le mot n'est pas mal trouvé. Cet Ibrahim, quelques reproches que nous ayons à lui faire, est certainement un homme très-capable. »

Les navires égyptiens n'étaient pas arrivés en nombre suffisant pour recevoir toutes les troupes arabes. L'amiral de Rigny nolisa vingt-sept navires français qui emportèrent le reste de cette misérable armée. Le 9 octobre 1828 Ibrahim rentrait à Alexandrie après une absence qui avait duré plus de trois ans. « Il s'est plaint à son père, écrivait à l'amiral le commandant de la *Circé*, M. Duval d'Ailly, de ce que vous aviez trop pressé son embarquement. Méhémet-Ali ne m'a pas fait l'accueil qu'il me faisait auparavant, et j'ai cru remarquer qu'il n'était rien moins que satisfait. Ibrahim a eu l'air encore plus froid. » Un peu de réflexion suffit pour dissiper ce nuage et pour ramener le vice-roi à de meilleurs sentiments. En dépit des précautions dont il avait

enveloppé sa retraite, Méhémet-Ali ne pouvait se dissimuler que son crédit à Constantinople recevrait, des négociations suspectes dans lesquelles il était entré, une assez forte atteinte. Il lui fallait donc chercher sinon des alliés, du moins des protecteurs bienveillants au dehors. L'Angleterre ne lui eût offert qu'un changement de vasselage, la Russie était en guerre ouverte avec l'Islam; il n'y avait que la France sur laquelle le vice-roi pût avec quelque confiance s'appuyer. Ses instincts et ses sympathies se trouvèrent à ce sujet d'accord avec les conseils de la politique.

Influents en Égypte, maîtres de la situation en Grèce, il fallait dans le Levant compter avec nous. L'Angleterre et la Russie avaient un égal intérêt à nous ménager, car nous pouvions, suivant le parti qu'il nous conviendrait de prendre, faire pencher d'un côté ou de l'autre la balance. Varna était tombée après deux mois de siége, l'armée russe prenait ses quartiers d'hiver, et l'amiral Heïden, qui avait été se ravitailler à Malte, venait de recevoir l'ordre de mettre les Dardanelles en état de blocus. « J'attends avec anxiété le retour de notre collègue, écrivait sir Pulteney Malcolm à l'amiral de Rigny. S'il entreprend le blocus des Dardanelles, cela changera nos situations respectives. Le bruit d'un pareil événement a déjà causé une sensation considérable en Angleterre et en France. » Cette émotion, à laquelle

la Russie avait dû s'attendre, ne l'arrêta pas. On savait à Saint-Pétersbourg que les instances du prince de Polignac pour obtenir du roi Charles X qu'il s'entendît avec l'Angleterre et l'Autriche à l'effet de rétablir la paix entre le sultan et le tsar avaient eu peu de succès. Le roi voulait rester l'allié de la Russie. Pendant que deux vaisseaux et deux frégates russes détachés de l'escadre du comte Heïden, sous le commandement du contre-amiral Ricord, surveillaient, du mouillage de Ténédos, l'entrée des Dardanelles, le contre-amiral de Rosamel partait de Toulon avec le vaisseau *le Trident*, sur lequel était arboré son pavillon, pour venir se ranger sous les ordres de l'amiral de Rigny. L'escadre anglaise recevait à son tour des renforts ; on s'observait déjà, et, bien qu'ils poursuivissent encore de concert l'évacuation complète de la Morée, les deux amiraux alliés, qui se trouvaient en ce moment réunis à Navarin, n'auraient point osé se promettre que la campagne de 1829 ne les obligerait pas à tourner contre des vaisseaux chrétiens ces longues files de canons qui n'avaient dû tonner que contre les Turcs.

CHAPITRE XV

PRISE DU CHATEAU DE MORÉE PAR LES TROUPES FRANÇAISES, 1er NOVEMBRE 1828. — PRISE DU CHATEAU DE ROUMÉLIE PAR LES GRECS, 25 MARS 1829. — ÉVACUATION DE L'ATTIQUE PAR LES TROUPES TURQUES, 24 SEPTEMBRE 1829.

La brigade du général Schneider, annoncée par la frégate *l'Armide,* arriva fort à propos pour combler les vides que produisaient journellement dans notre armée les fièvres intermittentes. On la fit débarquer dans le golfe de Patras. Sommées de se rendre aussitôt après le départ d'Ibrahim, les forteresses de Navarin, de Modon, de Coron, avaient ouvert leurs portes aux généraux Higonnet et Sébastiani. Patras suivit cet exemple. La garnison du château de Morée fut la seule qui se montra disposée à faire résistance. Fortifiée à diverses reprises par les Vénitiens, la place exigeait, pour être attaquée, des approches régulières. Le général Schneider se mit en devoir de l'investir ; le général en chef se prépara de son côté à marcher sur Athènes. « Je crois utile, écrivait le marquis Maison à l'amiral, d'aller

le plus tôt possible dans l'Attique. J'enverrai par mer à Salamine ou sur tout autre point de la côte trois mille cinq cents hommes environ et une cinquantaine de chevaux. Le général Sébastiani passera par Tripolitza et Argos. Je voudrais que ce double mouvement pût se faire du 18 au 20 courant au plus tard. » Le comte Capo d'Istria voyait avec la satisfaction la plus vive notre armée s'engager dans une opération qui tendait à donner de fait à la Grèce une province que la diplomatie lui disputait encore. Ni l'amiral Malcolm, ni les ambassadeurs rassemblés à Poros ne faisaient opposition au départ de nos troupes; la joie était au camp. Les Arabes nous avaient échappé, on allait trouver mieux; *il* y aurait presque autant d'honneur à disperser les escadrons de Reschid-Pacha, à battre les Albanais d'Omer-Vrioni, qu'il y en avait eu jadis à vaincre les fameux mameluks de la campagne d'Égypte. Une dépêche ministérielle fit tomber soudain ce beau feu. On invitait le général Maison à se renfermer strictement dans les termes du traité du 6 juillet. Notre action militaire ne devait pas s'exercer au delà des limites de la Péninsule.

Ainsi les occasions d'acquérir quelque gloire fuyaient l'une après l'autre cette vaillante armée où s'était donné rendez-vous tout ce que nos états-majors renfermaient de jeunesse ardente et d'officiers capables. Nous avions alors en Morée plus de

quatorze mille hommes, un millier de chevaux, dix-huit canons, dix obusiers, quatre mortiers, à la tête de l'expédition un des meilleurs généraux de l'Europe, — et le seul ennemi qu'on trouvât à combattre, c'était celui qui a détruit plus de soldats que le fer ou le canon, la fièvre paludéenne. Restait, il est vrai, le château de Morée; mais si ce château allait se soumettre sans combat, s'il allait se laisser enlever par un coup de main! On eut meilleur espoir quand on apprit que le général Schneider venait d'ouvrir la tranchée. Les 16e, 46e et 58e régiments reçoivent l'ordre de se tenir prêts à partir. Les premiers bataillons du 16e et du 46e seront embarqués et se rendront par mer à Patras. Le 20 octobre, on se met en marche. On traverse Philiatra, Arcadia, le dervend de Kledi, l'Alphée, dont les débordements annuels ont converti les terres qui l'avoisinent en marais fétides, Pyrgos, qui avant la guerre était devenue la cité la plus belle et la plus commerçante de la Morée. Le 26, la colonne, au sortir d'une forêt de chênes gigantesques, débouche sur les bords du golfe de Patras. Elle a parcouru en moins de six jours près de cinquante lieues. Le château de Morée se dresse à l'autre extrémité d'un demi-cercle formé par les sinuosités du rivage. Cette citadelle n'était primitivement qu'un ouvrage composé de quelques tours réunies par des murs de deux mètres d'épaisseur. Les Vénitiens ont élevé en avant un bastion et

deux demi-bastions qu'ils ont joints par des courtines ; ils ont entouré tout cet ensemble d'un large fossé et d'un chemin couvert. Ils en ont fait en un mot une véritable place de guerre, telle qu'on les concevait au dix-huitième siècle. Les Turcs n'y ont rien ajouté. En face, sur la côte opposée, apparait le château de Roumélie. Ces deux forteresses, *bâties* sur les deux points les plus rapprochés des deux rives, sont séparées par un détroit dont la largeur n'excède pas dix-huit cents mètres ; elles croisent facilement leurs feux, et défendent l'entrée du golfe, qui s'enfonce sur un espace de trente lieues environ vers l'isthme de Corinthe. Ce passage, les Grecs avec Miaulis l'ont forcé plus d'une fois ; il n'en conserve pas moins le nom que lui valut la réputation qui lui avait été faite d'être infranchissable ; on l'appelle *les petites Dardanelles*.

Le capitaine Lyons, sur la frégate anglaise *la Blonde*, s'est joint pour les opérations dirigées contre le château de Morée aux capitaines Mauduit-Duplessis, Hugon et Villeneuve, commandant les frégates françaises *la Duchesse de Berry*, *l'Armide* et *la Didon*. Les vaisseaux *le Conquérant*, portant le pavillon de l'amiral de Rigny, *le Breslau*, sous les ordres du capitaine La Bretonnière, forment la division de réserve. C'est à bord du *Conquérant* que le commandant en chef a établi son quartier général. C'est de ce vaisseau qu'il adresse, de concert

avec l'amiral de Rigny, la note suivante au pacha de Lépante et au commandant du château de Roumélie. « Il n'a point, leur dit-il, l'intention de les attaquer. La paix existe entre leurs souverains respectifs. Si le pacha de Lépante et le commandant du fort de Roumélie encouragent la résistance des rebelles, ils se mettent en hostilité contre nous et nous confèrent le droit de représailles. S'ils s'abstiennent de tout acte hostile, nous en agirons de même à l'égard de Lépante et du château de Roumélie. »

Depuis le combat de Navarin, on ne vivait en Grèce que de fictions. Les autorités turques acceptèrent de bonne grâce celle que leur proposait le général Maison, et les batteries de la rive rouméliote demeurèrent silencieuses et neutres. Dès le 18 octobre, le général Schneider avait exprimé le désir qu'on débarquât de chacune des frégates quatre pièces de 18. Le 22 octobre, à neuf heures du matin, une batterie élevée et servie par les marins des deux escadres a commencé l'attaque. Pendant huit jours et huit nuits, c'est cette batterie qui protége les travaux des sapeurs. Le 30 octobre, les canons des frégates et deux pièces de 24 débarquées du *Conquérant* sont transportés avec le matériel de siége dans deux batteries de brèche, qui reçoivent le nom de batterie de Charles X et de batterie de George IV. Les canons anglais et français restent mélangés dans les deux batteries. Vers le milieu de

la nuit, la bombarde anglaise *l'Ætna* appareille sous ses huniers au bas ris, ses basses voiles le ris pris, et malgré la violence du vent vient s'embosser avec une précision remarquable à huit cents mètres des murailles du fort. Vingt-six pièces de gros calibre, six pièces de campagne, quatre obusiers, plusieurs mortiers, une bombarde, menacent le front assailli.

Aux premières lueurs du jour, le feu s'ouvre partout à la fois. Les dispositions ont été si bien prises qu'au signal donné on n'entend qu'un seul coup. A partir de ce moment jusqu'à neuf heures du matin, le tir est continu. Les brèches sont alors déclarées praticables, les colonnes commencent à se masser pour l'assaut; mais en ce moment la garnison turque, composée de six cents hommes, croit avoir assez fait pour l'honneur des armes; elle arbore le pavillon blanc et se rend à discrétion.

L'amiral de Rigny remercia dans les termes les plus chaleureux le commandant Lyons, le capitaine Lushington de l'*Ætna*, le lieutenant Logan du Royal-Marine, qui dirigeait le feu des mortiers, le lieutenant Luckraft, qui commandait les marins anglais débarqués. Ce sont là de vieux souvenirs et sans grande importance historique; ils méritent cependant de ne pas être passés sous silence, car rien n'a plus contribué à dissiper de mutuels ombrages, à rapprocher d'implacables rivaux, que cette fra-

ternité d'armes qui commence à Navarin et doit, vingt-six ans plus tard, se sceller sous les murs de Sébastopol. La prise du château de Morée fut le seul épisode militaire d'une campagne qui nous coûta néanmoins des pertes cruelles. On avait pu craindre un instant l'invasion de la peste; l'apparition en était signalée dans les villages de Vrachori et de Calavrita. Les généraux Higonnet et Schneider prirent les premières mesures de précaution, le général en chef en prescrivit de plus étendues encore ; on parvint ainsi à éloigner de l'armée ce nouveau fléau. « Nous avons bien assez des fièvres, écrivait le général Maison; elles m'ont déjà enterré plus de six cents soldats et une trentaine d'officiers. »

Le roi avait vu avec plaisir, — ce sont les termes d'une dépêche adressée de Paris à l'amiral de Rigny le 10 novembre 1828, que le mouvement de nos troupes eût pu être arrêté avant qu'elles se portassent sur l'Attique. « Nous sommes en Morée, ajoutait le ministre, nous possédons les places; le reste ne peut et ne doit se faire que d'accord avec nos alliés. Nous avons voulu exécuter fidèlement le traité du 6 juillet, et nous ne ferons rien qui puisse donner lieu au plus léger soupçon. » Cette politique était assurément loyale; ne nous exposait-elle pas à voir la Grèce méconnaître, dans son impatience, la valeur du service que nous lui avions rendu? « Quand on nous a envoyés ici, écrivait le général Maison, on

voulait sans doute éviter que la Russie s'emparât de la question grecque; voudrait-on par hasard le contraire aujourd'hui? Cela coïnciderait parfaitement avec le droit de belligérant qui vient d'être reconnu à cette puissance. Ainsi l'embryon que nous avons créé va grandir dans les mains des Russes. Tel sera le grand œuvre que nous serons venus accomplir en Grèce! Voilà qui nous fera vraiment honneur à nous et à l'Angleterre! »

La conférence de Londres, après de longues discussions, venait enfin de se décider à reculer les limites de la Grèce, d'un côté jusqu'au golfe de Volo, de l'autre jusqu'au golfe d'Arta; elle demandait en revanche le rappel de l'expédition française. A la sollicitation de Capo d'Istria, lord Wellington parut abjurer d'injustes méfiances; il consentit à ce que la France laissât au moins deux ou trois mille hommes en Morée. Il ne mit à son consentement qu'une condition : l'occupation française ne dépasserait, sous aucun prétexte, l'isthme de Corinthe. L'amiral Heïden était en ce moment à Poros, où se trouvaient également réunis, depuis un mois, les trois ambassadeurs, sir Stratford Canning, le comte Guilleminot et M. de Ribeaupierre. « Ces messieurs, écrivait l'amiral russe à son collègue, viennent enfin de partir après avoir noirci une immense quantité de papier; le comte Guilleminot s'est mis en route le 18 décembre, M. Canning le 19, M. de Ribeau-

pierre le 20. On me dit que tout est fini, et que les limites de la Grèce ont été déterminées par eux. On assure que Candie et Samos, Athènes et Négrepont en feront partie. Voyons maintenant ce qu'à Londres on va décider. » A Londres, nous l'avons dit, on avait été beaucoup moins généreux. Le protocole du 16 novembre ne parlait ni de l'île de Candie, ni de l'île de Samos; il défendait seulement à la Porte de toucher à la Morée, sous peine de guerre avec les deux puissances. « Il était inutile de parler de la troisième, écrit le général Maison, car elle n'a plus de menaces à faire. »

Les peuples qu'on secourt se montrent généralement peu reconnaissants d'un demi-bienfait. Les Grecs auraient voulu que partout où l'insurrection avait jeté la moindre étincelle, le drapeau ottoman disparût sans retour. Ils pressaient donc Capo d'Istria de répudier avec énergie des concessions incomplètes, et le malheureux président, en butte aux exigences de ces politiques qui n'entendaient tenir aucun compte des intérêts généraux de l'Europe, ne trouvait rien de mieux pour leur donner le change que de se plaindre amèrement à son tour des plénipotentiaires. « Il dit, écrivait le 12 janvier 1829 le général Maison, que Canning ne répondait à rien, que Guilleminot se grattait le front et n'en disait guère plus. Si l'on ne veut pas de lui, si l'on refuse de l'aider franchement dans la tâche difficile

qui lui est imposée, il faudrait le dire, au lieu de le berner ainsi. Sa position est fausse. Les puissances le traitent comme un Grec dont elles se défient, et les Grecs, que lui-même méprise trop ouvertement, le regardent comme l'agent des puissances. »

Vers la fin du mois de février 1829, le vice-amiral de Rigny obtint l'autorisation de remettre le commandement de la station au contre-amiral de Rosamel. Le commandant en chef de l'expédition de Morée, à qui la frégate *la Vénus* allait apporter le bâton de maréchal, ne s'embarqua pour rentrer en France que le 22 mai 1829. Les trois mois qu'il passa encore en Grèce furent bien employés. « Je pousse, écrivait-il, les travaux des places. Modon commence à prendre tournure. Je fais faire un fossé et un chemin couvert à Navarin. » Il assurait ainsi sa position et, en cas de retraite, rendait un important service au jeune État affranchi prématurément de sa tutelle. Les Grecs en effet n'avaient pas de fonds qu'ils pussent consacrer à relever les murs de leurs places fortes, car c'était à eux seuls que restait dévolu le soin de conquérir toute la portion de territoire placée en dehors de la Péninsule. Le début des opérations entreprises dès les premiers jours du printemps en Roumélie fut marqué par de rapides succès. On revit alors sous les murs de Lépante quatre mille pallikares groupés autour des drapeaux de Jean Zavellas et de Hadgi-Christos, ce chef beau

comme Achille, que sa haute stature désignait de loin aux coups des Turcs, que sa vaillance leur faisait redouter. Quel aspect différent de celui que présentait l'armée campée quelques mois auparavant sur l'autre rive du golfe! Plus d'avant-postes, plus de gardes intérieures, des chevaux paissant à l'aventure, des soldats dispersés et ne se réunissant qu'à l'heure du combat; mais, fantassins ou cavaliers, tous ces guerriers sont sobres et durs à la fatigue. Il ne leur faut pour vivre qu'une poignée de farine de maïs, pour boisson que l'eau du ruisseau. Peut-être sauront-ils mal combattre de pied ferme; cette faiblesse leur viendra d'un défaut de tactique et non pas d'un défaut d'énergie, car nos officiers les verront journellement s'exposer aux coups de canon des Turcs, « en pariant qu'ils iront frapper de leur sabre les portes de la ville assiégée ».

Le commandant de la flotte grecque, Miaulis, avait alors soixante ans; l'âge n'avait pas encore courbé sa taille robuste, ni affaibli les ressorts de son âme. Le 9 mars 1829, il franchit avec la frégate *l'Hellas* les petites Dardanelles et va jeter l'ancre en face de Lépante. Le 24 mars, il revient sur ses pas. *L'Hellas* s'embosse à portée de fusil du château de Roumélie et en canonne vigoureusement les remparts. Vers sept heures du soir, les pallikares viennent en aide à la frégate. Ils engagent une vive fusillade avec la garnison. A neuf heures, le feu

cesse, et le lendemain le détroit voit flotter sur l'une de ses rives le pavillon grec, sur l'autre le pavillon français. Le 2 mai 1829, la place de Lépante se rend au président Capo d'Istria. Le 17 mai, Missolonghi capitule; le 24 septembre, les troupes turques de l'Attique, appelées à Larissa pour aller défendre Andrinople, essayent vainement de se frayer un passage à travers les défilés de l'Hélicon. Arrêtées par Ipsilanti, à la tête des troupes du camp de Mégare, elles achètent leur retraite au prix de la cession de toutes les places fortes de l'Hellade orientale. La Grèce se trouve ainsi, après neuf années de luttes, en possession des parties les plus importantes du territoire que la conférence de Londres a résolu de lui attribuer. Les arrêts de la conférence ne sont encore, il est vrai, que des protocoles. La Porte n'a pas souscrit à tous ces arrangements, qui, sans son aveu, la dépouillent; elle retient au contraire son consentement avec une énergie de plus en plus farouche. Il faudra les triomphes éclatants des Russes pour le lui arracher.

CHAPITRE XVI

PAIX D'ANDRINOPLE, 14 SEPTEMRBE 1829. ASSASSINAT DE CAPO D'ISTRIA, 9 OCTOBRE 1831. CRÉATION DU ROYAUME DE GRÈCE. COURONNEMENT DU ROI OTHON, 1er FÉVRIER 1833.

Quand la campagne de 1829 s'ouvrit en Bulgarie, les deux belligérants avaient eu le temps de se préparer pour un suprême effort. La flotte turque entra deux fois dans la mer Noire; deux fois elle revint à Constantinople sans avoir osé attaquer les vaisseaux russes maîtres de Varna, de Bourgas et de Sizopoli. Du moment que la mer Noire était abandonnée aux forces navales du tsar, le sort de la campagne était décidé, car les difficultés d'approvisionnement cessaient d'exister pour l'armée d'invasion, et cet embarras seul aurait pu arrêter ses mouvements. Aussi les opérations prirent-elles dès le mois de juin un caractère de rapidité foudroyante. Les deux généraux en chef n'étaient plus ceux qui commandaient en 1828. Diebitsch avait remplacé Wittgenstein; Reschid, élevé à la dignité de grand vizir, succédait à Hussein-Pacha. Le 10 mai, le nouveau

commandant des forces ottomanes prenait avec son impétuosité habituelle l'offensive. Le 11 juin, il livrait à Koulewtja une sanglante bataille, la perdait et se voyait en quelques heures sans armée. Peu de jours après, le 29 juin, Silistrie, assiégée depuis près de deux mois, se rendait. Les derrières de l'armée russe se trouvaient assurés, et la route des Balkans était ouverte. Diebitsch n'hésite pas à franchir cette barrière. En moins de neuf jours, il fait soixante-quinze lieues. Les combats, les maladies, les fatigues avaient réduit les seules troupes dont il pût disposer pour se porter en avant au chiffre de vingt mille hommes. Il compta sur l'ascendant moral que lui donnaient ses premiers succès, et le 14 août il se mit en marche sur Andrinople. Le 19, les débris de tous les corps débandés qui s'étaient rassemblés dans cette capitale déposaient les armes. Pour aller frapper l'empire au cœur, Diebitsch n'avait plus devant lui d'autre obstacle que les murailles de Constantinople. Moustapha-Pacha amenait, il est vrai, en ce moment de Scutari quarante mille Albanais. Était-ce bien là une force capable d'arrêter dans leur élan des troupes régulières et surtout des troupes victorieuses? On l'a pensé, on l'a dit; on a prétendu que l'Europe s'était alarmée trop tôt et que son intervention n'avait fait que préserver la Russie d'un échec dont le prestige de cette puissance ne se serait pas relevé. La chose est au moins douteuse;

les ambassadeurs qui en cette crise pressante interposèrent entre le sultan et le général Diebitsch leurs bons offices méritèrent, suivant nous, la reconnaissance du Grand Seigneur bien plutôt que celle du tsar. Comme on l'a très-judicieusement fait observer, le peuple turc semblait frappé de paralysie. En admettant que sa fureur se fût soudainement éveillée, ne se serait-elle tournée que contre l'ennemi extérieur? Le vieil esprit des janissaires venant à renaître n'aurait pas sauvé la Turquie; il aurait perdu le sultan et fait reculer la civilisation. La Porte céda la première aux instances des ambassadeurs; elle se déclara vaincue et prête à signer la paix. Le 9 septembre, les propositions des représentants des puissances occidentales furent acceptées par le général Diebitsch. La Porte s'engageait avant tout à se soumettre sans restriction, dans la question grecque, aux résolutions de la conférence de Londres. La paix fut signée à Andrinople le 14 septembre 1829.

Le traité imposé à la Porte ne respecta pas complétement l'intégrité de son territoire, il fut loin de lui infliger cependant un dommage en rapport avec l'immense gravité de sa défaite. La frontière russe fut reculée en Europe jusqu'au bras du Danube appelé le bras de Saint-George; elle s'étendait précédemment à l'embranchement connu sous le nom de bouche de Kilia. Ibrahilow, déjà démantelée par les Russes, et Giurgewo, encore au pouvoir des Turcs,

furent réunies aux deux principautés roumaines. De nouveaux priviléges améliorèrent la situation politique de ces provinces ; le plus important fut le pouvoir à vie concédé aux hospodars. Sur la mer Noire et en Asie, la Russie acquit Anapa, Poti et toute une ligne tirée du fort Saint-Nicolas au point de réunion des pachaliks d'Akalzick et de Kars avec la Géorgie. Indépendamment de ces sacrifices de territoire, la Porte dut s'engager à payer au tsar un million cinq cent mille ducats de Hollande à titre d'indemnités commerciales et dix millions de ducats pour les frais de la guerre. Le libre passage des détroits fut stipulé pour tous les pavillons ; les sujets de la Russie durent avoir la plus entière liberté de commerce dans les vastes États que l'intervention européenne conservait au sultan.

Le repos du monde venait d'échapper à un grand danger. Depuis près d'un mois, les journaux anglais prêchaient ouvertement la guerre, et personne ne savait de quel côté, en cas de conflit, pourrait se ranger la France. Le prince de Polignac, devenu ministre des affaires étrangères et vice-président du conseil, passait pour moins favorable que M. de La Ferronays à l'alliance russe. Sir Pulteney Malcolm, l'amiral de Rosamel, se tenaient avec leurs escadres au mouillage de Ténédos, surveillant les mouvements de leur collègue, l'amiral Heïden, et prêts à paraître dans la mer de Marmara, si l'armée russe

poursuivait sa marche sur Constantinople. L'amiral de Rigny ne pouvait espérer que dans une pareille crise on le laisserait en France ; il reçut l'ordre de se rendre de nouveau et en toute hâte dans le Levant. Quand il y arriva, la paix était conclue, le blocus des Dardanelles déjà levé, et l'ambassadeur de France à Constantinople venait de faire savoir au contre-amiral de Rosamel « que, les circonstances qui lui avaient fait désirer la réunion de son escadre sur la côte de Troade ayant cessé d'exister, cette escadre pouvait être rendue à sa destination habituelle ». Il n'en restait pas moins bien des questions délicates à régler. A Constantinople, la lutte d'influence allait succéder à la guerre ouverte. La Russie aspirait à devenir la meilleure amie de l'empire qu'elle avait terrassé. C'était, au jugement de bien des politiques, le plus sûr moyen de hâter la dissolution de la Turquie. L'Angleterre le croyait et s'agitait beaucoup pour conserver auprès du Divan son influence. « Malcolm, écrivait le 21 octobre 1829 le comte Guilleminot, a passé ici quelques jours et s'est prodigué chez les Turcs. Le nouvel ambassadeur d'Angleterre, qui est tout l'opposé de Canning, se montre aussi pour les Turcs ce que son prédécesseur était pour les Grecs. Il épouse leur cause avec une ardeur extrême, et son orgueil anglais ne craint pas de caresser l'orgueil ottoman. En définitive, la Russie n'a fait qu'exiger ce qui avait été, officiellement du moins, jugé le

meilleur par les trois cours. Toutes seront donc liées jusqu'à un certain point par la publicité donnée au traité. C'est un malheur que d'avoir toujours à peser sur la Turquie ; mais il vaut mieux en finir tout d'un coup à ses dépens, puis qu'elle s'y est si bêtement exposée, que de voir encore les cabinets se chamailler entre eux, à propos des Turcs et des Grecs. Seulement, en acceptant ce qu'a fait la Russie, il faut exiger d'elle la prompte et entière retraite de ses armées hors du territoire ottoman. C'est dans ce sens que j'ai écrit à Paris, et, comme il faut prévoir que, pour évacuer l'Attique et Négrepont, les Turcs, en dépit du traité, se feront tirer l'oreille, j'ai conseillé de laisser nos troupes en Morée jusqu'à ce que tout fût fini. »

La brigade d'occupation placée sous les ordres du général Schneider se composait de quatre régiments, le 27e, le 42e, le 54e et le 58e. Elle fut stationnée à Navarin, à Modon et à Patras. Son rôle ne laissa pas d'être parfois difficile. Il ne nous fut pas possible en effet de nous désintéresser aussi complétement que nous l'aurions voulu des dissensions intérieures de ce malheureux État agité par tant de factions. L'établissement d'une monarchie put seule nous relever, après quatre années de séjour en Grèce, de cette mission sans profit. On eut d'ailleurs quelque peine à trouver un prince étranger qui consentît à venir se coucher dans ce lit de Procuste. La conférence de

Londres avait repris ses travaux. Les décisions qu'elle émettrait devraient être souveraines, car l'article 10 du traité d'Andrinople obligeait la Sublime Porte à les accepter comme un ultimatum ; mais déjà la Russie semblait mettre moins de zèle à défendre les intérêts de ses anciens protégés. Halil-Pacha, qui pendant la guerre commandait les troupes régulières de l'armée turque, venait d'être envoyé, en qualité d'ambassadeur extraordinaire, à Saint-Pétersbourg. Le comte Orlof arrivait de son côté à Constantinople vers la fin du mois de novembre 1829 pour complimenter le sultan. Les liens se resserraient entre les deux adversaires, oublieux de leurs longues querelles.

L'idée d'une tutelle russe n'avait plus rien qui parût effaroucher le divan; peut-être aussi commençait-on à penser à Saint-Pétersbourg qu'il y aurait quelque imprudence à laisser, par des acquisitions trop vastes, s'enfler l'orgueil du peuple émancipé, L'empire des Paléologues n'avait passé sous l'entière domination des sultans qu'après avoir vécu pendant près d'un siècle de leur tolérance. Si les Turcs devaient un jour retourner en Asie, on pouvait bien à Saint-Pétersbourg juger inutile de leur créer d'avance des héritiers. La diplomatie moscovite a généralement commis peu de fautes, et l'on peut dire, sans crainte de se voir démentir, qu'il n'en est pas dont les vues portent plus juste, dont les calculs embrassent un

plus vaste horizon. « Ces gens-là, disait le comte Guilleminot, sont à la fois caressants et forts. » Faut-il croire, comme on l'a tant de fois affirmé, que déjà la France et la Russie ébauchaient un projet de convention qui eût permis au tsar de réaliser le rêve éternel des Russes en échange d'une complaisance semblable pour nos vœux naturels d'agrandissement? Serait-il vrai que la résistance inattendue de la Prusse et peut-être aussi la révolution de juillet firent seules avorter ce dessein? Nous n'essayerons pas de pénétrer de si grands mystères; bornons-nous à constater que, lorsqu'il s'agit dans la conférence de Londres d'attribuer la possession de Candie et de Samos à la Grèce, cette revendication n'y trouva pas de défenseurs. On se mit d'accord « pour un État grec indépendant », on se garda bien d'en reculer les limites. Le prince Léopold de Saxe-Cobourg avait, au mois de février 1830, accepté la couronne; il déclina cet honneur quand il eut connaissance des restrictions apportées au bienfait de l'émancipation. Le comte Capo d'Istria conserva donc les rênes du pouvoir et accusa de plus en plus ses tendances à s'appuyer presque exclusivement sur la Russie. Le Magne, Hydra, Syra, presque tout l'Archipel, levèrent l'étendard de la révolte. D'un côté se rangèrent Miaulis et Petro-Bey, de l'autre Colocotroni et Canaris. Apaisée, non sans peine, par l'intervention passionnée de l'amiral Ricord, par les conseils plus impartiaux du capitaine

Lyons et du capitaine Lalande, cette crise déplorable laissa dans les esprits de nombreux ferments de haine. Le 9 octobre 1831, le président fut assassiné par deux chefs maniotes, George et Constantin Mavromichali. Sa mort fut un deuil national à Saint-Pétersbourg ; elle aurait dû être aussi un deuil pour la Grèce, car il n'est pas certain que le gouvernement de cet homme intègre et capable ne fût pas encore la meilleure combinaison que l'on pût trouver pour préparer le terrain à la monarchie.

La royauté ne prit pas facilement racine sur le sol mouvant où, le 1er février 1833, on réussit enfin à l'implanter; le règne du roi Othon se termina par une révolution, et la diplomatie dut se remettre à l'œuvre. Elle s'y remit sans confiance, inquiète et mécontente du résultat auquel ses longs efforts et ses perplexités avaient abouti. Heureusement les destinées de la race grecque ne sont pas liées d'une façon aussi intime qu'on pourrait le supposer à celles de la monarchie hellénique. Le résultat capital de l'insurrection de 1821, ce n'est pas la fondation du petit royaume de Grèce, c'est la transformation de la Turquie. L'empire ottoman renferme plus de douze millions de chrétiens, et parmi ces chrétiens les Grecs sont incontestablement appelés à être la race dirigeante. Tout les désigne pour ce rôle, leur activité, leur intelligence et surtout leur patriotisme. Si l'on a pu dire de l'Égypte qu'elle était devenue une co-

lonie française, on peut dès à présent affirmer que la Turquie ne tardera pas à être une colonie européenne. Cet immense territoire attire déjà les capitaux nomades, qui ne sauraient rencontrer nulle part un plus utile emploi. La Roumélie d'abord, l'Asie Mineure ensuite, se verront dans un avenir très-prochain sillonnées par des voies rapides. Ces contrées, si riches et presque abandonnées, manquaient de routes ; elles auront des chemins de fer. Les Grecs peuvent sans regret abandonner la poursuite de la *grande idée ;* leur industrie ravira plus sûrement le sceptre aux Ottomans que ne saurait le faire une agitation stérile. Il ne faut pas méconnaître d'ailleurs que l'autorité du sultan et les qualités de commandement propres à la race turque seront longtemps encore nécessaires au maintien du bon ordre chez ces populations, qui n'avaient jusqu'ici appris qu'à obéir. La question du service militaire est une des plus graves qui se puissent agiter au sein de l'empire des sultans. Si elle était dès à présent résolue, c'en serait fait à jamais des priviléges de la race conquérante. Il est peut-être sage de ne pas l'aborder prématurément. Ce qui importe, c'est que la loi civile soit égale pour tous. S'il plaît aux Turcs de supporter seuls les charges de la guerre, de s'abstenir des travaux lucratifs, de se contenter d'exploiter avec indolence le champ paternel, l'époque n'est pas éloignée où la cherté des subsistances leur rendra dans

leur propre pays l'existence impossible. Ils auront le sort des Mantchoux, qui ont conquis la Chine et qui ont dû céder le sol même de la Mantchourie aux Chinois. Le travail est la loi du monde moderne; les paresseux n'y ont plus de place.

CHAPITRE XVII

LES MONTÉNÉGRINS.

La création du royaume de Grèce a eu, en 1858, un appendice. Cet appendice s'appelle : la délimitation du Montenegro. L'œuvre principale et l'œuvre secondaire sont nées du même esprit ; elles ont été accomplies par les mêmes puissances ; on peut donc, sans le moindre effort, les rattacher l'une à l'autre. C'est toujours la solution de la grosse question, de la question d'Orient, qui se poursuit ; la station du Levant a seulement passé du bassin de l'Archipel grec dans celui de l'Adriatique.

Les Monténégrins sont une tribu serbe. A peine séparés par une étroite bande de terre, la Servie et le Montenegro ont jadis fait partie du même empire. Les États de Douschan le Fort s'étendaient des bords de l'Adriatique aux confins de la Thrace, des rives du Danube et de la Save aux frontières de la Grèce. Malgré les incursions des Hongrois et les invasions des Bulgares, les Serbes étaient encore maîtres de la Bosnie, de l'Albanie et de la Macédoine, quand les vaisseaux génois débarquèrent les soldats d'Amurat

en Europe. Attaquée par ces nouveaux ennemis, l'armée du prince Lazare fut presque entièrement détruite dans les plaines de Kossowo le 15 juin 1389. La bataille de Kossowo est restée le grand deuil national de la Servie. Une seule défaite n'aurait pu cependant amener l'asservissement d'un peuple aguerri par cinq siècles de combats; les divisions intérieures achevèrent ce que les armes de l'étranger avaient commencé. Vers la fin du quinzième siècle, la Servie, la Bosnie, l'Albanie et l'Herzégovine subissaient la loi du vainqueur. Le duché de la Zeta, successivement amoindri par les Vénitiens et par les Turcs, gardait seul, au centre du massif montagneux qui domine les ports de Budua et de Cattaro, avec l'étendard de la croix le drapeau de l'indépendance.

Les Turcs avaient renoncé à forcer les vaincus dans leur dernier refuge; mais le duché, réduit à ce nid d'aigle, n'offrait plus qu'un pouvoir peu enviable aux héritiers des Balza et des Tsernoïevitch. L'un d'eux, qui avait épousé une noble Vénitienne, trouva bon d'abdiquer entre les mains de l'évêque et de se retirer avec sa femme sur l'autre rive de l'Adriatique. C'est ainsi qu'en l'année 1516 le règne des *kniazes* fit au Montenegro place à l'autorité temporelle et spirituelle des *vladikas*. A dater de ce jour, les Monténégrins n'eurent plus d'autres lois que leurs traditions, ne connurent plus d'autre lien social que leur fanatisme. Quand il fallait combattre, les popes et

l'évêque marchaient au premier rang ; les bénédictions de l'Église attendaient le guerrier qui, après la *tcheta*, rentrait à Cettigné chargé du plus riche butin ou y rapportait le plus de têtes coupées. Les Turcs, on le croira sans peine, n'hésitaient pas à prendre de sanglantes revanches. Il y avait autant de têtes de Monténégrins exposées sur les murs du *konak* de Scutari que de têtes d'Osmanlis rangées sur les créneaux de la grande tour de Cettigné. Les Turcs avaient d'ailleurs sur leurs ennemis un inappréciable avantage : les balles et la poudre ne leur manquaient jamais. Privés de tout accès à la mer, séparés par les possessions ottomanes du reste des humains, les habitants de la Czernagora, si l'on veut donner au Montenegro son nom serbe, n'auraient probablement pas échappé à la destruction sans l'appui de la république de Venise. Cette union ne fut pas exempte de nuages, mais elle donna aux Monténégrins le moyen de subsister. Il leur fallait de toute nécessité un patronage extérieur, ne fût-ce que pour faire sacrer leur évêque et pour se procurer dans les années de famine du blé, en tout temps des munitions. Aussi, quand la grande république eut cessé d'exister, le Montenegro fut-il fort heureux de trouver la bienveillance et d'obtenir les secours de la Russie.

L'accroissement de la population ne pouvait pas être très-rapide dans un pays où l'on tenait à hon-

neur « de ne pas mourir dans son lit ». Les persécutions exercées par les Turcs dans la Bosnie et dans l'Herzégovine se chargèrent de combler les vides qui se produisaient dans les rangs des rebelles. C'était la coutume alors de garnir les frontières de colons militaires, auxquels tout était permis, pourvu qu'ils tinssent l'ennemi à distance. Les incursions de ces enfants perdus, de ces *bachi-bozouks*, sur les terres voisines n'étaient pas considérées comme une violation de la paix. Pour que la paix fût rompue, il fallait qu'on eût fait marcher l'artillerie. On peut se figurer quel devait être l'état des provinces confinant d'un côté à la Hongrie, de l'autre aux possessions vénitiennes. Les *bachi-bozouks* y régnaient en maîtres; le pillage, le meurtre, le viol, l'incendie, désolaient incessamment ces malheureuses contrées. Aussi était-ce de là, de l'Herzégovine surtout, que venaient au Montenegro les recrues qui repeuplaient ses districts ravagés. Dès qu'un Herzégovinien, exaspéré par les mauvais traitements, avait tué un Turc, il fuyait vers la Montagne-Noire. Dans ces gorges profondes, inaccessibles, trouvaient également un asile ceux à qui les *bachi-bozouks* n'avaient pas laissé de foyer. Les *Uscoques* formaient une population flottante qui errait généralement sur les frontières, et finissait presque toujours par s'y fixer. Quelquefois des familles émigraient en masse avec leurs richesses et leurs troupeaux. C'est ainsi qu'au temps des pre-

miers vladikas les Petrovitch quittèrent l'Herzégovine, et vinrent fonder non loin de Cettigné le village de Niegosch. Cette famille eut bientôt acquis dans les conseils une grande prépondérance. Les Radonitch seuls, investis des fonctions de « gouverneur civil », auraient pu la leur disputer, mais l'ascendant des Petrovitch Niegosch se trouva définitivement établi le jour où le peuple du Montenegro eut choisi parmi eux son chef ecclésiastique.

A dater de ce moment, une nouvelle période historique semble s'ouvrir. La dignité de vladika devient héréditaire. L'évêque choisit parmi ses neveux celui qu'il juge le plus digne de lui succéder. Battue de tous côtés en brèche, la domination ottomane perd de tous côtés du terrain. Pendant que la Servie refoule les Turcs dans l'enceinte de Belgrade, que la vie nationale renaît dans ses campagnes, les Petrovitch reprennent lambeau par lambeau le vieux duché. L'autorité du vladika ne s'étend plus seulement à l'ouest de la vallée des Bielopavlitch ; elle embrasse aussi les districts qui se prolongent, à l'est de la Zeta, jusqu'aux terres cultivées par les Kutchi. Quand le vladika appelle ses sujets aux armes, ce n'est pas uniquement aux Monténégrins qu'il s'adresse ; ce sont les habitants du Montenegro et des fertiles Berdas qu'il convoque. La marée a rebroussé chemin.

Toute dynastie a emprunté son prestige à un personnage que l'imagination populaire s'est plu à en-

tourer d'un éclat presque surnaturel. La dynastie des Petrovitch doit son influence, on serait tenté de dire sa légitimité, au grand vladika qui régna cinquante ans sur le Montenegro, et qui, après avoir détruit au combat de Krouché l'armée de Kara-Mahmoud, eut l'honneur de se mesurer avec les Français dans le temps où les armées impériales occupaient les provinces illyriennes. Ce vaillant évêque était à la fois un guerrier et un saint. Les Serbes prêtent encore serment sur ses reliques. Son successeur fut un poëte. Pierre Ier avait doublé le territoire de ses États; Pierre II en vendit plus d'une fois des parcelles à l'Autriche. Toujours à court d'argent, malgré le subside annuel que lui envoyait la Russie, Pierre II voyagea beaucoup; il composa des *piezmas* et les fit imprimer, créa un sénat rétribué, des capitaines de *nahias* et des *perianiks*, plaça sur le bonnet des uns l'aigle d'or à deux têtes, se contenta de distinguer les autres, simples gardes du corps, par l'aigle d'argent, et introduisit ainsi au sein de la montagne les premiers rudiments de la hiérarchie officielle. Dans les sociétés primitives ou dans celles que le cours des événements a ramenées à la barbarie, chacun est tenté de s'assigner brutalement son rang et ses prérogatives; c'est déjà quelque chose que d'y marquer la limite des pouvoirs et d'y régler les questions d'étiquette. Pierre II fut pour le Montenegro ce qu'avait été pour l'Aragon don Pedro le Cérémonieux. Il

était réservé au successeur qu'il s'était choisi de compléter son œuvre par des mesures plus essentielles encore.

Ce successeur, le prince Danilo Ier, était un des neveux de Pierre II; il n'avait pas vingt ans quand il fut appelé en 1851 à recueillir l'héritage de son oncle. Un sentiment naissant avait beaucoup diminué sa vocation pour l'état ecclésiastique. Il dépendait encore de lui de décliner les honneurs de l'épiscopat. Il fit mieux : il forma le hardi projet d'échanger la dignité d'évêque contre le pouvoir de prince temporel. Il fallait faire approuver cette audace à Saint-Pétersbourg. L'empereur Nicolas donna son assentiment. Fort d'un pareil appui, Danilo Petrovitch revint à Cettigné. Un de ses oncles, président du sénat, détenait le pouvoir, et se montrait peu disposé à le restituer. Danilo le lui arracha des mains en présence et aux acclamations du peuple, convoqué sur la place publique; puis, quand il eut réprimé les complots, chassé les mécontents, confié l'autorité à son frère aîné, le valeureux Mirko, il repartit pour Trieste, où l'attendait la fiancée dont la main devait être le prix de ce coup d'État. La puissance spirituelle fut dévolue à un archimandrite. Après un intervalle de trois cent trente-cinq ans, un *kniaze* régnait de nouveau à Cettigné.

Cette séparation de l'Église et de l'État contenait en germe toute une révolution. Depuis le départ du

dernier des Tsernoïevitch, le Montenegro s'était enfoncé avec une sorte de sauvagerie farouche dans son isolement. Il avait vécu en dehors du monde, n'en voulant rien connaître, n'en voulant surtout rien imiter. Entièrement dévoué à la politique qui avait le plus abaissé le Croissant, il soupçonnait à peine qu'il pût y avoir en Europe d'autres chrétiens que les Russes. D'un signe, la Russie le déchaînait contre ses ennemis. Les pans de murs noircis, les ruines dont Raguse est encore entourée, attestent l'influence de ces excitations. Quand éclata la guerre de Crimée, le prince Danilo se montra moins docile. La France avait un représentant à Scutari, et ce représentant, investi de la confiance du capitaine des Mirdites, eût pu appeler aux armes les tribus catholiques de l'Albanie, de temps immémorial ennemies et rivales des tribus monténégrines. M. Hecquard s'était au contraire employé à faire renouveler les trêves. Pour prix de cette intervention bienveillante, il ne demandait qu'une chose : que le prince observât la marche des événements et fût aussi prudent que l'était à cette heure le prince de Servie. Danilo resta neutre. Nos succès l'affermirent naturellement dans sa politique expectante, et, lorsque vint la paix, il se crut le droit, puisqu'un congrès s'occupait de remanier la carte du monde, d'envoyer réclamer, lui aussi, auprès des représentants assemblés à Paris, « la rectification de ses frontières ». Personne dans

le congrès ne parut animé d'une sympathie bien vive pour le Montenegro. La Turquie protesta contre des prétentions qui impliquaient la reconnaissance d'une indépendance qu'elle n'avait jamais admise; la Russie fut froide et réservée, l'Angleterre dédaigneuse, l'Autriche presque hostile. Sur ces entrefaites, le prince prit la résolution de venir lui-même à Paris. Sa foi dans l'avenir et son jeune enthousiasme attirèrent l'attention de l'empereur; il partit emportant la promesse d'une bienveillance dont les effets ne se firent pas attendre. Tant que le gouvernement ottoman se bornait à envoyer des troupes dans les provinces voisines du Montenégro pour y rétablir l'ordre, le gouvernement impérial ne jugea point à propos de s'en occuper; mais, le jour où ces troupes se concentrèrent près de la frontière et se disposèrent à marcher sur le district de Grahovo, une note insérée au *Moniteur* se chargea de rappeler à la Porte qu'elle allait excéder son droit. De nouvelles représentations furent adressées à Constantinople, deux vaisseaux furent expédiés de Toulon à Raguse, et le gouvernement de l'empereur invita les puissances signataires du traité de Paris à s'entendre « pour aviser aux moyens de prévenir un conflit entre les Monténégrins et les Turcs ». Tel est l'enchaînement de circonstances qui conduisit sur les côtes de la Dalmatie une division française détachée de l'escadre de la Méditerranée. Cette division mouillait, dans les

premiers jours du mois de mai 1858, sur la rade de Gravosa [1].

La rade de Gravosa est un des cinq ou six grands ports que possédait autrefois la petite république de Raguse. On sait que cette république est restée pendant de longs siècles un État indépendant, bien qu'elle payât vingt mille sequins aux Turcs, dix mille aux Vénitiens, et se crût même tenue d'envoyer chaque année quelques faucons de Bosnie au roi d'Espagne. C'était une république fort riche et fort industrieuse, adonnée au commerce, hardie et entreprenante dans ses navigations; mais dès le seizième siècle on reprochait à ses habitants « d'être de leur naturel soupçonneux et de faire volontiers d'une mouche un éléphant ». On ne les voyait pas, disait-on, se plaire aux nobles exercices de la chasse, faire des armes ou monter à cheval. Pacifiquement dévots, ne connaissant et ne voulant d'autres distractions que les cérémonies de l'Église romaine, « affectionnés au gain », ils formaient avec leurs voisins du Montenegro le plus complet contraste. La domination autrichienne, succédant à la domination française, ne paraît pas les avoir changés. Leur activité commerciale a diminué;

[1] Elle se composait des vaisseaux *l'Algésiras*, portant le pavillon du contre-amiral Jurien de La Gravière, commandant Dieudonné, *l'Eylau*, commandant Jaurès. L'*Eylau* ne tarda pas à être remplacé par la frégate *l'Impétueuse*, commandée par le comte Exelmans.

leurs habitudes n'en sont devenues que plus paisibles. Assise entre deux ports, Lacroma et Gravosa, ports excellents, mais presque toujours vides, la ville de Raguse est, de toutes les cités du monde, celle où l'on fait assurément le moins de bruit. Quand on parcourt ses longues rues pavées de larges dalles, qui ne résonnent jamais sous le fer des chevaux, et où les passants mêmes semblent craindre d'élever la voix, on se croirait vraiment transporté dans quelque nécropole antique. Ces murs silencieux renferment cependant une population heureuse, — si heureuse et si calme que le moindre incident l'effarouche. La seule ombre que le ciel ait mise à sa félicité, c'est le voisinage d'un État dont elle a bien souvent maudit l'indépendance. Si le ciel n'avait pas créé les Monténégrins, les Ragusais n'auraient connu sur cette terre que des jours sans nuages et des nuits sans inquiétudes; mais la vue de leurs villas saccagées leur rappelait l'invasion de 1807, et ce souvenir, bien qu'il ne fût plus fait pour troubler leur sécurité, hantait encore leurs rêves et entretenait leurs rancunes. L'annonce que des vaisseaux français allaient prêter main-forte au peuple turbulent, éternel objet de leur antipathie, ne pouvait qu'exciter l'indignation des honnêtes bourgeois de Raguse. « Le moment était en effet bien choisi, disaient-ils, pour venir au secours de pareils brigands! Assaillis sur la route de Klobuk pendant qu'elle essayait d'opérer sa retraite,

l'armée d'Hussein-Pacha avait été détruite; l'Herzégovine se trouvait complétement ouverte, l'agitation gagnait la Bosnie et l'Épire. Que n'avait-on plutôt laissé faire les Turcs? Toutes ces interventions de consuls, ces suspensions d'armes exigées au nom de l'humanité, n'avaient jamais profité qu'au plus déloyal et au plus perfide. Ce beau zèle venait d'aboutir au désastre de Grahovo. »

Les vaincus, il faut bien le dire, avaient beaucoup contribué à accréditer cette idée. Il est rare qu'on n'essaye pas d'expliquer ou de déguiser sa défaite, et c'est chose tentante que de pouvoir l'attribuer à la trahison! Les Turcs prétendaient donc avoir été trahis. Ils avaient d'abord accusé le secrétaire du prince, un jeune Français plein de feu et d'action, que le prince avait envoyé sur les lieux. Peu s'en fallait à cette heure qu'ils n'accusassent les consuls. Comme le pauvre Mercutio, ils trouvaient qu'on s'était fort mal à propos interposé entre eux et leurs ennemis, puisque leur armée n'en avait pas moins été battue, et ils se seraient volontiers écriés avec l'adversaire de Tybalt : « *A plague o' both your houses! I was hurt under your arm;* — que le diable vous emporte! j'ai été frappé pendant que vous cherchiez à nous séparer. »

De semblables dispositions ne nous présageaient pas évidemment un accueil empressé. Nous n'en fûmes pas moins très-surpris quand une notification

officielle vint nous apprendre que l'Autriche avait divisé ses ports en deux classes : les ports militaires, tels que Cattaro et Pola, où sous aucun prétexte les navires de guerre ne devaient être admis ; les rades fortifiées, où ces mêmes navires ne pouvaient s'arrêter, s'ils n'y étaient contraints par quelque grave avarie. C'était en termes polis nous inviter à vider les lieux. Heureusement, avant d'insister, on eut l'excellente idée d'en référer à la cour de Vienne. La cour envoya l'ordre de nous laisser tranquilles; cependant elle fit en même temps partir un bataillon de Pesth pour renforcer à tout événement la garnison de Raguse.

Ces ombrages et ces démonstrations nous auraient peut-être paru peu dignes d'une grande puissance, mais l'aspect des choses ne tarda pas à changer. Le général qui commandait « le cercle de Raguse » était absent au moment de notre arrivée. Il s'empressa de venir reprendre son poste, et nos rapports se trouvèrent bientôt établis sur le pied de la plus intime confiance. Les vues de nos deux gouvernements dans la question qui avait motivé l'envoi d'une division française à Raguse ne pouvaient pas aussi facilement s'accorder. L'Autriche est une puissance slave presque au même degré qu'une puissance allemande. Malheureusement pour elle, parmi ses sujets slaves, un grand nombre appartient à la religion orthodoxe. Ceux-là se trouvent rattachés par un lien bien plus

fort qu'on ne pense à l'empire des tsars. Pour ces populations, que le schisme a conquises dès le quatorzième siècle, l'Autrichien n'est qu'un compatriote, le Grec orthodoxe est un frère. Au moment de la guerre de Crimée, les Croates ne firent aucun mystère de leurs sympathies; on les vit manifester très-hautement la répugnance qu'ils éprouveraient à prendre les armes contre le défenseur des croyances qui leur sont chères. Si l'Autriche rencontre de pareilles tendances chez les populations de son propre empire, que doit-elle attendre de celles qui aspirent à se détacher de l'empire ottoman! Elle est la protectrice naturelle de tous les chrétiens catholiques, mais en Turquie les chrétiens de cette communion sont infiniment moins nombreux que les autres. Plus opprimés par les Grecs orthodoxes qu'ils ne pourraient l'être par les Turcs eux-mêmes, ils forment dans les provinces occidentales des États du sultan une minorité infime, timide, misérable, objet de la plus injuste animadversion. La haine que les schismatiques leur portent s'étend à leurs protecteurs. L'Autriche a donc grand intérêt à maintenir en Turquie le *statu quo*. Les préjugés religieux ont confondu sa cause avec celle du sultan. Peu d'hommes d'État voudraient admettre à Vienne que la dissolution de l'empire ottoman soit faite pour profiter à une autre puissance que la Russie. Le gouvernement autrichien ne devait donc voir qu'avec déplaisir nos complaisances pour

des idées qui lui paraissaient chimériques; il devait s'irriter de nos illusions, alors même qu'il ne suspecterait pas notre bonne foi.

Notre présence sur les côtes de la Dalmatie eut bientôt attiré l'attention de l'Europe. Toutes les cours s'en émurent, et la très-petite question du Montenegro devint en peu de temps une sorte de champ clos diplomatique. L'Angleterre, dont l'approbation nous était si précieuse, — car cette approbation répondait, à elle seule, de la sagesse et de la modération de nos desseins, — l'Angleterre ne témoignait nul penchant à nous suivre dans la voie nouvelle où nous nous montrions disposés à nous engager. Rien ne lui est plus antipathique et souvent plus suspect que la politique de sentiment. Il fut heureusement très-facile de lui faire comprendre que nous n'étions pas venus à Raguse pour y favoriser les empiétements du Montenegro, que nous voulions au contraire empêcher le conflit de s'étendre. Peut-être en effet dans cette circonstance servîmes-nous tout autant la Turquie que le peuple qui nous avait appelés à son aide. Ce ne sont pas les quinze mille ou vingt mille fusils dont dispose le Montenegro qui eussent mis l'empire ottoman en péril, c'est l'exemple que ce peuple de cent vingt mille âmes venait de donner. La victoire de Grahovo était une torche jetée dans un champ de blé mûr. Nous posâmes le pied sur ce tison fumant, et nous étouffâmes la flamme.

Pendant que l'Angleterre se rassurait, que l'Autriche prenait son parti d'une intervention qui n'avait pas justifié ses craintes, un nouvel incident vint réveiller les soupçons de ces deux puissances. La frégate russe *le Polkan*, commandée par le capitaine Youschkof, mouilla dans le port de Gravosa. Cette frégate devait, d'après les instructions remises à son capitaine, nous seconder activement dans la protection du Montenegro. C'était la première apparition que faisait le drapeau russe sur la scène politique depuis sa malheureuse campagne de Crimée. Il y avait une certaine habileté à ne pas montrer ce drapeau isolé; on comprendra que nous fussions moins empressés à nous targuer d'une solidarité qui pouvait à la longue devenir compromettante. Dans une question où nous ne voulions apporter que des tempéraments, les Russes apportaient au contraire une ardeur parfois excessive. L'échec infligé aux armes du sultan les comblait de joie, ils n'avaient nul désir d'en atténuer la portée; l'occasion d'humilier l'Autriche leur semblait précieuse, le mécontentement de l'Angleterre les inquiétait peu. Ils avaient oublié leurs griefs contre ce brave petit peuple qui venait de venger si bien la chrétienté. Ils auraient voulu le soutenir à outrance, peut-être même le pousser en avant, au lieu de l'apaiser.

Le sultan cependant était parvenu à intéresser la diplomatie à sa cause. Il promettait de ne pas violer

la trêve qu'on l'avait contraint d'accepter, de ne rien entreprendre contre le Montenegro; il demandait seulement à circonscrire l'incendie en faisant passer des troupes dans l'Herzégovine. L'Autriche lui offrait ses ports pour le débarquement. La prétention de la Porte était juste. Il y avait deux questions très-distinctes : celle du Montenegro, dont les puissances protectrices se refusaient à laisser menacer l'existence; celle des Uscoques, dont la soumission ne devait plus être retardée. Pour résoudre ces deux questions d'un seul coup, il suffisait de fixer les limites du Montenegro. Le principe de la délimitation admis par la Porte, on pouvait l'autoriser sans crainte à augmenter l'effectif de ses troupes. On était bien certain qu'elle n'empiéterait pas sur un territoire solennellement soustrait à son autorité. De son côté, le Montenegro avait tout intérêt à borner momentanément ses prétentions pour se saisir de l'importante concession qui lui était offerte. Le Montenegro n'avait jamais admis, il est vrai, le moindre lien de vassalité entre Cettigné et Constantinople. Ce n'en était pas moins un étrange phénomène que cette autonomie microscopique tolérée par les deux grandes puissances qui l'enserraient. Vivre désormais sous la garantie de l'Europe, avoir une existence officiellement reconnue, était pour le Montenegro un incalculable avantage. Le prince Danilo le comprit, et tous ses efforts tendirent dès ce jour à calmer l'exci-

tation, qui avait été jusque-là son meilleur allié.

Quand les conquérants sont devenus les plus faibles, il leur sert peu d'invoquer les droits de la conquête. Les Herzégoviniens, les Bosniaques, avaient enfin appris à mépriser ces maîtres sous lesquels ils avaient longtemps tremblé. Les persécutions, les avanies, dont ils n'avaient jamais cessé d'être l'objet, leur semblaient d'autant plus odieuses qu'il ne leur aurait fallu qu'un effort vigoureux pour s'en affranchir. A chaque instant, quelque explosion soudaine venait nous rappeler des haines implacables et conseiller à la diplomatie de se hâter. Dans le courant du mois de juillet, les chefs insurgés de l'Herzégovine, cédant aux exhortations des consuls, obéissant surtout aux invitations péremptoires du prince Danilo, se résignèrent à faire leur soumission. De leur côté, les grandes puissances signataires du traité de Paris envoyèrent à Raguse une commission chargée de procéder à la délimitation du Montenegro. C'est ainsi que nous eûmes l'occasion de visiter la capitale des Tsernoïevitch.

CHAPITRE XVIII

UNE VISITE A CETTIGNÉ.

Pour se rendre à Cettigné, on peut également partir de Budua ou de Cattaro. Si l'on débarque dans le premier de ces ports et qu'on opère son retour par le second, on aura contourné une partie du district que domine de toutes parts la haute cime du Lobtchen. Les autres districts, plus boisés, plus fertiles, sont des conquêtes récentes. La Katounska, immense bloc calcaire que des convulsions souterraines ont disloqué à diverses reprises, est le cœur du Montenegro. Sous l'effort qui a redressé et brisé ses assises, ce bloc est devenu un entassement de roches à travers lequel il eût été difficile de percer des routes. Les Monténégrins n'ont pas même voulu qu'on y traçât des sentiers. C'est parce que leur pays était impraticable qu'ils ont pu le défendre. Les chevaux bronchent souvent sur ces pierres glissantes ; à chaque instant, il faut que les guides les soutiennent. Les vallées de la Katounska, d'un accès difficile, sont étroites et profondes. On dirait des cirques autour desquels se dresse un amphithéâtre de collines. A l'angle d'une de ces vallées, Ivan, fils d'Étienne, a

bâti en 1490 le couvent de Cettigné. Une herbe maigre et fine couvre d'un tapis de mousse le fond de ce sombre entonnoir; quelques arbres rabougris ont pris racine dans les fissures de la roche. Le vieux couvent, semblable à un guerrier qui chancelle, s'adosse à la colline. Le palais du prince se déploie dans la plaine avec son enceinte crénelée qui lui prête de loin le pittoresque aspect d'un manoir féodal.

Le pays qu'il habite n'a pu donner au Monténégrin une grande habitude de l'équitation; mais ce vigoureux produit d'une nature sauvage est si souple, si hardi, que, dès qu'on lui amène un cheval, il n'hésite pas à sauter en selle. Au moment où nous arrivions en vue de Cettigné, un groupe de cavaliers partit à fond de train des abords du palais et s'avança comme un tourbillon à notre rencontre. Jamais troupe plus brillante ne s'était offerte à nos regards. On eût dit Sobieski venant au-devant de l'empereur d'Autriche. Le roi de Pologne avait probablement un cortége plus nombreux; on n'eût point vu à sa suite de plus beaux dolmans brodés d'or, de plus riches bonnets garnis de martre noire. Le luxe du Monténégrin, ce sont ses vêtements et ses armes. Pendant que nous descendions par une rampe abrupte et scabreuse au fond de la vallée, ce groupe tout étincelant des feux du soleil s'était brusquement arrêté. Recueillis pour la plupart sur le champ de bataille de Grahovo, les chevaux de Syrie se ca-

braient impatients sous la main de leurs nouveaux maîtres. Il fallut nous frayer un chemin à travers leurs courbettes pour arriver jusqu'au prince Mirko, car c'était à son frère en personne que le kniaze avait confié le soin de nous introduire dans sa capitale et de nous conduire jusqu'à sa demeure. Cettigné n'était alors qu'un village habité par un très-petit nombre de familles; il comptait beaucoup moins de maisons que de masures. Seul, le vieux monastère qu'habitèrent les vladikas, et qu'habita également le prince Danilo au début de son règne, y évoque encore le glorieux passé historique. Quel contraste entre ce noir couvent et le riant cottage à la porte duquel nous mîmes pied à terre! Le cottage est cependant un palais aussi, puisqu'un prince y réside, mais c'est un palais ouvert à tout venant, et qui n'a d'autre prétention que d'être la plus grande maison du village. Le mur crénelé dont on l'environna ne fut point fait pour repousser les assauts des Turcs. C'est une élégante décoration de théâtre. Grâce à la chaux dont a été badigeonnée cette habitation modeste, l'héroïque refuge de la nationalité serbe, la capitale de la Montagne-Noire, est devenue dans les *piezmas* modernes *la blanche Cettigné*.

Le prince nous attendait; préparée par les soins du consul de France à Scutari, M. Hecquard, l'entrevue ne pouvait être que cordiale. L'œil vif et intelligent, la physionomie énergique du prince Da-

nilo auraient suffi d'ailleurs pour nous prévenir en sa faveur. Le costume monténégrin rehaussait encore sa bonne mine. Ce costume convient bien à un chef de guerriers. Le cou nu donne à la contenance quelque chose de mâle et d'audacieux; les jambes enfermées dans des guêtres de laine blanche ornées de festons d'or rappellent à l'esprit les Grecs « bien chaussés » d'Homère; le gilet et la veste serrent le corps à la façon d'une armure; la jupe flottante descend jusqu'à la hauteur des genoux, et ne le cède en rien pour la grâce et pour la souplesse à la fustanelle des pallikares. C'est ainsi qu'ont dû se présenter au combat les compagnons de Milosch Obilitch. Il est rare que des habitudes chevaleresques ne créent pas un costume élégant. Quand les peuples dépouillent le vêtement national pour adopter le maussade uniforme que nous a fait la civilisation, on peut être certain que c'en est fait de leur originalité. Les femmes monténégrines auraient moins à perdre à cette transformation. Le lourd costume qui les emprisonne semble en quelque sorte l'emblème de leur condition sociale. L'homme, au Montenegro, quel que soit son rang, mène une existence libre et fière. Tout en lui, jusqu'à ses vêtements, respire la liberté. La femme est au contraire asservie aux plus durs travaux, assujettie aux plus austères devoirs. La laine l'enveloppe, et, de quelques broderies qu'on le puisse charger, l'étroit corsage

ne laissera jamais voir sous ses plis sévères que la froide gravité de la matrone.

Tout était resté serbe à Cettigné, tout y respirait la poésie d'un autre âge : ces *perianiks* mandataires de la justice du prince et gardiens de sa personne, ces sénateurs qui portaient tout un arsenal à la ceinture. Les anciens chevaliers devaient avoir cette haute stature, ces larges épaules et ces mains puissantes. Cet œil clair et ces traits épanouis n'indiquaient pas des gens dont l'imagination fût troublée par les subtilités qui nous assiégent. Il n'eût pas fallu croire cependant que nous avions seulement sous les yeux des héros; nous avions aussi des poëtes. Dès qu'ils avaient accompli quelque brillant fait d'armes, ces géants naïfs éprouvaient le besoin de le chanter. Chaque soir les rassemblait sur la place du village, chaque soir ajoutait quelque nouveau couplet à la piezma. Pas un incident qui pût échapper à la verve des improvisateurs. Ils avaient chanté la bataille de Grahovo; ils chantaient maintenant l'arrivée des vaisseaux français dans le port de Raguse. « Napoléon a dit à son roi des mers : Pars, hâte-toi, vole vers la blanche Cettigné. J'entends le canon du Turc maudit. Mes amis t'attendent ; porte-leur ce message : Ils se sont battus en braves; je ne les abandonnerai pas. » C'est peut-être ainsi qu'a été ébauchée l'*Iliade*. Le Montenegro n'a pas d'autre chronique que les chants de ses rapso-

des. Qu'un grand poëte les recueille, il en fera l'épopée nationale.

On éprouve je ne sais quel regret, peu philosophique sans doute, mais dont il est difficile de se défendre, à voir s'effacer les derniers vestiges d'une époque où l'homme apparaissait dans toute la majesté de sa force et de son individualité. La civilisation est comme un vent puissant qui empêche les âmes de dépasser un certain niveau. Il y a loin des Monténégrins aux habitants du Céleste Empire. On assure qu'on a vu les magots de Péking, quand le bruit des derniers événements est venu jusqu'à eux, se montrer beaucoup moins frappés de l'étendue de nos désastres que du chiffre énorme de l'indemnité qui nous avait été imposée. Ils avaient douté que nous fussions un grand peuple, tant qu'on ne leur avait parlé que de nos victoires; ils en ont été convaincus le jour où on leur a dit que nous étions un peuple qui pouvait payer cinq milliards. Est-ce donc à cet ordre d'idées que le monde s'achemine, et, le jour où l'homme cessera d'être une bête fauve, faudra-t-il qu'il devienne un mandarin?

Les Monténégrins, à l'époque où nous visitâmes Cettigné, en étaient encore au point où les avaient laissés les successeurs de Douschan le Fort[1]. La guerre pour eux était l'état normal. Les trêves,

[1] Le Montenegro a fait de grands progrès depuis 1858. Les enfants que nous avons connus à cette époque sont devenus des

quelle que fût la solennité qu'on mît à les conclure, ne constituaient jamais qu'une situation précaire; on les rompait sous le moindre prétexte. Voici en général comment le conflit s'engageait : le temps de faire les foins venu, les Turcs s'apprêtaient à faucher une prairie. « Que fais-tu, Turc maudit? leur criait de loin quelque Monténégrin. Tu viens ici voler l'herbe qui m'appartient. — Cette herbe ne t'a jamais appartenu, répliquait le musulman indigné. Tu n'as qu'à venir à Podgoritza, je te montrerai les titres de ma propriété. » De ces premières paroles échangées, on en venait promptement aux injures, des injures aux coups de fusil. Les femmes appelaient de nouveaux combattants, et leur clameur volait de montagne en montagne. Tout Monténégrin est soldat. Il n'y a point d'âge fixé pour prendre les armes; il n'en est point où on les dépose. Les enfants et les femmes portent les messages, les vieillards ne restent au conseil que lorsqu'ils sont tout à fait incapables de se mouvoir; mais c'est une race saine, vigoureuse, nourrie d'un air salubre, les infirmités ne l'atteignent pas. Il n'arrive point d'ailleurs très-fréquemment qu'un Monténégrin soit exposé à mourir de vieillesse. Son lot le plus ordinaire

hommes. Ils sont devenus aussi des guerriers tout à la fois vaillants, humains et généreux. Nous les en félicitons et ne les en aimons que davantage. La France, la bonne et sympathique France, est pour quelque chose dans leur transformation.

est de trouver la mort dans quelque rixe ou sur le champ de bataille. Il ne faudrait pas croire pourtant que le courage des farouches habitants de la Czernagora ne soit compliqué de beaucoup de prudence. Lorsqu'une action générale s'engage, les combattants, au début, se dispersent; on les voit se glisser entre les buissons, courir en se courbant d'une roche à l'autre, et ne songer à mettre en joue leur longue carabine que lorsqu'ils ont rencontré un suffisant abri. Le plus souvent, ils ont eu soin de laisser à distance leur bonnet et de le poser en évidence sur quelque roche, afin de tromper l'ennemi et d'attirer par ce stratagème le feu sur leur coiffure plutôt que sur leur tête.

La surprise de ces rusés guerriers fut grande lorsqu'au combat de Grahovo ils virent un Français dédaigner fièrement les précautions dont ils lui donnaient l'exemple. M. Delarue venait de quitter le Bureau des longitudes, où il entassait, depuis cinq ou six ans, des montagnes de chiffres. Secrétaire intime du prince Dănilo, à qui M. Hecquard l'avait présenté, il fut chargé d'un message urgent pour les consuls. Cette mission le jeta en plein dans la bagarre, il y fut tout simplement héroïque. Nous avons entendu plus d'une fois les Monténégrins parler avec stupeur des étranges allures de cet homme, qui se promenait impassible au milieu de la fusillade. Son maigre habit noir et son chapeau rond le

désignaient particulièrement aux coups des tirailleurs ; mais lui, sans s'émouvoir, se contentait par un mouvement nerveux de chasser les balles que, pour la première fois, il entendait bourdonner de si près à ses oreilles. Voilà un genre de courage que les Monténégrins admirent, mais qu'ils n'imiteront pas.

Comment une insignifiante escarmouche devient-elle si souvent un combat acharné? Par le zèle que chacun met à rapporter son trophée du combat. Un Turc tombe, les Monténégrins sortent de leurs abris, et s'élancent de toutes parts sabre en main. De leur côté, les Turcs veulent sauver le blessé ou enlever le cadavre ; on se bat sur ce corps. De nouvelles victimes jonchent bientôt le terrain et entretiennent la lutte. A Grahovo, les victimes se trouvèrent si nombreuses que les vainqueurs n'auraient pu emporter du champ de bataille toutes les têtes qu'ils avaient coupées. Ils se contentèrent d'apporter à Cettigné des nez et des oreilles. Ce fut un cri d'horreur en Europe quand on y apprit cet affreux détail. Le prince en était désolé et confus; mais il n'avait pas dépendu de lui de réformer sur ce point les mœurs de ses sujets. Lorsque nous connûmes mieux les chefs monténégrins, nous voulûmes user de notre influence pour les faire renoncer à un si atroce usage. Ils écoutèrent avec attention, approuvant nos exhortations de la tête et du geste : « Vous avez rai-

son, nous dirent-ils, nous ne couperons plus la tête qu'aux Turcs. »

Le Turc, pour le Monténégrin, ce n'est pas un homme, c'est l'ennemi séculaire, la bête malfaisante qu'il faut exterminer. Ajoûtons que c'est le seul ennemi avec lequel on ne puisse entrer en composition. Dans un pays où chacun n'a eu longtemps pour gage de sa sécurité personnelle que l'arme qu'il portait à ses côtés, la vengeance devait devenir un devoir social; sous peine d'infamie, on était tenu de venger ses proches. Cette solidarité créait entre les familles d'éternelles représailles, mais elle était aussi un frein salutaire à la violence. On avait la main moins prompte quand l'acte pouvait avoir de pareilles conséquences. Un seul meurtre mettait pour des années deux familles « en sang ». Telle était l'expression par laquelle on désignait l'état de guerre ouverte où vivaient les deux groupes qui avaient du sang répandu entre eux. Toutefois ce sang pouvait se racheter. Quand la lutte avait été longue, qu'une des deux parties était épuisée, et qu'il ne lui restait plus d'autre alternative que la fuite ou la soumission, des amis s'interposaient. Ils traitaient des conditions auxquelles l'ennemi qui s'avouait vaincu et qui demandait grâce pourrait être reçu à merci. Ces conditions réglées, la famille dont on avait obtenu le pardon s'assemblait. L'homme admis à payer la rançon de sa vie s'avançait en ram-

pant ; il jetait au loin ses armes et déposait à terre la somme convenue. La partie offensée le relevait, l'embrassait, et tout souvenir de la lutte mortelle était effacé dès ce jour.

Bien des sujets faisaient naître ces inimitiés implacables. Le plus fréquent était l'inexécution des promesses par lesquelles deux familles s'étaient engagées à unir leurs enfants, et l'on s'engageait souvent à les unir pendant qu'ils étaient encore au berceau. Une des premières réformes du prince Danilo eut pour objet de proscrire à jamais ces obligations téméraires. « Si un prêtre, dit-il, célèbre le mariage contre la volonté de l'une ou de l'autre des parties, il sera chassé de l'église. Si une jeune fille, de son propre mouvement et à l'insu de ses parents, s'unit avec un jeune homme, on ne pourra maltraiter les époux, ni leur adresser des reproches, car ils auront été unis par l'amour. » La condition de la femme était au Montenegro peu digne d'envie. On la mariait très-jeune, et, dès qu'elle était mariée, on l'occupait à cultiver la terre ou à filer la laine. Il n'est pas de voyageur qui n'ait eu dans les montagnes de la Katounska ce spectacle : la femme ployant sous un énorme fardeau, le mari marchant leste et dispos à ses côtés avec la carabine sur l'épaule. On ne connaît au Montenegro d'autres bêtes de somme que la plus belle moitié du genre humain. Ce furent des femmes qui portèrent nos malles de Budua à

Cettigné, et qui les rapportèrent à Budua quand nous revînmes à notre point de départ en passant par Cattaro. Ces pauvres créatures sont, on le comprendra, de très-bonne heure fatiguées et flétries. Il y avait heureusement pour elles tout un avenir de radieuses promesses dans l'ère nouvelle qui venait de s'ouvrir. La tendresse et les égards dont le prince Danilo entourait sa jeune femme devaient être d'un salutaire exemple dans un pays où, plus encore qu'ailleurs, chacun est habitué à se régler sur le prince.

Le successeur de Pierre II avait, comme lui, voyagé, et, mieux peut-être que le vladika poëte, il avait pu se convaincre que le degré de civilisation où en est arrivé un peuple se mesure sinon à l'influence de la femme sur les affaires publiques, du moins au rang qu'on lui réserve au foyer conjugal. Rien n'était plus touchant que l'aspect de l'aimable intérieur dans lequel nous avions été introduits. La jeunesse a le don de tout embellir; il semble qu'elle répande autour d'elle le parfum de ses espérances. En écoutant le prince, nous nous laissions gagner invinciblement aux illusions qu'avait fait naître la victoire de Grahovo, et, tout en prêchant la modération, nous en venions à comprendre que les vœux d'un peuple qui rompt ses entraves ne sauraient jamais être très-modérés. Le Montenegro, il ne faut pas l'oublier, peut à peine, tel qu'il est constitué, nourrir ses habitants.

Quand on est obligé de cultiver les céréales dans la moindre anfractuosité que présente la roche, au fond de ces puits sombres que visitent rarement les rayons du soleil, et où le blé apparaît comme quelque plante rare élevée dans un pot à fleurs, on est bien excusable de tenir opiniâtrément aux parcelles de terrain qu'après de longs combats on a pu reconquérir. On avait facilement obtenu du prince une suspension d'armes; mais il eût cent fois mieux aimé recommencer la lutte que céder aux Turcs une seule de ses prairies. Les prairies pour les Monténégrins, ce sont des provinces.

Le grand office du prince au Monténegro ne consiste pas à commander l'armée, il consiste à rendre la justice. Chaque jour, le prince descend sur la place de Cettigné; il y entend les causes et prononce les sentences. Toutes les sociétés ont commencé ainsi; saint Louis sous son chêne, le bey de Tunis sur l'estrade de la grande salle du Bardo étaient également des juges. Il semble même que les peuples, à l'origine des choses, n'aient institué un pouvoir suprême que pour lui confier le soin de régler leurs différends; les rois ont été les premiers arbitres. De là vient peut-être le caractère sacré dont l'opinion ne tarda pas à les investir. Toutefois ces juges, dont les décisions étaient sans appel, ont éprouvé le besoin d'éclairer leur conscience; ils se sont entourés de conseillers. Le Monténégro a déjà son parlement.

Composé des sénateurs que le prince a choisis parmi les chefs les plus considérables, ce conseil donnerait au besoin plus de force aux arrêts prononcés par le souverain; mais il est sans exemple qu'on ait protesté contre une sentence rendue. On pourra au Montenegro tramer une révolte, conspirer la perte du prince, menacer secrètement ses jours; on ne contestera jamais l'étendue de son pouvoir. Un prince dont les prérogatives seraient limitées ne serait plus un prince aux yeux des Monténégrins.

L'héritier des vladikas disposait en 1858 sans contrôle du produit des impôts, du revenu qu'il devait aux libéralités des puissances étrangères. C'était avec ces ressources qu'il se procurait des armes, qu'il accumulait des munitions, qu'il achetait dans les années de sécheresse le blé nécessaire aux semences, qu'il faisait des largesses au peuple, et payait la dotation des sénateurs. Le traitement de chacun de ces hauts dignitaires avait été fixé à deux cents francs par an, somme peu considérable sans doute, mais en rapport avec un budget qui ne dépassait pas alors trois cent mille francs.

Longtemps le Montenegro avait vécu sans lois, la coutume était le seul code qu'on y invoquât. Le 22 avril 1855, le peuple apprit par une proclamation du prince à quelles prescriptions il devrait désormais se soumettre, et sur quel texte écrit il serait à l'avenir jugé. Quatre-vingt-treize articles avaient

suffi au législateur pour fixer la tradition, et sur quelques points pour la réformer. La loi de Dieu est plus brève encore, mais elle est aussi moins indulgente. Ce qui avait grossi le code monténégrin, c'étaient les ménagements qu'il avait fallu garder avec certains préjugés séculaires. « Tu ne tueras pas », est un précepte sans doute indispensable, sur lequel il importe cependant de s'entendre. « Celui qui donnera la mort à un autre Monténégrin, disait le code promulgué à Cettigné, ne pourra être absous au prix d'aucune somme, il sera pris et fusillé. » Voilà le principe; voici maintenant les tempéraments : « Si l'on a une vengeance à exercer, on ne peut tuer les parents du meurtrier lorsqu'ils n'ont pris aucune part au meurtre, mais on peut frapper l'assassin; on peut se battre en duel, pourvu qu'on n'appelle pas une partie de la population à son aide. » Quant aux mandataires de la justice, il leur est spécialement recommandé de ne pas se laisser entraîner par leur zèle et d'avoir soin, dans le rigoureux exercice de leurs fonctions, de ne pas tuer des innocents. » La mort paraît être d'ailleurs aux yeux du législateur monténégrin le seul accident de quelque gravité. Pour avoir estropié son frère, l'amende varie de cinquante à cent talaris; pour lui avoir cassé la tête ou lui avoir crevé un œil, il en faut payer soixante; on ne peut le frapper sans motif soit avec le pied, soit avec la pipe, on s'exposerait à sortir

de son escarcelle cinquante sequins d'or. Si celui que vous avez frappé vous tuait à l'instant, la justice monténégrine n'aurait rien à y voir. Le meurtrier ne doit être poursuivi que s'il attend un ou deux jours pour donner cours à sa rancune. Voilà donc pourquoi les Monténégrins se refusent si obstinément à déposer leurs armes, soit dans les conseils, soit dans les festins. Il est assez naturel qu'on tienne à avoir sa vengeance sous la main, quand il y a de si sérieux inconvénients à la différer.

Pour s'expliquer le peu de cas que les Monténégrins semblent faire d'une blessure, il suffit d'avoir vu avec quelle facilité se guérissent celles qu'ils ont reçues. Un des chirurgiens de l'*Algésiras* nous accompagnait quand, pour la première fois, nous allâmes visiter à Cettigné les blessés de Grahovo. Cet habile opérarateur s'était promis de leur offrir ses services; mais jamais un Monténégrin ne consentirait à subir une amputation : la mort lui paraîtrait cent fois préférable. Couchés près du foyer, dans une cabane enfumée où l'on respirait à peine, gisaient sur le sol nu de nombreux blessés que dévorait la fièvre. Les uns avaient eu la cuise, d'autres le bras brisé par une balle; la nature les a probablement guéris sans qu'aucun médecin les pansât. Un grand et beau jeune homme découvrit devant nous son épaule fracassée. Il se tenait debout pendant que le vieux praticien de village enlevait soigneusement avec une pince d'acier

les esquilles que la suppuration amenait à la surface de la plaie. Le blessé supportait ce supplice sans proférer une plainte; quelquefois seulement un nuage passait sur son front et trahissait l'intensité de la souffrance. « Comment allez-vous? demandions-nous à ces malheureux. — Bien, répondaient-ils, si le prince est sain et sauf. » Ce qui est dans le cœur de tous les sujets, il était inutile de le mettre dans les lois. On a jugé cependant qu'il serait bon de l'y faire figurer, ne fût-ce que pour le cas où le sentiment du respect viendrait à s'affaiblir dans la Montagne-Noire. Tout Monténégrin, « petit ou grand », doit donc, pour se conformer aux lois, « aimer et respecter ses chefs, ses juges et les vieillards; il doit leur témoigner toute son estime. Celui qui parlerait mal du prince ou de ses actes serait puni comme un meurtrier. »

Quelques articles règlent les héritages, d'autres assurent les droits de l'autorité paternelle. Il en est qui sont destinés à intimider les calomniateurs. Prouver ce qu'on s'est permis d'avancer n'est pas au Montenegro chose facile. L'avantage, dit la loi, devra rester à celui des deux adversaires qui présentera le plus de gens de bien prêts à jurer pour lui. Nous avons dit déjà quelles mesures tutélaires avaient été prises pour préserver les jeunes filles de la contrainte morale que trop souvent on leur faisait subir. Ce n'est pas la seule disposition qui tende à relever la

femme de sa condition d'infériorité. Les divorces, dont on faisait le plus scandaleux abus, ont été interdits, à l'exception de ceux qu'autorise l'Église orientale. Quant à l'Église, la loi n'a fait qu'une légère incursion dans son domaine, incursion aisément justifiable. Le sacerdoce était devenu chez les Monténégrins une fonction presque héréditaire; les devoirs en étaient parfois singulièrement négligés. Il était de ces lévites qu'on rencontrait beaucoup plus souvent sur le champ de bataille que dans le temple. Le pope Juro, — pour n'en citer qu'un seul, — ce pope, qui devait trouver la mort au combat de Grahovo, était réputé le plus grand faiseur de *tchetas;* on le redoutait jusqu'au fond de la Bosnie. Tel autre s'était signalé par sa profonde ignorance de la liturgie slave; on l'accusait d'avoir récité, présidant un jour à un enterrement, l'office du mariage. La loi de 1855 a voulu que tout prêtre fût obligé « de venir au temple chaque dimanche »; celui qui manquerait à ce devoir serait destitué.

Voilà donc les garanties sous lesquelles une réunion d'hommes peut vivre, et qui à la rigueur lui suffisent. Il est vrai que le faible y trouve peu d'appui; mais quelle est la législation primitive qui ait songé à protéger la faiblesse? Celui à qui le ciel n'a départi ni vigueur ni courage fera bien de ne pas aller porter ses pénates au Montenegro. C'est un pays où il est bon de pouvoir compter sur soi-même

et dans lequel il convient d'inspirer un certain respect aux autres. Les héros d'Homère se vantaient mutuellement leurs prouesses avant d'en venir aux prises. Les Monténégrins n'engagent point non plus de combat sans discours. On les entend célébrer du haut des rochers leur courage, rappeler leurs hauts faits et ceux de leurs ancêtres, se proclamer cent fois les premiers guerriers du monde. Il n'y a que les Albanais qu'ils veuillent bien reconnaître pour des adversaires dignes d'eux, et surtout, parmi les Albanais, la tribu catholique des Mirdites.

CHAPITRE XVIII

LA DÉLIMITATION DU MONTENEGRO.

Les Monténégrins qui nous avaient escortés depuis le moment où nous avions mis le pied sur le sol de Budua ne voulurent pas nous quitter avant de nous avoir reconduits au port. Ils jetérent de nouveau leur longue carabine sur leur vaillante épaule, et d'un pas infatigable entreprirent cette étape qui ne devait lasser ni nos guides ni nos porteuses de bagages, mais qui était bien faite pour lasser nos chevaux. Les Monténégrins sont des amis attentifs et aimables. On comprend toutefois que l'Autriche les trouve des voisins incommodes. Nos exhortations ne purent tempérer le zèle de notre escorte désireuse avant tout de nous faire honneur. Les salves de mousqueterie dont elle nous accompagnait depuis notre départ nous suivirent jusqu'aux portes de Cattaro. Nous traversâmes la ville, nos guides furent obligés d'en faire le tour; on ne les y eût pas laissés pénétrer sans les inviter à déposer leurs armes à la porte. Cette précaution blessante n'est pas l'effet de la politique soupçonneuse de l'Autriche, elle remonte à

une autre époque. Venise et le Montenegro ne pouvaient se passer l'un de l'autre, Cattaro était le seul marché où les Monténégrins échangeaient leurs moutons contre du blé ou contre de la poudre. Plus d'une fois cependant leur turbulence fit de ce marché, qui se tenait en dehors de la ville, le théâtre de sanglantes querelles. Cattaro fermait alors ses portes, la garnison courait à ses coulevrines, et quelques décharges d'artillerie dispersaient les Monténégrins; ceux-ci à leur tour ne tardaient pas à mettre Cattaro en état de blocus. Des rochers qui surplombent la ville, ils fusillaient sans relâche tout ce qui osait se montrer sur les remparts. Au bout de quelques jours intervenait un accommodement, promettant l'oubli du passé, et se préoccupant peu de trouver des garanties impossibles pour l'avenir.

Les côtes de la Dalmatie fournissent à l'Autriche d'excellents marins, et parmi ces marins il faut mettre en première ligne les *Bocchesi* du cercle de Cattaro, descendants de ces rudes Esclavons qui montaient autrefois les galères de Venise. Les *Bocchesi* sont tous par l'origine, s'ils ne le sont par les mœurs, un peu Monténégrins. *Questi Montenerini,* — c'est ainsi que, pendant le blocus de Venise, les marins italiens nous désignaient les marins dalmates, — ont avec leurs frères de la Czernagora de tels rapports de race, de religion, de langage, que la fusion se fût facilement opérée, si, le jour où le général

Gautier remit Cattaro aux mains du vladika Saint-Pierre, la politique eût ratifié cette conquête. L'empereur Alexandre en avait ordonné autrement; ce fut sur son injonction que les Monténégrins durent céder à l'Autriche le bassin qui leur ouvrait un si large accès à la mer. L'abandon de ce territoire est resté pour le Montenegro un sujet d'éternels regrets. Aucune puissance, il faut bien le dire, ne saurait s'asseoir sur les bords de l'Adriatique sans gêner l'expansion de la race serbe. Si jamais l'Autriche devait évacuer l'étroite bande de terre qui, de Stagno à Budua, longe les États du sultan, ses héritiers naturels seraient les Monténégrins. Il est dans les destinées de la race serbe d'empêcher l'Adriatique de devenir une mer fermée. La journée de Lissa n'a pas été le choc d'une flotte allemande contre une flotte italienne. Ce sont les Esclavons qui ont encore une fois vaincu les Génois.

A la fin du mois de novembre 1858, la division française quittait le port de Raguse pour rentrer à Toulon. Commencée le 25 juillet, la délimitation n'était pas complétement terminée; mais le protocole qui fixait en principe le tracé de la frontière avait été signé à Constantinople. Il n'est pas facile de délimiter un État dont le territoire n'a jamais été soumis à aucun levé topographique, et dont la configuration indécise ne résulte d'aucun document écrit. La commission européenne se trouvait donc conduite, tout

en jalonnant le pays, à s'en faire raconter l'histoire. « Les anciens des villages » promenaient les négociateurs à travers les récits les plus fabuleux. A une époque qui se perdait dans la nuit des temps, un proscrit, disaient-ils, était venu dresser sa tente sur ce pic solitaire ou sur le bord de ce cours d'eau. Les enfants avaient grandi, les troupeaux avaient prospéré, la famille était devenue une tribu. L'État monténégrin n'était qu'une agglomération de familles. Chaque famille avait gardé le nom de son fondateur. Comment séparer du tronc principal les branches qui s'étaient étendues à droite et à gauche? Pourquoi donner aux Turcs la *nahia* des Drekalovitch, quand les Drekalovitch n'étaient que les enfants égarés des Kutchi? L'âpreté avec laquelle le Montenegro défendait ses droits lui assurait une incontestable supériorité sur son nonchalant adversaire; l'Angleterre et l'Autriche par malheur avaient pris en main la cause de la Turquie. Les parties se trouvaient ainsi ballottées entre deux influences contraires. Il dépendait presque toujours de la Prusse de décider la question. Sur la plupart des points, la Prusse nous avait donné la majorité; sur celui-ci, elle demeura inflexible. Nous manquâmes donc malgré nous l'occasion d'arracher quelques milliers d'âmes de plus aux griffes de la Turquie. Ce que nous eussions surtout désiré obtenir pour nos protégés, c'était un port où pût flotter le drapeau mon-

ténégrin; le prince Danilo se fût contenté de la moindre crique. Le droit à la mer est la juste ambition de tous les peuples. Tant que le Montenegro restera une enclave, tant qu'il ne pourra communiquer avec le reste du monde sans la permission de l'Autriche ou de la Turquie, il y aura forcément arrêt dans le développement de ses destinées. Un grand pas cependant avait été fait. Le Montenegro avait désormais un nom dans les archives diplomatiques de l'Europe. Il fallait savoir se contenter de ce premier avantage. L'œuf d'où est sorti l'empire actuel d'Allemagne a été couvé pendant plus d'un siècle par les électeurs de Brandebourg.

Qui donc oserait souhaiter de nouveaux cataclysmes à ce monde trop bouleversé déjà? Que l'empire ottoman continue à subsister, si la vie n'est pas tarie dans son sein, qu'il s'assimile, si les dieux le permettent, les provinces qui ne se sont pas encore soustraîtes à sa domination; les plus fervents amis des vaillants descendants de Douchan le Fort ne sauraient, en leur nom, demander qu'une chose, c'est que, le jour où le colosse viendrait à s'écrouler, on veuille bien se souvenir qu'il existe une nationalité serbe. Cette nationalité saura reconnaître, dans les débris qui joncheront alors le sol, les membres épars qui lui appartiennent. Est-ce à la Serbie ou au Montenegro que sera réservé l'honneur de les réunir? Il importe peu; ce que doit avant tout désirer cette inté-

ressante tribu de la famille slave, c'est qu'il se trouve quelque part un centre assez puissant pour attirer à lui et pour retenir les éléments d'une grande confédération indépendante.

Les voies de la Providence sont mystérieuses, et il lui plaît souvent d'ajourner ses desseins. L'heure de la renaissance devait être sans doute retardée pour les Serbes, car les hommes qui semblaient avoir été appelés à diriger, aussi bien en Servie qu'au Montenegro, le grand mouvement de la rénovation sociale, le prince Danilo et le prince Michel, voyaient à quelques années d'intervalle leur destin abrégé par d'odieux attentats. Que les Serbes y prennent garde, leur histoire jusqu'ici n'a été que l'histoire de leurs dissensions. Il leur faut introduire plus de discipline dans les esprits, plus d'union dans les cœurs. Leur avenir se fermerait brusquement, s'il se rencontrait encore parmi eux des Vuk Brankovitch. On peut douter heureusement que le meurtre du prince Danilo ait été l'effet de quelque instigation politique. C'est un avantage que le Montenegro paraît encore avoir eu sur la Servie. Le 11 août 1860, le prince était à Cattaro avec sa jeune femme. Une barque l'attendait près du quai, il y avait déjà fait embarquer la princesse et allait y descendre lui-même, quand un Monténégrin écarta violemment les gardes, et, à brûle-pourpoint, lui tira un coup de pistolet dans les reins. Le prince chancela; ce furent les bras de sa

femme qui le reçurent. L'assassin avait profité du premier moment de stupeur pour s'enfuir. On parvint à le rejoindre. Il ne fit aucune révélation. A l'occasion d'un méfait remontant aux premiers jours de son règne, le prince l'avait exilé. C'était du juge, non du prince, que le meurtrier avait voulu tirer vengeance. Quoique la balle eût brisé l'épine dorsale, l'agonie se prolongea pendant vingt-quatre heures. La princesse Darinka montra un grand courage et une résolution digne du rang qu'elle occupait. Son neveu, le prince Nicolas, qu'elle avait tenu à faire élever en France, était heureusement auprès d'elle en ce terrible moment. Elle mit sur sa tête le bonnet du prince Danilo, et l'investit ainsi du pouvoir suprême; puis elle reprit le chemin de Cettigné, suivant à pied le cercueil qui renfermait les dépouilles mortelles de son époux. Le prince Nicolas était le fils unique de Mirko. L'influence dont jouissait ce valeureux homme de guerre eût fait rentrer sous terre tous les compétiteurs, s'il s'en était présenté. Le Montenegro n'en subit pas moins les conséquences déplorables de la catastrophe. Une année ne s'était pas écoulée que la guerre ramenait les Turcs sur ses frontières. Une seconde campagne les conduisait jusqu'aux derniers contre-forts qui couvrent la vallée de Cettigné. Il était temps que l'Europe intervînt; la diplomatie préserva le Montenegro de l'inévitable soumission qui eût annulé le plus précieux de ses

titres à la suprématie future. Ce petit pays reste vierge de la domination turque. Le temps d'arrêt qu'il a subi dans son expansion n'est qu'un incident sans importance. L'avenir est aux races qui n'ont pas abjuré et qui croient aux retours de fortune, parce qu'elles n'ont pas cessé de croire en la justice de la Providence.

Quand l'empire de Douschan et des Nemanja eut été effacé de la carte du monde, ce fut la religion et la poésie qui en conservèrent le souvenir dans la mémoire des hommes. Quelques milliers de bandits réduits à vivre de pillage devinrent, grâce à la persistance de leur foi, les gardiens du précieux dépôt de la nationalité serbe. Le sultan entrait alors en campagne à la tête de cinq cent mille hommes, il pouvait tirer de ses arsenaux plus de six cents pièces d'artillerie, envoyer devant lui, « pour faire le dégât », soixante mille Arcangis et quarante mille Azapes. Le monde lui offrait peu de plaines assez vastes pour qu'il y pût asseoir ses camps et passer en revue son armée. Sans compter les troupes auxiliaires, les Tartares de la Bulgarie et les Tartares de la Crimée, les Circassiens et les Kurdes, il voyait chaque soir, à l'appel du muezzin, près de cent mille spahis ou janissaires et plus de deux cent mille Timariotes agenouillés le front dans la poussière, le visage tourné vers La Mecque. Qui eût osé penser que les successeurs de ce potentat en viendraient un

jour à traiter de puissance à puissance avec un porcher de la Schoumadia et avec le chef indépendant du Montenegro ? Les plus grandes nations, les plus nobles races sont exposées à fléchir sous le poids de leurs discordes intestines. On les voit alors s'éclipser pendant de longs siècles. L'histoire ne nous offre que trop d'exemples de ces désastreux effacements ; mais l'histoire nous apprend aussi que ces nations peuvent renaître du moindre germe, lorsqu'elles ont conservé le respect de leur langue, la mémoire des hauts faits du passé et cette dernière étincelle de vie, la foi religieuse, capable à elle seule de tout féconder.

Quant à nous, ne regrettons ni la part que nous avons prise à la régénération de la Grèce, ni celle qu'on peut nous attribuer dans la délimitation du Montenegro. Ne regrettons ni les œuvres émancipatrices de la Restauration, ni les inspirations chevaleresques du second Empire. Il est temps d'en finir avec d'injustes et impolitiques remords. C'est à notre humeur sympathique, à notre esprit ouvert à tous les enthousiasmes, que nous devons la place qui nous a été faite dans le monde. Gardons-nous bien de croire, nous laissant irriter par d'imprudents murmures ou par de vaines bravades, que le bien opéré puisse jamais tourner au détriment de ceux qui l'accomplissent. Si nous n'avions joué jusqu'à ce jour un rôle aussi actif en Europe, l'Europe eût peut-être été moins convaincue de la nécessité de ne pas laisser

étouffer notre voix, de nous maintenir, pour les grands et futurs règlements de compte, notre part légitime d'influence. Le souvenir de nos œuvres, voilà ce qui nous a toujours protégés, voilà ce qui s'est toujours interposé à temps entre nous et nos ennemis. Tout n'est donc pas duperie dans l'agitation généreuse qu'on nous reproche. Si quelque chose nous a nui dans l'opinion des gouvernements et des peuples, ce n'est pas, soyons-en convaincus, la chaleur de nos affections, c'est l'instabilité de nos sentiments. Choisissons bien les causes auxquelles nous voulons nous dévouer, étudions mûrement nos alliances, mais, avant tout, efforçons-nous, quoiqu'il puisse arriver, d'y demeurer fidèles. Nous nous sommes trop souvent décidés à la légère, et c'est bien là, sans doute, ce qui doit nous avoir rendu l'esprit de suite difficile. Dans les affaires mêmes de la Grèce, notre conduite ne fut pas sans avoir son côté fâcheux. A qui faudrait-il aujourd'hui nous en prendre ? A Charles X ou à François Ier ?

Telle est la question que la France eût pu se poser le 21 octobre 1827, quand les flottes ottomanes eurent sombré sous le canon des escadres alliées dans la baie toute sanglante de Navarin. Le commandant de la *Galatée* a été chargé d'expliquer ce regrettable incident au pacha de Smyrne. Le chrétien insinuant et l'impassible Osmanli se trouvent en présence. Le premier cherche à faire

comprendre la fatalité douloureuse qui a tout conduit. « Notre escadre n'a pu faire autrement que de repousser la force par la force, mais la politique de la France restera la même. La Turquie peut toujours compter sur notre amitié. La flotte qui vient de vaincre à Navarin, d'y vaincre malgré elle, sera la première, s'il le faut, à couvrir Constantinople. » Le pacha n'a pas interrompu. Il répond par un apologue : « Un jour, dit-il au capitaine francais, le peuple se pressait sur la place publique pour lapider un condamné à mort. On n'entendait qu'injures, cris de haine et de rage ; tous les bras se levaient contre le malheureux. Ce ne furent pas les pierres qui lui firent le plus de mal ; ce fut une rose que lui lança la main d'un ami ! » La réplique du pacha portait juste. Il était assez singulier qu'on s'arrogeât le droit de lapider Mahmoud, quand on avait jadis, au grand scandale de la chrétienté, recherché l'amitié du puissant Soliman.

La politique s'est fait une morale que répudieraient hautement les relations de la vie privée. Elle gagnerait, croyons-nous, à se montrer plus circonspecte ou moins inconstante. Ce qu'on peut dire de mieux à sa décharge, c'est qu'elle a eu souvent la vertu de la lance d'Achille. Elle blesse et guérit en même temps. La délimitation du Montenegro, pas plus que l'émancipation de la Grèce, ne sont restées des plaies longtemps ouvertes. La gan-

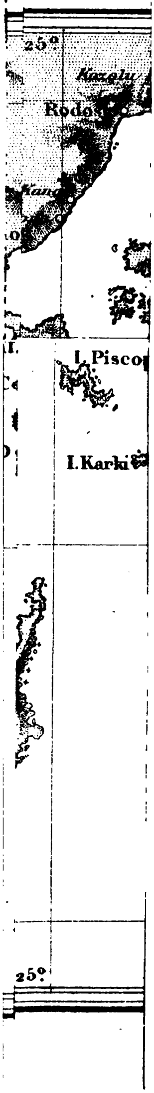
grène s'était mise dans ce corps caduc; on pratiqua une seconde amputation pour le sauver. Espérons qu'on s'en tiendra là. Tout dépend d'ailleurs de la Turquie elle-même, de la Turquie bien plus que des puissances qui peuvent convoiter ses dépouilles. L'insurrection de 1821 a eu des conséquences qu'il eût été impossible de prévoir au début. Un des premiers effets de ce soulèvement fut de favoriser les projets de réforme secrètement couvés par le Grand Seigneur. Ni la guerre de 1769, ni celle de 1790 n'avaient été pour le peuple turc une leçon suffisante. Les triomphes imprévus des raïas lui ouvrirent les yeux. Sans doute ce que Méhémet-Ali et le sultan Mahmoud, frappés de la supériorité militaire des giaours, voulaient demander à la civilisation chrétienne, ce n'étaient pas les sentiments généreux inscrits dans ses codes, c'étaient uniquement les moyens de destruction plus perfectionnés dont cette civilisation disposait. Et pourtant que voit-on au bout de quelques années se produire? Le manuel d'infanterie a ouvert la brèche par où les idées d'égalité des races, de justice et de mansuétude vont faire irruption dans l'Empire ottoman. Il est bien difficile aujourd'hui de prévoir ce que deviendra cet Empire, ses destins sont liés à trop de complications extérieures; mais il est un fait, de tous points, sous tous les rapports, incontestable. S'il y a encore une Turquie, il n'y a plus, à proprement parler, de

Turcs ; les janissaires étaient les derniers. La vitalité a passé à une autre race. Il faut donc chercher la force de l'Empire là où elle réside réellement. Les États du sultan peuvent encore échapper à l'absorption étrangère ; ils y échapperont sans doute, à la condition toutefois que le sultan saura mériter d'être adopté, protégé, défendu par ses sujets chrétiens. En dehors de cette politique, nous ne voyons pas de salut.

FIN DU TOME SECOND

TABLE DES MATIÈRES

PARIS. TYPOGRAPHIE DE H. PLON ET Cie, RUE GARANCIÈRE, 8.


25°
Rodos
I. Pisco
I. Karki
25°